



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JANVIER 2022

N°211

SOMMAIRE
RAA DU MOIS JANVIER 2022

N°211

	PAGES
PARTIE 1 : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 25 janvier 2022</i>)	2
PARTIE 2 : DECISIONS (<i>Conseil du 25 janvier 2022</i>)	212
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES (<i>janvier 2022</i>)	613
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS (<i>janvier 2022</i>)	624

**PARTIE I
DELIBERATIONS
SOMMAIRE**

N° Délibération	AMENAGEMENT DURABLE	Page
M2022-13	Convention-type pour le financement des travaux de modification de la signalisation d'information locale des établissements hôteliers - Approbation - Autorisation de signature	7
M2022-16	Opération d'aménagement sur la commune de Cournonterral - Réalisation des accès multimodaux aux futurs lycée et gymnase - Déclaration d'intention pour la concertation préalable - Approbation	10
M2022-17	Commune de Baillargues - Modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de Baillargues - Approbation	15
M2022-18	Commune de Lattes - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	19
M2022-50	Attributions de subventions dans la thématique "Mobilités" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	22
M2022-50	Attributions de subventions dans la thématique "Mobilités" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature (version amendée)	22bis

N° Délibération	ATTRACTIVITE	Page
M2022-9	Pôle vin - Salon de Montpellier, vins d'Occitanie du 2 au 3 mai 2022 - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	26
M2022-19	Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EU Project Innovation Centre (EUPIC) pour l'année 2022 - Convention - Autorisation de signature	29
M2022-20	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Cellule Économique Régionale de la Construction en Occitanie (CERC Occitanie) pour l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain - Renouvellement de la convention - Autorisation de signature	33
M2022-21	Espace Numérique Collaboratif de l'Hôtel French Tech - Mise à disposition auprès des partenaires - Autorisation de signature	36
M2022-22	Avenant à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Services Pétroliers Schlumberger - Autorisation de signature	39

N° Délibération	CYCLES DE L'EAU	Page
M2002-34	Création d'une régie unique de l'eau potable et de l'assainissement - Fixation de la dotation initiale - Approbation	43
M2022-35	Règlement de service d'assainissement collectif - Mise à jour dans le cadre du passage en régie sur les secteurs Est et Ouest - Approbation	47
M2022-36	Conventions de mandat relatives à la facturation, au recouvrement et au reversement de la redevance d'assainissement collectif entre les facturiers de l'eau des communes des secteurs Est et Ouest de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	50
M2022-37	Convention de mandat autorisant la société SAUR à facturer des prestations au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	54

N° Délibération	CYCLES DE L'EAU (suite)	Page
M2022-38	GEMAPI - Programme d'animations et d'événements ' Cap sur les salines 2022 ' sur les sites du lido et des salines de Villeneuve, des étangs de Vic et de Pierre blanche et de la Réserve naturelle nationale de l'Estagnol - Convention d'attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du bassin de Thau - Autorisation de signature	57
M2022-39	GEMAPI - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie pour la mise en œuvre du plan d'actions sur les sites naturels protégés des salines de Villeneuve et de l'étang de Vic pour l'année 2022 - Autorisation de signature	60
M2022-40	GEMAPI - Journée mondiale des zones humides - Galerie éphémère 2022 - Manifestation art et nature - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Occitanie - Autorisation de signature	63
N° Délibération	ENVIRONNEMENT	Page
M2022-2	Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2021 - Approbation	67
M2022-10	Révision de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) - Un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire métropolitain - Approbation	73
M2022-12	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Santé Publique France pour la réalisation d'une étude pilote destinée à évaluer les impacts sur la santé de multiples expositions environnementales - Autorisation de signature	79
M2022-26	Convention de développement du centre de ressources de l'Écolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de l'Hérault - Renouvellement - Autorisation de signature	83
N° Délibération	HORS COMMISSION	Page
M2022-1	Commune de Montpellier - Quartier Centre - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Objectifs et modalités de concertation et d'association du public - Opération dénommée Ricardo Bofill - Approbation	87
M2022-8	Oxygène, des mobilités décarbonées pour un air de qualité	91
M2022-11	Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole à l'enseignement supérieur et à la recherche dans la perspective du contrat de plan Etat Région 2021-2027 - Intentions de financements de la Métropole - Approbation	99
M2022-15	Résorption du bidonville de Celleneuve - Échange foncier pour l'implantation d'un village de transition secteur de la Rauze à Montpellier - Opération de travaux - Plan de financement - Demande de subvention auprès du FEDER - Approbation - Autorisation de signature	104
M2022-33	Modification du Tableau des emplois et des effectifs - Approbation	109
M2022-43	Composition des commissions métropolitaines - Approbation	112
M2022-44	Organismes Extérieurs - SPL Occitanie Events - Augmentation de capital - Participation - Autorisation accordée au représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	114

N° Délibération	HORS COMMISSION (suite)	Page
M2022-45	Organismes extérieurs - Société publique locale - SPL SA3M - Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	117
M2022-46	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	120
M2022-47	Organismes Extérieurs - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Approbation	123
M2022-48	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation	127
M2022-51	Attributions de subventions - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	130
M2022-52	Approbation des procès-verbaux des Conseils de Métropole du 23 novembre 2021 et du 14 décembre 2021 - Approbation	139
N° Délibération	RESSOURCES	Page
M2022-3	Vote en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption	142
M2022-4	Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption	150
M2022-5	Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement - Adoption	155
M2022-6	Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption	159
M2022-7	budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption	162
M2022-14	Contrat territorial 2018-2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie - Programme Opérationnel 2021 - Approbation	166
M2022-27	Attributions de Compensation (AC) aux communes - Montants prévisionnels 2022 - Approbation	169
M2022-28	Définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2022 - Approbation	173
M2022-29	Contrat d'emprunt auprès de la Banque Européenne d'Investissement pour le financement de la station d'épuration MAERA - Autorisation de signature	179
M2022-30	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine II - Communes de Montpellier et de Grabels - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Approbation	182
M2022-31	Débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire	185
M2022-32	Organisation du temps de travail à 1607h - Jours de compensation accordés dans le cadre de cycles de travail contraints - Approbation	189

N° Délibération	RESSOURCES (suite)	Page
----------------------------	---------------------------	-------------

M2022-41	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'UGAP dans le cadre d'un groupement de commande au sein de la Région Occitanie - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature	192
----------	--	-----

N° Délibération	SOLIDARITES	Page
----------------------------	--------------------	-------------

M2022-23	Conseils citoyens - Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement - Approbation	196
----------	---	-----

M2022-24	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 5 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	200
----------	---	-----

M2022-25	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau, Figuerolles, Nord Ecusson - Attributions de subvention pour la réhabilitation de 10 logements - Autorisation de signature	203
----------	--	-----

M2022-42	Bien Vieillir - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Hérault relative à la réception et aux traitements des appels de la Téléalarme - Autorisation de signature	206
----------	---	-----

M2022-49	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique de la ville" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	209
----------	--	-----

AMENAGEMENT DURABLE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Zohra DIRHOSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Aménagement durable - Convention-type pour le financement des travaux de modification de la signalisation d'information locale des établissements hôteliers - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Afin d'organiser les déplacements touristiques de façon cohérente, Montpellier Méditerranée Métropole gère un plan de signalisation d'information locale des hôtels sur la Commune de Montpellier. La signalisation d'information locale permet de guider l'usager de la route vers les services et équipements susceptibles de l'intéresser dans son déplacement et situés à proximité de la voie sur laquelle il se déplace. Elle est soumise aux règles fondamentales de la signalisation routière.

L'ensemble des panneaux indiquant les hôtels se fait avec un même matériel sur l'ensemble des voiries de la Commune de Montpellier pour assurer une homogénéité et bonne lisibilité des indications. Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des matériels et en assure l'entretien et la maintenance.

A l'achèvement de la mise en place de la signalisation d'information locale sur la Commune de Montpellier, les services métropolitains assurent les tâches suivantes, prises en charge financièrement par la Métropole :

- L'entretien courant (enlèvement d'affichettes, tags...) de la signalisation d'information locale ;
- Les modifications de la signalisation existante, consécutives à des changements de sens de circulation ou de création de nouvelles voiries ;
- Les réparations de la signalisation existante, consécutives à des accidents de la circulation ou vandalisme.

Il est proposé que les demandes de modifications de mentions sur la signalisation existante faites par les établissements hôteliers, consécutives à une revente de l'activité avec changement de raison sociale ou changement de raison sociale, soient réalisées par Montpellier Méditerranée Métropole aux frais de l'établissement demandeur.

Montpellier Méditerranée Métropole fera donc réaliser les travaux, en assumera la dépense et demandera au représentant de l'hôtel le remboursement intégral.

Pour cela, une convention sera signée entre les établissements hôteliers demandeurs de changement de signalisation et la collectivité, afin d'établir les termes financiers de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention type entre Montpellier Méditerranée Métropole et les établissements hôteliers demandeurs ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-177428-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Aménagement durable - Opération d'aménagement sur la commune de Cournonterral - Réalisation des accès multimodaux aux futurs lycée et gymnase - Déclaration d'intention pour la concertation préalable - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Région Occitanie envisage la construction sur le territoire de la commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m². Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la commune, d'un gymnase et, par la Métropole, de travaux de voirie, de la construction d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

Les terrains nécessaires à la réalisation de cette opération n'appartenant que pour une petite partie seulement à la commune, une déclaration d'utilité publique est requise en vue de réaliser les acquisitions foncières nécessaires. Le site d'implantation étant classé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune en zones Nn, Nnsl et An, une procédure de mise en compatibilité doit en outre être mise en œuvre en application de l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme.

L'assiette foncière de la totalité de l'opération (lycée, voirie, parking, gymnase) représentant une superficie totale d'environ 12 hectares, l'opération est soumise à évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement et relève en conséquence du champ d'application de la concertation préalable au titre du Code de l'environnement.

Eu égard au montant prévisionnel des travaux de voirie, supérieur à 1,9 M€, et conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants, l'opération relève également, pour lesdits travaux, de la concertation obligatoire en application de l'article R. 103-1 du Code de l'urbanisme.

Aux termes du dernier alinéa de l'article L. 121-15-1 du Code de l'environnement, lorsque le projet est soumis en partie à concertation obligatoire au titre du Code de l'urbanisme et qu'il peut également être soumis pour partie à concertation au titre du Code de l'environnement, le choix peut être fait de soumettre l'ensemble du projet à concertation au titre du Code de l'environnement.

Dans un souci de cohérence et de complète information du public, il a été convenu de mettre en œuvre une concertation au titre du Code de l'environnement pour les travaux relevant de la compétence de la Métropole et de confier à la Région Occitanie la coordination des différentes concertations nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération n°M2021-342 en date du 28 juillet 2021, la Métropole a arrêté les modalités de la concertation.

Par ailleurs, le montant prévisionnel de l'opération s'élevant pour la partie desserte du lycée sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à 7 M€, une déclaration d'intention doit être faite par la Métropole en application des articles L. 121-18 et R. 121-25 du Code de l'environnement. La déclaration d'intention a pour but d'informer le public sur le projet et sur les modalités de concertation retenues. Elle ouvre un droit d'initiative d'une durée de deux mois à compter de sa publication à l'issue desquels la concertation préalable sera organisée. La Métropole doit donc délibérer sur sa déclaration d'intention.

La Métropole montpelliéraine connaît une forte attractivité avec une croissance démographique qui ne ralentit pas depuis plusieurs décennies. D'ici 2030, 1 150 élèves supplémentaires sont attendus sur ce secteur, lequel comprend 15 établissements, dont 1 seul lycée d'enseignement général et technologique (Lycée Jean Monnet) implanté à l'Ouest de Montpellier.

A ce jour, les effectifs des lycées de la métropole sont proches de la saturation, notamment pour les lycées Clémenceau, Guesde et Mermoz à Montpellier, Champollion à Lattes, Pompidou à Castelnau-le-Lez. L'implantation d'un nouveau lycée à l'Ouest de Montpellier est donc une priorité pour la Région Occitanie.

Actuellement, l'essentiel des déplacements converge vers Montpellier, entraînant des temps de transport importants pour les lycéens des communes situées à l'Ouest de Montpellier. Ainsi, les lycéens des communes de Cournonterral, Pignan, Fabrègues, Lavérune, etc.... ont des temps de transport de 1h à 1h30 jusqu'à leurs lycées de rattachement (lycées Clémenceau et Guesde). Le fait d'implanter un lycée sur la commune de Cournonterral permet d'inverser ces flux et de diminuer les temps de trajet des lycéens concernés avec un effet vertueux sur l'impact carbone de ces déplacements quotidiens. En accompagnement du lycée, la commune de Cournonterral réalise un gymnase de 2 500 m² environ qui sera utilisé par le lycée pour les enseignements physiques et sportifs et par le tissu associatif local.

Enfin, afin d'assurer la desserte de ces nouveaux équipements dans une démarche s'inscrivant dans la stratégie mobilité 2025-2030, la Métropole accompagne le programme de construction de la Région et de la commune par la requalification de la RM5 au voisinage du futur complexe éducatif et sportif et l'intégration de toutes les fonctionnalités intermodales utiles pour permettre le choc des mobilités attendu à l'horizon des premières années d'ouverture du lycée en offrant à tous à la fois un cadre de vie apaisé et respirable et des alternatives à l'autosolisme.

Cela se traduit concrètement par :

- La requalification de la section de la RM5 entre les carrefours avec la route de Fabrègues (RM185) et l'avenue de la gare du Midi (RM114) afin d'y créer une zone de circulation apaisée où les circulations piétonnes, cyclables et les transports en commun seront priorités par rapport à la circulation automobile ;
- L'aménagement d'une zone de dépose/repose pour les transports scolaires et d'une station de la future ligne 4 de BusTram (Bus à Haut Niveau de Service) au droit de la Piscine Poséïdon qui permettront une redistribution des parts modales pour un accès facilité des élèves au lycée en transport en commun ;
- L'aménagement d'un carrefour giratoire entre les RM5 et RM185 qui permettra de sécuriser cette intersection ;
- L'aménagement d'un accès secondaire logistique spécifique au lycée assurant également la desserte du stationnement du personnel et des logements de fonction ;
- La réaffectation des stationnements existants du complexe sportif intégrant de nouvelles fonctionnalités intermodales (autopartage, covoiturage, possibilité de parking relais pour le futur BusTram ...).

Par ailleurs dans le cadre du déploiement du Schéma Directeur des Mobilités Actives voté par Montpellier Méditerranée Métropole en 2018, l'aménagement d'une liaison dédiée aux modes actifs entre Fabrègues et Cournonterral via le futur lycée sera aménagée.

L'ensemble des aménagements envisagés se situent sur la commune de Cournonterral et aucune autre commune métropolitaine ne sera directement affectée par le projet.

C'est donc globalement un impact positif sur l'environnement qui est attendu par le projet tant par la limitation des déplacements et des phénomènes de congestion automobile que par un report vers des modes de déplacements décarbonés. Leur utilisation combinée permettra une amélioration de la qualité de l'air et un cadre de vie apaisé autour du lycée avec la diminution des vitesses pratiquées sur les voiries, une plus grande sécurité et un apaisement de l'ambiance sonore.

Les impacts spécifiques plus ponctuels sur l'environnement seront présentés dans le dossier de concertation et feront l'objet d'une analyse détaillée dans l'étude d'impact environnemental. Cette étude sera partie intégrante du dossier de l'enquête publique qui sera organisée dans un deuxième temps, après la concertation

publique, conformément à la réglementation.

Sur le plan écologique, la zone de projet se trouve aux franges du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan », le long de la RM5. Dans ce périmètre déjà urbanisé pour partie, les inventaires de la faune et de la flore ont été menés par des écologues de façon à dresser un état des lieux exhaustif des espèces et à apprécier la sensibilité écologique de ce secteur.

L'évaluation environnementale, qui permet notamment de mesurer les impacts du projet sur la biodiversité, prendra en considération les caractéristiques du site et les enjeux liés à la présence de ces espèces. Conformément à la séquence Eviter-Réduire-Compenser, la préservation des milieux sera l'axe prioritaire dans la définition du projet. En première approche, le projet de desserte du lycée s'inscrit principalement dans l'emprise actuelle du domaine public de voirie et évite par conséquent les impacts sur le milieu naturel et la biodiversité. Les impacts environnementaux qui ne pourront pas être évités seront réduits autant que possible, et en dernier recours les impacts résiduels seront compensés.

Le projet de lycée et sa desserte pourra également avoir des incidences sur d'autres compartiments de l'environnement, la recherche de solutions visant à éviter, réduire et si nécessaire compenser ces impacts guidera la réflexion d'aménagement :

- Incidences sur l'eau et les risques : un travail permettra d'étudier les solutions qui sauront répondre aux exigences et préconisations des services de l'Etat sur ces sujets ;
- Incidences sur la santé : le projet va impliquer localement des répartitions de trafics différentes pouvant être à l'origine de nuisances sonores et de modification de la qualité de l'air, des études particulières seront réalisées pour analyser finement ces aspects et apporter le cas échéant des mesures d'atténuation ;
- Incidences sur les paysages : le projet va modifier la typologie actuelle en s'inscrivant dans la continuité des aménagements existants au niveau de ce secteur (plateaux sportifs, piscine, et habitations), et privilégiera l'intégration paysagère, notamment, par la mise en valeur des marqueurs du paysage, par une implantation du bâti en « peigne » afin de préserver les ouvertures visuelles, par les traitements des espaces paysagers en adéquation avec le contexte local.

Au stade actuel de définition du programme, il n'est pas envisagé de solution alternative de desserte du lycée. C'est justement l'intérêt de la concertation publique de permettre au maître d'ouvrage de préciser le programme et de fixer d'éventuelles nouvelles orientations d'aménagement au vu des observations que le public pourra apporter sur le projet.

La concertation préalable associe le public à l'élaboration du projet. Conformément aux dispositions de l'article L. 121-1 du Code de l'environnement, la participation du public à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement est mise en œuvre en vue :

- D'améliorer la qualité de la décision publique et de contribuer à sa légitimité démocratique ;
- D'assurer la préservation d'un environnement sain pour les générations actuelles et futures ;
- De sensibiliser et d'éduquer le public à la protection de l'environnement ;
- D'améliorer et de diversifier l'information environnementale.

Dans ce cadre, la Métropole envisage de mettre en place une concertation préalable d'une durée d'un mois minimum selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairie de Cournonterral et sur le site internet de la Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre papier en mairie de Cournonterral et d'un registre dématérialisé sur le site internet de la Métropole permettant au public de formuler ses observations et propositions ;
- Parution dans le journal d'information de la Métropole d'un ou plusieurs articles d'information.

Dans l'hypothèse où les restrictions liées à la crise sanitaire l'autoriseraient, une réunion publique portant sur l'ensemble de l'opération sera conjointement organisée, sur le territoire de la commune, par la Région

Occitanie, la Métropole et la commune.

Conformément à l'article R. 121-19 du Code de l'environnement, au plus tard 15 jours avant l'organisation de la concertation préalable, un avis précisant notamment la durée et les modalités de concertation sera publié sur le site internet de la Métropole et dans deux journaux diffusés dans le département de l'Hérault et publié par voie d'affichage en mairie de Cournonterral. Un bilan de la concertation sera établi et publié sur le site internet de la Métropole dans un délai de trois mois après la fin de la concertation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De déclarer l'intention de réaliser le projet de desserte du futur lycée sur la commune de Cournonterral ouvrant un droit d'initiative d'une durée de deux mois à compter de sa publication ;
- D'organiser à l'issue de ce délai, une concertation préalable au titre du Code de l'environnement selon les modalités fixées dans la délibération n°M2021-342 du 28 juillet 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179828-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

PREFECTURE
DE L'Hérault
22 FEV. 2022
F. R. L.
GREFFE-PHRA

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Aménagement durable - Commune de Baillargues - Modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de Baillargues - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A la demande de la Commune de Baillargues, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de cette Commune afin de supprimer les emplacements réservés N2 et N3, permettre la réalisation de toitures terrasses en zones UA, UE et 1Np, autoriser la réalisation d'un practice de golf en zone 2Ng et admettre l'installation de systèmes de production d'énergie photovoltaïque en zones UE, 2UE et 1Np.

Déroulement de la procédure

Par délibération N° DLM-2021-066 en date du 7 juillet 2021, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de Baillargues a émis un avis favorable quant au projet de modification simplifiée n°6, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées (PPA) et à l'autorité environnementale.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 10 septembre 2021, la modification simplifiée n°6 a été dispensée d'évaluation environnementale, après examen dit « au cas par cas » en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du projet de modification, de l'exposé de ses motifs et des avis émis par les personnes publiques associées, précisées par délibération n°M2019-703 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019, ont été portées à la connaissance du public le 17 septembre 2021 par voie de presse.

Dans ce cadre, le dossier de modification simplifiée a été mis à disposition du public du 27 septembre 2021 au 29 octobre 2021, en mairie de Baillargues, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur les sites internet de la ville de Baillargues et de Montpellier Méditerranée Métropole.

En ce qui concerne les personnes publiques associées destinataires du dossier de modification simplifiée n°6 du PLU avant cette mise à disposition :

- Le Conseil Départemental de l'Hérault, par courrier en date du 14 septembre 2021, a émis un avis favorable au projet de modification simplifiée n°6 du PLU de Baillargues ;
- La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), par courrier en date du 28 septembre 2021, a émis un avis favorable au projet de modification simplifiée n°6 du PLU de Baillargues en précisant qu'il serait judicieux d'indiquer explicitement que les toitures terrasses sont autorisés en zone UE. L'article 11 du règlement projeté indiquant que « *les toitures terrasses, accessibles ou non, sont admises* », cette observation n'appelle pas d'évolution du projet de modification simplifiée n°6 ;
- Par courrier en date du 18 octobre 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a formulé une observation sur l'objet n°4 relatif à l'adaptation de l'article 2 de la zone 2Ng.

La zone 2Ng correspond à la « *zone du parcours du golf Massane, constitué principalement du green et d'espaces verts et boisés* ». Le règlement actuel ne permet pas d'y implanter un simple practice de golf : la présente modification simplifiée prévoit, par conséquent, d'y autoriser « *les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs uniquement liés à la pratique du golf et à la condition de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages* ».

Considérant que ces constructions et installations ne répondent ni à un service d'intérêt général, ni à un besoin collectif et rappelant que le secteur du golf est partiellement soumis à un aléa fort et modéré en

termes d'inondabilité, les services de l'Etat demandent de supprimer ce point d'évolution du règlement d'urbanisme sur ce secteur et proposent, en lieu et place, d'étudier la création d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL), soumis à l'avis de la Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels et Agricoles et Forestiers (CDPENAF), et l'élaboration d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Ces deux outils, STECAL et OAP, ont été envisagés par les services de la Métropole et de la Commune de Baillargues en amont de la présente procédure et réétudiés à la suite de l'avis des services de l'Etat : compte tenu de l'objectif poursuivi, l'adaptation de l'article 2 de la zone 2Ng telle qu'envisagée initialement demeure un choix proportionné au regard des caractéristiques du projet et se révèle être strictement conforme aux dispositions de l'article L.151-11 du Code de l'urbanisme.

S'agissant du risque d'inondations, si l'analyse du risque au regard de l'aléa pourra faire l'objet d'une discussion dans le cadre de l'instruction d'un dossier de demande d'autorisations de travaux et le cas échéant d'une décision de refus par l'autorité compétente sur le fondement de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, il ne paraît pas justifié d'interdire, au stade de la modification projetée du PLU, les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs uniquement liés à la pratique du golf pour l'ensemble de la zone 2Ng.

Aussi, il est proposé de maintenir en l'état les dispositions projetées relatives au point n°4, ayant pour objet de permettre, au sein de la zone 2Ng dédiée spécifiquement à la pratique du golf, les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs uniquement liés à la pratique du golf et ce sous réserve de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

- Par courrier en date du 16 septembre 2021, Monsieur le Préfet de la Région Occitanie souligne qu'une partie de la zone UA est située au sein du périmètre des abords de Baillargues, entourant l'Eglise paroissiale Saint-Julien et Sainte-Basilisse protégée au titre des monuments historiques depuis 1963. Considérant que la couverture en tuile de terre cuite constitue l'une des caractéristiques de l'architecture traditionnelle locale, les services de l'Etat souhaitent que le PLU de Baillargues impose l'utilisation de la tuile canal pour les couvertures nouvelles et n'autorise les toitures terrasses qu'en tant qu'élément de raccordement entre deux bâtiments.

S'agissant de l'utilisation de la tuile canal, il est à noter que le PLU impose déjà cette disposition en précisant que « *les couvertures des constructions nouvelles doivent être en tuile canal ou similaire, de teinte claire* ».

S'agissant de l'adaptation du règlement écrit en vue d'autoriser les toitures terrasses en zone UA sans qu'elles ne constituent obligatoirement un élément de raccordement entre toits pentus, il est à noter qu'elle ne supprime en rien la protection existante au titre des monuments historiques, donnant lieu à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), pour toutes autorisations d'urbanisme déposées au sein de la zone UA et couverte par le périmètre des abords (PDA).

Par conséquent, et considérant que la Commune de Baillargues souhaite autoriser une signature plus contemporaine des constructions dans ce secteur, cette observation n'appelle pas d'évolution du projet de modification simplifiée n°6.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant la mise à disposition :

Aucune observation n'a été consignée dans les registres destinés à recevoir les observations et remarques du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n° 6 du PLU de la Commune de Baillargues ;
- De prendre acte des différents avis émis par les Personnes Publiques Associées (PPA) ;
- D'approuver le projet de modification simplifiée n°6 du PLU de la cMmune de Baillargues ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 4/02/2022

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


 Michael DELAFOSS



Publiée le : 21-02-2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21-02-2022.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PREFECTURE
HERAULT

22 FEV. 2022

G.R.C.L.
GREFFE-P.E.R.A.

PREFECTURE
HERAULT

22 FEV. 2022

G.R.C.L.
GREFFE-P.E.R.A.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Aménagement durable - Commune de Lattes - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Il convient de procéder à la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes afin de corriger une erreur matérielle au sein des documents graphiques du règlement intervenue lors de la dernière mise en compatibilité du PLU.

En l'espèce, il s'agit de rétablir, de part et d'autre de l'avenue de la mer, la dénomination des secteurs telle que définie par les pièces écrites du règlement opposable. Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- Mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Lattes et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures d'ouverture habituelles ;
- Accompagné d'un registre en Mairie de Lattes et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- Mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Lattes (<https://www.ville-lattes.fr/>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178602-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Aménagement durable - Attributions de subventions dans la thématique "Mobilités" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des transports et des mobilités actives, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

Nom de l'association	Nature	Montant
693 GIHP - Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	Fonctionnement	1 374 800 €
693 GIHP - Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	Investissement	27 000 €
696 Comité liaison des associations de personnes handicapées	Fonctionnement	11 000 €
4534 Le vieux biclou	Fonctionnement	6 000 €
4534 Le vieux biclou	Le vieux biclou Projet de vélo-école	2 000 €
3366 Vélo cité Grand Montpellier	Fonctionnement	6 000 €
TOTAL		1 426 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Marie MASSART.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-175909-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20211122_ConvSubvCLCPH_2022.doc
- VELO CITE Convention subv 2022.docx
- 20211216_SubvGIHP_2022.doc
- VIEUX BICLOUConvention subv 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

21 MARS 2022

D.R.C.L
GREFFE-PFRA

Délibération n°M2022-50

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Aménagement durable - Attributions de subventions dans la thématique "Mobilités" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des transports et des mobilités actives, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

Nom de l'association	Nature	Montant
693 GIHP - Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	Fonctionnement	1 374 800 €
693 GIHP - Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	Investissement	27 000 €
696 Comité liaison des associations de personnes handicapées	Fonctionnement	11 000 €
4534 Le vieux biclou	Fonctionnement	6 000 €
4534 Le vieux biclou	Le vieux biclou Projet de vélo-école	2 000 €
3366 Vélo cité Grand Montpellier	Fonctionnement	6 000 €
TOTAL		1 426 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Marie MASSART.

Fait à Montpellier, le **18 MARS 2022**

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

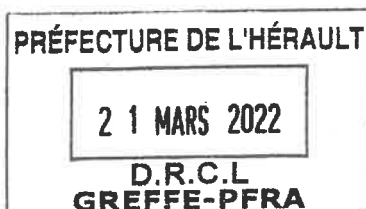
Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20211122_ConvSubvCLCPH_2022.doc
- VELO CITE Convention subv 2022.docx
- 20211216_SubvGIHP_2022.doc
- VIEUX BICLOUConvention subv 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



ATTRACTIVITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasname AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Attractivité - Pôle vin - Salon de Montpellier, vins d'Occitanie du 2 au 3 mai 2022 - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Yvon PELLET, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole au travers de ses politiques de développement économique et touristique, d'enseignement supérieur, de protection des ressources en eau, conduit depuis plusieurs années des actions de soutien et d'internationalisation de la filière viticole de la Métropole. Cette politique a permis à la filière et à ses acteurs de mieux gérer les crises successives qu'elle a dû subir : gel, sécheresse, grêle, ...

Dans le cadre du Pôle Vin, plusieurs actions d'animation et de promotion de la filière sont engagées, par exemple les rencontres vigneronnes, la candidature à la labélisation « Vignobles et Découvertes », ... La tenue du 1^{er} Salon de Montpellier – vins d'Occitanie qui se déroulera du 2 au 3 mai 2022 (dates susceptibles d'évoluer compte tenu du contexte sanitaire) au Corum s'intègre totalement dans cette volonté.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent aujourd'hui accompagner le Syndicat de l'AOP Languedoc dans l'organisation d'un événement à destination d'un public de professionnels en créant le 1^{er} salon des vins d'Occitanie à Montpellier. Ce salon a vocation à devenir un rendez-vous professionnel annuel, à dimension européenne, en ayant pour ambition d'identifier ainsi la Métropole et sa ville-centre comme « la Capitale du Vin ».

Le Syndicat de l'AOP Languedoc est l'organisateur du salon des vins, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault en sont partenaires. Le budget global est estimé à 490 000 €.

Pour sa première édition, l'événement attend de 1 500 à 2 000 visiteurs professionnels, qui viendront à la rencontre des 200 à 300 exposants, vignerons, caves et négociants, producteurs d'AOP et d'IGP de la Région Occitanie.

Le salon est réservé aux acheteurs de vin professionnels (grossistes, cavistes, restaurateurs...) français et internationaux, ainsi qu'à la presse et aux prescripteurs. Autour du salon, des visites de vignobles (à partir du 2 mai), des soirées à thèmes, des masters class et des dégustations seront organisés par les divers syndicats viticoles d'Occitanie et leurs vignerons.

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à l'organisation de ce salon en 2022 au travers d'une subvention de 20 000 € versé au Syndicat AOP Languedoc. La Ville de Montpellier apportera également un soutien de 60 000 €. Ce versement se fera à travers une convention cadre triennal entre la Ville, la Métropole et le Syndicat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 20 000 € au Syndicat AOP Languedoc dans le cadre de l'organisation du 1^{er} Salon de Montpellier – vins d'Occitanie, sous réserve de la signature de la convention ;
- D'approuver les termes de la convention triennale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat de l'AOP Languedoc ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Stéphane CHAMPAY, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Arnaud MOYNIER.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179479-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention d'attribution de subvention Salon des Vins d'Occitanie

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Attractivité - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EU Project Innovation Centre (EUPIC) pour l'année 2022 - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Yvon PELLET, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire de la Métropole et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981. Dans la continuité de ces relations privilégiées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la ville de Shanghai et le District du Yangpu.

Le partenaire principal de la Métropole à Chengdu est l'organisme European - Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats membres partenaires et les provinces centrales chinoises. A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, par l'Union Européenne et par 19 Provinces chinoises.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu ont souhaité s'engager aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière viticole. En septembre 2012, lors de la mission organisée à Chengdu par Montpellier Méditerranée Métropole, celle-ci a signé avec EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins du territoire Métropolitain à Chengdu et dans les neuf provinces centrales chinoises. Cette signature a été faite sous le haut patronage du Gouverneur de la province du Sichuan, du Maire de Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu.

Les axes majeurs du programme mis en place en commun avec les partenaires chinois sont :

- Des actions médiatiques de niveau national et local ;
- Des opérations de dégustations ciblées ;
- Le relationnel avec les autorités chinoises ;
- Des participations à des salons dédiés ;
- Des espaces de promotion ;
- Une partie formation au vin et à ses aspects culturel et historique.

Les résultats obtenus depuis neuf années continuent de progresser avec un chiffre d'affaires directement généré qui a dépassé 2 700 000 € pour un total de presque un million de bouteilles vendues. Neuf ans après le lancement de l'opération, il est possible d'établir le bilan suivant en termes qualitatif et quantitatif validant la stratégie de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole :

D'un point de vue opérationnel :

- La mise en place d'une double plateforme de promotion à Chengdu et Qingdao ;
- Plusieurs articles dans les médias (presse, radio et TV) nationaux chinois (China Daily, Global Time, la Chine au Présent) 5,2 millions d'exemplaires ;
- La participation aux plus grandes foires sur les vins et spiritueux de Chine (Chengdu, Pékin, Canton, Shanghai avec plus de 2 500 contacts professionnels établis) ;

- Diverses participations à des galas de bienfaisance, des dégustations ciblées pour plusieurs importateurs chinois à : Beijing, Canton, Shenzhen, Shanghai, Qingdao, Neijiang, Mianyang...

D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, l'action mise en place concerne :

- 21 communes impliquées indirectement par leurs vignerons (Castelnau-le-Lez, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone) ;
- 33 producteurs sur 52 font partie de l'opération ;
- 25 producteurs ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 15 missions ;
- 1 producteur a dépassé les 500 000 € de vente ;
- 5 producteurs ont dépassé les 200 000 € de vente ;
- 12 producteurs ont dépassé les 100 000 € de vente ;
- L'action plateforme des vins représente en moyenne pour la totalité des vignerons 73 % de la part export ;
- 56 % des vignerons qui suivent l'action ont dépassé les 80 000€ de vente avec la Chine.

La maturité du marché porte en avant une tendance vers le milieu de gamme, qui est le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine (80 % des ventes concernent les AOP). Le positionnement sur ce secteur du marché est le plus rentable pour la filière viticole métropolitaine. Le prix moyen de vente (prix export départ cave) reste au-dessus du prévisionnel, avec 2,81 € réalisé. Le ratio investissement sur chiffre d'affaires généré directement à la filière viticole métropolitaine depuis le début de l'opération est positif (1€/6,40€).

La Chine est devenue en 2017 le 2^{ème} consommateur de vin dans le monde et devrait devenir rapidement le premier. Les vins français sont les premiers vins étrangers consommés. Les vins du Languedoc- Roussillon ont connu la plus forte croissance sur le marché chinois avec + 30 % pour les AOP. Un autre élément important, l'Union Européenne et la République Populaire de Chine ont signé en mars 2021 la reconnaissance mutuelle des Indications Géographiques (IG) jusqu'à présent seules les Appellations d'Origine (AOP) étaient reconnues par la Chine, cette signature va pouvoir permettre la mise en avant des Indications Géographiques Protégées (IGP).

L'année 2022 devrait connaître un rebond conséquent en termes de vente qui pourrait voir une croissance de 30 % avec la sortie de la crise sanitaire en Chine. Nous constatons déjà une forte croissance des prévisions d'achat pour le premier trimestre.

Au regard de ce bilan, il est proposé sur la base des résultats attendus de poursuivre l'opération en 2022 en attribuant une subvention « filière viticole export » de 36 000 € à EUPIC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 36 000 € à EUPIC, sous réserve de la signature de la convention d'attribution correspondante ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Stéphane CHAMPAY.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178668-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention eupic vin 2022
- annexe sub vin Eupic 1
- annexe sub vin eupic 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOLU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Attractivité - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Cellule Économique Régionale de la Construction en Occitanie (CERC Occitanie) pour l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain - Renouvellement de la convention - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique destinée à favoriser l'accueil et le développement des entreprises sur son territoire et à proposer une offre foncière et immobilière adaptée.

Pour lui permettre de mener à bien ses missions, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain, entré en vigueur en 2006 par la signature d'une convention de partenariat avec les principaux commercialisateurs du territoire spécialisés dans l'immobilier d'entreprise.

Au-delà de la connaissance du marché immobilier, cet observatoire est un véritable outil d'aide à la décision en matière de programmation et de production de l'offre immobilière et foncière pour les acteurs institutionnels comme pour les acteurs privés.

La convention de partenariat actuelle s'est achevée le 31 décembre 2021.

Pour permettre la continuité de l'Observatoire, et ainsi la collecte et l'analyse de données essentielles pour le territoire, Montpellier Méditerranée Métropole propose de renouveler la convention de partenariat pour une durée de 5 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026. La convention est renouvelable tacitement par période annuelle.

L'Observatoire est animé par la Cellule Economique Régionale de la Construction (CERC) Occitanie, garante de son fonctionnement de par son expérience et son indépendance. Un comité de suivi, organisé par la CERC Occitanie, a été mis en place et regroupe les opérateurs techniques de l'observatoire. La CERC Occitanie réalise un bilan semestriel et annuel des transactions effectuées en matière de bureaux, locaux d'activités, entrepôts et foncier.

L'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain compte actuellement 7 membres :

- Montpellier Méditerranée Métropole
- Groupe SERM-SA3M
- Advenis Real Estate Solutions
- Arthur Loyd
- BNP Paribas Real Estate Montpellier
- CBRE / Tertia Conseils
- Norman Taylor

Le nombre de partenaires membres de l'Observatoire peut évoluer à la hausse ou à la baisse en fonction des renouvellements ou des demandes d'adhésions. Toute demande d'intégration d'un nouveau membre fait l'objet d'un examen collégial et d'une décision recueillant la majorité des voix des partenaires. Toute modification éventuelle fera l'objet d'un avenant à la convention.

Le budget alloué au financement de l'Observatoire s'élève à un montant annuel de 17 000 € TTC pour toute la durée de la convention et selon la répartition suivante :

- Montpellier Méditerranée Métropole.....7 000 € TTC
- Groupe SERM-SA3M.....5 000 € TTC
- Advenis Real Estate Solutions.....1 000 € TTC
- Arthur Loyd.....1 000 € TTC
- BNP Paribas Real Estate Montpellier.....1 000 € TTC
- CBRE / Tertia Conseils.....1 000 € TTC
- Norman Taylor.....1 000 € TTC

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter le renouvellement de la convention de l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180272-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Observatoire du Foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Attractivité - Espace Numérique Collaboratif de l'Hôtel French Tech - Mise à disposition auprès des partenaires - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La mise à disposition de l'Hôtel French Tech (ancienne mairie, située 1 place Francis Ponge à Montpellier) par la Ville de Montpellier à la Métropole permet l'utilisation de l'Espace Numérique Collaboratif (ENC), situé au rez-de chaussée du bâtiment. L'ENC est un espace d'information et de promotion de l'innovation et du numérique et des métiers qui y sont associés auprès des professionnels et du public. Il permet aux acteurs de l'écosystème innovant et numérique du territoire de disposer d'un lieu de rencontre et de partage des connaissances, favorable à la créativité et à l'innovation. Il accueille également des personnes en recherche d'emploi et/ou en création d'entreprise, notamment dans le domaine du numérique, afin de leur donner accès à un espace de travail et à quelques postes multimédias dédiés la recherche d'emploi.

Afin d'inciter aux rencontres et de participer à la dynamique et à la structuration de la filière de l'innovation, l'ENC accueille également des partenaires qui y organisent des sessions de formation, des temps forts, des ateliers de travail, sur des périodes déterminées. A titre d'exemple, l'ENC accueille les ateliers Google Numérique, l'Ecole Régionale du Numérique ou le dispositif Pepite LR (liste non exhaustive). La mise à disposition de l'ENC fait l'objet de la signature d'une convention entre la Métropole et chaque partenaire.

L'espace est également mis à disposition gratuitement pour des événements d'intérêt public local, liés au numérique et à l'innovation, et portés par des associations et pôles de compétitivité présents sur le territoire et partenaires de la Métropole.

Enfin, l'espace est disponible pour les entreprises innovantes hébergées dans l'Hôtel French Tech. Elles ont notamment un accès privilégié et gratuit aux salles de réunion, selon un processus de réservation partagé et géré par l'équipe en charge de l'exploitation de l'espace.

L'ENC est donc à la fois un espace ouvert au public en journée (8h30-17h30), et disponible au-delà des horaires d'ouverture aux associations et entreprises qui souhaiteraient le privatiser pour y organiser des événements et ateliers. Cette mise à disposition garantit de fait l'animation du lieu par les acteurs les plus directement impliqués dans l'innovation et le numérique à Montpellier.

Un règlement intérieur et une charte informatique garantissent la bonne utilisation de l'espace.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la mise à disposition de l'Espace Numérique Collaboratif aux acteurs de l'écosystème innovant et numérique du territoire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178488-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention type ENC.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOLU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Attractivité - Avenant à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Services Pétroliers Schlumberger - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Le 4 octobre 2019, la délibération n°M2019-498 portant sur la mise en place d'un incubateur temporaire, « Sparx by BIC Montpellier », en partenariat entre le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe Schlumberger, a été adoptée.

L'incubateur « Sparx by BIC Montpellier » a accompagné en 2020 deux jeunes entreprises innovantes qui ont permis de créer en fin d'année 2020 12 emplois sur le territoire de la Métropole.

La participation du BIC de Montpellier à ce dispositif était financée par Schlumberger dans le cadre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Le montant de cette participation s'élève finalement à 36 600 € TTC au lieu de 43 920 € TTC, comme cela avait été évalué dans la convention initiale signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Schlumberger en 2019. La différence entre les deux montants correspond à un montant calculé de TVA qui ne s'applique pas dans le cadre de cette convention. Un projet d'avenant à cette convention avalise le changement de montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de partenariat entre Schlumberger et Montpellier Méditerranée Métropole modifiant la montant de la participation de Schlumberger ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant à la convention de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix
Contre : 8 voix
Abstentions : 2 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220125-180033-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant Convention de partenariat Schlumberger_BIC 3M 12 2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CYCLES DE L'EAU



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN.

Cycles de l'eau - Création d'une régie unique de l'eau potable et de l'assainissement - Fixation de la dotation initiale - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 23 mars 2021, le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023. Cette mise en régie consiste en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle créée par la délibération n°12901 du 28 avril 2015 qui assure depuis le 1^{er} janvier 2016 la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Par délibération du 14 décembre 2021, il a été acté de l'extension de la régie actuelle de l'eau potable à la compétence assainissement collectif et non collectif. Les missions désormais confiées à la régie sont les suivantes :

- Relation aux usagers : information, tarifs, facturation, gestion demandes, réclamation... ;
- Service public Alimentation en Eau Potable sur 13 communes ;
- Service public Eau brute sur 31 communes ;
- Service public Assainissement sur 31 communes ;
- Service public d'Assainissement non collectif sur les 31 communes ;
- Gestion réglementaire des captages destinées à l'Alimentation en Eau Potable ;
- Exploitation durable des ressources dont l'exploitation lui est confiée ;
- Instruction des demandes d'urbanismes volet Alimentation en Eau Potable/Eaux Usées/Assainissement Non Collectif/Défense Extérieure Contre l'Incendie ;
- Assistance de la métropole dans les schémas de distribution Alimentation en Eau Potable, le zonage Assainissement en PLUI/SCOT, tout document de planification urbaine ;
- La recherche et développement en lien avec les compétences transférées ;
- Gestion patrimoniale des réseaux ;
- Schémas directeurs Alimentation en Eau Potable/Eaux Usées.

L'extension de la Régie impose la fixation de la dotation initiale qui lui sera versée par Montpellier Méditerranée Métropole.

Aux termes de l'article R. 2221-13 du Code général des collectivités territoriales, la dotation initiale de la régie représente « *la contrepartie des créances, ainsi que des apports en nature ou espèces effectués par la collectivité de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition qui sont mises à la charge de la régie. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions ainsi que des réserves* ».

La dotation attribuée par la Métropole à la Régie comprend une dotation en nature et une dotation en espèces.

Pour la compétence assainissement collectif :

Il est précisé que la Métropole affectera à la Régie tous les biens des services publics de l'assainissement collectif dont elle dispose à l'exception des biens mobiliers qui sont transférés en pleine propriété (les voitures, les ordinateurs...).

La dotation en nature est constituée de l'actif net du service de l'assainissement collectif porté par le budget

annexe de l'assainissement collectif dont le montant prévisionnel au 31 décembre 2021 s'établit à 455,215 M€, et des moyens de financement de ce patrimoine : un encours de dette prévisionnel au 31 décembre 2021 de 68,524 M€ (capital restant dû) et un encours de subventions d'investissement prévisionnel au 31 décembre 2021 de 79,880 M€. Ces montants provisoires feront l'objet d'un arrêté définitif après le vote des comptes 2022.

La dotation en espèce est constituée des résultats constatés au compte administratif de l'exercice de clôture du budget annexe assainissement collectif.

Une avance en espèce sur la dotation en espèce d'un montant de 3,5 M€ HT prélevée sur le budget annexe assainissement collectif est versée avant le 30 juin 2022. Ce montant correspond au besoin en fonds de roulement de la Régie.

Les autres créances de l'actif circulant du budget annexe de l'assainissement, émises par la Métropole et non encaissées au 31 décembre 2022, ne sont pas reprises par la Régie. Elles sont déduites des produits de la dotation en espèces versée par la Métropole.

Les créances émises par la régie à compter du 1^{er} janvier 2023 au titre des années antérieures sont acquises à la régie.

Les autres dettes court terme (fournisseurs, fiscales, sociales...) du budget annexe de l'assainissement, dont le service fait a été réalisé au 31 décembre 2022 ne sont pas reprises par la Régie. Elles sont déduites des charges de la dotation en espèces versée par la Métropole.

Les autres engagements pris ou reçus du budget annexe de l'assainissement (marchés, contrats, conventions en cours d'exécution et non comptabilisés à l'actif ou au passif) sont repris par la régie.

Pour la compétence assainissement non collectif :

Il est précisé que la Métropole affectera à la Régie tous les biens des services publics de l'assainissement non collectif dont elle dispose. La dotation en nature est constituée de l'actif net du service de l'assainissement collectif porté par le budget annexe de l'assainissement non collectif dont le montant prévisionnel au 31 décembre 2021 s'établit à 5 191 €. Ces montants provisoires feront l'objet d'un arrêté définitif après le vote des comptes 2022.

La dotation en espèce est constituée des résultats constatés au compte administratif de l'exercice de clôture du budget annexe assainissement non collectif.

Aucune avance en espèce ne sera versée.

Les autres créances de l'actif circulant du budget annexe de l'assainissement non collectif, émises par la Métropole et non encaissées au 31 décembre 2022, ne sont pas reprises par la Régie. Elles sont déduites des produits de la dotation en espèces versée par la Métropole.

Les créances émises par la régie à compter du 1^{er} janvier 2023 au titre des années antérieures sont acquises à la régie.

Les autres dettes court terme (fournisseurs, fiscales, sociales...) du budget annexe de l'assainissement non collectif, dont le service fait a été réalisé au 31 décembre 2022 ne sont pas reprises par la Régie. Elles sont déduites des charges de la dotation en espèces versée par la Métropole.

Les autres engagements pris ou reçus du budget annexe de l'assainissement non collectif (marchés, contrats, conventions en cours d'exécution et non comptabilisés à l'actif ou au passif) sont repris par la régie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le montant de la dotation initiale attribuée par la Métropole à la Régie, calculée selon la méthode explicitée ;
- D'approuver le versement d'une avance en espèce d'un montant de 3,5 M€ H.T. pour l'assainissement collectif ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-174935-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Cycles de l'eau - Règlement de service d'assainissement collectif - Mise à jour dans le cadre du passage en régie sur les secteurs Est et Ouest - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012 fixant ses compétences. Afin d'exploiter le service d'assainissement collectif sur les secteurs Est et Ouest du territoire, le Conseil de Communauté a autorisé dans sa séance du 30 octobre 2014, la signature d'un contrat de Délégation de Service Public attribué à la société Aqualter et prenant effet à partir du 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 7 ans.

Les communes concernées par les secteurs Est et Ouest sont les suivantes : Baillargues, Beaulieu, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Georges d'Orques, Saint Génès des Mourgues, Saussan, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Ce contrat de délégation prenant fin au 31 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de mettre en place un marché de prestation de service pour l'exploitation des réseaux et des stations d'épuration, prenant effet le 1^{er} janvier 2022. Ce marché a été attribué à la société SAUR et concerne le même périmètre géographique que l'ancien contrat de délégation.

Afin de préciser les droits et obligations ainsi que le rôle des différents acteurs du service de l'assainissement que sont les usagers, l'exploitant et la collectivité, la Métropole a approuvé à sa séance du 26 juillet 2017 une révision du règlement de service d'assainissement collectif sur les secteurs Est et Ouest.

Le nouveau mode de gestion du service d'assainissement sur ces secteurs avec la mise en place d'un marché de prestation de service, impose une mise à jour du règlement de service de l'assainissement collectif applicable sur le périmètre géographique concerné.

Le règlement définit les relations entre la collectivité et l'exploitant ainsi que des mesures réglementaires issues notamment des Codes de la santé publique et de la consommation régissant les relations entre les usagers et le service.

Il précise les conditions de conformité des installations intérieures et les engagements du service public de l'assainissement en matière de modalité d'intervention, de gestion des abonnements et de facturation, ainsi que les conditions d'entretien et renouvellement des branchements au réseau public. Il présente par ailleurs le régime spécifique applicable aux usagers non domestiques.

Cette mise à jour vise aussi à informer l'utilisateur du tarif applicable en cas de demande de contrôle de conformité des installations intérieures ou d'intervention de débouchage suite à de mauvaises pratiques.

Ce règlement et ses annexes seront mis à la disposition des usagers sur le site de la collectivité, lors de l'envoi de la facturation de l'eau pour information, et également lors de la conclusion de tout nouvel abonnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le règlement du service public de l'assainissement collectif des secteurs Est et Ouest ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179614-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de Règlement de service d'assainissement des secteurs Est et Ouest de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Cycles de l'eau - Conventions de mandat relatives à la facturation, au recouvrement et au reversement de la redevance d'assainissement collectif entre les facturiers de l'eau des communes des secteurs Est et Ouest de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n° 2012 – 2290 du 17-10-2012 fixant ses compétences.

Afin d'exploiter le service d'assainissement collectif sur les secteurs Est et Ouest du territoire, le Conseil de Communauté a autorisé dans sa séance du 30 octobre 2014, la signature d'un contrat de Délégation de Service Public attribué à la société Aqualter et prenant effet à partir du 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 7 ans.

Les communes concernées par les secteurs Est et Ouest sont les suivantes : Baillargues, Beaulieu, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Georges d'Orques, Saint Génès des Mourgues, Saussan, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Ce contrat de délégation prenant fin au 31 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de mettre en place un marché de prestation de service pour l'exploitation des réseaux et des stations d'épuration, prenant effet le 1^{er} janvier 2022.

Montpellier Méditerranée Métropole changeant de mode de gestion sur les secteurs Est et Ouest, elle doit assurer la gestion clientèle et la facturation des usagers du service public de l'assainissement collectif.

Conformément à l'article R. 2224-19-7 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole a demandé aux facturiers de l'eau présents sur les secteurs Est et Ouest du territoire, de recouvrer pour son compte, sur la facture d'eau, les redevances dues par les usagers du service d'assainissement collectif, conformément à la réglementation en vigueur. Pour fixer les obligations respectives, une convention un mandat de facturation, doit être signée entre la Métropole et chaque facturier de l'eau.

Les facturiers de l'eaux concernés sont :

- La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole (Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone) ;
- Le Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc ci-après dénommé SBL (Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques et Saussan) ;
- Le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne ci-après dénommé SMGC (Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues).

Le SBL a délégué le service d'eau potable à Eau du Bas Languedoc et le SMGC à Véolia Eau.

Chaque convention fixe les conditions générales de recouvrement des redevances et taxes d'assainissement pour les clients et propriétaires disposant d'un branchement assainissement dit « standard », à savoir :

- Ayant un branchement assainissement raccordé ou raccordable et un branchement eau potable de référence géré par la Régie ;
- Dont la redevance assainissement est appliquée sans coefficient de correction, ni forfait ;
- Ayant la même périodicité de facturation que celle applicable pour l'eau potable.

Chaque convention de mandat de facturation développe les points suivants :

- La gestion des données clients ;
- La gestion des contrats des clients et définie propriétaires redevables ;
- Cadre la facturation des redevances et taxes d'assainissement ;
- La gestion des dégrèvements ;
- La gestion des impayés, recouvrement, extinction de créances et instruction des litiges ;
- Cadre le versement du produit des redevances et taxes assainissement collectif ;
- Evoque la redevance pour modernisation des réseaux de collecte ;
- Fixe la rémunération du facturier de l'eau concerné ;
- Décompte annuel au titre du mandat de perception ;
- Défini le contrôle de Montpellier Métropole dans le cadre de la convention de mandat ;
- Cadre la protection des données personnelles ;
- Fixe la durée et entrée en vigueur de la convention.

La convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et son terme est fixé au 31 décembre 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions de mandat de facturation autorisant les facturiers de l'eau présents sur les secteurs Est et Ouest, de recouvrer pour le compte de la Métropole, sur la facture d'eau, les redevances dues par les usagers du service d'assainissement collectif ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179769-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de mandat VEOLIA (SMGC)
- Convention de mandat Régie des Eaux
- Convention de mandat Eau du Bas Languedoc (SBL)

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Cycles de l'eau - Convention de mandat autorisant la société SAUR à facturer des prestations au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012 fixant ses compétences.

Afin d'exploiter le service d'assainissement collectif sur les secteurs Est et Ouest du territoire, le Conseil de Communauté a autorisé dans sa séance du 30 octobre 2014, la signature d'un contrat de Délégation de Service Public attribué à la société Aqualter et prenant effet à partir du 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 7 ans.

Les communes concernées par les secteurs Est et Ouest sont les suivantes : Baillargues, Beaulieu, Cournonsec, Courmonterral, Fabrègues, Laverune, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Georges d'Orques, Saint Génès des Mourgues, Saussan, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Ce contrat de délégation prenant fin au 31 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de mettre en place un marché de prestation de service pour l'exploitation des réseaux et des stations d'épuration, prenant effet le 1^{er} janvier 2022. Ce marché a été attribué à la société SAUR et concerne le même périmètre géographique que l'ancien contrat de délégation.

Au titre de ce marché, la Société SAUR doit assurer certaines prestations pour les usagers du service public telles que l'application de coefficients de pollution majorés au titre des conventions de déversement ou la réalisation de prestations.

Les prestations concernées sont les suivantes :

- Réception de matières de vidanges ;
- Réception de graisses ;
- Réception de matières de vidanges et graisses mélangés ;
- Réalisation d'un branchement neuf pour le compte d'un pétitionnaire (pas d'exclusivité) ;
- Modification d'un branchement à la demande d'un usager ;
- Connexion au réseau existant lors de branchement réalisé par un tiers ;
- Contrôle de conformité d'un branchement neuf réalisé par un tiers en partie publique et privée (vérification visuelle en tranchée ouverte avant remblai, déplacement, remise de fiche de contrôle) ;
- Contrôle de conformité d'un branchement existant à l'occasion de la cession d'un bien immobilier ou de la réalisation d'un branchement neuf par une autre entreprise que le Gestionnaire ;
- Frais de prestations diverses en application du règlement de service.

Les prix de ces prestations facturées aux usagers sont définis dans la délibération des tarifs de la Métropole en vigueur, dans les conventions de dépotage signées entre la collectivité et les entreprises de vidange ainsi que dans les annexes du règlement de service de l'assainissement collectif des secteurs Est et Ouest de la Métropole.

Afin de permettre la Société SAUR d'assurer les facturations et recouvrements des prestations ci-dessus, une convention de mandat doit être mise en place entre la collectivité et la Société SAUR. La convention indique une durée de validité pour la durée de la tranche ferme du marché de prestations de services soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mandat de facturation autorisant la société SAUR d'assurer la facturation et l'encaissement du prix de ces prestations au nom et pour le compte de la collectivité sur le périmètre du marché de prestation de service d'exploitation du service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) des secteurs Est et Ouest ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179632-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de mandat de facturation SAUR - PS Est Ouest

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Cycles de l'eau - GEMAPI - Programme d'animations et d'événements ' Cap sur les salines 2022 ' sur les sites du lido et des salines de Villeneuve, des étangs de Vic et de Pierre blanche et de la Réserve naturelle nationale de l'Estagnol - Convention d'attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du bassin de Thau - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence GEMAPI relative à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Une convention cadre avec le Conservatoire du Littoral a été adoptée le 1^{er} août 2018. Elle se décline pour chaque site naturel protégé concerné par le périmètre de la Métropole, sur les communes littorales de Pérols, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, à travers des conventions dédiées signées entre 2018 et 2019 pour :

- La gestion des marais du Méjean (n°34-98), en lien avec la commune de Lattes ;
- La gestion du site de l'étang de Vic (n°34-132), en lien avec le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée ;
- La gestion du site des salines de Villeneuve (n°34-295), en lien avec le CEN Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée.

Chaque année, un programme de sensibilisation à l'environnement littoral appelé « Cap sur les salines » est proposé en partenariat avec le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Bassin de Thau (CPIE BT), établi conjointement avec le Conservatoire du Littoral, le CEN Occitanie et la métropole de Montpellier. Il propose des interventions à destination de différents publics :

- Des stages « p'tits écolos » à destination des enfants de 6 à 11 ans ;
- Des ateliers de sensibilisation du grand public à la biodiversité du littoral lors événements nationaux : fête de la nature, Journées mondiales des zones humides ;
- Des sorties lors des mercredis de l'été aux salines à destination du grand public ;
- La conception d'un outil pédagogique « la guinguette volante » autour du littoral avec un déploiement sur les sites du Conservatoire du Littoral.

Le coût global de l'opération est estimé à 85 000 € sur 2022, avec le plan de financement associant le CPIE BT (10 %), Montpellier Méditerranée Métropole (12 %), la Région Occitanie (53 %), le Département de l'Hérault (6 %), du mécénat (12 %), ainsi que par la mobilisation d'autres partenaires (7 %).

La Métropole apporte un soutien financier au CPIE BT à hauteur de 10 000 € sur 2022, pour la mise en œuvre du programme de sensibilisation à l'environnement littoral « Cap sur les salines », financé par la taxe GEMAPI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la convention d'attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Bassin de Thau (CPIE BT), relative à la mise en œuvre du programme de sensibilisation à l'environnement littoral « Cap sur les salines », pour un montant de 10 000 € pour l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout documents relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178133-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Projet.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Cycles de l'eau - GEMAPI - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie pour la mise en œuvre du plan d'actions sur les sites naturels protégés des salines de Villeneuve et de l'étang de Vic pour l'année 2022 - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence GEMAPI relative à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Une convention cadre avec le Conservatoire du Littoral a été adoptée le 1^{er} août 2018. Elle se décline pour chaque site naturel protégé concerné par le périmètre de la Métropole, sur les communes littorales de Pérols, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, à travers des conventions dédiées signées entre 2018 et 2019 pour :

- La gestion des marais du Méjean (n°34-98), en lien avec la commune de Lattes ;
- La gestion du site de l'étang de Vic (n°34-132), en lien avec le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée ;
- La gestion du site des salines de Villeneuve (n°34-295), en lien avec le CEN Occitanie et Sète Agglopôle Méditerranée.

Chaque année, un programme d'actions est proposé par le CEN Occitanie. Il est inscrit dans les plans de gestion adoptés sur chaque site en 2012 pour les Salines de Villeneuve, en 2013 sur les berges de l'Arnel et en 2015 sur l'étang de Vic. Il comporte notamment des opérations ayant pour objectif de :

- Conserver ou restaurer les rôles et fonctionnalités de la zone humide ;
- Organiser l'accueil et la fréquentation des sites ;
- Préserver et mettre en valeur des sites ;
- Organiser les activités économiques et traditionnelles ;
- Affiner les connaissances sur les milieux ;
- Gestion des espèces et des milieux naturels ;
- Assurer et conforter la gestion courante des sites ;
- Mise en œuvre du plan de gestion de l'étang de Vic et berges de l'Arnel.

Le coût global de ces actions est estimé à 297 725 € pour l'année 2022, avec le plan de financement suivant :

- CEN Occitanie : 19 %
- Montpellier Méditerranée Métropole : 38 %
- Région Occitanie : 13 %
- Département de l'Hérault : 10 %
- Sète Agglopôle Méditerranée : 20 %

La Région Occitanie et le Département de l'Hérault interviennent dans le cadre de la convention pour la gestion et la mise en valeur des espaces naturels sensibles du littoral, dans le Département de l'Hérault, propriétés du Conservatoire du Littoral. La Métropole apporte un soutien financier au CEN Occitanie à hauteur de 115 000 €, pour la mise en œuvre du programme d'actions relatives à la compétence GEMAPI, et financé par la taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution d'une subvention de 115 000 € au Conservatoire d'Espaces Naturels Occitanie pour la mise en œuvre du plan de gestion sur les sites du Conservatoire du Littoral, de l'étang de Vic et des Salines de Villeneuve pour l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 1 voix
M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220125-178454-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CEN-convention2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Cycles de l'eau - GEMAPI - Journée mondiale des zones humides - Galerie éphémère 2022 - Manifestation art et nature - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Occitanie - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Chaque année, le 2 février, à l'occasion des journées mondiales des zones humides, est célébrée partout dans le monde la signature de la convention de Ramsar, du nom de la ville iranienne où elle fut signée en 1971. Cette convention est un traité international relatif aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats pour les oiseaux d'eau, pour la conservation et l'utilisation durable des zones humides qui vise à enrayer leur dégradation ou leur disparition, en reconnaissant leurs fonctions écologiques ainsi que leur valeur économique, culturelle, scientifique et récréative. C'est aujourd'hui la seule convention internationale qui concerne un milieu naturel, les zones humides, et qui s'intéresse autant à la préservation de sa biodiversité qu'aux valeurs sociales et culturelles qui y sont attachées.

Les étangs palavasiens, chapelet de lagunes situé entre l'étang de l'Or et celui de Thau ont été inscrits comme zone humide d'importance internationale au titre de cette convention en 2008.

« La Galerie éphémère » est une manifestation hybride alliant amoureux de la nature et des zones humides et amateurs d'art. Elle ouvre ses portes chaque année aux salines à Villeneuve-lès-Maguelone. Les 9 éditions précédentes de cet événement ont connu un succès croissant par leur originalité et grâce à l'appui d'un collectif de bénévoles : artistes, usagers du site comme les chasseurs, les pêcheurs, les bénévoles villeneuvois, ...

La programmation artistique est confiée au collectif artistique INKARTAD, avec l'appui technique et financier des gestionnaires du site des Salines, du Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Bassin de Thau (CPIE BT).

La dixième édition est programmée du vendredi 4 février au dimanche 6 février 2022, avec une possibilité de report sur la fête de la nature en mai adaptée aux conditions sanitaires.

Au programme, de l'illustration, de la photographie, du graff, de la sculpture, de la peinture, de la musique mais aussi la découverte du site protégé des Salines avec les gestionnaires de ce site naturel d'exception, située au cœur du site Ramsar. Une douzaine d'artistes investissent un ancien bâtiment des Salines pour donner au public sa vision des espaces naturels et des zones humides.

La Métropole contribue à l'organisation générale de la manifestation, à sa communication auprès du grand public et à son inauguration, au titre de la mise en œuvre de la convention cadre signée avec le Conservatoire du Littoral en août 2018. La Métropole apporte aussi un appui financier à hauteur de 20 000 € pour ce projet, versé au CEN Occitanie, qui pilote l'événement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution d'une subvention de 20 000 € au CEN Occitanie pour la réalisation de « La Galerie éphémère » sur l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget général de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178459-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GALERIE-convention2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENVIRONNEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard TRAVIER, Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël VERA.

Environnement - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2021 - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

Conformément aux évolutions réglementaires intervenues depuis, la présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport présenté dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'année 2021. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Métropole pour l'année 2022.

La crise sanitaire sans précédent, débutée en 2020, et poursuivie en 2021, entraîne une adaptation de l'action publique, à la fois dans le rapport aux usagers et usagères et dans les méthodes de travail ; adaptation qui se fait sentir au fil du présent rapport.

Les actions phares

La Métropole engage durablement son action dans la transition écologique et solidaire

Pour la première fois, Montpellier Méditerranée Métropole formalise, en 2021, sa prospective budgétaire dans une programmation pluriannuelle d'investissements. Cette programmation 2021-2026, ambitieuse, permet une vision globale des objectifs d'investissement de la mandature, pour assurer la transition écologique et solidaire du territoire, poursuivre son équipement, mais également développer ses potentiels et accroître son rayonnement.

Son volontarisme, indispensable à la relance du territoire, à la préservation et à la promotion de ses atouts s'articule autour des enjeux identifiés par la Métropole : mieux se déplacer, mieux soutenir l'activité et le rayonnement du territoire, mieux gérer le cycle de l'eau, mieux préserver notre environnement, compléter nos équipements culturels et sportifs et affirmer une Métropole plus solidaire.

Ces priorités trouvent pleinement leur écho au sein des 5 finalités du développement durable, inscrites au Code de l'Environnement.

Aide universelle Plan Climat à la rénovation énergétique des logements

En accompagnement de la mise en place du Guichet Unique Rénov'Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole propose dès 2021, une aide universelle de 1 300 euros à la rénovation énergétique, d'un logement individuel ou en copropriété. Cette aide financière s'adresse aux ménages qui s'engagent, avec le dispositif de la Métropole, dans la réalisation de travaux permettant un gain énergétique minimum de 40 %. Avec cette

aide, cumulable avec les dispositifs existants, la Métropole engage un véritable effet levier pour atteindre les objectifs ambitieux du Plan Climat Air Energie Territorial : 13 500 logements rénovés entre 2021 et 2026.

Accession abordable et création d'un organisme foncier solidaire

La Métropole a approuvé le 28 septembre 2021 la création d'un organisme de foncier solidaire, structure à but non lucratif dont la mission est d'acquérir des terrains ou des immeubles, d'y faire construire des logements par des opérateurs, et de les mettre à disposition des acquéreurs au moyen de baux de longue durée, appelés Baux Réels Solidaires (BRS). Face à la multiplicité des dispositifs permettant la production de logements en accession abordable, la Métropole a souhaité définir un cadre commun à travers un unique référentiel de plafonds ressources, permettant de cibler les ménages éligibles et une grille de prix plafonds nettement inférieurs à ceux du marché. La Métropole se fixe un objectif à atteindre de 400 logements en BRS par an, répartis sur son territoire et plus particulièrement les communes du cœur de Métropole desservies par le réseau armature des transports en commun, à partir de 2022.

Gratuité des transports en commun : mise en œuvre de la 2^{ème} étape

Face aux évolutions climatiques et avec la volonté de préserver le cadre de vie des populations, Montpellier Méditerranée Métropole adopte des solutions ambitieuses, voire radicales, dans un souci d'inclusion sociale. L'institution de la gratuité du transport en commun pour les habitants et habitantes de la Métropole illustre cette volonté, sa mise en œuvre se voulant progressive. Depuis le 1er septembre 2021, la gratuité des transports, auparavant limitée aux weekends pour les habitants et habitantes de la Métropole, bénéficie aux moins de 18 ans et aux plus de 65 ans. En parallèle, un soutien et une convention sont en cours avec l'association Villes Innovantes et Gestion des Savoirs pour la réalisation d'un projet d'étude sur les effets de la mise en place de la gratuité sur le territoire.

Signature du premier pacte local d'engagement 2030 pour la transition écologique

Le 10 septembre 2021, la Métropole de Montpellier, le groupe SERM-SA3M, TaM et la Régie des Eaux ont signé le premier pacte local pour la transition écologique avec les représentants et représentantes des sociétés d'ingénierie et de travaux publics du territoire. Conclu au niveau national le 20 janvier 2021, ce pacte vise à enclencher une dynamique vertueuse en matière de transition écologique en utilisant pleinement le levier économique puissant que représente la commande publique. La Métropole de Montpellier est la première métropole française à lui donner une déclinaison locale. Ce Pacte de 10 engagements, assortis d'objectifs concrets et chiffrés, acte une stratégie d'ensemble pour atteindre les objectifs du futur PCAET métropolitain.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole déclinée selon les 5 finalités du Développement durable

Lutte contre le changement climatique

Montpellier Méditerranée Métropole poursuit l'élaboration de son second Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) face au défi du changement climatique. En juin 2021, l'ambition d'atteinte de la neutralité carbone en 2050 a été adoptée sous la forme de 10 orientations stratégiques à mettre en œuvre, en poursuivant l'objectif fondamental d'inclusion sociale et dans le respect des solidarités. Ces 10 orientations stratégiques répondent aux grands défis de la Métropole, dans l'exercice de ses compétences. Un programme d'actions opérationnelles est en cours de finalisation pour engager la Métropole sur les 6 premières années. Le PCAET vise à orienter et fédérer l'ensemble des acteurs et actrices autour de l'atteinte de ses objectifs.

Dans la continuité, la poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal s'inscrit dans la volonté du nouvel exécutif de développer un PLUi-Climat, véritable instrument de la transition écologique et énergétique. Le PLUi-Climat appuie ainsi son action sur un socle d'objectifs généraux : qualité du cadre de vie, urbanisme de proximité, cohésion sociale et territoriale, accès au logement et à l'emploi pour tous et toutes, pratiques culturelles, sportives et de loisirs, protection des milieux naturels et agricoles.

Egalement, en février 2021, la Métropole a formalisé une stratégie mobilités 2025, avec la volonté de créer un véritable « choc des mobilités » permettant d'assurer la transition vers les mobilités décarbonées et accessibles au plus grand nombre. Cette stratégie s'appuie tout autant sur un « choc de l'offre » (en s'appuyant sur un réseau plus attractif et plus lisible) que sur un « choc de la demande » (gratuité des

transports, aides universelles à l'acquisition des vélos à assistance électrique, ...), ainsi que sur des mesures d'accompagnement aux changements de comportements, tel que l'apaisement des quartiers.

Enfin, concernant le fonctionnement de la Métropole, une cinquantaine de prises de recharges pour véhicules électriques se sont déployées dans les bâtiments communautaires, en accompagnement de l'évolution du parc automobile.

Préservation de la biodiversité et protection des milieux et des ressources

Le PCAET de la Métropole ambitionne la mise en œuvre de la stratégie biodiversité sur l'ensemble du territoire. A l'échelle de la planification, le PLUi-Climat, en cours d'élaboration, préserve les zones à enjeux de biodiversité et la restauration des continuités écologiques. Dans la continuité, la Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie (CEN) poursuivent et amplifient en 2021 leur coopération, au travers notamment d'une convention visant à améliorer et à développer la connaissance du patrimoine naturel, pour guider le travail de restauration ou de renforcement des continuités écologiques. En parallèle, la Métropole adhère au Système d'Information de l'Inventaire du Patrimoine naturel (SINP), dispositif partenarial visant à favoriser les synergies entre les acteurs et actrices œuvrant pour la production, la gestion, le traitement, la valorisation et la diffusion de données d'inventaires. Egalement, elle acquiert des connaissances sur le patrimoine agronaturel, au travers d'un stage sur le foncier public dans le cadre de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) et de la stratégie biodiversité.

Toujours poursuivant l'objectif « mieux connaître pour mieux agir », la Métropole bénéficiera, en 2022, sur les aires d'alimentation de captages prioritaires, de l'accès à l'outil de veille foncière Vigifoncier de la SAFER, qui lui permet de solliciter plus rapidement et simplement auprès de la SAFER des enquêtes complémentaires et le cas échéant, si l'enjeu de protection de la ressource en eau le justifiait, l'exercice du droit de préemption de la SAFER.

L'année 2021 est aussi l'année de préparation du passage en régie publique de l'assainissement. Le scénario retenu est celui d'une extension des missions de la Régie publique de l'eau, sous forme d'EPIC, garantissant un mode de gestion plus démocratique, écologique, solidaire, efficace et simple financièrement et qui permet de s'inscrire dans une perspective de gestion cohérente et intégrée du petit cycle de l'eau voire du grand cycle de l'eau.

Enfin, la Métropole et la Ville de Montpellier concrétisent à l'automne 2021 leur action partenariale avec le CEFE (Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive) par la signature d'une convention pour les six prochaines années.

Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations

En matière de lutte contre l'habitat indigne et d'accès au logement, la Métropole expérimente, à partir d'avril 2021, le permis de louer qui instaure une autorisation de mise en location sur un quartier non couvert par une opération d'amélioration de l'habitat (OPAH), avec évaluation du dispositif sous un an. Egalement, la Métropole, gestionnaire de deux aires d'accueil des gens du voyage, de 12 terrains familiaux, ainsi que d'aires de grand passage pérennes ou provisoires, s'engage dans l'accès au droit et la réduction de la fracture sociale et/ou sanitaire, par l'intermédiaire d'un triptyque Gestionnaires-Travailleur Social et Travailleuses Sociales-Agents et Agentes d'entretien et technique sur chaque aire d'accueil, avec le souhait à terme de créer un centre social labellisé.

Au début de l'année 2021 a été signée la Convention partenariale dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU), engageant le programme sur les quartiers Mosson – Cévennes. Les opérations inscrites doivent être engagées avant la fin de l'année 2024 et s'achever fin 2030. Dans le cadre de la mobilisation des outils de la politique de la Ville pour l'égalité des quartiers, les différents partenaires du contrat de Ville soutiennent financièrement en 2021, 122 projets portés par 86 associations, la moitié des financements apportés bénéficiant au développement économique, à l'emploi et à l'insertion.

Poursuivant ses engagements de prévention et de lutte contre la pauvreté, la Métropole a réalisé 30 actions dans l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et la veille sociale.

Enfin, l'action de coopération décentralisée portée par la Métropole a abouti notamment, sur la base d'une stratégie métropolitaine de solidarité internationale autour du bassin méditerranéen et de l'Afrique, à la signature en 2021 de 3 conventions portant des projets de solidarité internationale dans le domaine de l'eau,

mais également en poursuivant l'action engagée en matière de coopération sur les sujets agricole et alimentaire.

Transition vers une économie circulaire

Pour mener à bien l'élaboration du deuxième Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA), une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), structure de consultation et d'échanges prévue par la loi, a été constituée, et s'est réunie en février 2021 avec une cinquantaine de participants et participantes. À la suite de cette réunion de lancement, 9 ateliers de travail se sont enchaînés au printemps portant sur plusieurs thématiques allant des actions d'animation et sensibilisation, au compostage, au réemploi, jusqu'aux déchets des commerces. L'action métropolitaine s'est traduite en 2021 par le lancement d'une zone pilote Zéro Déchet, sur dix communes à l'ouest du territoire et le quartier des Grisettes sur Montpellier avec l'objectif d'y expérimenter un ensemble d'actions allant du développement du tri des biodéchets et du compostage à la communication engageante, en passant par des dispositifs « défi familles Zéro Déchet » ou des programmes d'animations scolaires sur le tri et la réduction des déchets par exemple.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentation, la Métropole a vu son action de nouveau labellisée Projet Alimentaire, et renforcée par l'attribution en fin d'année d'une enveloppe financière dans le cadre du plan de relance.

Egalement, à travers une approche multisectorielle, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé le projet Med Vallée dont les objectifs sont de fédérer les acteurs et les actrices des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, et de créer ainsi une dynamique innovante, collective et partagée, afin de faire de Montpellier un pôle de classe mondiale en matière de santé, d'environnement, d'alimentation et de bien-être.

Enfin, dans le cadre de son adhésion à Global Compact, la Métropole ambitionne de mobiliser les entreprises, les talents et les initiatives citoyennes vers l'exemplarité et la responsabilité sociétale et environnementale.

Epanouissement de tous les êtres humains

S'agissant de la structuration et la redéfinition de l'offre culturelle, la Métropole, de manière concertée et complémentaire avec la Ville de Montpellier et leurs partenaires, a mis en place des modalités d'attribution d'aides visant à soutenir, accompagner, voire impulser, les bases du « monde culturel d'après », en toute transparence quant aux critères d'attribution des aides publiques.

Afin de soutenir la diffusion et l'emploi artistique et technique, Montpellier Méditerranée Métropole a adhéré au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Culture. Le GIP Cafés Cultures a pour objet le soutien à l'emploi des artistes et des techniciens et techniciennes du spectacle dans les lieux de proximité, notamment les cafés. L'adhésion de la Métropole à ce fonds doit permettre à un établissement situé sur le territoire métropolitain de bénéficier d'une aide plus forte dans la relance de l'activité artistique à la sortie de la crise sanitaire, en complément de l'aide de la Région Occitanie et du Fonds National Pour l'Emploi Pérenne dans le Spectacle (FONPEPS), déjà adhérents.

Engagée, avec la Ville, en faveur de l'éco-exemplarité, la Métropole propose une charte de l'éco-événementiel à tous les organisateurs et toutes les organisatrices de manifestations qui bénéficient de subvention métropolitaines, ou encore de mise à disposition de salles ou de matériel. Cette réflexion se poursuit dans le cadre de la rédaction d'une charte sport éco-responsabilité, destinée à la fois à l'organisation d'événements sportifs, mais également pour la pratique quotidienne.

La Métropole a inauguré fin 2021 les travaux de réfection du parvis René Bougnol et du Hall d'accueil du FDI Stadium dans le cadre de son programme de rénovation des équipements. Ces travaux ont permis d'augmenter la surface des locaux d'environ 200 m² et de créer un espace de restauration multifonctionnel, ouvert les matchs mais aussi en semaine.

En 2021, concernant le fonctionnement de la collectivité, des actions en matière de prévention, de santé, d'accessibilité des formations, de mesures adaptées de gestion du temps de travail ont été mises en œuvre dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire vis-à-vis du personnel de la Ville et de la Métropole.

Situation de la collectivité au regard des éléments de méthode du développement durable

En matière de participation des acteurs, des actrices et de la population, dans une volonté de contribuer à l'atteinte des objectifs du PCAET, à l'efficacité du service public et de manière à associer les abonnés au développement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF), la Métropole a créé fin 2021 un comité des abonnés. Cette instance permettra la communication institutionnelle entre tous les acteurs et actrices du RMCF.

Enfin, pour assurer le pilotage et la transversalité de la démarche territoriale de développement durable, la Métropole a acté en février 2021 l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre elle et ses communes membres. Les communes ont apporté leurs contributions écrites, qui ont ensuite été débattues et ont fait l'objet d'un avis favorable de la Conférence des maires du 15 avril 2021. A une Métropole construite par le vote de ses communes membres et sur des transferts de compétences importants, selon un cadre institutionnel et un fonctionnement imposés par la loi, l'adoption de ce pacte apporte ainsi une dynamique, un équilibre et une gouvernance concertés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la présentation du rapport de développement durable 2021, annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178700-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022 01 31 - RDD 2021 3M -VFEdito.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Environnement - Révision de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) - Un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire métropolitain - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

La loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 11 septembre 2014 affirme l'importance de l'ancrage territorial de la politique nationale de l'alimentation et ouvre la possibilité au développement de « Projets Alimentaires Territoriaux » (PAT). Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une démarche d'élaboration et de mise en œuvre d'une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), adoptée par la délibération du 26 juin 2015, dont la première reconnaissance de PAT en 2017 a été renouvelée en 2021.

Convaincue qu'une action publique en faveur de l'agroécologie et de l'alimentation est une réponse durable et intégrée au maintien de l'économie agricole, à la crise climatique, au déclin de la biodiversité, à la fragilité des ressources en eau et à la précarité alimentaire, la Métropole réaffirme sa volonté de poursuivre la mise en œuvre d'une Politique Agroécologique et Alimentaire. La présente délibération en propose une nouvelle stratégie, motivée par l'élargissement des thèmes d'intervention et une volonté de changement d'échelle.

La P2A, une politique transversale au sein de la métropole

Eminemment transversale, la P2A prend appui sur les compétences exercées par la Métropole réaffirmées dans le Pacte de Gouvernance : innovation, économie et emploi, aménagement et urbanisme, cohésion sociale, espaces publics, environnement et cadre de vie, eau et assainissement, culture...

En particulier, produire en agroécologie et manger local améliorent le bilan carbone et réduisent les risques de pollution, répondant ainsi aux enjeux du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). La volonté de préserver les deux tiers du territoire en tant qu'espaces naturels et agricoles a été affirmée comme objectif majeur dans le cadre du SCoT révisé. Le PLUi en cours d'élaboration renforce la sobriété foncière et la préservation du potentiel de production agricole.

La P2A, une politique partenariale

La P2A est une politique co-élaborée et mise en œuvre avec les communes, les acteurs de l'agriculture et de l'alimentation : organismes publics, associations, organisations interprofessionnelles, pôles de compétitivité, chercheurs, enseignants, entreprises innovantes, producteurs, transformateurs, logisticiens, distributeurs...

Plusieurs ateliers ont été menés sur l'année 2021 pour associer les partenaires à la révision. Lors des ateliers, les communes ont ainsi validé les orientations de la P2A. De plus en plus de communes portent des projets agricoles et alimentaires.

Dans le cadre de la préparation de contrats de réciprocité avec les intercommunalités voisines, la P2A se construit de plus en plus en inter territorialité à partir d'échanges d'expériences et de relations entre zones de productions et bassin de consommation.

Le déploiement est également rendu possible par le soutien de ses partenaires financiers : Etat, Région, Département, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, Union Européenne... La dotation de 729 000 € sur 2 ans que vient d'attribuer l'Etat dans le cadre du plan de relance en soutien aux actions partenariales du PAT est une traduction de la capacité de la P2A à mobiliser ses partenaires au profit de projets structurants pour le territoire.

Finalités

Après une première étape de maturation et d'expérimentations pionnières, la P2A se donne pour objectif

partagé de renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire, par la relocalisation d'une production agroécologique et de la transformation alimentaire, ainsi que le déploiement de réseaux de distribution permettant de nourrir sainement et durablement les habitants de la Métropole tout en atténuant les effets des crises (climatique, écologique, alimentaire...).

La P2A vise ainsi à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Les principes guidant l'action :

- L'inclusion : Une mosaïque de pratiques et milieux agricoles, de modèles économiques, d'identités culinaires, d'acteurs composent les paysages agricoles et alimentaires métropolitains, qui constituent autant de chemins de transition spécifiques ;
- L'agilité : la P2A s'est construite « en expérimentant » autour d'un nouveau champ de politiques publiques. L'enjeu est aujourd'hui de changer d'échelle, ce qui requiert de doser l'équilibre entre planification et souplesse ;
- L'exemplarité : la Métropole s'engage à mettre en œuvre les orientations sur son propre patrimoine, et à contribuer à la création de référentiels inspirants.

Les orientations stratégiques

Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique

La Métropole réaffirme la nécessité d'une transition vers l'agroécologie à grande échelle comme réponse intégrée aux enjeux de société.

Elle s'engage ainsi à promouvoir des pratiques exemplaires sur les terres agricoles, à accompagner la mise en synergie des actions publiques, à coordonner les interventions des partenaires, à développer des outils mutualisés. Cette orientation se décline selon les objectifs opérationnels suivants :

- 1A. Construire une stratégie de mobilisation du foncier agricole pour installer des agriculteurs :
 - Préserver le foncier agricole et définir, dans le cadre du PLUi, une réglementation adaptée pour les constructions agricoles. Sur les secteurs à fort enjeux, des dispositifs de protection renforcée (type ZAP ou PAEN) pourront être envisagés ;
 - Définir et développer une stratégie publique partenariale de maîtrise foncière agricole, en prenant appui sur les politiques de l'eau, et de la biodiversité. 10 M€ d'investissements sont prévus sur le foncier agricole d'ici 2025 ;
 - Mobiliser et aménager le foncier agricole métropolitain, en lien avec les communes, dans une logique d'impulsion et d'expérimentation, pour y permettre l'installation d'agriculteurs et d'agricultrices. 100 % des nouveaux contrats agricoles comporteront des clauses environnementales. Il s'agira également d'intégrer des projets agricoles et alimentaires dans les opérations d'aménagement, et d'utiliser les obligations légales liées à la mise en œuvre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser pour l'agriculture et l'environnement comme des opportunités pour déployer la P2A ;

- Reconquérir les friches agricoles en développant une démarche d'animation sur le foncier agricole public et privé, pour y développer des fermes nourricières. Deux secteurs sont d'ores et déjà engagés dans la création d'Associations Foncières Agricoles : avec les communes de Grabels, Juvignac, Saint Georges d'Orques (projet nord-ouest) et celles de Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Prades-le-Lez (projet haute vallée du Lez). Une démarche spécifique sera construite en coopération avec les partenaires pour la reconquête des friches à fort potentiel nourricier de la plaine ouest.
- 1B. Accompagner la transition agroécologique de l'agriculture :
- Accompagner le développement de l'Agriculture Biologique (AB), et faire des aires d'alimentation de captages prioritaires des laboratoires à ciel ouvert d'expérimentation agroécologique. Une exonération de la TFNB a ainsi été votée en 2021 pour les exploitations en AB ;
 - Aider les agriculteurs à faire face aux changements climatiques et à préserver les ressources notamment en eau, en les accompagnant dans le domaine de la gestion des sols, et de l'irrigation raisonnée. Le retour au sol des déchets verts broyés ou compostés améliorera notamment la capacité de rétention en eau, pour faire face aux sécheresses et limiter le ruissellement ;
 - Créer des référentiels agroécologiques économiquement viables autour de l'archipel des fermes ressources en s'appuyant sur la communauté scientifique. On appelle « fermes ressources » des domaines caractérisés par une pluri-activité autour de l'agriculture, avec une vocation d'expérimentation de nouveaux modèles en agroécologie et d'accueil du public. La Métropole appuie ces nouveaux modèles, anime leurs échanges, et contribue à leur rayonnement.

Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient

Il s'agit d'accompagner de l'amont à l'aval la structuration des filières de produits locaux de qualité, en particulier en bio, et d'en faciliter la commercialisation en circuit court. Deux piliers soutiennent cette orientation : le Marché d'Intérêt National (MIN) et la commande publique pour la restauration scolaire. En complément, la Métropole impulse, accompagne et donne à voir les initiatives des partenaires. Cette orientation se décline selon les objectifs opérationnels suivants :

- 2A. Animer et conseiller les communes pour renforcer l'approvisionnement de la restauration collective publique par des produits locaux de qualité, en s'appuyant sur l'expertise pilote de la Ville de Montpellier dans le projet « Ma Cantine Autrement » ;
- 2B. Accompagner le développement des filières par l'implantation locale de structures de transformation agro-alimentaires ;
- 2C. Appuyer la commercialisation des produits locaux durables en circuits courts et de proximité. La plateforme BOCAL qui localise les points de vente en circuit-court va être modernisée en lien avec les intercommunalités voisines ;
- 2D. Faire du MIN un outil central de structuration des filières de demi-gros et de logistique alimentaire, notamment autour du Carreau des Producteurs et de dispositifs de mutualisation.

Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie

Les collectivités, la société civile et le secteur privé ont tous un rôle à jouer dans la justice alimentaire, pour améliorer la qualité de vie par un accès pour tous à une alimentation de qualité, tout en procurant un juste revenu aux agriculteurs. Dans le sillage des Etats Généraux de la Solidarité portés par la Ville de Montpellier, les interventions publiques sont à articuler, au travers des politiques sociales, d'aménagement, de transport, de restauration collective, ainsi qu'en accompagnement des dynamiques collectives et initiatives citoyennes. Cette orientation se décline selon les objectifs opérationnels suivants :

- 3A. Améliorer la connaissance de la précarité alimentaire sur le territoire ;

- 3B. Améliorer la qualité des approvisionnements de l'aide alimentaire. Il s'agit d'accompagner les acteurs de l'aide alimentaire dans la mutualisation et la mise en synergie de solutions logistiques, notamment autour du MIN, et de soutenir les initiatives d'amélioration des produits proposés (paniers solidaires, groupements d'achat, ...) ;
- 3C. Mailler le territoire d'une offre d'alimentation locale, de qualité et inclusive. Il s'agit d'accompagner l'émergence de lieux et de dispositifs de citoyenneté alimentaire, solidaires et fondés sur la dignité alimentaire, contribuant ainsi à préfigurer une sécurité sociale de l'alimentation. Les outils d'urbanisme, d'aménagement et d'occupation de l'espace public sont également des leviers pour faire évoluer les paysages alimentaires et l'offre commerciale ;
- 3D. Impulser, porter et soutenir des actions pour permettre à tous de "Jardiner la ville".

Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation

La Métropole entend contribuer au dialogue Science-Société, d'une part en participant aux projets de recherche et cursus d'enseignement supérieur, en accompagnant le développement d'entreprises innovantes via le BIC et en favorisant leur implantation locale, et d'autre part en mobilisant les habitants, familles, jeunes publics, par des événements et des actions de sensibilisation. Cette orientation se décline selon les objectifs opérationnels suivants :

- 4A. Sensibiliser les enfants à l'agroécologie, à l'alimentation durable, offrant une part accrue au végétal, au goût et à la lutte contre le gaspillage en lien avec les autres dispositifs de la Métropole (programme Ecométropole de l'Ecolothèque, Plan Local de Santé, ...), les communes et partenaires ;
- 4B. Informer, sensibiliser, mobiliser les citoyens, par des événements et outils mettant en valeur les initiatives des partenaires et acteurs du territoire ;
- 4C. Contribuer à la construction des savoirs en nourrissant (et se nourrissant) des échanges avec la communauté scientifique ;
- 4D. Contribuer à la valorisation des innovations et à l'émergence de nouveaux métiers de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Le projet MED VALLEE entend notamment faire émerger une dynamique innovante, décroisée et globale autour de la santé globale.

Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire

La volonté est de co-construire et mettre en œuvre la politique publique agroécologique et alimentaire avec les 31 communes et partenaires, la Métropole étant garante des cohérences territoriales à travers des documents de planification (SCoT, PLUi, PLH, PDM, PCAET...).

L'animation du système agricole et alimentaire du territoire a permis le développement de synergies, avec des échanges féconds localement, en France et à l'international. Il s'agit aujourd'hui de formaliser une gouvernance partenariale sur mesure et des outils de pilotage associés. Cette orientation se décline selon les objectifs opérationnels suivants :

- 5A. Assurer la synergie de l'action publique sur le territoire métropolitain avec les politiques publiques connexes ;
- 5B. Accompagner les communes à mettre en œuvre leurs projets agroécologiques et alimentaires au travers de la coopérative de services, dont les champs et modalités restent à construire. La Métropole a un rôle à jouer dans le partage de résultats ou l'essaimage de projets innovants entre communes ;
- 5C. Faire rayonner la P2A au-delà du territoire en articulant les échelles de coopération. L'approvisionnement de la Métropole se construit avec les collectivités voisines, le Département et la Région, en favorisant le partage de pratiques. Les réseaux nationaux (Terres en Ville, France

Urbaine...) et internationaux (Pacte de Milan...) sont source d'inspiration, d'échanges et d'influence sur les politiques nationales et européennes ;

- 5D. Construire des outils de pilotage du système agroécologique et alimentaire. Il s'agit de mettre en place au cours de l'année 2022 une gouvernance alimentaire territoriale et ses outils de suivi-évaluation, et d'initier la construction de son observatoire.

Une Programmation Pluriannuelle des Investissements ambitieuse a été votée pour sa mise en œuvre, avec 10 M€ pour l'acquisition de foncier agricole, 12 M€ d'investissements sur le MIN et 8 M€ pour les projets opérationnels P2A. L'année 2022 sera une année charnière marquée par une nouvelle organisation de la P2A au sein de la Métropole. Elle traduira la stratégie en objectifs chiffrés et en plan d'action opérationnel co-construit avec les communes et les partenaires, que des moyens d'observation et d'évaluation permettront de suivre dans le temps. De nouvelles délibérations opérationnelles et conventions de partenariat viendront ainsi préciser les modalités de mise en œuvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le cadre de révision de la politique agro-écologique et alimentaire – P2A ;
- De dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179525-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Zohra DIRHOSSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Environnement - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Santé Publique France pour la réalisation d'une étude pilote destinée à évaluer les impacts sur la santé de multiples expositions environnementales - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En 1999 l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarait lors de la Conférence ministérielle Santé et Environnement que : « *l'environnement est la clé d'une meilleure santé* ». La santé et l'environnement sont deux domaines étroitement liés et l'expression « *santé environnementale* » désigne le champ commun aux hypothèses, connaissances et théories prospectives portant sur les relations possibles entre l'environnement, sa pollution et l'impact sur la santé des populations. D'après l'OMS, elle comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de l'environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de résorption, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures.

Agir sur les facteurs environnementaux permet de prévenir, préserver et améliorer l'état de santé de la population par exemple en améliorant la qualité de l'air, des sols ou en se protégeant du bruit, tant à l'extérieur que dans les espaces clos que sont les bâtiments. Si le lien entre la qualité de l'environnement et l'état de santé des populations est aujourd'hui reconnu, il reste encore à estimer les impacts sanitaires associés aux différents scénarios d'action qui peuvent être envisagés sur les déterminants environnementaux de la santé.

Dans ce contexte, Santé Publique France (SPF) propose à la Métropole d'être l'un des trois sites pilotes (avec Lille et Rouen) d'une étude nationale destinée à vérifier la faisabilité d'une évaluation des impacts sur la santé des populations de multiples expositions environnementales (qualité de l'air, nuisances sonores, accessibilité des espaces verts) et comportementaux (activités physiques, habitudes de mobilité). Cette étude pilote prendra la forme d'une Evaluation Quantitative des Impacts sur la Santé (EQIS), un outil développé par l'OMS pour aider à la prise de décision concernant des interventions sur ces déterminants de santé. Utilisant les relations « *exposition-risque* » produites par d'autres études épidémiologiques, les EQIS sont des démarches scientifiques qui permettent de quantifier les bénéfices sanitaires d'actions environnementales ou de santé, en évaluant l'effet d'un changement d'exposition à la pollution sur la santé. Les résultats de ces études peuvent ainsi conforter et encourager les mesures déjà mises en œuvre ou à mettre en œuvre.

Les connaissances scientifiques permettant désormais d'envisager la réalisation d'EQIS non plus sur un déterminant unique mais sur un ensemble de déterminants de la santé en milieu urbain, notamment, outre la pollution de l'air, le bruit, la chaleur, le déficit d'espaces verts urbains et la sédentarité (via les mobilités actives), SPF propose donc de mener des EQIS tests afin de confronter les connaissances issues de la littérature, aux données produites localement et aux attentes des élus locaux. Cette étude pilote permettra donc d'identifier et de lever les verrous méthodologiques et de proposer une méthodologie robuste et reproductible, en mobilisant localement une vision croisée des enjeux environnementaux en ville. *In fine*, cette EQIS permettra d'estimer de manière cohérente pour chaque territoire sur une période donnée, les impacts sanitaires associés à plusieurs déterminants de la santé, et les bénéfices attendus sous différents scénarios d'actions sur ces déterminants.

Cette EQIS est donc une opportunité qui permettra au territoire de la Métropole, connu pour être historiquement un centre d'excellence dans le domaine de la médecine et plus largement de la santé, de contribuer à une démarche innovante. Par ailleurs, elle permettra à Montpellier Méditerranée Métropole :

- De participer au développement d'un outil scientifique au service de la promotion d'environnements urbains favorables à la santé ;
- D'orienter ses politiques publiques dans une approche recommandée par l'OMS, en favorisant une vision

transversale intégrant à la fois l'air et plusieurs autres déterminants environnementaux (bruit, place du végétal...) et comportementaux (habitudes de mobilité) ;

- De bénéficier d'une démarche d'acculturation collective des services de la Métropole mobilisés parmi les acteurs locaux (notamment, ATMO Occitanie) réunis par SPF ;
- De valoriser les données produites localement, en permettant au territoire de s'inscrire plus en avant dans une démarche de « *Santé Environnementale* » ;
- A terme, ces résultats contribueront également à l'élaboration des évaluations environnementales des documents règlementaires en cours de rédaction (Plan Local d'Urbanisme intercommunal, Plan De Mobilité, ...),

L'étude est prévue sur la période 2021-2023. 2021 étant consacrée à la sélection des zones pilotes (Lille, Rouen et Montpellier), à la mise en place des partenariats et à la définition du protocole de l'étude dans chaque zone en s'appuyant sur la revue des données disponibles localement. 2022 sera consacrée aux analyses et à la restitution des résultats. La diffusion et la valorisation des résultats sera organisée en 2023.

Une convention d'étude définit les modalités de la collaboration entre SPF et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de cette EQIS pilote sur le territoire de la Métropole. Les résultats de l'étude permettront de contribuer au développement méthodologique de l'EQIS de ces déterminants, et d'illustrer les bénéfices sanitaires attendus localement d'actions sur ces déterminants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à cette étude pilote nationale portée par Santé Publique France ;
- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Santé Publique France ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-172810-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention EQIS.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOLU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Environnement - Convention de développement du centre de ressources de l'Écolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de l'Hérault - Renouvellement - Autorisation de signature

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

L'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole dispose en son sein d'un Centre de Ressources développé en appui avec la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de l'Hérault.

Ce Centre de Ressources a pour but de familiariser les élèves des établissements publics des cycles 1, 2 et 3 avec leur environnement immédiat, de leur faire découvrir les Sciences de la vie et de la Terre et de les sensibiliser aux problématiques environnementales, en lien avec les programmes d'enseignement de l'école primaire dans les domaines des Sciences de la Vie et de la Terre, de l'Ecologie et du Développement Durable.

Il est proposé de formaliser ce dispositif partenarial par le renouvellement de la convention de développement du Centre de Ressources, qui précise notamment les obligations de chacune des parties ainsi que les modalités pratiques de sa mise en œuvre.

L'Education Nationale s'engage ainsi à missionner un enseignant sur le site à l'année, et à affecter un agent supplémentaire désigné par la DSDEN, qui interviendra sur le Centre Ressources durant l'année scolaire. L'Education Nationale devra notamment concevoir, coordonner et suivre les projets pédagogiques, et assurer la planification de l'accueil du Centre de Ressources en lien avec l'Écolothèque.

De son côté, la Métropole organisera des activités scientifiques et élaborera un planning annuel d'accueil avec l'enseignant missionné. Pour cela, deux personnes seront affectées en animations scientifiques. Les domaines agricoles, le matériel scientifique et les locaux seront mis à disposition. Chaque jour, un bus scolaire assurera le transport des groupes scolaires. Les élèves accueillis seront placés sous la responsabilité de l'enseignant du départ de la classe à leur retour à l'école. Le Centre de Ressource est agréé par la DSDEN de l'Hérault pour accueillir des classes à la journée ou pour plusieurs jours. Chaque classe devra fournir les attestations d'assurance en responsabilité civile couvrant les risques pouvant survenir aux biens et aux personnes, l'enseignant étant compris dans les personnes couvertes en responsabilité civile.

Un Comité de Pilotage constitué de représentants des deux parties pourra être constitué afin notamment de définir les orientations de la structure, et approuver le bilan annuel d'activités élaboré par l'enseignant missionné.

La convention à intervenir prendra effet à compter de la date de sa signature pour une durée d'un an, renouvelable pour la même période par tacite reconduction dans la limite de 4 reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de développement d'un centre de ressources avec la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178512-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention centre de ressources

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël VERA

Hors commission - Commune de Montpellier - Quartier Centre - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Objectifs et modalités de concertation et d'association du public - Opération dénommée Ricardo Bofill - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'histoire urbaine et les politiques d'aménagement de la Ville de Montpellier s'étendent vers le Lez, selon un axe Ouest-Est reliant le Peyrou jusqu'aux berges du fleuve et vers la mer. Partant du centre historique vers l'est de son territoire, deux grandes opérations ont ponctué trente ans d'urbanisme et d'architecture à Montpellier : l'opération Antigone a dans un premier temps conduit la ville jusqu'à son fleuve, tandis que le projet urbain de Port Marianne a ouvert à l'urbanisation le sud-est du territoire communal, vers la mer.

Démarrés en 1983, par la volonté du maire Georges Frêche, les travaux de l'emblématique quartier Antigone ont permis de relier le centre historique aux rives du Lez. Antigone est le fruit de la volonté de la Ville et de l'élan créateur de Ricardo Bofill de créer un quartier méditerranéen où le béton a les couleurs de la pierre des immeubles classiques de la Comédie et où les espaces publics dessinent les vides. Ricardo Bofill avait alors imaginé un ensemble architectural néo-classique ; son nom, sa personnalité, font indéfectiblement partie de la grande histoire de Montpellier.

Le secteur Triangle-Polygone, situé à l'articulation entre la ville du XIXème et la ville du XXème, constitue également à lui seul un élément fondateur de l'urbanisme montpelliérain de la seconde moitié du XXème siècle. Pourtant, malgré sa position en cœur de ville, à proximité immédiate de la Place de la Comédie et de l'Ecusson, ce quartier ne présente pas toutes les aménités d'un centre-ville. En effet, l'urbanisme de dalles qui le caractérise et le réseau viaire très routier qui le borde, le singularisent et l'isolent du reste des espaces publics du centre-ville.

En prévision du déménagement de l'ancien Hôtel de Ville à Port Marianne, la Ville a engagé en 2007 une étude de recomposition urbaine du secteur limité au site de l'ancienne Mairie. Cette étude visait à définir la programmation urbaine optimale pour concilier :

- les ambitions d'urbanisme : réparer l'urbanisme de dalles des années 70 et recréer une continuité fonctionnelle et architecturale entre les abords de la place de la Comédie et Antigone ;
- les ambitions économiques : bénéficier de recettes foncières contribuant à financer les aménagements nouveaux autour de l'ancienne mairie.

Cette étude a fait l'objet de l'intervention conjointe d'une équipe d'architectes-urbanistes (Dusapin - Leclerc), et d'experts.

Elle a conduit la Ville à créer sur ce site, le 27 juillet 2009, une Zone d'Aménagement Concerté dénommée ZAC Pagézy. Celle-ci n'ayant connu aucun démarrage opérationnel, il est proposé, aujourd'hui, la suppression de cette dernière.

Il s'agit à présent d'engager une nouvelle étape de ce grand projet urbain à l'échelle du cœur de ville et de la métropole, afin :

- de contribuer à affirmer un cœur urbain et économique à l'échelle de la Métropole ;
- d'accueillir un lieu d'intensité urbaine remarquable en cœur de ville ;
- d'engager une opération de reconquête des espaces délaissés entre les espaces publics du centre historique et le quartier Antigone, en créant notamment une vaste liaison piétonne ;
- de lancer une opération d'aménagement, à la fois concertée et phasée dans le temps ;
- de renforcer la lisibilité de l'axe vers le Lez ;
- de valoriser les espaces de pleine terre et recréer une armature végétale ;
- de simplifier la trame viaire afin de renforcer les connexions douces entre ce secteur de la ville et les quartiers qui le bordent.

Le périmètre proposé pour ce grand projet d'aménagement urbain porte sur environ 34 ha. Il s'étire de la Comédie jusqu'au Lez, englobant en particulier, le site de l'ancien Hôtel de Ville, le centre commercial du Polygone, délimité au Nord par la cité administrative, les faubourgs de la Cité Benoît et le secteur Du Guesclin au Sud.

Ce projet de recomposition urbaine devra proposer une dimension contemporaine sur le devenir de l'un des axes majeurs de la centralité métropolitaine. Il s'agira de construire un récit intégrateur qui tout en assumant son histoire, esquisse de nouvelles ambitions urbaines, environnementales et fédératrices de l'ensemble des projets réalisés ou en cours. Il devra également à cette occasion questionner la démolition partielle ou non de l'ancien Hôtel de Ville.

La requalification urbaine de ce quartier sera réalisée dans le cadre d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), dont la dénomination proposée est la ZAC Ricardo Bofill. Afin d'assurer l'information du public sur la mise en œuvre de cette ZAC, une concertation avec la population, qui se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet, sera organisée conformément aux dispositions des articles L.300-2 du code de l'urbanisme. Dans ce contexte, les modalités de concertation et d'association du public suivantes peuvent être retenues :

- une réunion publique ;
- une mise à disposition du public, en mairie de Montpellier et pour une durée d'au moins quinze jours, du dossier d'étude de création de ZAC accompagné d'un cahier permettant de recueillir les observations des administrés. Le public sera averti des dates de cette mise à disposition par une information figurant sur le site internet de la Ville de Montpellier ;
- un article dans le journal de Montpellier.

Par ailleurs, cette opération devra être menée en étroite association avec l'ensemble des populations et acteurs concernés, notamment ceux qui y habitent, y travaillent, participent à leur animation et contribuent à la valorisation des atouts patrimoniaux, commerciaux, culturels et touristiques du centre-ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement de cette nouvelle Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- D'approuver les objectifs d'aménagement poursuivis et les modalités de concertation du public proposés ;
- D'approuver la dénomination de cette ZAC, soit la ZAC Ricardo Bofill ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-181468-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA

Hors commission - Oxygène, des mobilités décarbonées pour un air de qualité

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Après avoir approuvé sa stratégie neutralité carbone 2050 en juin dernier, Montpellier Méditerranée Métropole arrêtera prochainement un programme d'actions opérationnelles, sur les six prochaines années, pour la mise en œuvre de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). La qualité de l'air, tout comme la réduction des émissions de gaz à effet de serre, est un élément déterminant du PCAET, pour lequel la Métropole entend conduire une stratégie globale, soucieuse d'apporter des réponses aux différents enjeux, tant sanitaires, qu'écologiques et sociaux. Dans ce contexte volontariste, l'obligation légale de définition d'une Zone à Faible Emission (ZFE) doit s'intégrer positivement, avec les aménagements et accompagnements nécessaires pour permettre à chacun de s'approprier et de participer à l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire métropolitain.

Plus globalement, la lutte contre le changement climatique et la pollution atmosphérique impose d'inscrire la transition écologique et solidaire à la convergence de bon nombre de politiques publiques menées en matière d'habitat et de logement, de déplacements, d'urbanisme et d'aménagement, de préservation et de gestion économe des ressources et de l'espace, de préservation de la biodiversité, de politique de gestion des risques, d'évolution et de gestion des réseaux énergétiques, de politique agroécologique et alimentaire, de développement économique... Le PCAET joue pleinement ce rôle intégrateur, dans le respect des solidarités et de l'inclusion sociale, au regard du profil socio-économique, mais également du profil environnemental de ce territoire.

En matière de qualité de l'air, l'enjeu écologique se double d'un enjeu sanitaire. En France, selon Santé Publique France, 40 à 50 000 décès annuels sont liés à l'exposition à des concentrations trop élevées en dioxydes d'azote et en particules fines. Pour 2021, l'organisme de suivi de la qualité de l'air, ATMO Occitanie, estime que sur 100 jours, un seul jour se caractérise par une « bonne » qualité de l'air, 59 jours « moyens », 29 jours « dégradés » et 7 jours « mauvais ». Si l'ozone est le principal responsable de ces résultats, le dioxydes d'azote et les particules fines y contribuent aussi fortement. En 2020, sur la métropole de Montpellier, malgré la réduction de l'activité liée à la pandémie de Covid-19, l'ozone a dépassé la valeur cible, l'objectif de qualité n'était pas non plus respecté pour les particules fines « PM2.5 » et la valeur limite était dépassée près des grands axes de trafic pour le dioxyde d'azote « NO2 ».

Les enjeux sont ainsi très concrets : en 2019, au moins 2 000 habitants de la Métropole étaient soumis à des dépassements de la valeur limite pour le dioxydes d'azote. 410 000 personnes, soit la quasi-totalité des habitants de la Métropole, vivent quant à eux dans des lieux qui dépassent les seuils recommandés par l'OMS en 2021 pour le dioxydes d'azote et plus de 40 000 personnes vivent dans des secteurs dépassant les seuils recommandés pour les particules fines.

L'enjeu sanitaire est également social. Parce qu'il touche notamment les populations les plus précaires mais aussi parce qu'une part importante de ces polluants atmosphériques est liée à l'activité humaine comme le trafic routier, le chauffage, ... Or, notamment face à la hausse des prix des carburants et de l'énergie, ces activités représentent une part importante et discriminante de la consommation des ménages. En proposant une approche écologique et solidaire, la Métropole entend ainsi, dans sa stratégie pour la qualité de l'air, apporter des éléments de réponse à chacun pour la santé et le pouvoir d'achat.

Agir pour la qualité de l'air

- La Métropole et ses habitants, acteurs de la qualité de l'air :

Afin de favoriser l'implication de chacun et la sensibilisation de tous, la Métropole souhaite améliorer la mesure et l'information sur la qualité de l'air. La collaboration avec ATMO Occitanie est en train d'être approfondie pour développer un dispositif de surveillance adapté aux ambitions de la Métropole.

Prescriptive de comportements écoresponsables, la Métropole entend en retour se montrer exemplaire et programme notamment d'investir 14 M€ sur 6 ans pour décarboner et diversifier le mix énergétique de sa flotte de véhicules et de ses matériels roulants, ou encore 20 M€ pour assurer la rénovation thermique et énergétique des bâtiments métropolitains.

Par ailleurs, le réseau de transports en commun possède déjà une flotte de véhicules peu polluants avec des tramways alimentés par électricité et un parc de bus urbains et périurbains fonctionnant en majorité au Gaz Naturel Véhicule (GNV) et au super-éthanol ED95. Cet effort se poursuivra avec l'acquisition de bus électriques à énergie propre pour les 5 lignes de busram.

■ Aménagement :

Alors que les principaux axes pollués se concentrent en cœur de métropole, le choix de promouvoir et développer la nature en ville doit permettre d'offrir à terme davantage d'espaces de respiration, comme le futur agriparc des Bouisses. Il s'agit aussi de ne pas exposer davantage les populations à l'avenir en évitant les opérations d'urbanisme en proximité des grands axes routiers, à l'exemple de la ZAC Cambacères, dont le programme a été revu pour ne pas créer de logements.

En lien avec les communes également, les aménagements de l'espace public tiennent notamment compte de la nécessité de sécuriser le chemin des écoliers, afin de permettre aux familles de se rendre sereinement, à pied, avec une poussette ou à vélo, à l'école.

Au-delà, chaque projet d'aménagement métropolitain est également conduit avec le souci de végétaliser les espaces publics, à l'image de la ligne 5 de tramway, avec l'engagement de planter 1 600 arbres le long de son tracé.

Enfin, l'habitat constitue un axe fort de la politique métropolitaine qui sera détaillé dans le programme d'action du PCAET.

■ Mobilités :

Sur le territoire de la Métropole, 57 % des émissions de gaz à effet de serre, 30 % des émissions de particules fines et 80 % des émissions d'oxydes d'azote proviennent des transports, et principalement de l'automobile. Aussi, la Métropole s'est dotée d'une stratégie mobilité 2025, adoptée à l'unanimité de son Conseil le 1^{er} février 2021. Cette stratégie associe chocs de l'offre et de la demande, afin d'emporter l'ensemble des habitants et du territoire dans cette dynamique.

Cette stratégie conjugue la mise en œuvre progressive de la gratuité des transports en commun pour tous les habitants de la Métropole, les aides à l'achat d'un vélo électrique ou les incitations au covoiturage, à un niveau d'investissements inégalé de près d'un milliard d'euros sur 6 ans en faveur des mobilités alternatives à la voiture. Avec la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, le prolongement de la 1^{ère} ligne jusqu'à la gare Montpellier Sud de France, mais aussi la mise en service de 5 lignes de busram à haut niveau de service, le déploiement d'un véritable système vélos et d'un plan piéton, la Métropole s'engage aux côtés de ses habitants pour leur permettre de se déplacer en limitant l'impact sur leur budget et l'environnement.

La gestion des mobilités constitue un point essentiel dans la lutte contre le changement climatique, pour l'amélioration de la qualité de l'environnement et de la santé publique. « La ville des proximités » est un enjeu majeur de notre aménagement du territoire qui permet de répondre aux besoins des usagers, en limitant les modes de déplacements carbonés. En complément de la stratégie mobilités 2025, le Plan de Mobilité (PDM) 2030 vise à offrir à tous les métropolitains un cadre de vie apaisé et respirable et des alternatives à l'autosolisme. Ce document cadre de planification identifiera les leviers à actionner pour atteindre les

objectifs cibles, notamment réduire l’empreinte environnementale de la mobilité et garantir une mobilité pour tous, facteur de lien social.

Mise en place de la Zone à Faible Emission mobilité

▪ Le dispositif :

Le principe de la ZFEm repose sur l’interdiction des véhicules les plus polluants, par l’instauration de vignettes crit’air, numérotées de 0 (vert) à 5 (noir), permettant d’identifier les véhicules autorisés à circuler. Elle vise à réduire la pollution atmosphérique due au trafic routier contributeur majeur à la pollution atmosphérique et à participer ainsi à l’amélioration générale de la qualité de l’air.

La Loi d’Orientation des Mobilités impose la création de Zones à Faible Emission mobilité (ZFEm) lorsque les normes de qualité de l’air ne sont pas respectées de manière régulière dans le territoire concerné. Un décret de septembre 2020 prévoyait ainsi la mise en place d’une ZFEm à Montpellier dès 2021.

La ZFEm sera mise en place dès le printemps 2022, à l’issue de la période de consultation du public et des personnes publiques associées. La Métropole a la possibilité d’en préciser quatre paramètres : horaires d’interdiction, périmètre géographique, type de véhicule concerné et niveau de pollution des véhicules interdits.

Dans une approche réaliste et concertée avec les communes, la Métropole souhaite ainsi élaborer sa proposition et moduler ces paramètres dans un souci :

- de simplicité et de lisibilité, s’agissant d’un dispositif complexe ;
- d’efficacité, en priorisant la mise en place de la ZFEm là où son effet sera le plus significatif et en limitant son impact sur les situations plus contraignantes qu’efficientes ;
- de complémentarité avec sa politique de mobilité ;
- d’accompagnement des habitants et du secteur économique.

Ainsi, dans un souci de simplicité et de lisibilité, il est proposé de ne pas mettre en place d’horaires différenciés et d’appliquer la ZFEm 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. En revanche, pour tenir compte du temps nécessaire, pour les ménages comme pour les professionnels, de renouveler leurs véhicules ou de modifier leurs habitudes de déplacements, il est proposé d’opérer en plusieurs phases, étendant progressivement le périmètre géographique et les catégories de véhicules concernés. Cette progressivité a été conçue pour être lisible et permettre aux détenteurs de véhicules motorisés d’anticiper leurs choix d’investissement.

Ainsi, priorisant la mise en place de la ZFEm là où son application est cohérente et son effet est maximisé, il est proposé d’appliquer un périmètre « phase 1 » correspondant au cœur de Métropole, là où par ailleurs les alternatives en transport en commun, à vélo ou à pied sont crédibles. Ce périmètre correspond aux communes de Pérols, Lattes, Villeneuve-lès-Maguelone, Saint-Jean-de-Védas, Juvignac, Grabels, Clapiers, Jacou, le Crès, Castelnau-le-Lez et Montpellier.

Dès le printemps 2022, les premières restrictions interviendront donc sur ce périmètre avec l’interdiction des vignettes « non classées » et « crit’air 5 » pour les véhicules professionnels, c’est-à-dire les fourgonnettes et les poids-lourds. En effet, les professionnels, par le nombre de kilomètres parcourus, sont les premiers acteurs de la transition écologique et c’est grâce à eux que la qualité de l’air peut être le plus rapidement améliorée. Puis, comme le prévoit la loi Climat et Résilience, ce sera au tour des véhicules particuliers d’être soumis aux mêmes interdictions au 1^{er} janvier 2023. Les véhicules les plus polluants seront interdits progressivement jusqu’au 1^{er} janvier 2025 où subsisteront uniquement les véhicules particuliers et les fourgonnettes dotées de vignettes « crit’air 0, 1 et 2 » (il s’agit des véhicules diesels postérieurs à 2011 et essence d’après 2006). Les poids-lourds diesels seront, eux, interdits à cette date, l’interdiction du diesel étant une trajectoire européenne.

En 2026, le périmètre « phase 2 » englobera toute la Métropole et l'A709. L'Etat imposant que les autoroutes A709 et A9 restent hors de la ZFE dans la phase 1, il est toutefois proposé de limiter la pollution qu'elles génèrent en demandant à abaisser leur vitesse autorisée respective à 70 km/h et 90 km/h.

■ Un accompagnement fort :

La ZFEm répond à un enjeu de santé publique. Si elle doit permettre d'améliorer la qualité de l'air pour tous, elle ne doit pas pénaliser les plus précaires, tant chez les petites et moyennes entreprises que dans les populations à faible revenu. Cette ZFEm est l'occasion de changer les habitudes pour aller vers une mobilité décarbonée profitable à tous, vecteur de dynamisme économique et qui épargne le budget des ménages et des entreprises. Ainsi, la Métropole souhaite accompagner les usagers et les habitants afin de leur faciliter la transition vers une mobilité décarbonée.

S'agissant des habitants, la Métropole doit pouvoir offrir, dans le même temps que la ZFEm se met en place, des alternatives crédibles à la voiture, au-delà du simple changement de véhicule. La progressivité dans la mise en place de la ZFEm permet de donner le temps à la collectivité de déployer sa politique de mobilités ambitieuse, conçue pour être pleinement efficace à horizon 2025.

Des dérogations doivent également permettre d'adapter le dispositif à la politique mobilité de la Métropole comme à différentes situations particulières. Ainsi, en cohérence avec la politique de rabattement sur les transports en commun, des itinéraires dérogatoires permettront à tous les automobilistes, quel que soit leur véhicule, d'accéder aux parcs relais pour poursuivre leur trajet dans la ZFEm en transport en commun. Certains axes structurants permettant de traverser la métropole, sans pour autant pénétrer dans le cœur d'agglomération, seront également exclus de la ZFEm, pour permettre les déplacements interurbains.

Par ailleurs, les petits rouleurs, parcourant peu de kilomètres chaque année, bénéficieront d'une dérogation au vu de leur faible contribution à la pollution, et pour éviter d'alourdir l'empreinte carbone induite par la construction de véhicules neufs. Les véhicules de collection seront également exclus de la ZFEm.

S'agissant du secteur économique, des dérogations nationales sont déjà prévues pour les véhicules de service public ou les engins agricoles. Il est proposé d'étendre cette dérogation aux véhicules professionnels avec des aménagements et des carrosseries spécifiques.

Par ailleurs, toujours dans une logique de progressivité de la mise en place de la ZFEm, des itinéraires dérogatoires temporaires sont prévus au bénéfice des poids-lourds pour garantir la desserte des principales zones d'activité, au risque sinon d'une désorganisation complète des chaînes d'approvisionnement et de distribution des entreprises de notre territoire.

L'application de la ZFEm doit également être l'occasion d'accélérer la mise en œuvre du schéma directeur de logistique urbaine, voté en 2019, et qui doit permettre d'accompagner les entreprises dans leur changement de pratiques logistiques pour des transports de marchandises décarbonés en ville. La feuille de route « logistique urbaine » proposée ici est déclinée en trois grandes familles d'actions :

- Proposer des locaux de distribution de grande et petite taille qui limiteront les trajets inutiles depuis la périphérie de la ville ;
- Développer des alternatives au camion : favoriser le fret ferroviaire, expérimenter le tramfret, permettre le développement de la cyclologistique, proposer des services de stockage et de location de véhicules aux professionnels ;
- Réviser la réglementation des itinéraires poids-lourds et des aires de livraisons ;

et deux principes d'action :

- Accompagner les professionnels et logisticiens et co-construire avec eux ;
- Observer et évaluer l'efficacité de cette politique publique.

Enfin, à destination de tous les usagers, et pour accompagner la décarbonation de la flotte de véhicules sur notre territoire, il est nécessaire d'offrir aux automobilistes et aux professionnels des solutions d'approvisionnement en énergies vertes qui soient pratiques, accessibles et performantes. Il s'agit donc pour la collectivité, par l'intermédiaire d'un appel à initiatives privées, d'accélérer la création de stations multi-énergies : gaz GNV, super éthanol ED 95, bornes de recharge rapide y compris pour les poids-lourds (IRVE 200Kw), hydrogène H2...

Concernant plus spécifiquement le réseau de bornes de recharge électrique qui devra mailler le territoire en cohérence avec le schéma directeur porté par Hérault Energies, actuellement en cours de définition, la Métropole propose de lancer un Appel à Manifestation d'Intérêt à destination d'opérateurs privés pour procéder à l'implantation, la commercialisation, l'exploitation et la maintenance du réseau de bornes de recharges sur l'espace public métropolitain. Cette procédure permettra ainsi à l'ensemble des structures privées qui le souhaitent de participer au développement rapide d'un réseau maillé de super-chargeurs en contractualisant officiellement leurs ambitions en direct avec la collectivité.

En vue de recueillir les observations des partenaires et de la société civile, la Métropole va initier une première période de consultation des personnes publiques associées (deux mois), ainsi qu'une période de consultation du public sur le projet de dispositif de la future ZFEm (projet d'arrêté et étude réglementaire). Les avis des partenaires et du public seront analysés et rendus public, puis le dispositif de la ZFEm sera, le cas échéant, ajusté. Enfin, à l'issue de ces périodes de consultation, une campagne d'information locale permettra durant 3 mois de présenter les mesures phrasées qui seront mises en œuvre progressivement par arrêté du Président.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole mets aux voix deux amendements proposés par Madame Alenka DOULAIN :

Amendement n°1 :

S'agissant des travailleurs à horaires décalés, ceux-ci pourront bénéficier, sur présentation d'un justificatif prouvant que les horaires de prise ou de fin de poste ne correspondent pas à des horaires de services des transports en commun, d'une exemption de 3 ans.

Vote de l'amendement n° 1 :

Pour : 5 voix

Contre : 70 voix

Abstention : 10 voix

L'amendement n°1 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

Amendement n°2 :

Une enveloppe de 50 millions d'€ pour proposer un véritable accompagnement aux ménages. En s'appuyant sur des conseillers "Mobilité" portés par l'ALEC, notre métropole déploiera un bouquet d'aides :

- « à la conversion » permettant de réduire le reste à charge pour les ménages modestes. Deux aides principales seront proposées : des aides à l'achat de véhicules propres et des aides pour du retrofit électrique. Ce dispositif d'aides complémentaire est cumulable avec les aides de l'Etat, sous conditions de ressources. Les aides sont graduées selon trois strates de revenu fiscaux de référence (RFR) par part fiscale :
 - Strate 1 : RFR / part \leq 6 300 €
 - Strate 2 : 6 300 € < RFR / part \leq 13 489 €
 - Strate 3 : 13 489 € < RFR / part \leq 20 966 €
- « à la casse » avec une prime incitative pour les habitants qui envoient à la casse un véhicule polluant sans en racheter un nouveau
- « chèque abonnement » à une service d'autopartage pour une durée de 3 ans afin d'inciter et d'accompagner les habitants de la métropole dans la réduction du nombre de véhicules polluants par foyer.

Vote de l'amendement n°2 :

Pour : 5 voix

Contre : 70 voix

Abstention : 10 voix

L'amendement n°2 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De renouveler son engagement pour la qualité de l'air en lien avec la mise en œuvre de son futur PCAET solidaire ;
- D'approuver le lancement de la phase de consultation des personnes publiques associées et du public préalablement au déploiement d'une Zone à Faibles Emissions mobilités ;
- De prendre acte des conditions de réussite de ce dispositif national :
 - o la concertation avec les 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - o l'articulation avec la politique mobilité et plus largement avec le PCAET de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - o l'accompagnement des habitants et du secteur économique ;
 - o la mise en œuvre d'une consultation citoyenne.
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-181311-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Zohra DIRHOUSI, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Hors commission - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole à l'enseignement supérieur et à la recherche dans la perspective du contrat de plan Etat Région 2021-2027 - Intentions de financements de la Métropole - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis 2015, et la mise en œuvre de la loi Notre, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche.

La mise en œuvre de cette compétence permet à la Métropole de développer une politique cohérente et inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois.

Cette compétence est appuyée par l'excellence métropolitaine en matière d'enseignement supérieur et de recherche autour de la santé, de l'environnement et de l'agronomie mais aussi des sciences humaines et sociales et des technologies.

Avec la plus ancienne Faculté de Médecine du monde encore en activité, qui a fêté ses 800 ans, Montpellier est historiquement un creuset d'enseignement et de recherche dans le domaine de la santé autour duquel gravitent 8 000 étudiants, et 1 350 chercheurs. Cette culture scientifique multiséculaire s'est enrichie par le développement d'un centre d'excellence en agronomie, alimentation et biodiversité regroupée au sein de l'association Agropolis International riche d'une communauté scientifique exceptionnelle de 2 300 chercheurs et enseignants au sein de 28 établissements de recherche. Dans le domaine des sciences de l'eau, l'Institut ICIREWARD, Centre International UNESCO avec plus de 400 scientifiques et 150 doctorants appartenant à 15 unités de recherche, anime la plus importante communauté nationale dans le domaine.

L'Université de Montpellier accueille près de 40 000 étudiants et regroupe des disciplines très diverses telles que les sciences, la chimie, la biologie, la médecine, le droit, l'économie, la gestion, les sciences pharmaceutiques ou les sciences du sport. Elle est pionnière en écologie et se place au sommet du classement mondial de Shanghai.

Créée en 1970, héritière de l'Université de Montpellier fondée en 1289, l'Université Paul Valéry est spécialisée dans les lettres, les sciences humaines et sociales, les langues et les arts.

Elle connaît une forte augmentation de ses effectifs et accueille 15 % d'étudiants étrangers et s'appuie sur une recherche soutenue par deux laboratoires d'excellence et « Les Presses universitaires de la Méditerranée » (PULM) parmi les meilleurs éditeurs universitaires.

L'outil majeur du soutien de Montpellier Méditerranée Métropole au tissu des établissements d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation est le Contrat de Plan Etat Région (CPER) via son volet Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation (ESRI).

Ainsi, catalyseur des investissements, le volet Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation doit permettre d'attribuer des moyens aux établissements supérieurs et centres de recherche, lesquels contribuent fortement au développement économique induit par ces fers de lance de l'attractivité de la Métropole.

Dans le cadre de la construction du CPER 2021-2027, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans un travail conjoint avec le Rectorat et la Région Occitanie et en relation avec l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur et centres de recherche afin de trouver les meilleurs équilibres possibles tenant compte des priorités des opérateurs.

Au total, ce sont 28 projets retenus au titre du volet ESRI du CPER dont 24 seront soutenus par la Métropole. Le total des investissements de ces projets s'élève à 138,1 M€.

C'est un effort financier sans précédent que Montpellier Méditerranée Métropole s'apprête à réaliser par rapport au précédent CPER en faisant progresser sa participation sur ce volet de 27 %, en passant de 15 M€ à 19,1 M€.

Aussi nécessaires ou qualitatifs soient les nombreux dossiers proposés par les différents organismes, ceux qui ont été choisis devaient s'inscrire clairement dans une vision et dans les priorités de la Métropole. L'investissement massif dans des constructions immobilières ou des équipements de recherche est en effet pertinent si le contenu et la démarche s'intègrent dans les grandes orientations en matière de recherche et d'innovation.

Le projet MED VALLEE structure en grande partie de façon transversale les engagements sur les 6 ans à venir de ce CPER. Les enjeux de cette dynamique dépassent Montpellier et sa région car ils posent la question de la souveraineté sanitaire de notre pays. L'ambition collective est claire : parvenir à créer un pôle économique de classe mondiale autour des filières d'excellence que sont la santé, l'environnement, l'agronomie et l'alimentation. Les bases de ce projet sont solides, elles doivent être amplifiées dans les prochaines années afin de stopper le retard pris par rapport à d'autres pays.

MED VALLEE se construit en étroite relation avec les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, en particulier avec l'Université de Montpellier porteur de l'initiative d'excellence nationale, l'I-SITE MUSE, qui regroupe, outre l'université de Montpellier, le CNRS, le Cirad, INRAE, l'IRD, l'INSERM, le CEA, l'IFREMER, l'INRIA, le BRGM, les CHU de Montpellier et de Nîmes, l'ICM, le CIHEAM-IAMM, l'ENSCM et l'Institut Agro. L'I-SITE MUSE est ainsi destinée à faire émerger à Montpellier une université thématique de recherche intensive, internationalement reconnue pour son impact dans les domaines liés à l'agriculture, l'environnement et la santé.

C'est pourquoi, 18 des 24 projets retenus dans le volet ESRI du CPER par Montpellier Méditerranée Métropole, le sont en lien avec MED VALLEE et représentent une base d'investissement de 110 M€, soit 80 % du montant total.

Sur l'ensemble, les financements se répartiront entre :

- Equipements scientifiques : 12 projets – 5,416 M€
- Bâtiments : 11 projets – 13,159 M€
- Soutien à Agropolis International : 1 projet – 0,525 M€

Sans être exhaustif, quelques grands projets peuvent être mis en avant :

- La création d'un bâtiment commun de 5 700 m² sur le campus du CNRS pour le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE) et le Centre de Recherche en Ecologie et Evolution pour la Santé (CREES). Ces structures de recherche, parmi les meilleures du monde dans leur domaine et qui permettent à l'Université de Montpellier de rester depuis plusieurs années sur le podium du classement de Shanghai en écologie, méritent un lieu de travail de haute qualité. Il en va du rayonnement mondial de Montpellier en matière de recherche environnementale ;
- La construction d'un bâtiment « VINE & WINE » de 5 400 m² regroupant, un Espace Partenariat & Public (EPP) destiné à héberger la recherche en œnologie, l'enseignement sur la vigne et le vin en favorisant la mise en œuvre d'outils innovants et de partenariats industriels. Ce bâtiment doit permettre de se hisser au même niveau que les grands pôles vigne et vin internationaux tels que le centre californien Robert Mondavi de l'UC Davis. Sa contribution est essentielle à l'efficacité, la visibilité et l'image de la recherche formation Vigne et Vin, au bénéfice de l'Institut d'Agro, de l'INRAE de l'IHEV, de l'I-SITE MUSE qui porte une initiative clé sur cette thématique mais aussi au

profit de la filière viticole dans son ensemble dont les enjeux de compétitivité et de pérennité sont immenses ;

- Le projet DiaMS – « Diagnostiquer, Modéliser & Soigner » porté par la communauté BIOCAMBUS. Ce projet propose de développer, renforcer et renouveler la capacité de plateformes scientifiques à destination des Sciences de la Vie, dans le cadre d'une ambition de diagnostic, modélisation et développement de nouvelles thérapies. A travers des collaborations public-privé, le projet fournira aux sociétés de biotechnologie locales l'expertise technologique et les modèles biologiques leur permettant de trouver des niches dans lesquelles elles pourront développer leur propriété intellectuelle. Le projet DiaMS s'inscrit par ailleurs dans l'un des trois piliers, "Soigner", de la stratégie de site menée par l'Université de Montpellier au sein de l'I-SITE MUSE ;
- Le plan majeur de rénovation de l'ensemble comprenant l'ancienne faculté de médecine, le jardin des plantes et l'institut botanique afin de redonner son lustre au passé pour penser l'avenir. Ce lieu patrimonial magnifique qu'est le jardin des plantes avec l'institut botanique, fondé par Henri IV, aura vocation à s'ouvrir sur la ville, les citoyens et les visiteurs, pour redevenir le phare de culture scientifique qu'il a été pendant plusieurs siècles. La rénovation du bâtiment historique de la faculté de médecine viendra conforter la cohérence de ce site exceptionnel. Le regroupement de tels joyaux historiques dans une zone aussi restreinte donnera à la Métropole une carte de visite patrimoniale formidable pour l'accueil d'événements internationaux majeurs ;
- Le projet « RESEM 2 » pour la poursuite de la modernisation et l'optimisation du plateau de serres expérimentales de 13 000 m² de l'INRAE avec ses partenaires, l'Institut d'Agro, le CNRS et le CIRAD dans quatre champs thématiques : la Génétique des plantes, la Transition agroécologique et l'adaptation au changement climatique, la santé des plantes, l'Ecologie expérimentale ;
- Le projet de l'Eco site Lavalette, programme de construction d'un bâtiment de trois niveaux positionné au centre du campus de Lavalette sur plus de 2 000 m² à énergie positive au profit de l'INRAE, du CIRAD, de l'IRD, du CNRS et de l'Université.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les intentions affichées par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la construction du CPER dans son volet enseignement supérieur recherche et innovation ;
- De dire que les crédits seront inscrits dans le cadre de la programmation pluriannuelle des investissements, au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180684-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau des opérations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Hors commission - Résorption du bidonville de Celleneuve - Échange foncier pour l'implantation d'un village de transition secteur de la Rauze à Montpellier - Opération de travaux - Plan de financement - Demande de subvention auprès du FEDER - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre du plan pauvreté, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont mobilisées pour la mise en œuvre d'une stratégie progressive de résorption de l'habitat indigne impliquant l'ensemble des acteurs et services des deux collectivités ainsi que de l'Etat. C'est dans cette perspective que le site de Celleneuve a été identifié comme prioritaire pour l'année 2022, au regard de son ancienneté et du nombre important de personnes qu'il regroupe.

La perspective de résorption des bidonvilles implique l'insertion globale de ses habitants. Celle-ci passe par l'éducation, l'insertion professionnelle, l'autonomie administrative, l'apprentissage de la langue française, et bien entendu l'insertion par le logement. Pour ce faire, dans le cadre de cette stratégie, un village de transition a été identifié pour accueillir les personnes nécessitant un accompagnement pour accéder à un logement indépendant. Ce village sera composé d'habitats modulaires légers et d'équipements collectifs afin d'accueillir rapidement les 180 personnes concernées, dont 108 enfants. Le village de transition s'inscrit dans une logique de parcours résidentiel et constitue une étape, permettant dans un deuxième temps les conditions d'une insertion et de l'accès au logement.

Dans ce contexte, une collaboration étroite entre la Ville de Montpellier, les services de l'Etat et la Métropole est engagée. Montpellier Méditerranée Métropole est chargée plus particulièrement de la viabilisation et de l'aménagement du terrain qui accueillera le village de transition. Le terrain identifié, d'une superficie de 5 200 m², se situe au sud du quartier Près d'Arènes, rue de la Rauze.

Les travaux d'aménagement comprennent :

L'aménagement du terrain à proprement dit :

- Accès aux réseaux (eau potable, eaux usées, électrique, télécommunication) ;
- Terrassement et voiries ;
- Installation de poteaux électriques ;
- Création d'espaces verts ;
- Installation de clôtures, portails et signalisation.

La création d'une liaison piétonne :

- Terrassement et voiries ;
- Réseau d'eaux pluviales.

Le montant estimatif des travaux est de 575 471 € HT. Les travaux sont prévus au cours du premier trimestre 2022.

Cette opération de viabilisation et d'aménagement de terrain est une dépense éligible au financement du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) à hauteur de 434 000 €, en remboursement des dépenses engagées, selon le plan de financement ci-après :

Plan de financement

Dépenses	Montants (HT)	Recettes	Montants (HT)
Travaux de viabilisation et aménagement du terrain	575 471 €	Financement Métropole	141 471 €
		Subvention FEDER	434 000 €
	575 471 €	TOTAL	575 471 €

Ces travaux d'aménagement du terrain d'assiette du projet ont été facilités par certains travaux d'aménagement portés par le propriétaire actuel du sol, la société BRL et ses filiales.

En effet, le foncier ciblé est situé rue de la Rauze à Montpellier cadastré DO 39, DN 45, 46, et 47 appartenant au groupe BRL, utilisé pour le stockage de matériaux, végétaux et pour les locaux administratifs et techniques de la filiale BRL - Espaces Naturels.

La délibération préliminaire du 14 décembre 2021 du Conseil de Métropole actait le principe d'un échange foncier entre l'assiette foncière de BRL et une propriété métropolitaine permettant une relocalisation et une continuité de ses activités sur une parcelle cadastrée OC 1 située proche de la zone d'activités de Garosud, à l'Ouest de Montpellier. Par anticipation sur cet échange et sur la réalisation d'une opération de construction des nouveaux locaux, BRL autorisait la Métropole à engager la réalisation du village de transition et la Métropole acceptait parallèlement que BRL et ses filiales utilisent une unité foncière cadastrée DN 227, 226 224, 225 et 34 lui appartenant, rue de la Première écluse, près du site de projet, après travaux de réaménagement par la Métropole de cette unité foncière permettant la continuité d'activité.

Afin de permettre l'engagement au plus tôt des travaux d'aménagement du village de transition, l'objectif affiché par les représentants de l'Etat étant une libération des lieux à l'horizon de la fin du premier trimestre 2022, a été entérinée la signature d'un protocole d'accord transitoire entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société BRL et ses filiales associées, afin de contractualiser les engagements réciproques des parties en anticipation sur l'échange foncier.

Les études techniques, discussions, évaluations et possibilités d'échange avec la société BRL étant désormais stabilisées, il est proposé de procéder en lieu et place à la signature d'un protocole d'accord ferme sur les conditions de l'échange, permettant d'assurer le devenir du site pour le projet de la Métropole, donnant une visibilité à BRL et ses filiales quant à leur projet de relocalisation, et permettant surtout à la Métropole d'envisager pleinement le devenir du site à moyen terme, dès lors que le projet aura joué son rôle de transition des personnes accueillies dans le cadre d'un parcours résidentiel ascendant.

Ainsi, la parcelle OC1p, soit une emprise d'environ 8 000 m² devant permettre la relocalisation de BRL, a été acquise moyennant le prix de 70 €/m² soit 560 000 € pour l'emprise constatée. La réactualisation de ce prix conduit à une évaluation à 99 € / m² soit 792 000 €.

La valeur de la propriété par BRL a été évaluée à 517 000 € en valeur vénale, améliorée de certains investissements, de plateforme notamment, strictement nécessaires à l'installation du village transitoire, que BRL accepte de laisser au bénéfice de la Métropole sur la parcelle DO39 s'élevant à 276 382 €, factures en mains, en ce qui concerne ladite plateforme et son traitement à la chaux, soit 793 382 € en coût global.

Ces travaux ne sont donc plus rendus nécessaires dans le cadre de l'installation du village de transition et ne sont donc pas compris, bien entendu, dans le budget appelé à la subvention.

Compte-tenu de l'intérêt général que revêt la création d'un village de transition, de la valeur vénale de l'ensemble immobilier appartenant à la société BRL et occupé par BRL - EN, de l'investissement réalisé sur ce foncier par BRL et du prix de revient de l'emprise à céder appartenant à la Métropole, il est proposé de procéder à un échange foncier sans soulte, sur la base de l'évaluation produite par les services de France Domaine.

Il est proposé d'approuver la signature d'un nouveau protocole d'accord fixant les conditions spécifiques de l'échange, notamment administratives, techniques et financières et reprenant en outre les conditions de la mise à disposition réciproque de la parcelle DO39, auprès de la Métropole et de l'unité foncière cadastrée DN 224, 225, 226, 227 et 34, auprès de BRL et de ses filiales associées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la réalisation d'un échange foncier sans soulte entre les parcelles cadastrées DO 39, d'une superficie non bâtie de 5 243 m², DN 45, 46, et 47, d'une surface cadastrale de 4 986 m² appartenant à la société BRL supportant les locaux administratifs et techniques de la filiale BRL - Espaces Naturels, et une emprise de 8 000 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée OC1p, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, sises ensemble sur la commune de Montpellier ;
- D'approuver les termes du projet de protocole d'accord entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société BRL et ses filiales ;
- De dire que la concrétisation de ces engagements va permettre à Montpellier Méditerranée Métropole d'étudier dès à présent un projet de requalification des propriétés acquises rue de la Rauze à Montpellier à l'issue de la vocation transitoire du site ;
- D'approuver le projet lié à la viabilisation et à l'aménagement du terrain ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser les demandes de subventions les plus larges et notamment la demande de subvention auprès du FEDER ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 11 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180502-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole 3M BRL BRL EN.pdf
- avis des domaines.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Hors commission - Modification du Tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés ou réajustés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

I- Créations de postes :

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes permanents mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

III- Transformations de postes

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, après avis du Comité Technique du 21 janvier 2022, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

IV- Suppressions de postes

Les emplois supprimés, après avis du Comité Technique du 21 janvier 2022, sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

V- Confirmations de postes :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres

d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 5** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations de postes, des mises en conformité, des transformations, des suppressions et des confirmations de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179551-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE 1 Creations
- Annexe 2 MEC
- Annexe 3 Transformations
- Annexe 4 Suppressions Conseil 220125.pdf
- Annexe 5 Confirmations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Hors commission - Composition des commissions métropolitaines - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au regard des demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les compositions des commissions telles qu'annexées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-181105-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau des commissions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Hors commission - Organismes Extérieurs - SPL Occitanie Events - Augmentation de capital - Participation - Autorisation accordée au représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Société Publique Locale (SPL) Occitanie Events dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna de la Région Occitanie depuis le 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 8 ans.

Au 31 décembre 2020, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 1 500 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire avec 10 actions soit 0,67% du capital et dispose d'un siège au sein du Conseil d'Administration ; aux côtés de la Région Occitanie, majoritaire avec 1 460 actions soit 97,33% et disposant de 8 sièges dont la Présidence en la personne de Marie-Thérèse Mercier ; du Département de l'Hérault (0,67%, 1 siège) ; de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (0,67%, 1 siège) et de la ville de Pérols (0,67%, 1 siège).

Par délibération n° M2020-163 du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL Occitanie Events.

Le résultat net de l'année 2020 a subi les impacts de la crise sanitaire liée au Covid 19 et enregistre un déficit de -3 556 K€ (contre un bénéfice de 202,7 K€ en 2019).

Les capitaux propres de la société ont diminué passant de 1 703 K€ à fin 2019, à -1 853 K€ à fin 2020. Les capitaux propres devenant inférieurs à 50% du capital social, conformément à l'article L225-248 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 octobre 2021 s'est prononcée sur la continuité de la société avec l'engagement de régulariser la situation au plus tard le 31 décembre 2022.

Le Conseil d'Administration de la SPL Occitanie Events en sa séance du 29 novembre 2021, a décidé la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de proposer aux actionnaires une augmentation de capital par émission de 5 000 actions nouvelles, à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles, à hauteur de 5 000 000 euros ce qui portera le capital social de 1 500 000 euros à 6 500 000 euros.

Cela entraîne des modifications dans la composition du capital social.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes actionnaires telle que prévu à l'article L 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui s'applique également aux SPL et qui dispose : « a peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »

Par application des dispositions de l'article L225-132 du Code de Commerce, la souscription aux actions nouvelles est réservée par préférence aux propriétaires des 1 500 actions anciennes.

En conséquence, les propriétaires de ces actions ont sur les actions nouvelles à émettre un droit de souscription irréductible qui s'exerce à raison de 3,333333 actions nouvelles pour 1 action ancienne.

Chaque actionnaire peut, s'il le désire, conformément aux dispositions de l'article L225-132 du Code de Commerce, renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, avec ou sans indication de bénéficiaire.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'actionnaire a donc un droit préférentiel de souscription de 33 actions nouvelles d'une valeur de 1 000 € chacune, soit une valeur globale de 33 000 €. Il est proposé au Conseil de souscrire à l'augmentation de capital afin de maintenir la quotité de participation de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du capital de la SPL Occitanie Events, soit 0,67%.

Montpellier Méditerranée Métropole conservera un siège au sein du Conseil d'Administration de la SPL Occitanie Events.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser son représentant aux assemblées générales, Monsieur Cyril MEUNIER, à voter en faveur de l'augmentation de capital et de la modification statutaire ;
- D'autoriser la souscription à l'augmentation de capital social de la SPL Occitanie Events à hauteur de 33 actions nouvelles à 1 000 € chacune soit 33 000 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, M. Eric PENSO.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178511-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Hors commission - Organismes extérieurs - Société publique locale - SPL SA3M - Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, la Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et Sociétés publiques Locales, la SA3M a remis son rapport spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées. La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2020, il conviendra de noter que trois opérations confiées à la SA3M par Montpellier Méditerranée Métropole sont concernées par ces prérogatives de puissance publique :

- Projet de renouvellement urbain Programme de Renouvellement urbain d'Intérêt Régional (PRIR) Cévennes : acquisition par voie de préemption de logements, caves, parkings extérieurs et commerces, pour une surface totale de 1 693 m² sur les périodes de juin, juillet, septembre octobre et décembre 2020, auprès de 13 vendeurs ;
- Projet de renouvellement urbain Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) Mosson : acquisition par voie de préemption de logements, caves, garages et locaux commerciaux, pour une surface totale de 1 478 m² auprès de 19 vendeurs ;
- Opération Cambacérès, acquisition, par voie amiable, de parcelles de terrains pour une surface totale de 46 494 m² auprès d'un vendeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178597-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport spécial SA3M - CAMBACERES n°1960.pdf
- Rapport spécial SA3M - NPRU MOSSON n°1990.pdf
- Rapport spécial SA3M - PRIR Cévennes n°1991.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après. Aussi, en 2020, il conviendra de noter qu'aucune opération confiée à la SERM par Montpellier Méditerranée Métropole n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAEML SERM ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178594-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) au capital de 5 894 000 € composé de 368 375 actions. Elle détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 sièges sur 13 au sein du Conseil d'Administration de la société.

Au côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29 % du capital, et de la Commune de Palavas-les-Flots, la Ville de Montpellier apparait comme l'actionnaire public principal de la société, à hauteur de 41,38 % du capital ; la Ville de Montpellier occupe à cet effet 5 sièges sur 13 au sein du Conseil d'Administration, dont la Présidence de la société en la personne de Michaël DELAFOSSE.

Dans l'objectif de renforcer l'efficacité des politiques publiques et l'organisation de l'action publique en matière d'aménagement, de construction et de logement sur le territoire, un projet de rapprochement du Groupe SERM/SA3M et ACM Habitat est engagé. Les objectifs associés à la perspective de ce rapprochement consistent à :

- favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement,
- renforcer les synergies entre les différentes entités,
- développer un travail partenarial avec les 31 communes de la Métropole,
- consolider financièrement les différentes entités afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire.

Concomitamment à l'étude sur les scénarios de rapprochement entre les différentes entités qui a été présentée lors du Conseil d'Administration de la SERM du 1^{er} décembre, il a été décidé d'ouvrir la réflexion sur la modification des statuts de la SERM afin d'y intégrer la possibilité de développer de nouveaux projets, ayant trait à des activités de construction, et de gestionnaire de logements sociaux, et d'ouvrir son activité vers d'autres prestations lui permettant d'avoir une intervention dans des domaines plus étendus tant en propre, qu'au travers de ses filiales.

Cette modification, qui ne préjuge en rien du montage juridique de rapprochement retenu à l'issue du dialogue social, pourrait nécessiter la demande d'un agrément logement social auprès du Ministère.

Le Conseil d'Administration de la SERM, en date du 1^{er} décembre 2021, a proposé la convocation d'une future AGE en vue d'approuver le projet de modification des statuts de la société relative à son objet social.

Cette modification statutaire exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

L'objet social actuel de la SERM est le suivant :

« La société a pour objet d'entreprendre, dans le département de l'Hérault et plus spécialement la région montpelliéraine, des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou de réaliser toute autre activité d'intérêt général ; ces activités devront participer à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale et être, de ce fait, complémentaires entre elles.

Elle pourra également, dans la même perspective, réaliser des opérations de construction d'immeubles de bureaux, de commerces et/ou de logements, en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui, commercialiser lesdits immeubles ou bien les conserver en patrimoine et les mettre en location, ou en assurer la gestion après leur cession.

Ces activités sont réalisées soit pour le compte de collectivités publiques, ou leurs émanations, soit pour celui de personnes privées, soit pour le compte de la société elle-même.

La Société pourra à l'effet de ces activités ou pour en faciliter la réalisation, créer toute société commerciale ou civile, ou toute autre entité de droit privé ou de droit public, participer à cette création ou y prendre des participations.

A cet effet, la société effectuera toutes études générales, travaux, gestion, opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, juridiques et financières se rapportant aux objets ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La Société pourra également à raison de ses compétences, en dehors des limites de la zone indiquée à l'alinéa 1 et notamment en Région Occitanie et ses départements limitrophes, intervenir en assistance conseil, et réaliser des études, financer, construire, gérer, exploiter et entretenir directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie. »

Il est ainsi proposé de modifier l'objet social de la SERM ci-dessus évoqué, en y adjoignant la mission complémentaire suivante :

- Entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux tel que visées à l'article L.481-1 du code de la construction et de l'habitation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications statutaires de la SERM relative à l'objet social ;
- D'autoriser le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SERM, Monsieur ASLANIAN, à voter en faveur de ces modifications ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180605-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Proposition_modif_statuts_SERM_2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole	1 élu titulaire M. Jean-Pierre RICO

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-181507-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Hors commission - Attributions de subventions - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

I. Affectation de subventions de fonctionnement et projets

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions selon les tableaux ci-dessous.

1) Développement Economique

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE				
N° de dossier	Structure	Type	Titre	Attribué
000972	AXENTS LE TREMLIN DES ENTREPRENEURS	Projet	Aide à la création d'Activité	12 500 €
000973	AXENTS LE TREMLIN DES ENTREPRENEURS	Projet	Animation Economique Territoriale (Volet 1,2,3,4 et 5)	15 500 €
000966	ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE ADIE	Fonctionnement	Micro crédit accompagné	15 000 €
001002	COMIDER COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	Fonctionnement	Organisation du marketon de l'emploi	4 800 €

001016	ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Fonctionnement	Développer l'inclusion de toutes les personnes en situation de handicap (CLUB MOTIV'ACTION + HANDI'JOB 2022)	11 000 €
000954	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement	Fonctionnement de la Maison des chômeurs et citoyens solidaires	15 000 €
000971	CHAMBRE REGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE OCCITANIE	Projet	Développement et promotion de l'Economie Sociale	10 000 €
000958	CREALEAD	Fonctionnement	Test en coopérative d'activités	30 000 €
000993	URSCOP	Fonctionnement	Fonctionnement	20 000 €
000957	CENTRE DE RESSOURCES DES GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS OCCITANIE	Fonctionnement	Développer l'emploi des groupements d'employeurs de la Métropole	10 000 €
000955	IÉS (INITIATIVES POUR UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE)	Fonctionnement	IÉS collecte l'épargne citoyenne et locale afin de financer des projets à forte plus- valeur sociale et environnementale sur le territoire.	10 000 €
001010	INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES ELECOMMUNICATIONS EN EUROPE	Projet	DigiWorld Summit	22 500 €
000992	LABSUD	Fonctionnement	FABLAB Accompagnement Entreprise	5 000 €
000970	PUSH START SUD	Fonctionnement	Animer, valoriser, promouvoir le secteur des jeux vidéo	15 000 €
001004	FRENCH TECH MEDITERRANEE MONTPELLIER NIMES	Fonctionnement	Financement du plan d'actions 2022 de la French Tech	65 000 €
000987	DIGITAL 113 GRAND CLUSTER NUMERIQUE D OCCITANIE	Fonctionnement	Association du secteur numérique	35 000 €

000977	LA MELEE	Projet	Jobs TIC : Le numérique, une opportunité de rebond pour toutes	3 000 €
000976	LA MELEE	Fonctionnement	Fonctionnement	2 000 €
000994	COODIO	Fonctionnement	Développement du secteur de la radio, l'audio et la voix	15 000 €
000988	LA CAV'COOP DE MURVIEL	Projet	Projet de reconversion de la cave coopérative de Murviel en tiers lieux	20 000 €
000986	ASSOCIATION JESSICA FRANCE	Projet	Programme CAP'TRONIC sur Montpellier 3M	15 000 €
000967	LES PREMIERES OCCITANIE	Projet	Lancement de programmes Go-lère et Start-lère à 3M	15 000 €
TOTAL				366 300 €

Afin de permettre aux associations de fonctionner dès le début de l'année, une première subvention a été votée au Conseil de Métropole du 14 décembre 2021.

A la suite du vote du budget 2022 il y a lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

N° dossier	de	Structure	Nature	Titre	Attribué
001024		MISSION LOCALE DES JEUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE 3M	Fonctionnement	Accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans	643 790 €
001018		OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE MONTPELLIER 3M	Fonctionnement	Fonctionnement de l'Office de Tourisme	2 360 000 €
TOTAL					3 003 790 €

Attributions de subventions d'investissement :

N° dossier	Structure	Nature	Titre	Attribué
000983	EUROBIOMED	Investissement	Pôle de Compétitivité	40 000 €
000979	POLE OPTITEC	Investissement	Cluster	15 000 €
000998	AEROSPACE VALLEY	Investissement	Pôle de Compétitivité	20 000 €
TOTAL				75 000 €

2) International

INTERNATIONAL			
N°asso	Structure	Type	Attribué
7701	FOOD SWEET FOOD	Projet : Refugee Food Festival Montpellier	1 000 €
7070	MONTPELLIER RUSSIE	Projet : Festival de Cinéma Russe à Montpellier	500 €
1397	MAISON DE L'EUROPE	Projet : Réseau métropolitain Points Europe	7 000 €
7664	LIFE ON LAND	Projet : Changement de regards	500 €
2283	LE VOYAGE DE D'YAAQAR	Fonctionnement	500 €
TOTAL			9 500 €

3) Finances

FINANCES			
N°asso	Structure	Type	Attribué
351	CLUB SPORTIF ET ARTISTIQUE DE LA GENDARMERIE DE L'HERAULT	Fonctionnement	3 100 €
1493	RESTAURANT DU CŒUR	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	50 000 €
TOTAL			53 100 €

4) Eau et assainissement

EAU ET ASSAINISSEMENT			
N°asso	Structure	Type	Attribué
4408	CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet : JMZH 2022	20 000 €
4408	CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet : gestion durable du site des Salines	115 000 €
6911	ASSOCIATION POUR LE BASSIN DE THAU	Projet : cap sur les salines et le littoral	10 000 €
TOTAL			145 000 €

5) Ressources Humaines

COMITE D' ACTIONS SOCIALES SPORTIVES ET CULTURELLES				
N°asso	Structure	Type	Montant attribué le 14/12/2021	Nouvelle attribution
6922	CASSC	Fonctionnement	392 500 €	785 169 €
TOTAL				785 169 €

RESSOURCES HUMAINES			
N°asso	Structure	Type	Attribué
1437	GROUPEMENT D'ENTREPRISES FRANCAISES DE LUTTE CONTRE LE CANCER	Fonctionnement	10 000 €
6888	AMICALE DES RETRAITES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement	2 200 €
TOTAL			12 200 €

6) Déchets

DECHETS			
N°asso	Structure	Type	Attribué
6821	MONTPELLIER ZERO DECHET	Fonctionnement	5 000 €
6821	MONTPELLIER ZERO DECHET	Projet	10 000 €
244	CLCV MONTPELLIER	Projet	5 000 €
7636	LEZPRIT REQUIPE	Fonctionnement	20 000 €
7636	LEZPRIT REQUIPE	Projet	15 000 €

7668	LES AMI.E.S DE LOOPEAT	Fonctionnement	25 000 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER	Projet	35 000 €
TOTAL			115 000 €

7) Bien-être animal

BIEN ETRE ANIMAL			
N°asso	Structure	Type	Attribué
6190	LES PATTOUNES DU CŒUR	Fonctionnement	7 000 €
9	SPA MONTPELLIER	Fonctionnement	75 000 €
TOTAL			82 000 €

II. Modifications de subventions 2022

Par délibération en date du 14 décembre 2021, le Conseil de Métropole a attribué au titre de l'exercice 2022 un acompte de subvention de fonctionnement d'un montant de 222 500 € à l'agence locale de l'énergie et du climat. Il est aujourd'hui proposé de modifier la subvention selon le tableau ci-dessous :

TRANSITION ENERGETIQUE			
N°asso	Structure	Type	Attribué
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT	Fonctionnement	72 500 €
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT	Projet	150 000 €
TOTAL			222 500 €

Par délibération en date du 14 décembre 2021, le Conseil de Métropole a attribué au titre de l'exercice 2022 un acompte de subvention de fonctionnement d'un montant de 105 000 € à l'association Uni sons. Il est aujourd'hui proposé de modifier la subvention selon le tableau ci-dessous :

CULTURE				
N°asso	Structure	N° de dossier	Type	Attribué
3746	UNI SONS	METRO CULT-001494	Projet : Festival Arabesque	105 000 €
TOTAL				105 000 €

La délibération M2021-658 en date du 14 décembre 2021 contenait des doublons d'acomptes de subvention qu'il convient d'annuler pour les structures suivantes : Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo, Montpellier Beach Volley, Montpellier Sport de Glace, Montpellier Triathlon, Boxing Club Montpelliérain, Montpellier Méditerranée Métropole Futsal, ASPTT Tennis Montpellier, Aqualove Sauvetage, Montpellier Méditerranée Métropole Natation Artistique et Hurricanes – Football Américain.

III. Modification de subvention 2021

Par délibération en date du 14 décembre 2021, le Conseil de Métropole a attribué au titre de l'exercice 2021 une subvention de fonctionnement d'un montant de 25 000 € à l'association Kani s Fight. Il est aujourd'hui proposé de modifier la subvention en projet selon le tableau ci-dessous :

SPORTS			
N°asso	Structure	Type	Attribué
4301	KANI S FIGHT	Projet	25 000 €
TOTAL			25 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution,
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 39 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 36 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Jean-François AUDRIN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, Mme Michelle CASSAR, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Véronique NEGRET, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Séverine SAINT-MARTIN, Mme Agnès SAURAT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180159-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION MODELE FONCTIONNEMENT
- CONVENTION MODELE PROJET

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge GUISEPPIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Mohed ALTRAD.

Hors commission - Approbation des procès-verbaux des Conseils de Métropole du

23 novembre 2021 et du 14 décembre 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les procès-verbaux des Conseils de Montpellier Méditerranée Métropole du 23 novembre 2021 et du 14 décembre 2021 sont annexés à la présente délibération, accompagnés de la synthèse des décisions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les procès-verbaux des Conseils de Montpellier Méditerranée Métropole du 23 novembre 2021 et du 14 décembre 2021 ;
 - D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.
- A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220125-181745-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV 23.11.2021.pdf
- PV 14.12.2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES



Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël VERA

Ressources - Vote en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle des Investissements votée par délibération du 23 novembre 2021, de son Règlement Budgétaire et Financier, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L. 5217-10-7), la Métropole de Montpellier gère son budget par autorisations de programme (AP) et Crédits de Paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 31 décembre 2021 à 1 991 160 744 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement collectif.

I. Création de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2022 :

BUDGET PRINCIPAL :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BP 2022	CP 2022
M22METRO01	REALISATION DE 5 LIGNES DE BUSTRAM	106 200 000	2 930 000
M22SDSI01	MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS	18 389 200	4 789 200
M22CAMB01	ZAC CAMBACERES	10 930 000	2 000 000
M22LATT01	LATTARA : CREATION D'UN CENTRE DE CONSERVATION ET D'ETUDES	8 127 236	140 000
M22PATC01	SOUTIEN PATRIMONIAL AUX COMMUNES	8 000 000	2 000 000
M22LATT02	LATTARA : AMENAGEMENT D'UN PARCOURS PEDAGOGIQUE	7 139 000	360 000

M22MROU01	REHABILITATION DE LA PISCINE DE LA MOTTE ROUGE	3 885 000	3 185 000
M22FICC01	FONDS D'AIDE AUX INDUSTRIES CREATIVES ET CULTURELLES (ICC)	3 600 000	720 000
M22OFS01	ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE (OFS)	2 700 000	1 500 000
M22RM002	CREATION D'UN GIRATOIRE A PIGNAN (RM5)	1 760 000	1 660 000
M22NRJV01	TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE METROPOLITAIN	1 375 000	1 185 000
M22OPER01	PATRIMOINE : FACADES OPERA COMEDIE	1 280 000	100 000
M22RM001	CREATION D'UN GIRATOIRE A VILLENEUVE LES MAGUELONE (RM185)	1 100 000	1 000 000
Somme :		174 485 436	21 569 200

II. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2022 :

Les AP suivantes font l'objet d'une actualisation d'intitulé :

- CULCRR01 devient « CITE DES ARTS »
- DUHPIE18 devient « AIDES A LA PIERRE PARC PUBLIC / SUR FONDS PROPRES »

Il est proposé de réviser les montants des autorisations de programme suivantes :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEUREMENT VOTEE	VARIATION AP AU BP 2022	AP APRES BP 2022
FONAMU05	ACQUISITIONS FONCIERES	66 998 083	50 025 000	117 023 083
M19FRTC01	HALLE FRENCH TECH CAMBACERES	6 900 000	15 197 000	22 097 000
DEALAT18	LATTES PROTECTION BASSE VALLEE MOSSON	4 252 310	937 214	5 189 524
CULCRR01	CITE DES ARTS	46 420 167	485 000	46 905 167
DRIEXT18	EXTENSION DU SDAN (FIBRE)	3 629 207	5 684 000	9 313 207
MGBSUR18	TRAVAUX SURETE SIEGE METROPOLE	456 000	3 354 434	3 810 434
AMECEB16	AMENAGEMENT CADOULE ET BERANGE	3 965 275	82 999	4 048 274
AMELIT16	AMENAGEMENT LITTORAL	7 214 179	385 052	7 599 231
AMEMTP16	AMENAGEMENT MONTPELLIER	26 648 085	2 206 375	28 854 460
AMEPLO16	AMENAGEMENT PLAINE	2 422 559	139 618	2 562 177

	OUEST			
NETMTP16	ENVIRONNEMENT MONTPELLIER	7 000 931	506 443	7 507 374
VOICEB16	VOIRIE CADOULE ET BERANGE	18 654 016	2 487 445	21 141 461
VOILIT16	VOIRIE LITTORAL	22 978 164	716 372	23 694 536
VOIMTP16	VOIRIE MONTPELLIER	119 232 230	2 337 212	121 569 442
VOIPEG16	VOIRIE PIEMONTS ET GARRIGUES	16 883 068	153 180	17 036 248
VOIPLO16	VOIRIE PLAINE OUEST	21 684 042	2 285 898	23 969 941
VOIVDL16	VOIRIE VALLEE DU LEZ	26 845 739	850 306	27 696 045
	Somme :	402 184 052	87 833 548	490 017 600

III. Clôtures dans le cadre du Budget Primitif 2022 :

Il convient de clôturer les programmes suivants sur le budget principal :

- DMOVELO18 « VELO STATION GARE SAINT-ROCH » pour un montant de 840 000 € (840 000 € réalisés),
- M18CTEC01 « CREATION D'UN CENTRE TECHNIQUE METROPOLITAIN POUR LE POLE PLAINE OUEST », pour un montant de 2 700 000 € (0 € réalisé), un nouveau programme étant à l'étude pour remplacer cette opération,
- M19VELO01 « SOLDE ANCIENNE AP PISTES CYCLABLES » pour un montant de 650 000 € (605 726,87 € réalisés),
- NETVDL16 « ENVIRONNEMENT VALLEE DU LEZ 2016 » pour un montant de 15 417 € (11 521,49 € réalisés),
- TRAGSR01 « GARE SAINT-ROCH » pour un montant de 6 645 100 € (6 504 055 € réalisés).

IV. Les APCP inchangées :

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

BUDGET PRINCIPAL :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
AMEPEG16	AMENAGEMENT PIEMONTS ET GARRIGUES	3 281 169
AMEVDL16	AMENAGEMENT VALLEE DU LEZ	4 582 833
CULACC01	ACCESSIBILITE CULTURE	5 349 718
CULALG01	HOTEL MONTCALM - MOCO	22 500 000
CULFAB01	RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE	1 628 945
CULIFZ17	INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA	6 708 001
DEAFAB18	FABREGUES PROTECTION COULAZOU	4 915 000
DEAGRA18	GRABELS PROTECTION RIEUMASSEL	3 600 000
DEALAT18	LATTES PROTECTION BASSE VALLEE MOSSON	4 252 310
DEASHV18	SCHEMA HYDRAULIQUE DU VERDANSON	7 000 000
DEEESR01	CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS	11 803 080

DEEPMI17	PACTE MEDITERRANEEN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE	3 590 000
DPVDEC18	MODERNISATION PARC DECHETERIES METROPOLE	6 972 000
DPVDTR18	EXTENSION RENOV CENTRE TRI DEMETER	20 175 396
DRICIN18	CITE INTELLIGENTE	7 110 000
DUHCNM01	CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	80 838 298
DUHESR01	CPER LOGEMENT ETUDIANT / VIE ETUDIANTE	2 554 043
DUHP18	AIDES A LA PIERRE SUR FONDS PROPRES / PARC PUBLIC	16 800 000
FONAMU03	OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO	23 671 102
FONAMU04	DESARTIFICIALISATION ET TRANSFERT DES COMMERCES DU FENOUILLET	28 891 327
MGBRES18	RACCORDEMENT RESEAUX ELECTRIQUES MTP LOI SRU	1 200 000
SPOACC01	SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS	5 812 903
SPOCNN18	REHABILITATION CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE	14 240 000
SPOPAR01	PARC MULTI-GLISSE GERARD BRUYERE A BAILLARGUES	15 500 000
SPOPIS02	PISCINE HERACLES	12 160 236
M18CIME01	CREATION D'UN CIMETIERE INTERCOMMUNAL	44 400 000
M18SBRN01	AMENAGEMENT AV NIMES A ST-BRES	1 620 000
M18VEHI01	MISE A NIVEAU PARC VEHICULES DAT	4 108 516
M19LIHT01	EMBELLISSEMENT DE LA METROPOLE : ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE-TENSION	12 043 794
M19METH01	DERNIERE PHASE USINE METHANISATION	2 475 962
M19JTOU01	JALONNEMENT TOURISTIQUE	2 280 000
M19TRVS01	TRAVERSE DE SUSSARGUES	2 300 000
M19TRVS02	TRAVERSE DE RESTINCLIERES	1 760 000
M19LITT01	PRESERVATION DU LITTORAL	1 000 000
M19TRD501	TRAVAUX RD5 COURNONSEC	3 900 000
M19FRA709	FRANCHISSEMENT A709	11 701 797
M19FRTC01	HALLE FRENCH TECH CAMBACERES	6 900 000
M20MOAC01	MOBILITES ACTIVES	150 000 000
M20NPRU02	NPRU MOSSON CONCESSION	97 212 500
M20NPRU01	NPRU CEVENNES CONCESSION	27 325 600
M20ASSA01	ACQUISITION FONCIERE DEMOLITION TOUR D'ASSAS	3 252 000
M20PDSC01	PLAN DE SAUVEGARDE CEVENNES	1 715 000
M20CDMO01	OPAH COPROPRIETES DEGRADEES MOSSON	1 215 000
M20AAGV01	AIRS D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE PROGRAMME 2020- 2023	22 000 000
M20SECU01	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE	2 700 000
M20RDRM01	DESSERT DE L'ARENA SUD DE FRANCE - LEVADES	1 826 000
M20RDRM02	OUVRAGE D'ART - RM62 - GRAU DE PEROLS	1 030 000
M20RDRM03	RD612 AMENAGEMENT ENTREE OUEST DE MONTPELLIER	2 030 000
M20RDRM04	RD613 - RD24E2 - GIRATOIRE ET BARREAU - ZAC DES CHATAIGNIERS	1 800 000
M20RDRM05	RM610 - AMENAGEMENT URBAIN - TRAVERSE DE VENDARGUES	1 208 000

M20RDRM07	RD66 - REPRISE DES RAMPES EST DE L'OUVRAGE DE FREJORGUES	1 506 000
M20DASS01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: DASSAULT 2EME EXTENSION	1 999 540
M20LAUZ01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST	9 167 971
M20LAUZ02	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: LAUZE EST	4 206 000
M20MART01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: CHARLES MARTEL EXTENSION	2 370 000
M20NPAE01	NOUVEAU MANDAT PARCS D'ACTIVITE ECONOMIQUES	1 500 000
M20MUSI01	INSTRUMENTS DE MUSIQUE DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	1 600 000
M21ESPP01	CŒUR DE METROPOLE : COMEDIE ESPLANADE TRIANGLE	39 400 000
M21ESPP02	CŒUR DE METROPOLE : FOCH PEYROU ARCEAUX	17 720 000
M21GUNRJ1	GUICHET UNIQUE RENOV ENERGIE	16 641 500
M21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONES	11 550 000
M21ALLU01	BAILLARGUES ALLEE ALLUVIALE	8 500 000
M21VEGE01	VEGETALISATION DE LA METROPOLE	2 000 000
M21PAPI02	PAPI 2 LEZ JUVIGNAC	1 865 000
M21ALLU02	LAVERUNE PRAIRIES ALLUVIALES	1 600 000
M21SEC116	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR LA RD116	1 200 000
M21TRAML5	POURSUITE DE LA LIGNE 5 DE TRAMWAY	386 668 229
M21NBUS02	POURSUITE DE L'ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS	9 587 967
M21EXTLI1	EXTENSION DE LA LIGNE 1 DE TRAMWAY	46 916 508
M21ACCM02	POURSUITE DU SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES	2 500 000
M21ROUL02	MATERIEL ROULANT TRAMWAY	180 000 000
M21DEPO02	NOUVEAU DEPOT TRANSPORTS MOBILITES	60 000 000
M21OUES01	ESPACES PUBLICS LIGNE 5	33 371 040
M21OUES02	RESEAUX LIGNE 5	13 855 200
M21ECOC01	ECOCITE RENOVATION DES COPROPRIETES	6 013 000
M21IRDI01	FONDS DE CAPITAL-RISQUE	4 600 000
	Somme :	1 578 126 175

BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
SDARES01	RESEAUX INTERCEP EST AMONT & POMPIGNANE	20 841 950
SDASTR03	STEP SUSS-ST GENIES & COURNONTERRAL	9 990 165
M19STEP02	STEP SAINT GEORGES D'ORQUES 9700 EH	2 902 800
M19STEP03	STEP MURVIEL	2 104 325
M19MAERA01	EXTENSION DE LA STEP MAERA	140 384 335
M19MAERA01	RESEAUX PRIMAIRES MAERA PR ARTIS ET ETUDE COLLECTEUR OUEST	4 775 000
M19MAERA01	RES PRIM MAERA CHOLET MAS STPIERRE	3 179 400
M19MAERA01	RES PRIM MAERA DO VERDANSON	2 120 500
M21STEP01	CONSTRUCTION STATION D'EPURATION DE MONTAUD	1 315 000
	Somme :	195 267 243

Le montant total des Autorisations de Programme s'élèverait donc à :

- **2 242 629 211 €** (dont 679 706 645 € réalisés au 31/12/2021 soit un reste à financer de 1 562 862 566 €) sur le budget principal,
- **195 267 243 €** (dont 37 620 225 € déjà réalisés au 31/12/2021 soit un reste à financer de 157 647 018 €) sur le budget annexe assainissement collectif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création, la révision et la clôture des Autorisations de Programme mentionnées ci-dessus ;
- De retenir comme échéancier des Crédits de Paiement les tableaux joints en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 7 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180495-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe créations d'AP
- Annexe Clôtures d'AP
- Annexe AP inchangées
- Annexe Revalorisations d'AP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël VERA

Ressources - Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet de budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2022.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement : **648 134 919,00 euros**

- Section d'investissement : **699 039 326,00 euros**

Total **1 347 174 245,00 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	48 475 923,00		48 475 923,00
931	Sécurité et salubrité publiques	18 706 847,00		18 706 847,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	104 962 580,00		104 962 580,00
934	Santé et action sociale	1 218 937,00		1 218 937,00
935	Aménagement des territoires et habitat	32 790 783,00		32 790 783,00
936	Action économique	18 221 401,00		18 221 401,00
937	Environnement	128 610 123,00		128 610 123,00
938	Transports	111 679 663,00		111 679 663,00
940	Impositions directes	24 577 655,00		24 577 655,00
943	Opérations financières	19 131 000,00		19 131 000,00
946	Transferts entre les sections		99 516 637,00	99 516 637,00
953	Virement à la section d'investissement		40 243 370,00	40 243 370,00
Total		508 374 912,00	139 760 007,00	648 134 919,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	14 688 182,00		14 688 182,00
931	Sécurité et salubrité publiques	386 000,00		386 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	9 927 403,00		9 927 403,00
934	Santé et action sociale	25 000,00		25 000,00

935	Aménagement des territoires et habitat	6 293 765,00		6 293 765,00
936	Action économique	6 030 289,00		6 030 289,00
937	Environnement	101 172 682,00		101 172 682,00
938	Transports	104 617 122,00		104 617 122,00
940	Impositions directes	211 095 000,00		211 095 000,00
941	Autres impôts et taxes	78 129 400,00		78 129 400,00
942	Dotations et participation	55 876 276,00		55 876 276,00
943	Opérations financières	71 500,00		71 500,00
946	Transferts entre les sections		59 822 300,00	59 822 300,00
Total		588 312 619,00	59 822 300,00	648 134 919,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	16 289 400,00		16 289 400,00
901	Sécurité et salubrité publiques	1 334 730,00		1 334 730,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	32 953 333,00		32 953 333,00
904	Santé et action sociale	35 000,00		
905	Aménagement des territoires et habitat	90 146 766,00		90 146 766,00
906	Action économique	39 577 280,00		39 577 280,00
907	Environnement	23 711 240,00		23 711 240,00
908	Transports	220 996 857,00		220 996 857,00
921	Taxes non affectées	1 700 000,00		1 700 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	118 385 000,00		118 385 000,00
925	Opérations patrimoniales		94 087 420,00	94 087 420,00
926	Transferts entre les sections		59 822 300,00	59 822 300,00
Total		545 129 606,00	153 909 720,00	699 039 326,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	232 000,00		232 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	4 039 641,00		4 039 641,00
905	Aménagement des territoires et habitat	13 420 500,00		13 420 500,00
906	Action économique	2 069 148,00		2 069 148,00
907	Environnement	7 280 664,00		7 280 664,00
908	Transports	46 818 198,00		46 818 198,00
921	Taxes non affectées	5 000 000,00		5 000 000,00
922	Dotations et participations	34 806 800,00		34 806 800,00
923	Dettes et autres opérations financières	350 354 948,00		350 354 948,00
925	Opérations patrimoniales		94 087 420,00	94 087 420,00
926	Transferts entre sections		99 516 637,00	99 516 637,00
951	Virement de la section de fonctionnement		40 243 370,00	40 243 370,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	1 170 000,00		1 170 000,00
Total		465 191 899,00	233 847 427,00	699 039 326,00

Conformément à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales , une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article D.5217-21 du CGCT prévoit que la Métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire d'une part de la dotation aux amortissements des bâtiments publics déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le financement de ces équipements, et d'autre part de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement.

Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, l'assemblée délibérante décide d'y recourir ou pas.

En matière de provisions, l'article D.5217-22 du CGCT prévoit que la métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux provisions et dépréciations, déduction faite des reprises sur provisions et dépréciations.

Ne sont pas concernées par ces dispositions les provisions et dépréciations constituées dans les cas suivants :

- « 1° Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la métropole ;
- « 2° Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce ;
- « 3° Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget primitif 2022 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- De prendre acte de la présence de la présentation brève et synthétique telle que prévue à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales en annexe du rapport de présentation du budget primitif 2022 ;
- D'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux amortissements des bâtiments publics, des subventions d'équipement versées ;
- D'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux provisions et dépréciations ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 10 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180577-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport BP2022VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël VERA

Ressources - Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole soumet au Conseil le projet de budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2022.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation :	33 916 630,00 euros
- Section d'investissement :	23 165 235,00 euros
Total	57 081 865,00 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	7 210 276,00		7 210 276,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 332 000,00		3 332 000,00
65	Autres charges de gestion courante	505 000,00		505 000,00
66	Charges financières	2 300 000,00		2 300 000,00
67	Charges exceptionnelles	4 064 000,00		4 064 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations	1 420 000,00		1 420 000,00
023	Virement à la section d'investissement		5 758 354,00	5 758 354,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		9 327 000,00	9 327 000,00
Total		18 831 276,00	15 085 354,00	33 916 630,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	8 000,00		8 000,00
70	Ventes de produits	27 414 100,00		27 414 100,00
74	Subventions d'exploitation	1 324 530,00		1 324 530,00
75	Produits divers de gestion courante	245 000,00		245 000,00
77	Produits exceptionnels	500 000,00		500 000,00
78	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 420 000,00		1 420 000,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 005 000,00	3 005 000,00
Total		30 911 630,00	3 005 000,00	33 916 630,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	42 690,00		42 690,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 550 000,00		4 550 000,00
20	Immobilisations incorporelles	247 145,00		247 145,00
21	Immobilisations corporelles	2 939 400,00		2 939 400,00
23	Immobilisations en cours	11 705 000,00		11 705 000,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 005 000,00	3 005 000,00
041	Opérations patrimoniales		676 000,00	676 000,00
Total		19 484 235,00	3 681 000,00	23 165 235,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	762 509,00		762 509,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 561 372,00		4 561 372,00
23	Immobilisations en cours	2 080 000,00		2 080 000,00
021	Virement de la section d'exploitation		5 758 354,00	5 758 354,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		9 327 000,00	9 327 000,00
041	Opérations patrimoniales		676 000,00	676 000,00
Total		7 403 881,00	15 761 354,00	23 165 235,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget primitif 2022 du budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 10 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180242-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël VERA

Ressources - Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet de budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2022.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation : **80 700,00 euros**

- Section d'investissement : **9 575,00 euros**

Total **90 275,00 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

Ce budget se présente de la façon suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	69 925,00		69 925,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00		500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations	700,00		700,00
023	Virement à la section d'investissement		575,00	575,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		9 000,00	9 000,00
Total		71 125,00	9 575,00	80 700,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	80 000,00		80 000,00
78	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		700,00	700,00
Total		80 000,00	700,00	80 700,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	9 575,00		9 575,00
Total		9 575,00	0,00	9 575,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		575,00	575,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		9 000,00	9 000,00
Total		0,00	9 575,00	9 575,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget primitif 2022 du Service Public d'Assainissement Non Collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180244-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël VERA

Ressources - Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 14 décembre 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole soumet au Conseil le projet de budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2022.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation :	848 000,00 euros
- Section d'investissement :	1 245 000,00 euros
Total	2 093 000,00 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	389 622,00		389 622,00
023	Virement à la section d'investissement		445 378,00	445 378,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		13 000,00	13 000,00
Total		389 622,00	458 378,00	848 000,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	848 000,00		848 000,00
Total		848 000,00	0,00	848 000,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	1 245 000,00		1 245 000,00
Total		1 245 000,00	0,00	1 245 000,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	138 000,00		138 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	648 622,00		648 622,00
021	Virement de la section d'exploitation		445 378,00	445 378,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		13 000,00	13 000,00
Total		786 622,00	458 378,00	1 245 000,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget primitif 2022 parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180247-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Ressources - Contrat territorial 2018-2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie - Programme Opérationnel 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le contrat de plan État-Région (CPER 2014-2020) et le Contrat Territorial (CT 2018-2021) constituent le cadre de négociation entre l'État, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre de projets structurants. Le contrat territorial conclu entre la région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole intègre les projets du Contrat de Plan État Région financés par la région.

L'enjeu de ces contrats est d'obtenir un effet de levier pour l'investissement local et de concentrer les investissements sur des projets stratégiques pour le territoire. Ces contrats cadre fixent des objectifs stratégiques pluriannuels communs et font l'objet d'actions indicatives.

Concernant le contrat territorial approuvé par délibération n°M2019-373 du Conseil de Métropole du 23 juillet 2019, des programmes opérationnels sont votés annuellement. Ils permettent de définir les crédits prévisionnels alloués à chaque projet en fonction de leur envergure et des échéances de réalisation. La maîtrise d'ouvrage de ces projets est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de la Métropole ou les partenaires de la collectivité. Ces projets sont engagés durant l'année concernée.

Le montant total des projets engagés en 2021 s'élève à 21 839 254 €, dont 4 066 097 € financés par la Région Occitanie et 8 338 752 € par Montpellier Méditerranée Métropole. Le tableau annexé détaille les opérations.

Les plans de financements sont prévisionnels. Ils ne deviendront définitifs qu'après instruction technique des dossiers par les partenaires financiers et après accord des assemblées délibérantes du Conseil Régional et du Conseil Départemental et des comités de programmation des crédits d'État et d'Europe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les objectifs et la mise en place du programme opérationnel 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, M. Laurent NISON, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178114-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- tableau PO 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Ressources - Attributions de Compensation (AC) aux communes - Montants prévisionnels 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La fixation des Attributions de Compensation (AC) a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire des transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le Conseil de Métropole doit communiquer à ses communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des AC. Ainsi, il convient de délibérer en ce sens.

Dans ce cadre, il est proposé d'établir l'AC de fonctionnement prévisionnelle 2022, conformément au rapport de la dernière Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) en date du 5 octobre 2021 approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils municipaux, selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement prévisionnelle 2022	Attribution de Compensation fonctionnement prévisionnelle 2022
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	508 134,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	428 196,93	
Cournonsec	83 473,86	
Cournonterral	516 525,35	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		614 369,25
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	34 688 940,29	
Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	
Pérols	1 579 188,18	
Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	155 592,04	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	175 622,29	

Saint-Geniès-des-Mourgues	183 776,62	
Saint-Georges-d'Orques	299 787,35	
Saint-Jean-de-Védas	864 985,49	
Saussan	168 187,69	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	46 624 688,84	2 510 360,60

Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement prévisionnelle 2022, conformément au rapport de la dernière CLECT en date du 5 octobre 2021 approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils municipaux, selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement prévisionnelle 2022	Attribution de Compensation investissement prévisionnelle 2022
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	92 053,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	143 443,00	
Grabels	500 889,33	
Jacou	45 141,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	73 031,00	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	37 506,00	
Montpellier	10 567 865,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	51 637,84	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint-Geniès-des-Mourgues	24 175,00	
Saint-Georges-d'Orques	42 292,00	
Saint-Jean-de-Védas	257 051,00	

Saussan	26 263,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	
TOTAL	17 090 008,41	0,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le montant prévisionnel de l'attribution de compensation 2022 des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, tant en fonctionnement qu'en investissement
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179560-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Ressources - Définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de gestion active, transparente et responsable de la dette et de la trésorerie, dans le cadre du règlement budgétaire et financier adopté en juin 2018 et renouvelé le 31 juillet 2020. La gestion active de la dette consiste à établir une stratégie efficiente de coordination des enjeux budgétaires et financiers pluriannuels de son endettement. Il s'agit de maîtriser les coûts et les risques afin d'assurer le portage de l'action et des politiques publiques.

Pour mener à bien ces objectifs, et conformément à la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, il convient de définir les caractéristiques de la dette et la stratégie d'endettement, et de définir le cadre d'intervention, les outils et opérations nécessaires en matière de gestion de dette et de trésorerie.

1 – Caractéristiques de la dette et stratégie d'endettement

Encours total au 1^{er} janvier 2022 : 870,6 M€

Taux moyen : 2.03 %

Durée moyenne résiduelle : 15 ans et 5 mois

Structure de la dette : 55 % Taux Fixes – 45 % Taux variables

Classification selon la charte Gissler : 1A : 95.29 % - 1B : 3.16 % - 3E : 1.55 %

Stratégie :

Afin de permettre une sécurisation de la dette et une optimisation des frais financiers, la stratégie développée en 2022 s'établit selon les principes principaux suivants :

- Assurer la sécurisation de l'encours de dette : conformément au règlement budgétaire et financier, souscrire au moins 80% des emprunts en catégorie 1A, les 20 % restants sont limités à la zone 2B, 90% de l'encours total global devant rester en zone 1A ;
- Diversifier les sources de financement : Avec 13 prêteurs, le risque de contrepartie est assuré. Il est proposé de favoriser la diversification, tant par l'arrivée de nouveaux prêteurs, que par la possibilité d'émissions obligataires ou par l'utilisation des plateformes digitales de financement, afin de développer une émulation positive des partenaires au niveau des conditions de financement et des engagements d'accompagnement ;
- Optimiser la répartition entre taux fixes et taux variables (sous-jacents et instruments de couverture de taux inclus) : cet objectif doit être analysé dans la durée, afin d'assurer une optimisation des frais sur le long terme tout en bénéficiant d'opportunités de marché ;
- Être attentif aux propositions intégrant des labels environnementaux ou sociaux, des critères éthique ou développement durable, à coût financier comparable et dans le respect des principes précédents.

Conformément au règlement budgétaire et financier, une communication annuelle sur la gestion de la dette sera réalisée à l'occasion du Compte Administratif.

2 – La réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget

Il est proposé dans le souci d'optimiser la gestion de dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 et du 25 juin 2010, de recourir à des produits de financements qui pourront être notamment bancaires ou obligataires.

A - Financement bancaire

La quasi-totalité de la dette portée par la Métropole est souscrite sous forme d'emprunts bancaires auprès de nos banques partenaires. Cette stratégie repose sur une mise en concurrence annuelle des établissements pour en dégager les meilleures conditions de financement pour l'équilibre budgétaire.

Dans ce cadre, il est proposé d'autoriser le recours aux produits de financement bancaires qui pourront être :

- des emprunts classiques à taux fixe ou taux indexé avec ou sans structuration, avec taux plafond, taux

plancher ou les deux, dans la limite de la typologie de produit autorisée ;

- des emprunts de type « revolving » ;
- des emprunts sous format Schuldschein, notamment dans le cadre de la diversification via des plateformes de financement intermédiées.

Les produits de financement bancaire seront souscrits dans la limite des montants inscrits au budget de l'exercice (le budget s'entend dans toutes ses composantes : budget primitif, budget supplémentaire et décisions modificatives).

La durée des nouveaux emprunts sera déterminée en lien avec la nature et la durée de vie des équipements qu'ils financent, et ne pourra excéder 30 ans, durée limitativement recherchée dans des cas particuliers.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être l'ESTER et ses dérivés, les EURIBOR, le LIVRET A, le LEP, les indexations liées à l'inflation Française ou Européenne, le TMO, le TME, les CMS EUR, les TEC, les OAT, les taux fixes, tout autre index parmi ceux communément utilisés sur les marchés, ainsi que tout autre index qui se substituerait aux index cités ci-dessus.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

Conformément au règlement budgétaire et financier, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés. La procédure de gré à gré pourra être utilisée dans le cadre d'enveloppes spécifiques présentant des conditions particulières dans le cadre de financement de projet, dans la limite de 50% du coût du projet.

Dans le cadre de la souscription de ces produits de financement, la collectivité sera attentive à rechercher autant que possible des sources de financement éthiques et/ou comportant des labels environnementaux, sociaux et développement durable.

B – Financement obligataire

Afin de financer la Programmation Pluriannuelle des Investissements 2021-2026, volontariste et traduisant les grandes orientations de la collectivité, il est nécessaire que la Métropole dispose d'outils adaptés et diversifiés. Il est donc proposé d'analyser les conditions de mise en place d'un programme obligataire Euro Medium Term Notes (EMTN) pour accéder aux marchés financiers, et de lancer les démarches nécessaires.

Le programme EMTN consiste à faire paraître une documentation unique (le prospectus) mise à jour annuellement, couvrant l'ensemble des émissions à intervenir sur le marché. L'émetteur peut ensuite émettre des titres de créances auprès d'investisseurs professionnels domestiques ou internationaux (sociétés d'assurances, sociétés de gestion, banques commerciales, banques centrales, etc...).

La documentation ainsi que l'ensemble du processus sont encadrés et normés, et le programme est validé par l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Dans ce cadre, la collectivité s'attachera également à analyser les possibilités d'émissions répondant aux critères ESG (environnement, social, gouvernance).

Une délibération spécifique relative à la création du programme sera présentée lors d'un prochain Conseil de Métropole afin d'en présenter les principales caractéristiques à l'issue de l'analyse.

Il est proposé de lancer les différentes études et prestations (juridiques notamment) utiles à la mise en place du programme.

C- Autres financements

Tout autre produit de financement (avance remboursable, etc...) pourra être autorisé dès lors qu'il respecte

les principes énoncés pour le financement bancaire et la stratégie développée dans le règlement budgétaire et financier.

3 – Les opérations financières utiles à la gestion des emprunts

Afin d'optimiser la gestion de la dette, il est proposé de procéder à toutes les opérations financières utiles à la gestion des emprunts bancaires et obligataires, notamment :

- lancer les consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue ou via l'inscription sur une plateforme de financement ;
- retenir les meilleures offres au regard à la fois des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser ou à recevoir, et de la stratégie de la collectivité ;
- définir l'ensemble des clauses contractuelles en termes de taux d'intérêt, de type d'amortissement (y compris la possibilité de remboursement in fine), de différé d'amortissement et/ou d'intérêts sur phase de préfinancement, avec possibilité de tirages échelonnés dans le temps et faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement ;
- exercer l'ensemble des options prévues par les contrats, notamment procéder à des changements d'indexation, de périodicité ou de profil de remboursement, procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés, à des consolidations ;
- conclure des avenants afin d'introduire des clauses de gestion de dette telles que définies ci-dessus ;
- procéder à des réaménagements d'emprunts, pour changer d'index, modifier la durée du prêt (sans que la durée globale ne puisse in fine excéder la durée maximale autorisée au A du 2. de cette délibération), modifier la périodicité et le profil de remboursement, compacter les emprunts d'une même banque, avec intégration de soultte uniquement pour les emprunts détenus à ce jour n'entrant pas dans la stratégie de la collectivité ;
- procéder à des transferts d'emprunt depuis d'autres organismes, notamment suite à des transferts de compétences ;
- passer tous les ordres et signer tous les documents relatifs à ces affaires.

4 – Les instruments de couverture des risques de taux

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations que sont susceptibles de subir les marchés, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses de taux ou, au contraire, afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent en effet de modifier un taux, de figer un taux, ou de garantir un taux.

Conformément à la circulaire du 25 juin 2010, les opérations de couverture des risques de taux pourront être :

- des contrats d'échange de taux (SWAP) ;
- des contrats d'accord de taux futur (FRA) ;
- des contrats de garantie de taux plafond (CAP) ;
- des contrats de taux plancher (FLOOR) ;
- des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).

Ces opérations de couverture porteront et seront toujours adossées aux contrats constitutifs de l'encours de dette dont la liste figure en annexe des documents budgétaires, ainsi que des nouveaux emprunts et des emprunts de refinancement à contracter et qui seront inscrits en section d'investissement du budget.

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder la durée résiduelle de l'emprunt auquel il est adossé.

Ces opérations ne pourront sortir du cadre de risque défini au paragraphe 1, l'exposition résultante d'un sous-jacent et de sa couverture sera nécessairement inférieure à 2B.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être l'ESTER et ses dérivés, les EURIBOR, le

LIVRET A, le LEP, les indexations liées à l'inflation Française ou Européenne, le TMO, le TME, les CMS EUR, les TEC, les OAT, les taux fixes, tout autre index parmi ceux communément utilisés sur les marchés, ainsi que tout autre index qui se substituerait aux index cités ci-dessus.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

Il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés.

5 – La gestion de trésorerie

La gestion de trésorerie consiste à limiter le montant du solde disponible sur le compte de dépôt au Trésor, non rémunéré, tout en s'assurant de disposer des liquidités nécessaires pour faire face à l'ensemble des dépenses à court terme. Elle s'articule avec la gestion de dette notamment au travers de remboursements anticipés en cas d'excédent, ou de mobilisations d'emprunts en cas de besoin structurel de trésorerie, ou encore d'optimisation des frais entre les différents supports.

A – Conventions d'ouverture de crédit de trésorerie

Dans ce cadre de gestion active de la trésorerie, la Métropole doit disposer d'une ou plusieurs lignes de trésorerie qui permettent de mobiliser et rembourser des fonds selon les besoins réels quotidiens. C'est pourquoi la Métropole pourrait lancer une ou plusieurs consultations auprès d'au moins trois établissements financiers aux conditions suivantes :

- montant du plafond total des contrats : 500 M€ ;
- index souhaité : Ester, Euribor 1 semaine, 1 mois ou 3 mois ;
- durée du contrat : de 1 à 12 mois.

B – Mise en place d'un programme de Negociable European Commercial Papier NEU-CP

Afin de diversifier ses sources de financement court terme, il est proposé de mettre en place un programme obligataire NEU-CP pour accéder aux marchés monétaires. Le marché des titres négociables à court terme est contrôlé par la Banque de France.

- montant total maximum du programme : 500 M€ ;
- Index souhaité : taux fixe ou taux variable ;
- durée des émissions : de 1 jour à 12 mois ;
- commissions : fonction des opérateurs de marché obligatoires et de la réglementation applicable.

C – Les placements financiers

Les collectivités territoriales peuvent déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat pour les fonds qui proviennent :

- de libéralités ;
- de l'aliénation d'un élément de leur patrimoine ;
- d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de l'établissement public ;
- de recettes exceptionnelles dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Ces fonds ne peuvent être placés qu'en titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté Européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, ou en parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté Européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen.

Afin de permettre une gestion optimisée de la trésorerie de la collectivité dans les cas susvisés, il est proposé de procéder à toutes les opérations nécessaires à la mise en place et à l'utilisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie, du programme de NEU-CP et des placements financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie pour 2022 ainsi défini ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180624-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Ressources - Contrat d'emprunt auprès de la Banque Européenne d'Investissement pour le financement de la station d'épuration MAERA - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du financement de l'extension et de la modernisation de la station d'épuration MAERA, Montpellier Méditerranée Métropole a effectué une demande de prêt auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

En effet, la BEI accompagne la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, depuis la création de la première ligne de tramway. Ce partenariat solide est à nouveau sollicité pour accompagner la stratégie d'investissement de la collectivité, porteuse de projets structurants.

Le Conseil d'Administration de la BEI a accordé une enveloppe de 80 M€ pour le projet relatif à MAERA. Compte tenu des exigences de cette institution, un financement BEI atteste de la qualité de signature de la Montpellier Méditerranée Métropole et permet de bénéficier de conditions de financement parmi les plus compétitives du marché. Il permet en outre, en lien avec les critères d'analyse et de sélection de la BEI, d'asseoir la dimension environnementale du projet.

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- Montant proposé : 80 000 000 €
- Montant minimum des tirages : 10 000 000 €
- Durée de la phase de mobilisation : 5 ans à compter de la date de signature du contrat
- Commission de non-utilisation : 0,10 % à l'issue de 3 ans
- Annulation possible du crédit non-utilisé : oui sur demande et annulation à l'issue de la phase de mobilisation
- Maturité maximale des tranches : 30 ans à compter de la date de versement de chaque tranche (17 ans pour une tranche avec un remboursement in fine)
- Type de taux d'intérêt : Taux fixe selon cotation lors de la demande de versement, Taux variable avec marge à coter lors de la demande de versement
- Amortissement du capital : linéaire ou progressif (minimum 4 ans), ou in fine (minimum 3 ans, maximum 17 ans)
- Possibilités de remboursement anticipé : oui
- Indemnité de remboursement anticipé (assiette et mode de calcul) : oui si tranche à taux fixe ; non si tranche à taux variable

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la conclusion du contrat d'emprunt avec la Banque Européenne d'Investissement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat de financement avec la BEI, à faire toutes les démarches et signer tous les actes nécessaires et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180192-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet contrat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine II - Communes de Montpellier et de Grabels - Garantie d'emprunt à la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc Euromédecine II (92 hectares) sur les communes de Montpellier et de Grabels et concédé l'opération à la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM). Cette concession intègre l'aménagement du parc Euromédecine II ainsi que la réalisation et l'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisés dans le domaine des biotechnologies, dénommé Biopôle (CAP GAMMA, CAP DELTA et CAP SIGMA).

En 2020, la SERM a contracté un emprunt d'un montant de 2 000 000 € auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon afin de poursuivre la réalisation de cette ZAC.

Un nouvel emprunt est rendu nécessaire pour le financement et la poursuite de cette opération Euromédecine II. Aussi la SERM, après qu'elle ait organisée une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 2 500 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole du Languedoc, destiné au financement de travaux d'aménagement. Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Capital : 2 500 000 €
- Durée : 7 ans maximum
- Taux fixe : 0,38 % l'an
- Echéances trimestrielles ou annuelles
- Frais de dossier : 3 215 €

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L. 2252-1 à L. 2252-5, D. 1511-30 à D. 1511-35 du Code général des collectivités territoriales L. 300-1 à L. 300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'autoriser la garantie à hauteur de 80 % de l'emprunt d'un montant de 2 500 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80 % de l'emprunt d'un montant total de 2 500 000 euros sollicité par la SERM à contracter auprès Crédit Agricole du Languedoc, soit un montant de 2 000 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-177022-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CA Lettre offre signée DG.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Ressources - Débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a habilité le gouvernement à légiférer par ordonnance sur la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique (complémentaire santé et prévoyance).

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021, prise en application de l'article 40 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et relative à la Protection Sociale Complémentaire (PSC) fixe les grands principes communs aux trois versants de la fonction publique (Etat, **territoriale** et hospitalière), concernant les obligations de **financement** et de **participation** des employeurs publics à la **PSC (santé et prévoyance)** de leurs agents titulaires et non-titulaires.

Les dispositions de l'ordonnance intègrent ainsi pour tout employeur public une obligation de participation plancher de 50 % sur le coût d'une complémentaire santé "socle minimal" à échéance 2026 et une obligation de participation plancher de 20 % sur le coût d'une prévoyance "socle minimal" à échéance 2025.

L'ordonnance susvisée précise également les différents contrats PSC auxquels les employeurs publics peuvent adhérer ou conclure.

Concrètement, la collectivité a le choix entre :

- le contrat collectif à adhésion obligatoire ;
- le contrat collectif à caractère facultatif ;
- la labellisation.

Les obligations prévues dans l'ordonnance n°2021-175 et notamment les niveaux minimums de participation de l'employeur ne s'appliquent pas aux conventions en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

- **Protection « volet santé »**

A ce jour, seule la protection volet « santé » est mise en place au sein de la Métropole avec un choix porté sur la labellisation. La participation de l'employeur est actuellement variable en fonction du net fiscal annuel de l'agent comme suit :

Net fiscal annuel	Participation mutuelle mensuelle
A ≤ 20 000 €	16 €
20 000 € < B < 25 000 €	14 €
25 000 € ≤ C < 30 000 €	12 €
D ≥ 30 000 €	10 €

En 2021, 1 172 agents métropolitains étaient concernés par cette prise en charge pour une enveloppe budgétaire de 188 500 €.

A partir du 1^{er} janvier 2026, la participation à la « santé » sera étendue à l'ensemble des agents quel que soit le niveau de rémunération.

Les employeurs auront ainsi l'obligation de prendre en charge une partie des frais des agents occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident. Les garanties minimales incluses seront précisées par décret en attente de parution.

- **Protection « volet prévoyance »**

La participation à la « prévoyance » sera obligatoire pour les collectivités territoriales à compter du 1^{er} janvier 2025.

L'obligation de participation des employeurs concerne les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'incapacité ou de décès.

Seulement 970 agents à la Métropole sont couverts au titre de la prévoyance appelée couramment Garantie Maintien de Salaire (GMS). Or, après trois mois d'arrêt maladie cumulés sur les 12 derniers mois, sans protection complémentaire en prévoyance, les agents territoriaux ne perçoivent plus que la moitié de leur traitement.

- **Débat au sein de l'assemblée délibérante**

L'ordonnance impose l'organisation d'un débat des instances délibératives portant sur les garanties accordées aux agents en matière de PSC avant le 18 février 2022.

Aussi, afin de mettre la collectivité en conformité avec l'ordonnance n°2021-175, il est proposé de débattre sur les objectifs et les étapes exposés ci-après avant de mettre en œuvre ces dispositions au sein de notre collectivité.

Au-delà des obligations réglementaires, la politique de la collectivité se doit d'être un levier pour :

- reconnaître que la protection sociale complémentaire (santé et prévoyance) contribue à garantir la qualité de vie au travail des agents ;
- proposer une PSC accessible au plus grand nombre d'agents ;
- réduire les impacts sociaux et financiers pour les agents confrontés à la maladie et aux accidents de la vie.

Dans ce cadre, sa mise en place reposera sur une démarche consultative lancée dès 2022 auprès de l'ensemble des acteurs afin d'en définir les modalités précises, lesquelles seront principalement fonction des besoins des agents et des enveloppes financières à leur affecter.

L'analyse fine qui découlera de la démarche consultative menée devra ainsi permettre d'établir :

- le type de contrat PSC le plus pertinent (contrat collectif à adhésion obligatoire ou contrat collectif à caractère facultatif ou labellisation) :

- le niveau de couverture des risques soit :
- pour la santé : les garanties minimales correspondant à ce que l'on nomme le panier de soins et les éventuelles garanties complémentaires ;
- pour la prévoyance : le risque incapacité de travail, invalidité et l'incapacité/décès et éventuellement, l'aide à l'éducation, etc.
- le montant de la participation de la collectivité d'une part, sur le volet « santé » et d'autre part, sur le volet « prévoyance ».

Ces éléments permettront d'estimer le budget global de la collectivité en matière de PSC, ainsi que les modalités administratives préalables, et son calendrier d'application.

Sera ainsi défini sur ces bases, un cahier des charges de la convention de participation, pour la rédaction duquel il pourra être proposé de recourir à une assistance à la maîtrise d'œuvre externe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la tenue d'un débat portant sur les garanties accordées aux agents de la Métropole en matière de protection sociale complémentaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte de la tenue du débat.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180462-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Ressources - Organisation du temps de travail à 1607h - Jours de compensation accordés dans le cadre de cycles de travail contraints - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a fixé une nouvelle organisation du temps de travail annuel à 1607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de ses services.

Pour tenir compte de contraintes liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, des jours de compensation ont été attribués selon les critères définis ci-dessous :

- Travail régulier le week-end (au moins 10 par an) ;
- Amplitudes horaires importantes (>9h) ou horaires atypiques (avant 7h ou après 19h) ;
- Pose d'un nombre de jours de congés annuels et de RTT imposés supérieur à 50 % ;
- Travail de nuit régulier (entre 22h et 5h)

Les jours de compensation ne sont accordés qu'aux métiers pour lesquels ces contraintes sont dans les cycles de travail réguliers et habituels (hors heures supplémentaires ou astreinte notamment).

Le nombre de jours de compensation est attribué en fonction des critères objectivés dans le cycle de travail (1 à 3 jours par an en fonction des critères, cumulés ou non).

Les métiers concernés ainsi que le nombre de jours attribués sont présentés dans le tableau annexé à la présente délibération. La liste a été soumise à l'avis du Comité technique du 4 janvier 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de jours de compensation pour certains métiers exercés au sein de Montpellier Méditerranée Métropole, tels que définis dans la liste ci-jointe ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179835-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau récapitulatif jours de compensation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Ressources - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'UGAP dans le cadre d'un groupement de commande au sein de la Région Occitanie - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de mutualisation des achats et de développement de son activité avec l'UGAP, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu un partenariat avec cet établissement public industriel et commercial de l'Etat dans les domaines des véhicules et de l'informatique.

Celui-ci est ouvert au niveau de l'Occitanie, à la Région, aux départements, métropoles, communautés urbaines et communautés d'agglomération qui en font la demande. Il permet, par l'accroissement des volumes d'engagements de bénéficier de conditions tarifaires minorées dans un environnement juridique sécurisé. Mais aussi de disposer de l'ensemble des prestations d'assistance au pilotage des commandes externalisées proposées par l'UGAP : aide au recensement des besoins, évaluation des gains économiques, contrôle de la qualité des achats et des prestations.

Les communes membres de la Métropole ainsi que l'ensemble des SEM et SPL relevant de sa gouvernance sont intégrées à cet accord qui s'achève au 31 décembre 2021.

Il est donc proposé de renouveler cette convention à compter de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2025 en reprenant les montants minimaux d'engagement par univers thématiques soit pour la durée proposée :

- 10 M€ pour les véhicules (notamment véhicules légers, utilitaires, véhicules industriels et engins spéciaux, transports en commun...) ;
- 5 M€ pour l'informatique (achats d'équipements informatiques, de consommables, de prestations intellectuelles informatiques...).

Et en agréant un nouvel univers fournitures de bureau, sans montant minimum d'engagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de convention de partenariat ;
- De dire que ces crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-176246-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention UGAP COTER Occitanie - 2022-2025.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SOLIDARITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Solidarités - Conseils citoyens - Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014 a créé les Conseils citoyens. Ce sont des instances de démocratie participative mises en place à l'initiative des collectivités, de leurs groupements et de l'Etat, dans le cadre du contrat de ville. Les conseils citoyens doivent permettre le recueil de « *l'expertise d'usage* » par l'habitant dont on entend rarement la voix. Ils doivent être des espaces de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants. La loi prévoit également que les conseils citoyens soient autonomes et indépendants.

Les 13 conseils citoyens montpelliérains concernent les quartiers politique de la ville : Aiguelongue, Celleneuve, Cévennes, Figuerolles, Gély, Hauts de Massane, Lemasson, Paillade, Pas du Loup Val de Croze, Petit Bard Pergola, Pompignane, Près d'Arènes, Vert Bois. Ils ont été mis initialement en place fin 2015, puis renouvelés une première fois en 2018. Rencontrant des difficultés de fonctionnement, un nouveau renouvellement partiel a été réalisé à la fin de l'année 2021, selon les principes édictés par la délibération du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021. Ce renouvellement s'est opéré en trois phases :

- La sollicitation par courrier des conseillers citoyens actuels afin de connaître leur souhait de poursuivre ou non leur mandat ;
- Pour les sièges laissés vacants, un appel à volontariats avec des actions de sensibilisation visant à susciter les candidatures ;
- Un tirage au sort pour 4 conseils citoyens n'atteignant pas 15 candidatures : Aiguelongue, Gély, Lemasson, Vert-Bois.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole met en place des moyens dédiés pour leur fonctionnement courant : local entièrement équipé indépendant, ordinateur, téléphone, ainsi qu'une subvention annuelle permettant la prise en charge des dépenses inhérentes à l'organisation de réunions, d'éventuels frais de déplacement de ses représentants, des outils de communication pour mobiliser les habitants...

Cette subvention de fonctionnement sera, pour l'année 2022, proratisée au nombre de conseillers citoyens.

La répartition proposée est donc la suivante :

Conseil Citoyen	Nombre de conseillers citoyens	Subvention proposée, en euros
Aiguelongue	15	1 500
Celleneuve	21	2 100
Cévennes	24	2 400
Figuerolles	29	2 900
Gély	15	1 500
Hauts de Massane	25	2 500
Lemasson	15	1 500
Paillade	38	3 800
Pas du Loup – Val de Croze	16	1 600
Petit-Bard Pergola	28	2 800
Pompignane	17	1 700
Près d'Arènes	25	2 500
Vert-Bois	15	1 500
TOTAL	283	28 300

Des crédits supplémentaires pourront par ailleurs être attribués en cours d'année aux conseils citoyens qui souhaiteraient mettre en œuvre des projets s'inscrivant dans les objectifs du contrat de ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'accorder à chaque conseil citoyen une subvention pour leur fonctionnement courant, selon le tableau de répartition proposé ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179505-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type CC 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 5 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le 19 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 271 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes. Son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à financer annuellement au moins 246 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés.

Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes. Il intègre le cas échéant l'aide complémentaire de 1 300 € par logement accordée par la Métropole dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), pour la réalisation de travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimum de 40 %.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de cinq logements dont un locatif, les autres étant occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 15 642 €, dont 1 300 € d'aide au titre du PCAET.

Ces logements sont situés dans les communes de Juvignac, Montpellier, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et le propriétaire bailleur à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178117-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PIG_TABLEAU CONSEIL JANVIER 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau, Figuerolles, Nord Ecusson - Attributions de subvention pour la réhabilitation de 10 logements - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- Une aide de 20 % à 25 % du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat(ANAH) ;
- Une prime de 25 % du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH ;
- Une prime de 25 % du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH.

Pour les propriétaires bailleurs :

- Une aide de 15 % du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire ;
- Une aide de 5 % du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux.

Pour les syndicats de propriétaires :

- Une prime de 30 % du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH ;
- Une prime de 30 % du montant de la dépense, plafonnée à 1800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements occupés par leurs propriétaires et sept logements locatifs pour un montant total de 111 755 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer des loyers maîtrisés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués. Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178066-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CFNE CONSEIL JANVIER 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Solidarités - Bien Vieillir - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Hérault relative à la réception et aux traitements des appels de la Téléalarme - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Aujourd'hui, 90 % des seniors souhaitent vieillir à leur domicile. Dans le cadre de sa compétence Téléalarme, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de les accompagner dans ce projet de vie au quotidien. Le service de Téléalarme permet de contribuer à lutter contre les risques d'accidents domestiques dont 2/3 concernent les personnes de plus de 75 ans et en premier lieu les chutes à domicile.

Montpellier Méditerranée Métropole avec son service de Téléalarme offre aux personnes âgées ou en perte d'autonomie la possibilité de bénéficier de télétransmetteurs installés à leur domicile et permettant d'alerter les secours en cas de problème. Ce dispositif permet de favoriser le maintien à domicile et sécuriser le quotidien des personnes les plus vulnérables, âgées ou isolées en donnant l'alerte en cas de difficulté majeure en veillant ainsi sur chacun 24h/24 et 7j/7. En cas de problème, et sur simple pression d'un pendentif, les secours sont immédiatement alertés. Tous les ans, ce sont ainsi près de 400 personnes qui voient leur vie sauvée grâce à cet appareil.

Actuellement, plus de 1 000 abonnés résidant sur la Métropole bénéficient de ce dispositif. Depuis la création du service, les appels sont réceptionnés et traités par les agents du SDIS 34. Cependant depuis la départementalisation du SDIS, cette mission de réception et de traitement des appels de téléalarme ne relève pas de ses missions telles que définies par l'article L.1424-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et le SDIS 34 n'est pas tenu de l'exercer.

Malgré ce, et par convention en date du 27 octobre 2011 renouvelée en 2021, le SDIS 34 a continué à assurer cette mission pour le compte de l'Agglomération puis de la Métropole. Cette convention étant arrivée à échéance et pour des raisons d'équité territoriale départementale, le SDIS 34 a informé la Métropole qu'il ne souhaitait plus exercer la mission de réception et traitement des appels de la téléalarme. Toutefois, afin de ne pas mettre en difficulté la Métropole et les bénéficiaires de la téléalarme, le SDIS 34 a proposé de poursuivre la mission sur une durée d'un an afin que la Métropole puisse réorganiser la réception et le traitement des appels de téléalarme via un nouveau prestataire.

Il convient donc de délibérer sur une nouvelle convention d'une durée d'un an. La convention précise la répartition des missions des deux parties pour la réception et le traitement des appels de la Téléalarme, fixe les conditions de prise en charge financière par la Métropole et établit les responsabilités de chacune des deux parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SDIS 34 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-176243-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention SDIS-3M 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Solidarités - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique de la ville" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Ainsi, chaque année, la Métropole soutient l'action de structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Pour des actions de cohésion sociale ayant un rayonnement métropolitain, sur des crédits de droit commun :

CODE	NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	TITRE	MONTANT
6167	Kalisi	Projet	Aide alimentaire	1 500 €
6587	Osez Le Féminisme ! 34	Fonctionnement		1 000 €
7464	Sentinelles de Rivières	Projet	Ma cité va briller	1 000 €
5863	La table d'Anouk, les amoureux de la vie	Fonctionnement		1 500 €
2835	Solidarité Dom Tom Hérault	Projet	Bien Manger c'est Mieux Vivre	3 000 €
1463	Pédagogie et Prison	Projet	Actions éducatives à destination des mineurs incarcérés	1 000 €
1058	APF France Handicap	Projet	Handi'Bus	1 000 €
TOTAL :				10 000 €

Pour faciliter l'inclusion des enfants et des jeunes porteurs de handicap et aider leurs familles, sur des crédits de droit commun :

CODE	NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	TITRE	MONTANT
1058	France Handicap	Projet	Handicap Logement 34	1 500 €
1936	Roule Nature	Fonctionnement		1 500 €

3901	Halte Pouce	Projet	Pôle ressource handicap	3 000 €
5097	Les Enfants d'Hélène	Fonctionnement		3 000 €
5974	Cap'A Cité	Projet	Un pas de plus vers l'autonomie	1 000 €
TOTAL :				10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'octroi des subventions, telles que définies dans les tableaux ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-178516-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention type (cohésion sociale)
- Convention type (handicap)

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2 DECISIONS

PARTIE II

Conseil du 25 Janvier 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°Affaire	Titre des Affaires	Pages
MD2021-566	Décision relative à la garantie d'emprunt contractée par la Fondation du Protestantisme pour la construction de 42 logements sociaux - Résidence Sociale "Le Carrousel" - Rue Brueys à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	222
MD2021-567	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la Fondation du Protestantisme pour la construction de 27 logements sociaux - Pension de Famille "Le Carrousel" - Rue Brueys à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	225
MD2021-703	Décision relative à la cession d'une emprise de 12 m ² située rue des Aigrettes commune de Montpellier	228
MD2021-733	Décision relative à la cession à ACM Habitat des lots de copropriété n° 394 et n°40 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38	230
MD2021-867	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire - Parcelle BD 7 - Commune de Castries	233
MD2021-879	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 10 logements sociaux, résidence "Les Hauts de Sigaliès", lotissement "Les Hauts de Sigaliès" à Saint Jean de Védas - Autorisation de signature	235
MD2021-888	Décision relative à un avenant n°1 aux lots 3, 14, 18, 19 et 20 du marché 2926T de construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier - Autorisation de signature	238
MD2021-923	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 16 logements sociaux - Résidence ' Les Impressionnistes ' - Boulevard de la Liberté à Clapiers - Autorisation de signature	241
MD2021-933	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Maison de l'Architecture Occitanie Méditerranée	244
MD2021-937	Décision relative à la création d'une flotte de vélos métropolitaine - Contrat de sous-location précaire de l'atelier de réparation	246
MD2021-967	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 10 logements sociaux, résidence ' La Galine ', 11 avenue de la Galine à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	248
MD2021-972	Décision relative à un avenant de transfert - Marché de maîtrise d'oeuvre - Cimetière métropolitain phase 1	251
MD2021-979	Décision relative au marché n°M0D0072EA - Construction d'un poste de refoulement des eaux usées sur la commune de Laverune - Attribution	254
MD2021-1000	Avenant numéro 1 au marché M0D0067DC de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole - lot 1 : Bâtiments Culturels	256
MD2021-1004	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BR 269 - ASL Le Parc Saint	258

MD2021-1008	Décision relative au marché n°M9D0040EP - Nettoyage des engouffrements, curage et contrôle des réseaux d'eaux pluviales - Avenants n°1 aux lots 1 et 2 - Autorisations de signature	260
MD2021-1010	Décision relative à une convention de mise à disposition du théâtre Jérôme Savary par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone	263
MD2021-1016	Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets artistiques en commémoration du centenaire de la naissance de Georges Brassens - Approbation	265
MD2021-1021	Décision relative à une convention d'occupation temporaire sur une partie de la parcelle cadastrée BD 7 - Commune de Castries	267
MD2021-1024	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société QUALTERA pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	269
MD2021-1029	Décision relative au marché n°G1D0036CO Impression, Façonnage, Conditionnement et Livraison des supports de communication	272
MD2021-1032	Décision modificative relative au marché M0B0063DC - Conception et réalisation d'un programme audiovisuel immersif muséographique	275
MD2021-1041	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BN 288 - Rue du Romarin - Commune de Clapiers	277
MD2021-1043	Décision relative à l'avenant n°1 au marché M9D0148VD - Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone - Lot 6 : Clôtures, portails et espaces verts - Autorisation de signature	279
MD2021-1046	Décision relative à une convention d'études entre la SEM TaM (agissant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole) et RTE - Réseau de Transport d'Électricité pour la réalisation du dévoiement de la ligne 63 kV "Castelnau - Quatre Seigneurs" dans le cadre des travaux de la 5ème ligne de tramway de Montpellier	282
MD2021-1049	Décision relative à la mise en place d'un groupement de commande entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) relatif aux prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail	285
MD2021-1051	Décision relative à l'acquisition à la SCI MONTAVI de locaux commerciaux situés sur les parcelles cadastrées AI 68 et AI 73 sur la Commune de Pérols dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté ' Ode à la Mer - acte II '	288
MD2021-1053	Décision relative à l'acquisition à la SCI LE BUREAU de locaux commerciaux situés sur la parcelle cadastrée AI 67 sur la Commune de Pérols dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté ' Ode à la Mer - acte II '	291
MD2021-1054	Décision relative à l'acquisition à la SCI ASSINIE de locaux commerciaux situés sur la parcelle cadastrée AI 67 sur la Commune de Pérols dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté ' Ode à la Mer - acte II '	294
MD2021-1055	Décision relative à l'acquisition à Madame Christiane BALMES de locaux commerciaux situés sur la parcelle cadastrée AI 58 sur la Commune de Pérols dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté ' Ode à la Mer - acte II '	297
MD2021-1056	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BV 467 - Chemin de Parre-Loup - Commune de Saint Jean de Vedas	300

MD2021-1058	Décision relative à l'acquisition des parcelles BM 155, BM 156 et BM 157 - Chemin des Loriots - Commune de Castelnau-le-Lez	302
MD2021-1061	Décision relative à l'achat de boxs de stationnement sécurisé pour vélos - Autorisation	304
MD2021-1063	Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions au titre de l'année 2022, pour le site archéologique Lattara - musée Henri Prades	306
MD2021-1064	Décision d'ester en justice "Requête n°2105279-3 - Ressources Humaines"	309
MD2021-1067	Décision relative à l'acquisition des parcelles AE n°4p, 6p, 8p et 12p, sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone	311
MD2021-1071	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°201902929T2009 - Cimetière métropolitain - Travaux du lot B1 - Terrassement, fondations, gros œuvre - Autorisation de signature	314
MD2021-1072	Décision relative aux demandes de subventions auprès de l'Etat, de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie pour les acquisitions, la mise en œuvre des programmes de conservation préventive et de restaurations des œuvres ainsi que pour la programmation 2022 du musée Fabre de Montpellier - Approbation	319
MD2021-1074	Décision relative au marché n°M1C0045MG passé avec l'UGAP pour la vérification périodique des installations électriques et de sécurité incendie des bâtiments gérés par la Métropole	322
MD2021-1078	Décision relative à la cession d'un petit train routier vétuste composé d'une locomotives de marque CPIL Akva et de trois wagons de marque Mobile Sea - Hôtel des ventes de Montpellier	324
MD2021-1081	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'un ancien chemin - Lieudit les Moulières - ZAC du Castellet - Commune de Clapiers	326
MD2021-1083	Décision relative au transfert d'office valant classement dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH 235, AH 233 et AH 231 - Commune de Prades-le-Lez	328
MD2021-1086	Décision relative à l'acquisition des parcelles RB n°36 et 43, sises commune de Montpellier - Constitution de réserves foncières sur le secteur de Sud Zénith	331
MD2021-1088	Décision relative à la signature d'un avenant à la convention de la mise à disposition de la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (T.A.M.) au profit de l'Unité ' Recherche Assistance Intervention Dissuasion ' - Immeuble dénommé ' Agropolis Museum - Montpellier	334
MD2021-1089	Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - Résiliation bail rural - Christophe SABATIER"	336
MD2021-1090	Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - Résiliation bail rural - Madame Claude MARAVAL - Monsieur Michel DUPUY"	338
MD2021-1091	Décision relative à l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la reprise des plateformes des lignes 1, 3 et 4 de tramway de Montpellier	340
MD2021-1092	Décision relative à un avenant n°1 au marché n° 201902929 T2014 lot B 6 - Cimetière métropolitain : revêtements de sols souples - Autorisation de signature	343
MD2021-1093	Décision relative à un avenant n°1 marché n° 201902929 T2017 - Lot B9 - Cimetière métropolitain : génie électrique - Autorisation de signature	348

MD2021-1094	Décision relative à un avenant de transfert n°1 au marché n°201902929 T1902 - Lot 2 : Cimetière métropolitain: aménagements paysagers - Autorisation de signature	353
MD2021-1095	Décision relative au droit de préemption urbain - Propriété "LA SARL LA GRANDE BRASSERIE" - Lots de copropriété 940-942-945- Commune de Montpellier - Parcelle HM 487 - 66, rue du jeu de ballon	356
MD2021-1096	Décision relative à l'avenant n°1 au marché travaux anticipés réseaux n°8.423 dans le cadre de la ligne 5 de tramway	359
MD2021-1097	Décision relative à la signature du protocole d'indemnisation du fermier des parcelles AE n°4 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone	362
MD2021-1098	Décision modificative de la décision MD2021-386 relative à un groupement de commandes avec le Syndicat Hérault Energies pour la création et la mise en place d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques et hybrides sur les bâtiments et infrastructures de Montpellier Méditerranée Métropole	366
MD2021-1101	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AB 631 - Propriété de Monsieur AGUILAR - Boulevard des Moures - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	369
MD2021-1103	Décision relative à la signature de la convention pour un accompagnement dans le cadre du programme Innovations Territoriales et Logistique Urbaine Durable (InTerLUD) - autorisation de signature	371
MD2021-1106	Décision relative à la vente de deux parcelles au profit des époux Perrineau - rue de la Frigoule - Commune de JACOU	373
MD2021-1110	Décision relative à la cession d'une tondeuse autoportée économiquement non réparable de marque Gianni Ferrari immatriculée EF-068-YP	375
MD2021-1111	Décision d'ester en justice "Requête n°21MA04248 CAA - Société Orange"	377
MD2021-1113	Décision d'ester en justice "Requête n°2105532-8 TA - Abdelhamed AMEUR"	379
MD2021-1114	Décision relative à l'acquisition de la parcelle DV 630 - avenue des Près d'Arènes Commune de Montpellier	381
MD2021-1115	Décision relative à une convention de partenariat avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour la mise à disposition d'espaces au Centre Culturel Béranger de Fré dol et l'autorisation d'occupation du domaine public communal - Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	383
MD2021-1116	Décision d'ester en justice "requête n°2105076-3 et n°2105078-3 TA - Ressources humaines"	386
MD2021-1117	Décision relative au marché M0D0085DM Fournitures, pose et maintenance d'équipements de signalisation directionnelle	388
MD2021-1119	Décision d'ester en justice "Requête n°2105103-5 TA - Zoubir MESLI"	391
MD2021-1120	Décision d'ester en justice "Assignation Tribunal Judiciaire - Consorts BEDOS-MENICHETTI"	393
MD2021-1122	Décision relative à un avenant n°2 au marché 3712MG15 Acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs	395
MD2021-1123	Décision d'ester en justice "Requête n°2103999-4 TA - AYAD Fatiha"	398
MD2021-1125	Décision relative au contrat d'assurance Déplacements professionnels - AIG n°4900912- Avenant de modification des conditions particulières	400

MD2021-1126	Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de prestations d'hébergement, développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres	402
MD2021-1128	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0D0046EP - RM5 commune de Cournonsec - Lot 2 - Autorisation de signature	405
MD2021-1129	Décision relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CASSC des agents de la Métropole - Salle de convivialité bâtiment Junon	407
MD2021-1130	Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Icemed - locaux au 515 rue A. Nobel à Montpellier	409
MD2021-1132	Décision relative à avenant n°1 à la convention de transfert de MAITRISE D'OUVRAGE pour la réalisation de la voie verte V70 entre les communes de Saint-Geniès-des-Mourgues, Entre-Vignes et Boisseron	412
MD2021-1136	Décision relative à l'acquisition aux consorts DURAND de la parcelle cadastrée SD 49 située avenue du Mondial 98 à Montpellier	415
MD2021-1138	Décision relative à l'avenant n°2 au marché Assistance foncière n°8.824.010 dans le cadre du projet de la ligne 5 de tramway	417
MD2021-1139	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre graphique de François-Xavier Fabre (1766-1837), Sainte Famille (recto) et Archer (verso)	420
MD2021-1140	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre de dix lettres autographes du peintre montpelliérain Frédéric Bazille (1841-1870)	422
MD2021-1141	Décision relative au marché n°M9D0117DS - Réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des Sports René-Bougnol - Lots n° 1, 3 et 5 - Avenants	424
MD2021-1145	Décision relative au marché n°M9D0140EP de maintenance et d'entretien des installations d'éclairage public de la Métropole - Avenants de transfert de CITELUM SA à CITELUM France - Lots 1, 3 et 5 - Autorisations de signature	427
MD2021-1146	Décision relative à l'attribution des marchés 'Ouvrages d'arts de franchissement de la Valette (OA9), de la Lironde (OA10) et du Lez (OA11) 8M452/453 ' dans le cadre de la ligne 5 de tramway	430
MD2021-1147	Décision relative à l'attribution du marché "Construction d'un bassin d'orage Place Voie Domitienne" n°8.451 dans le cadre de la ligne 5 de tramway	433
MD2021-1148	Décision relative à l'attribution des marchés ' Services d'assurances Responsabilité Civile (RC) et Tous Risques Chantier (TRC) OT 8.84B/C ' dans le cadre de la ligne 5 de tramway	436
MD2021-1149	Décision relative à l'avenant n°1 au marché Travaux Feeders Lot 1 n°8.427.029 dans le cadre de la ligne 5 de tramway	439
MD2021-1155	Décision relative au marché n°M1B0069VD - Actions d'animations auprès des élèves des écoles de Montpellier Méditerranée Métropole afin de les sensibiliser à la démarche de réduction des déchets - Lots 1, 2, 3 et 4 - Attributions	442

MD2021-1157	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la jeune entreprise SOWIT pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	445
MD2021-1158	Décision relative à la signature d'un avenant n°2 de l'Emprunt n°16277 de 115 millions d'euros auprès de la Société Générale	448
MD2021-1159	Décision relative à un avenant n°2 - Convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et Bouygues Télécom	451
MD2021-1160	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CUADRADO DEPAULE - Villa - Parcelle BT 11 - 2 rue du Pergasan - Commune de Juvignac	453
MD2021-1161	Décision relative à un avenant n°1 à la convention de co-maîtrise d'ouvrage - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement du faubourg de Figuerolles - Cité GELY - Commune de Montpellier	457
MD2021-1162	Décision relative à la cession d'une balayeuse de marque Mathieu n°15793 identifiée BAL 4 - Hôtel des ventes de Montpellier	460
MD2021-1165	Décision relative à la cession d'une balayeuse de marque Mathieu identifiée BAL 8 techniquement réparable mais économiquement irréparable	462
MD2021-1169	Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS - Autorisation de signature	464
MD2021-1172	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	467
MD2021-1173	Décision relative à une demande de permis de construire concernant des travaux sur le Domaine de la Condamine - 1372b rue des Marels à Montpellier	470
MD2021-1174	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ODESYO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	472
MD2021-1175	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société POLIGMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	475
MD2021-1176	Décision relative au marché n°M1B0102MG - Étude de programmation architecturale pour les pôles territoriaux auprès de l'UGAP - Autorisation de signature	478
MD2021-1178	Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Rebuilding Center (MRBC) - Locaux Chemin de Mazes - Commune du Crès	481
MD2021-1179	Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Lezprit Requipe - Locaux Chemin de Mazes - Commune du Crès	483
MD2021-1180	Décision relative à un Emprunt éthique et durable de 4 millions d'euros auprès de la société financière de la NEF	485
MD2021-1181	Décision relative à un Emprunt de 20 millions d'euros auprès du CREDIT AGRICOLE CIB	488
MD2021-1182	Décision relative à un Emprunt de 18 millions d'euros auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon	493

MD2021-1184	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eau au profit de la société BRL dans le cadre de la réhabilitation de la déchetterie de la Villeneuve-les-Maguelone - Parcelle cadastrée BB 244	496
MD2021-1185	Décision relative au marché n°M1D0068EP - Travaux de création d'un cheminement modes doux situé entre Saint Génies des Mourgues et Saint Brès - Attribution de marché	498
MD2021-1188	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation	501
MD2021-1189	Décision relative au marché n° M1B0078DS - Conduite, maintenance et exploitation du traitement d'eau des bassins du Parc Gérard-Bruyère de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	503
MD2021-1190	Décision relative à la demande de subvention auprès du Centre national du livre dans le cadre de la participation du réseau des médiathèques à la manifestation littéraire ' PARTIR EN LIVRE 2022.	506
MD2021-1192	Décision relative au marché n°M1B0107MG - Acquisition et livraison de papier photocopieur auprès de l'UGAP - Autorisation de signature	508
MD2021-1193	Décision relative à l'agrément de candidature de la société J&M BUILDING dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez	511
MD2021-1194	Décision relative à un Emprunt vert de 10 millions d'euros auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement partiel d'achat de matériel roulant.	513
MD2021-1195	Décision relative à un Emprunt vert de 8 millions d'euros auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement partiel du Schéma hydraulique du Verdanson.	517
MD2021-1198	Décision relative au marché M1C0051DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une œuvre de François-André Vincent (1746 - 1816), Arria et Paetus, vers 1787	521
MD2021-1199	décision relative à l'attribution du marché M1D0053DC - enlèvement des tags et graffitis sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - lot 1	524
MD2021-1200	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelle cadastrée AZ 11 lieudit Lous Castagnes - Commune de Vendargues	527
MD2021-1201	Décision relative à la convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la gestion des archives	529
MD2021-1203	Marché n°M1B0098EP - Maîtrise d'oeuvre - Réhabilitation d'ouvrage d'art et d'exploitation sous chantier du pont Liberté / 8 mai à Montpellier - Attribution du marché	531
MD2021-1204	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	533
MD2021-1205	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels	535
MD2021-1206	Décision relative à l'agrément de candidature de la société CLAVIS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	537
MD2021-1207	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALCEDIAG (et ses filiales SKILLCELL, VOGO et TRONICO) dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	539

MD2021-1208	Décision d'ester en justice "requête n°2105811-3 TA - Ressources humaines"	541
MD2021-1209	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de trois emprises - allée Henri II de Montmorency & boulevard d'Antigone - Commune de Montpellier	543
MD2021-1210	Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété des lots de copropriété de la SCPI PF Grand Paris, situés 145 rue de l'Acropole - Commune de Montpellier	545
MD2021-1212	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VAONIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha et une extension de 36 m ² - Autorisation de signature	548
MD2021-1213	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature	551
MD2021-1214	Décision relative à une convention entre le Secrétariat Général de la Présidence Française du Conseil de l'Union Européenne (SG PFUE) et le musée Fabre - Passe culturel offert aux chefs de délégations pendant la présidence française de l'Union Européenne en 2022	554
MD2021-1215	Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Scouts et Guides de France - Locaux Domaine de Viviers à Jacou	557
MD2021-1216	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Incare - Locaux au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier	559
MD2021-1217	Décision relative à l'autorisation de passer des commandes auprès de l'UGAP pour un marché n°M1B0112MG - Travaux de mise en sécurité des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	562
MD2021-1218	Décision relative à l'agrément de candidature de la société VIVALIGNE dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	564
MD2021-1220	Décision relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M pour la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eau et création d'une voirie provisoire dans le cadre de la réalisation de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France	566
MD2021-1221	Décision relative à l'agrément de candidature de la société IOTOOLS dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	569
MD2021-1224	Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1B0103MG Expérimentation d'un vitrage innovant et étude d'impact sur le siège de la Métropole	571
MD2021-1226	Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site de l'Ecolothèque à Saint Jean de Védas	574
MD2021-1228	Décision relative à l'avenant n°1 à la convention de servitude et autorisation d'occupation et de faire les travaux	576
MD2021-1231	Décision relative à une convention de prestation de services réciproque entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion et la maintenance du parc de matériel roulant - Renouvellement - Approbation - Autorisation de Signature	578
MD2021-1234	Décision relative à l'avenant n°6 au marché n°2.583 de mise à disposition, d'entretien et de maintenance des abris voyageurs de la ligne 2 de tramway	581

MD2021-1236	Décision relative au marché n°M1D0001DM de contrôle de la qualité de service des transports urbains et des parcs de stationnement de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	584
MD2021-1237	Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions au titre de l'année 2021 et 2022, pour le Programme Cités de l'emploi - Labellisation de Montpellier Méditerranée Métropole	587
MD2021-1239	Décision d'ester en justice "Requête n°458156 Conseil d'Etat - UNPI 34"	590
MD2021-1251	Décision relative à la cession d'un poids-lourd vétuste de marque Renault immatriculé CA-438-VJ - Hôtel des ventes de Montpellier	592
MD2021-1253	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle Berlingo immatriculé 572-ACT-34 - Hôtel des ventes de Montpellier	594
MD2021-1254	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Kangoo immatriculé CN-589-AG - Hôtel des ventes de Montpellier	596
MD2021-1255	Décision relative à la cession d'un tracteur vétuste et de son épaveuse de marque Renault Ergos immatriculé EF-031-YB - Hôtel des ventes de Montpellier	598
MD2021-1261	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NUMALIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	600
MD2021-1263	Décision d'ester en justice "requête n°2106269-3 TA - Ressources humaines"	603
MD2021-1266	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la commune de Montpellier sur les parcelles SA 248 ET 250	605
MD2021-1268	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété IMEFA CENT SEIZE - Immeuble de bureaux avec places de parking - Parcelles SA 248 et 250 - place Ernest Granier - Commune de Montpellier	607
MD2021-1270	Décision relative à la cession d'une remorque vétuste immatriculé GB-459-LD et son broyeur à végétaux vétuste - Hôtel des ventes de Montpellier	611



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie d'emprunt
contractée par la Fondation du
Protestantisme pour la construction de 42
logements sociaux - Résidence Sociale "Le
Carrousel" - Rue Brueys à Montpellier -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°126801 en annexe signé entre la Fondation du Protestantisme, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la Fondation du Protestantisme, ci-dessous nommée « l’Emprunteur », réalise une opération de construction de 42 logements locatifs sociaux neufs, résidence sociale « Le Carrousel », 1 rue Brueys à Montpellier, destinée à l’accueil de familles monoparentales et de jeunes majeurs issus des services de l’aide sociale à l’enfance. La résidence sociale financée en Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI), sera gérée par l’association GAMMES. Le projet a été conçu par le cabinet d’architecture montpelliérain Laurent DUFOIX ;

- que l’Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d’un prêt d’un montant total de 3 319 297 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°126801 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

- que la garantie d’emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l’octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d’une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D’accorder la garantie d’emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d’un montant total de 3 319 297 € souscrit par l’Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°126801, constitué de 2 lignes de prêt, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu’au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l’ensemble des sommes contractuellement dues par l’Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité.

Sur notification de l’impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s’engage dans les meilleurs délais à se substituer à l’Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s’engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

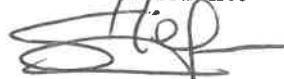
ARTICLE 4 : Le Président s’engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D’autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l’exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 DEC. 2021**

Madame la Vice-Présidente



Claudine VASSAS MEJRI

Publiée le : **20 DEC. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_GE_Résidence sociale_BRUEYS.docx
- contrat signé résidence sociale.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la Fondation du
Protestantisme pour la construction de 27
logements sociaux - Pension de Famille
"Le Carrousel" - Rue Brueys à
Montpellier - Convention - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°126802 en annexe signé entre la Fondation du Protestantisme, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la Fondation du Protestantisme, ci-dessous nommée « l’Emprunteur », réalise la construction d’une pension de famille de 27 logements locatifs sociaux neufs, Le Carrousel, 1 rue Brueys à Montpellier, destinée à l’accueil de personnes isolées en grande exclusion sociale. La pension de famille financée en Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI), sera gérée par l’association l’Armée du Salut. Le projet a été conçu par le cabinet d’architecture montpelliérain Laurent DUFOIX ;
- que l’Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d’un prêt d’un montant total de 1 307 463 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°126802 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.
- que la garantie d’emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l’octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d’une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D’accorder la garantie d’emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d’un montant total de 1 307 463 € souscrit par l’Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°126802, constitué de 2 lignes de prêt, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu’au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l’ensemble des sommes contractuellement dues par l’Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité.
- Sur notification de l’impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s’engage dans les meilleurs délais à se substituer à l’Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s’engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

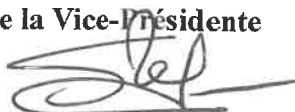
ARTICLE 4 : Le Président s’engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D’autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l’exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 DEC. 2021**

Madame la Vice-Présidente



Claudine VASSAS MEJRI

Publiée le : 20 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **20 DEC. 2021**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_GE_Pension de famille_BRUEYS.docx
- contrat signé pension de famille.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'une emprise
de 12 m² située rue des Aigrettes commune
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de la « S.C I. Orho Les Aigrettes » pour acquérir l'emprise de la rampe d'accès aux personnes à mobilité réduite (P.M.R) d'une superficie de 12 m², aménagée rue des Aigrettes sur la commune de Montpellier ;
- VU la décision n° MD 2021-690 du 3 septembre 2021 relative à la désaffectation et au déclassement de l'emprise de 12 m² à extraire du domaine public ;
- VU l'estimation de France Domaine n° 2021.34172.66008 du 10 septembre 2021 ;

- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;
- **CONSIDERANT** que la « S.C I. Orho Les Aigrettes » a besoin de cette emprise de 12 m² nouvellement cadastrée CK 571, qui permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite au cabinet médical situé au rez de chaussée 1 rue des Aigrettes sur la commune de Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la « S.C I. Orho Les Aigrettes » une emprise d'une superficie de 12 m² déclassée du domaine public, nouvellement cadastrée CK 571, permettant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite au cabinet médical situé 1 rue des Aigrettes à Montpellier. Une servitude d'accès sera créée sur la parcelle CK 571 au bénéfice de la résidence pour en garantir l'accès piéton.

ARTICLE 2 : Cette cession sera réalisée au prix de 60 €/m² conformément à l'estimation établie par France Domaine, soit un montant total de 720 € pour 12 m².

ARTICLE 3 : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 07 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession à ACM
Habitat des lots de copropriété n° 394 et
n°40 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas
situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la
parcelle cadastrée LR 38

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et ACM Habitat pour mettre en œuvre un programme d'études pour le renouvellement urbain du quartier de la Mosson,
- VU la délibération n°M2019-405 du 23 juillet 2019 du Conseil de Métropole relative à l'approbation des dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relatifs à la constitution d'une réserve foncière sur le secteur de la Tour d'Assas, dans le quartier de la Mosson,

-VU l'arrêté du 25 février 2021 par lequel Monsieur le Préfet de l'Hérault déclare l'utilité publique du projet porté par Montpellier Méditerranée Métropole en vue de constituer une réserve foncière pour permettre la réalisation d'un projet d'aménagement sur le secteur de la Tour d'Assas à Montpellier afin de répondre aux enjeux de sécurité et de revalorisation globale du quartier définis dans le cadre du programme de renouvellement urbain engagée par la Métropole,

-VU la délibération n°MD2021-104 du 29 mars 2021 du Conseil de Métropole relative à l'approbation des termes de la convention pluriannuelle signée le 23 juillet 2021 avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain des quartiers des Cévennes et de la Mosson,

-VU l'ordonnance n° 20/00084 du 27 mai 2020 délivrée par Monsieur le Président du tribunal judiciaire de Montpellier par laquelle Madame la Directrice des Finances Publiques est désignée comme curateur de la succession vacante de Monsieur El Hadj El Habidi, propriétaire du lot n°394 consistant en un appartement de 66 m² au 20^{ème} étage de l'immeuble et du lot n°40 consistant en un garage au sous-sol de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38 d'une superficie de 3679 m²,

- VU l'estimation du Domaine en date du 28 octobre 2020 fixant la valeur vénale des biens à 47 000 € majorée de l'indemnité de remploi d'un montant de 5 700 €, soit 52 700 €,

-VU la décision de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole du 27 août 2021 relative à l'acquisition à l'Etat de ces lots de copropriété,

-**CONSIDERANT** la nécessité de céder cet appartement et son garage à ACM Habitat, maître d'ouvrage de l'opération portant sur la Tour d'Assas.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à ACM Habitat le lot de copropriété n° 394 représentant un logement d'une superficie de 66 m² et le lot de copropriété n° 40 représentant un box en sous-sol de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38.

ARTICLE 2 : Cette cession a lieu moyennant le prix de 52 700 € euros (cinquante deux mille sept cents euros). Les frais notariés sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président, ou toute autre personne ayant reçue délégation à cet effet, est autorisé à signer l'acte authentique constatant la cession, ainsi que tout autre document relatif à l'affaire visée à l'article 1.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : 07 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire -
Parcelle BD 7 - Commune de Castries

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise Monsieur MARQUES, à occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée section BD n°7 pour une contenance de 1250 m² sur une superficie totale de 10312 m², située route de Montpellier sur la commune de Castries ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur MARQUES souhaite utiliser, pour une durée de deux ans à compter de la date de signature de la convention, une partie de la parcelle BD 7, afin d'installer un camion-pizza, véhicule équipé d'installation pour la cuisson, la préparation et la vente d'aliments et de boissons à emporter ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de Monsieur MARQUES, une convention d'occupation temporaire d'une durée de 2 ans, à compter de la date de la signature, pour une partie (1250 m²) de la parcelle cadastrée section BD 7 d'une contenance de 10312 m², située sur la commune de Castries.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation temporaire est consentie et acceptée pour une durée de deux ans, non renouvelable par tacite reconduction, moyennant le versement d'une redevance mensuelle de 300 €/ mois.

ARTICLE 3 : La recette correspondante sera affectée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour
Tous pour la construction de 10 logements
sociaux, résidence "Les Hauts de Sigaliès",
lotissement "Les Hauts de Sigaliès" à Saint
Jean de Védas - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Claudine VASSAS-MEJRI à « l'Habitat, Logement et aux Parcours résidentiel » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°122633 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Un Toit Pour Tous, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

CONSIDÉRANT :

- que la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 10 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Hauts de Sigaliès », située dans le lotissement « Les Hauts de Sigaliès » à Saint-Jean de Vedas. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Terres du Soleil comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Dimension Nature ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 748 508 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°122633 joint en annexe ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 748 508 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°122633, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRA



Publiée le : 10 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 aux lots
3, 14, 18, 19 et 20 du marché 2926T de
construction du nouveau Conservatoire à
Rayonnement Régional de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

- **VU** la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;
- **VU** la décision n°MD2018-840 attribuant les lots n° 3-14-18-18-20 du marché de travaux de réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional aux entreprises:
 - EIFFAGE CONSTRUCTION pour le lot 3, pour un montant de 7 340 000 euros HT et pour une durée de 20 mois
 - LANGUEDOC CHANTIER pour le lot 14, pour un montant de 258 106,51 euros HT et pour une durée de 20 mois
 - AXIMA pour le lot 18, pour un montant de 4 235 000 euros HT et pour une durée de 20 mois
 - ENGIE INEO pour le lot 19, pour un montant de 1 861 761,30 euros HT et pour une durée de 20 mois
 - OTIS pour le lot 20, pour un montant de 120 000 euros HT et pour une durée de 20 mois

Considérant :

- Que des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires en cours de réalisation du chantier,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants au marché de travaux de réalisation du conservatoire à rayonnement régional avec :

- L'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION, avenant n°1 d'un montant de 705 888,22 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 8 045 888,22 euros HT
- L'entreprise LANGUEDOC CHANTIER, avenant n°1 d'un montant de 14 699,08 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 272 805.59 euros HT
- L'entreprise AXIMA, avenant n°1 d'un montant de 234 108,69 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 4 469 108,69 euros HT
- L'entreprise ENGIE INEO, avenant n°1 d'un montant de 246 747,09 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 2 107 797,09 euros HT
- L'entreprise OTIS, avenant n°1 d'un montant de 8 260 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 128 260 euros HT

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

19/11/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 NOV. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 01 OTIS signé.pdf
- Avenant AXIMA_signé.pdf
- Avenant INEO_signé.pdf
- Avenant n° 01 EIFFAGE signé.pdf
- MNT 19 - AVENANT N°1 Signé ELC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par ACM Habitat, Office Public
de l'Habitat de Montpellier Méditerranée
Métropole, pour la construction de 16
logements sociaux - Résidence ' Les
Impressionnistes ' - Boulevard de la
Liberté à Clapiers - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°123649 en annexe signé entre ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 16 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Impressionnistes », 1640 Boulevard de la Liberté à Clapiers. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur ARKADEA, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpellierain Philippe RUBIO ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 201 953 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°123649 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Décide :

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 2 201 953 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°123649, constitué de 5 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 10 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt n°123649.pdf
- Convention d'octroi de garantie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'association Maison de
l'Architecture Occitanie Méditerranée**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

CONSIDERANT :

- l'intérêt de l'association Maison de l'Architecture Occitanie Méditerranée dont l'objet est de favoriser auprès du grand public la diffusion et la promotion de la culture architecturale et l'émergence de projets de qualité liés au cadre de vie. La Maison de l'Architecture a vocation d'être un lieu de sensibilisation, d'information, de formation, d'échanges et de réflexion dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et de l'environnement et de l'environnement et des disciplines associées ;
- Que son rôle dans la conduite d'action d'informations, de sensibilisation et de formation des intervenants à l'acte de construire, destiné à mieux connaître leurs missions et responsabilités propres à susciter l'apprentissage de pratiques professionnelles partagées ;
- Que la cotisation d'adhésion à cette association s'élève pour l'année 2021 à 5 500 € sans TVA répartis de la manière suivante :
 - 2 000 euros pour son fonctionnement
 - 2 500 euros pour son projet « les journées nationales de l'architecture »

- 1 000 euros pour son projet « ARCHICITY »;

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association Maison de l'Architecture Occitanie Méditerranée, place Paul BEC, 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : D'autoriser le renouvellement de cette adhésion par reconduction tacite jusqu'en 2026, sous réserves de maintien des règles fixant le montant de cette cotisation et des inscriptions aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 NOV. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 NOV. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la création d'une flotte
de vélos métropolitaine - Contrat de sous-
location précaire de l'atelier de réparation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir un contrat de sous-location précaire dans le cadre de l'opération de réparation de la flotte de vélos, propriété Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la singature du bail précaire avec le Marché d'Intérêt National pour la sous-location de son atelier utilisé pour la remise en état de la flotte de vélos Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la la SA d'HLM 3F Occitanie
pour la construction de 10 logements
sociaux, résidence ' La Galine ', 11 avenue
de la Galine à Castelnau-le-Lez -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logement réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « L'Habitat, du Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°119420 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré 3F OCCITANIE, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

CONSIDÉRANT :

- que la SA d'HLM 3F OCCITANIE, ci-dessous nommé « l’Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 10 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Galines », 11 avenue de la Galine à Castelnau-le-Lez (34170). Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur CORIM comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture PHILIPPE RUBIO ARCHITECTES à Montpellier ;
- que l’Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 122 914 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°119420 joint en annexe ;
- qu'en contrepartie, l’Emprunteur s’engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l’octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d’emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l’octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d’une convention.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D’accorder la garantie d’emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 122 914 € souscrit par l’Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°119420, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu’au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l’ensemble des sommes contractuellement dues par l’Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité.

Sur notification de l’impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s’engage dans les meilleurs délais à se substituer à l’Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président s’engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

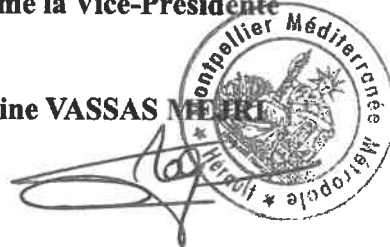
ARTICLE 5 : D’autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEYRI



Publiée le : 10 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt CDC n° 119420
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert
- Marché de maîtrise d'oeuvre - Cimetière
métropolitain phase 1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, Conseillère métropolitaine dans le domaine « Complexe funéraire et cimetière intercommunal » ;
- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n°MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;

- CONSIDERANT :

- que le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier est en cours de réalisation ;

- qu'une procédure concurrentielle avec négociation a été lancée conformément aux articles 71 à 73 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché unique pour une durée de soixante-dix mois ;

- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 16 octobre 2018 a attribué le marché n° 201802929S1801 de Maitrise d'œuvre au groupement suivant, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse : SARL TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE), domicilié 9 rue Vezian -34000 Montpellier /SITETUDES, domicilié 31 rue Mazenod – 69426 Lyon cedex 03 / CEREG INGENIERIE, domicilié Parc 2000 – 589 rue Favre de Saint Castot – 34080 Montpellier / AGMOE SARL, domicilié 28 rue Jeanne d'Arc – 30470 Aimargues / SARL CALDER INGENIERIE, domicilié 534 rue Marius Petipa – 34080 Montpellier / SEDOA SARL, domicilié 20 impasse de Courpouyras – 34990 Juvignac, pour un montant de 1 329 462,50 euros HT ;

- que par décision n° MD2018-955 du 12/11/2018, la SA3M a été autorisée à signer le marché n° 201802929S1801 de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ainsi que plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 23 juillet 2019, avait émis un avis favorable à la passation de l'avenant n°1 au marché n°201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier avec le groupement SARL TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE) SITETUDES / CEREG INGENIERIE / AGMOE SARL / SARL CALDER INGENIERIE / SEDOA SARL / MCG, pour un montant de 124 449,37 euros HT ;

- que par décision n° MD2019-794 du 31/07/2019, la SA3M a été autorisée à signer l'avenant n° 1 au marché n° 201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ;

- que par décision n° MD2020-1156 du 06/01/2021, la SA3M a été autorisée à signer l'avenant n° 2, sans incidence financière, au marché n° 201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ;

- que l'avenant de transfert n°3 est devenu nécessaire pour acter l'absorption de l'entreprise cotraitante SITETUDES, titulaire du marché n° 201802929S1801, par l'entreprise PRESENTS et en conséquence le transfert des prestations du marché à l'entreprise absorbante PRESENTS ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 3 au marché n° 201802929S1801 relatif au transfert des prestations de l'entreprise SITETUDES en faveur de la société PRESENTS pour la mission de Maitrise d'œuvre en vue de la réalisation de la phase I du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier conclu avec le groupement TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE) / SITETUDES / CEREG INGENIERIE / CALDER INGENIERIE / SEDOA / MCG. L'avenant n°3 étant conclu sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



23 NOV. 2021

Montpellier, le

Madame la Conseillère métropolitaine

Régine ILLAIRE

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant de transfert

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M0D0072EA - Construction d'un poste
de refoulement des eaux usées sur la
commune de Laverune - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- que la construction d'un poste de refoulement des eaux usées sur la commune de Laverune est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée d'exécution de 9 mois et 15 jours dont 2 mois de préparation ;

- que les candidats avaient l'obligation de répondre à une variante exigée supplémentaire ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60 %
 - Prix des prestations : 40 %
- qu'après analyse, l'offre de base du groupement SAUR (mandataire)/Le MARCORY (cotraitant) sis 222 Allée de l'Amérique Latine – 30900 NIMES présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE


ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0D0072EA – Construction d'un poste de refoulement des eaux usées sur la commune de Laverune au groupement SAUR (mandataire)/Le MARCORY (cotraitant) sis 222 Allée de l'Amérique Latine – 30900 NIMES pour un montant forfaitaire de 457 625 € HT (offre de base).

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée globale maximum d'exécution des travaux est de 9 mois et 15 jours dont 2 mois de préparation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 18 NOV. 2021
Monsieur le Vice-Président

René REVOL

Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Avenant numéro 1 au marché M0D0067DC
de vérifications réglementaires des
installations, bâtiments et équipements de
Montpellier Méditerranée Métropole - lot 1
: Bâtiments Culturels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric dans le domaine « Culture et Patrimoine Historique » ;
- VU la décision n°MD2021-591 attribuant le lot n° 1 du marché M0D0067DC de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement SOCOTEC EQUIPEMENTS (mandataire), SOCOTEC ENVIRONNEMENT et SOCOTEC DIAGNOSTIC, pour un montant de 22 200 € HT annuel pour la partie forfaitaire et pour une durée de 48 mois, soit 88 800 € HT pour la durée du marché.

Considérant :

- qu'il faut retirer de la DPGF du lot 1, deux établissements qui ne font plus parti du domaine de compétence du Pôle Culture et Patrimoine (CRR Candolle et Médiathèque Fellini),

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant 1 au lot 1 du marché de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée avec le groupement SOCOTEC EQUIPEMENTS (mandataire), SOCOTEC ENVIRONNEMENT et SOCOTEC DIAGNOSTIC, avenant n°1 d'un montant de 1020 euros HT annuel soit 4080 € HT pour 48 mois, portant le nouveau montant de la partie forfaitaire du marché à 21 180 euros HT annuel soit 84 720 € HT pour la durée du marché, l'avenant 1 prendra effet au 1^{er} janvier 2022.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

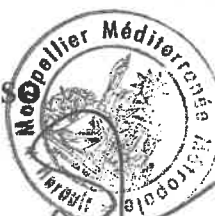
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21/12/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENS



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2- M0D0067 DPGF LOT1 modifié suite avenant 1 23092021.pdf
- AVENANT 1 SIGNE SOCOTEC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BR 269 - ASL Le Parc Saint
Hubert - Commune de Juvignac

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de l'ASL « Le Parc Saint Hubert » représentée par Monsieur Pioch, pour céder la parcelle en nature de voirie cadastrée BR 269, située Résidence du Parc Saint Hubert sur la commune de Juvignac,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette parcelle en nature de voirie, pour permettre son classement dans le domaine public métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL « Le Parc Saint Hubert » représentée par Monsieur Pioch, la parcelle cadastrée BR 269 située résidence du Parc Saint Hubert sur la Commune de Juvignac.

ARTICLE 2 : La transaction est convenue à l'euro symbolique compte tenu de la nature de la parcelle acquise, à savoir une emprise de voirie, à charge pour la Collectivité de la classer dans son domaine public.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 07 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0040EP
- Nettoyage des engouffrements, curage et
contrôle des réseaux d'eaux pluviales -
Avenants n°1 aux lots 1 et 2 - Autorisations
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de la « Voirie et de l'Espace Public » ;
- VU la décision n°2019-1006 attribuant le marché n°M9D0040EP de nettoyage des engouffrements, curage et contrôle des réseaux d'eaux pluviales aux entreprises suivantes :

- Lot 1 – Commune de Montpellier : SARP Méditerranée, 2443 avenue de Maurin – ZAC GAROSUD – BP 75527 – 34071 Montpellier cedex 1, marché conclu avec un montant annuel HT compris entre 150 000 € et 600 000 € pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;
- Lot 2 - Territoire métropolitain hors commune de Montpellier : Groupement ALLIANCE Environnement (mandataire) / SARP Méditerranée, 130 rue Clément Ader, 34400 Lunel, marché conclu avec un montant annuel HT compris entre 50 000 € et 200 000 € pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;

CONSIDERANT :

- qu'afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire en cours d'exécution du marché de modifier l'article 9.2 – Modalités de variation des prix du Cahier des Clauses Administratives Particulières ;

- que le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique sera dorénavant le mois du dernier index connu à la date de la nouvelle date de la nouvelle période d'application de la formule. Aucune révision provisoire ne sera effectuée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n°1 au marché M9D0040EP de nettoyage des engouffrements, curage et contrôle des réseaux d'eaux pluviales avec les entreprises suivantes SARP Méditerranée pour le lot 1 et Groupement d'entreprises ALLIANCE ENVIRONNEMENT (mandataire) / SARP Méditerranée pour le lot 2.

Avenants sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

23 NOV. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 24 NOV. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 NOV. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt lot 1 signé
- avt lot 2 signé

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition du théâtre Jérôme Savary par
la commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, et d'autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

Vu la décision n°MD2018-1106 en date du 5 décembre 2018 autorisant la signature d'une convention de partenariat avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone relative à la mise à disposition d'espaces appartenant au domaine public communal, situés notamment au sein du Centre Culturel Bérenger de Frédol, pour la période 2019-2021 ;

CONSIDÉRANT :

- que la convention de partenariat susmentionnée prévoit la conclusion de conventions d'application annuelles précisant les modalités de mise à disposition du théâtre Jérôme Savary, situé au sein du Centre Culturel Béranger de Frédol.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention est conclue avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour la mise à disposition au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole du théâtre Jérôme Savary, afin qu'y soient accueillies certaines manifestations de la programmation culturelle de la médiathèque George Sand au cours de l'année 2021.

ARTICLE 2 : La mise à disposition est consentie selon le calendrier précisé à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 3 : Compte tenu de l'intérêt général, la mise à disposition est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée par l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22/11/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



24 NOV. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

24 NOV. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GS - Convention théâtre Savary - VLM - 2021.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de
subventions dans le cadre de l'appel à
projets artistiques en commémoration du
centenaire de la naissance de Georges
Brassens - Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération M2021-504 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'attribuer individuellement les subventions et signer les conventions afférentes le cas échéant, aux tiers répondant aux appels à projets dont le règlement a été préalablement approuvé par le conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso, vice-Président délégué à la culture et au patrimoine historique;
- VU la délibération M2021-391 du 28 juillet 2021 approuvant le lancement de l'appel à projets artistiques en commémoration du centenaire de la naissance de Georges Brassens ;

CONSIDERANT

- Que l'appel à projets artistiques en commémoration du centenaire de la naissance de Georges Brassens a donné lieu au dépôt de 17 dossiers, dont 11 ont été retenus ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'attribution de subventions aux dix associations mentionnées ci-dessous, dans le cadre de l'appel à projets artistiques en commémoration du centenaire de la naissance de Georges Brassens, pour un montant global de 37 300 €:

N° de dossier	Code association	Nom de l'association	Montant proposé
Métro-cult 001245	CA4804 !	Brocéliande	2 800
Métro-cult 001252	CA38 !	Radio Aviva	3 000
Métro-cult 001251	CA231 !	Createf	2 000
Métro-cult 001253	CA7356 !	Zart Production	3 000
Métro-cult 001250	CA1788 !	Les nuits du chat	8 000
Métro-cult 001254	CA449 !	Stevo's team	3 000
Métro-cult 001335	CA2621 !	Maison 2 la chanson	3 000
Métro-cult 001257	CA5240 !	Boomerang	5 000
Métro-cult 001255	CA4544 !	Chœur polyphonique occitan de Montpellier Nadalenca	2 000
Métro-cult 001259	CA4967 !	Zigzags Arbatz et Compagnie	2 500
Métro-cult 001284		Connaissance et partage	3 000

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les lettres d'engagement ou les conventions d'attribution de subvention avec les associations concernées ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 19/11/21
Monsieur le Vice-Président
Eric PENSO

[Handwritten signature and initials]

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 NOV. 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire sur une partie de
la parcelle cadastrée BD 7 - Commune de
Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Monsieur Stéphane Moulin, domicilié 3100 Route de Guzargues à Castries (34160), sur une partie de la parcelle (7 800m²), située sur la commune de Castries cadastrée section BD 7 d'une contenance totale de 10 312m², pour de la culture de type maraîchère ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole doit entretenir et sécuriser le terrain précité, celui-ci faisant l'objet d'un emplacement réservé pour une aire de stationnement transport en commun site propre dans le cadre de l'extension de la ligne n° 2 du tramway, ainsi que d'études en cours relatives à l'opération de bus à haut niveau de service ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire est passée pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} octobre 2021 jusqu'au 30 septembre 2023, entre Monsieur Stéphane MOULIN et Montpellier Méditerranée Métropole, sur une partie de la parcelle (7 800 m²) située sur la commune de Castries, cadastrée section BD 7 d'une contenance totale de 10 312m². Ce terrain sera exploité par Monsieur Moulin pour de la culture de type maraîchère.

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de quatre cent soixante-huit euros (468 €).

ARTICLE 3 : La recette correspondante sera affectée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant à la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
QUALTERA pour une extension de la
surface de ses locaux au sein du bâtiment
MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein du bâtiment MIBI;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} décembre 2016 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein du MIBI; modifiée par avenants dont le dernier date du 1^{er} décembre 2019,
- VU le rachat par la société américaine SYNOPSYS de la société française QUALTERA devenue sa filiale et la nomination d'un nouveau Président,
- VU la validation de la décision d'extension par le comité d'agrément en date du 16 juin 2021;

CONSIDERANT :

- Que l'entreprise QUALTERA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- Que Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise QUALTERA pour l'extension de sa surface par la location du B0.17(15,04 m²) au rez de chaussée du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02 afin d'accroître son activité et d'accueillir de nouveaux effectifs.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} novembre 2021, la surface occupée par la société QUALTERA passe de 217,31 m² à 232,35 m².

ARTICLE 3 : La durée d'occupation de la nouvelle surface (232,35 m²) est consentie jusqu'au terme de la prorogation de la convention d'occupation fixé au 30 novembre 2022.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALTERA est de 3273,81 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind E. M. D.


Publiée le : 23 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché
n°G1D0036CO Impression, Façonnage,
Conditionnement et Livraison des supports
de communication**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2020-639 et la délibération V2020-094 qui autorisent la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.

Considérant :

- que la direction de la communication a besoin de prestataires pour assurer l'impression, le façonnage, le conditionnement et la livraison de ses supports de communication;

- que les précédents marchés se terminent le 31 décembre 2021 ;
- qu'un accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.
- les lots n°1, 2 et 3 donnent lieu à la conclusion d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Ils donnent lieu à la conclusion de marchés subséquents.
- le lot n°4 donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande, en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique avec minimum et maximum.
- pour une durée initiale de 1 an à compter du 01/01/2022 ou de sa notification si celle-ci est postérieure reconductible tacitement trois fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique 40%
 - ° Prix 40%
 - ° Performances en matière de protection de l'environnement 20%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 04/11/2021 a attribué les accords-cadres aux entreprises suivantes ayant présentées les offres économiquement les plus avantageuses:
 - * **IMPACT IMPRIMERIE** (1ère), **groupement IMPREMIUM 34/IMPPREMIUM13** (2ème), **IMPRIMERIE MARAVAL** (3ème), pour le lot n° 1 – Impression numérique ;
 - * **IMPACT IMPRIMERIE** (1ère), **IMPRIMERIE MARAVAL** (2ème), **IMPRIMERIE DE BOURG** (3ème), pour le lot n° 2 – Impression offset ;
 - * **PUBLITEX** (1ère), **DS IMPRESSION** (2ème), pour le lot n° 3 – Impression affiches ;
 - * **Groupement IMPREMIUM 34/IMPPREMIUM13** (1ère), **VISUAL FACTORY** (2ème), **NEW MEDIA FAB** (3ème) pour le lot n° 4 – Impression tous supports.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G0D1036CO « Impression, Façonnage, Conditionnement et Livraison des supports de communication » aux entreprises suivantes :

- Lot 1 : Impression numérique :

IMPACT IMPRIMERIE (34380 Saint Martin de Londres), **SUPERPLAN 34** (34000 Montpellier), **IMPRIMERIE MARAVAL** (34220 ST PONS), sur la base d'un accord-cadre multi attributaires à marchés subséquents sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 400 000 € HT.

- Lot 2 : Impression offset :

IMPACT IMPRIMERIE (34380 Saint Martin de Londres), **IMPRIMERIE MARAVAL** (34220 ST PONS), **IMPRIMERIE DE BOURG** (11100 Narbonne) sur la base d'un accord-cadre multi attributaires à marchés subséquents sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 300 000 € HT.

- Lot 3 : Impression d'affiches » :

PUBLITEX (29211 Brest cedex 1), **DS IMPRESSION** (67170 GEUDERTHEIM), sur la base d'un accord-cadre multi attributaires à marchés subséquents sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 200 000 € HT.

- Lot 4 : Impression sur supports divers

SUPERPLAN34 (34000 Montpellier), **VISUAL FACTORY** (34070 Montpellier), **NEW MEDIA FAB** (34130 MAUGUIO), sur la base d'un accord-cadre multi attributaires à bons de commande avec montant minimum annuel de 15 000 € HT et avec un montant maximum annuel de 600 000 € HT.

Les accords-cadres prennent effet à compter à compter du 01/01/2022 (ou à compter la notification, si elle intervient postérieurement) jusqu'au 31/12/2022. Leur durée est de 1 an renouvelable trois fois 1 an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision modificative relative au marché
M0B0063DC - Conception et réalisation
d'un programme audiovisuel immersif
muséographique

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, Vice-Président délégué à la « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU la décision n°MD2020-1011 attribuant le marché n°M0B0063DC de Conception et réalisation d'un programme audiovisuel immersif muséographique à l'entreprise OPIXIDO, sise 42 rue Alexandre Dumas, 75011 Paris.

Considérant :

- que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle comptable relative au chapitre concernant l'imputation des dépenses liées à ce marché ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de dire que les dépenses concernant le marché n°M0B0063DC de Conception et réalisation d'un programme audiovisuel immersif muséographique seront imputées sur le Budget Principal, chapitre 903, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 19/11/21
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BN 288 - Rue du Romarin -
Commune de Clapiers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur FALLET par courrier en date du 04 octobre 2021, pour céder la parcelle BN 288 d'une superficie de 310 m² aménagée en voirie, en vue de sa régularisation ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer cette emprise dans le domaine public métropolitain, pour permettre sa gestion et son entretien par les services de la Métropole ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur FALLET, la parcelle BN 288 de 310 m², constituant une portion de trottoir, rue du Romarin sur la commune de Clapiers.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°1 au marché
M9D0148VD - Réhabilitation des Points
Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-
Maguelone - Lot 6 : Clôtures, portails et
espaces verts - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;
- VU la décision n°MD2021-139 attribuant le lot n°6 : clôtures, portails et espaces verts du marché n°M9D0148VD de travaux de réhabilitation des Points Propreté (déchèteries) de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone à l'entreprise ID VERDE, pour un montant de 73 733,15 euros HT et pour une durée de 6 mois comprenant un mois de préparation à compter de la notification de l'ordre de service spécifique de démarrage ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il convient d'actualiser les quantités prévisionnelles à la baisse dans un souci d'optimisation des coûts et afin de répondre aux contraintes de topographie du site de Pignan ;
- qu'il convient de procéder à la création de prix nouveaux pour permettre de garantir la stabilité des talus du haut de quai aux eaux de ruissellement et d'en maintenir leur bon état visuel sur le long terme ;
- que les prestations ne peuvent être confiées qu'au titulaire du marché initial pour prendre en compte les contraintes techniques de réalisation en cohérence et en complément des ouvrages prévus au marché ;
- que la durée d'exécution doit être prolongée d'un mois afin de prendre en compte ces éléments imprévisibles.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M9D0148VD Travaux de Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone – lot 6 Clôtures, portails et espaces verts avec le mandataire ID VERDE – Agence de Montpellier, 6 Rue du Terral ZI de l'embosque, 34770 GIGEAN -, entraînant une modification à la baisse du montant du marché de 73 733,15 euros HT à 73 278,96 euros HT (soit – 454,19 euros HT) et prolongeant son délai d'exécution d'un mois, portant celui-ci à 7 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0148VD-lot6-avenant1-pj projet décision.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention d'études
entre la SEM TaM (agissant pour le
compte de Montpellier Méditerranée
Métropole) et RTE - Réseau de Transport
d'Électricité pour la réalisation du
dévoisement de la ligne 63 kV "Castelnau -
Quatre Seigneurs" dans le cadre des
travaux de la 5ème ligne de tramway de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des « Transports et mobilités actives » ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

CONSIDERANT :

- que la société RTE est le gestionnaire du Réseau Public de Transport d'électricité (RPT) ;
- que la ligne électrique 63kV Castelnau – 4 Seigneurs appartenant au Réseau Public de Transport d'électricité (RPT) se situe sur l'emprise du projet de 5^{ème} de tramway entre le giratoire du « Professeur Louis Malassy » et le giratoire « Agropolis » ;
- que l'emplacement actuel de la ligne électrique 63kV Castelnau – 4 Seigneurs est incompatible avec la configuration de la voirie envisagée avec le projet de 5^{ème} ligne de tramway ;
- qu'il convient de réaliser des travaux de dévoiement de la ligne électrique 63kV Castelnau – 4 Seigneurs pour mener à bien les travaux de la 5^{ème} ligne de tramway ;
- que ces dits travaux nécessitent la réalisation préalable d'études et de démarches administratives.

DECIDE

ARTICLE 1 : La SEM TaM (agissant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole) et RTE Réseau de Transport d'Électricité établissent une convention d'études en vue des travaux de dévoiement de la ligne électrique 63kV Castelnau – Quatre Seigneurs sur la section entre le giratoire du « Professeur Louis Malassy » et le giratoire « Agropolis ».

ARTICLE 2 : Cette convention a pour but de déterminer les conditions techniques, financières et de délais pour la réalisation par RTE des études de travaux et démarches administratives préalables.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention d'études citée dans l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 22 NOV. 2021
Madame la Vice-Présidente
Julie FRÊCHE

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention RTE - TAM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Santé et de la Prévention
Unité administrative qualité de vie au travail

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la mise en place d'un
groupement de commande entre la Ville de
Montpellier, Montpellier Méditerranée
Métropole et le Centre Communal
d'Action Sociale (CCAS) relatif aux
prestations en direction des agents des trois
entités dans le cadre de la prévention et de
la santé au travail**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Joël RAYMOND, dans le domaine des « Ressources humaines » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- que par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été créée à compter du 1^{er} janvier 2015, suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- que cette transformation renforce les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale, la Ville de Montpellier et le CCAS ;
- que depuis le 1^{er} mai 2017, le pôle Ressources Humaines Relations Sociales, mutualisé, œuvre indifféremment pour le compte de la ville et de la Métropole ;
- qu'afin de permettre une égalité de traitement entre les agents des deux entités, une cohérence des actions et un fonctionnement optimal des missions de la direction de la Santé et de la Prévention, il convient de mutualiser l'ensemble des marchés publics des deux collectivités au regard des problématiques communes de prévention des risques professionnels et de santé au travail principalement dans le cadre du maintien en emploi, et d'y adjoindre le CCAS au regard de ces problématiques communes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision a pour objet d'autoriser la signature de la convention d'un groupement de commandes entre les trois entités, régi par les articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique.

Cette convention porte sur les marchés suivants :

- Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle et personnelle)
- Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap
- Formations (handicap et sensibilisation)
- Etudes ergonomiques
- Prestation d'interprétariat et de transcription langue des signes (présentiel)
- Visio interprétariat en langue des signes (utilisation d'appareils mobiles pour mise en relation téléphonique)
- Transport de personne en situation de handicap
- La médecine du travail et logiciels associés
- Achats ou développement de solutions informatiques
- Prestations d'accompagnement collectif ou individuel
- Prestations d'études spécialisées ou d'audits.

En cas de nouveau besoin, cette liste est susceptible d'évoluer par avenant entre les parties.

ARTICLE 2 : Un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet. Montpellier Méditerranée Métropole y est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, elle est chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

ARTICLE 3 : Après signature et notification du marché ou de l'accord-cadre par Montpellier Méditerranée Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché ou de l'accord-cadre pour la partie qui le concerne.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention relative au groupement visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame La Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 NOV. 2021

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND

Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention_GC_MP_2021_v20210927 vf.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition à la SCI
MONTAVI de locaux commerciaux situés
sur les parcelles cadastrées AI 68 et AI 73
sur la Commune de Pérols dans le
périmètre de la zone d'aménagement
concerté ' Ode à la Mer - acte II '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la délibération n°M2019-554 en date du 18 novembre 2019 par laquelle le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la révision de son schéma de cohérence territoriale (SCOT), prévoyant la création d'un corridor écologique sur la zone artisanale et commerciale du Fenouillet située sur la Commune de Pérols et comprise dans le périmètre de la Zone

d'Aménagement Concertée « Ode à la Mer – Acte II », dont la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), est le concessionnaire depuis le 5 décembre 2011,

-VU la saisine du Tribunal administratif en date du 2 juillet 2020 par laquelle cinq propriétaires de locaux commerciaux dans la Zone Artisanale et Commerciale du Fenouillet ont demandé l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019 approuvant le SCOT,

-VU l'ordonnance du 21 septembre 2020 par laquelle le Tribunal a proposé une médiation administrative qui s'est achevée au mois de juin 2021, et dont il ressort des accords avec quatre propriétaires,

-VU l'accord avec la SCI MONTAVI pour l'acquisition, au prix de 2 042 500 € toutes indemnités confondues, de locaux commerciaux en partie occupés par baux commerciaux, d'une superficie de 2150 m² sur les parcelles cadastrées AI 68 et AI 73 d'une superficie cadastrale totale de 7144 m² situées avenue du Languedoc à Pérols,

-VU l'estimation conforme des services fiscaux en date du 4 octobre 2021,

-CONSIDERANT que le projet Ode à la Mer est l'un des projets significatifs de Montpellier Méditerranée Métropole, emblématique de sa volonté de contribuer à la transition écologique et énergétique à l'heure de l'urgence climatique ; qu'il répond à de forts enjeux de renaturation indispensables à la réparation d'une artificialisation excessive des sols en aménageant un corridor écologique et d'écoulement hydraulique d'une superficie d'environ 12 hectares après acquisition et démolition des bâtiments commerciaux existant sur la partie Sud dite du Fenouillet,

-CONSIDERANT la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'acquérir ces locaux commerciaux pour permettre la restauration d'un corridor écologique sur la zone artisanale et commerciale du Sud Fenouillet,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI MONTAVI sur la Commune de Pérols, avenue du Languedoc, les biens suivants :

- sur la parcelle AI 68 d'une superficie cadastrale de 3389 m², un bâtiment à usage commercial d'une superficie utile de 1000 m² environ,
- sur la parcelle AI 73 d'une superficie cadastrale de 3755 m², un bâtiment à usage commercial occupé par baux commerciaux, d'une superficie utile de 1150 m² environ.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu au prix de 2 042 500 € (deux millions quarante deux mille cinq cents euros) toutes indemnités confondues.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment les frais d'acte notarié.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des biens visés à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- estimation des domaines
- plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition à la SCI
LE BUREAU de locaux commerciaux
situés sur la parcelle cadastrée AI 67 sur la
Commune de Pérols dans le périmètre de
la zone d'aménagement concerté ' Ode à la
Mer - acte II '

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la délibération n°M2019-554 en date du 18 novembre 2019 par laquelle le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la révision de son schéma de cohérence territoriale (SCOT), prévoyant la création d'un corridor écologique sur la zone artisanale et commerciale du Fenouillet située sur la Commune de Pérols et comprise dans le périmètre de la Zone

d'Aménagement Concertée « Ode à la Mer-Acte II », dont la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), est concessionnaire depuis le 5 décembre 2011,

-VU la saisine du Tribunal administratif en date du 2 juillet 2020 par laquelle cinq propriétaires de locaux commerciaux dans la zone artisanale et commerciale du Fenouillet ont demandé l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019 approuvant le SCOT,

-VU l'ordonnance du 21 septembre 2020 par laquelle le Tribunal a proposé une médiation administrative qui s'est achevée au mois de juin 2021, et dont il ressort des accords avec quatre propriétaires,

-VU l'accord avec la SCI LE BUREAU pour l'acquisition, au prix de 910 000 € toutes indemnités confondues, de locaux commerciaux occupés en partie par bail commercial, d'une superficie de 1020 m² représentant les 500/1000èmes de parties communes de la copropriété Les Galines, sur la parcelle cadastrée AI 67 d'une superficie cadastrale de 4907 m² située avenue du Languedoc à Pérols,

-VU l'estimation conforme des services fiscaux en date du 4 octobre 2021,

-CONSIDERANT que le projet Ode à la Mer est l'un des projets significatifs de Montpellier Méditerranée Métropole, emblématique de sa volonté de contribuer à la transition écologique et énergétique à l'heure de l'urgence climatique ; qu'il répond à de forts enjeux de renaturation indispensables à la réparation d'une artificialisation excessive des sols, en aménageant un corridor écologique et d'écoulement hydraulique d'une superficie d'environ 12 hectares après acquisition et démolition des bâtiments commerciaux existant sur la partie Sud dite du Fenouillet,

-CONSIDERANT la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'acquérir ces locaux commerciaux pour permettre la restauration d'un corridor écologique sur la zone artisanale et commerciale du Sud Fenouillet,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI LE BUREAU, le lot de copropriété n°1 de la copropriété Les Galines composé de locaux commerciaux occupés en partie par bail commercial, d'une superficie de 600 m² en rez-de-chaussée et de 420 m² à l'étage, représentant les 500/1000èmes des parties communes de la copropriété, situés avenue du Languedoc sur la Commune de Pérols sur la parcelle cadastrée AI 67 d'une superficie cadastrale de 4907 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu au prix de 910 000 € (neuf cent dix mille euros) toutes indemnités confondues.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment les frais d'acte notarié.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition du lot de copropriété visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- estimation des domaines
- plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition à la SCI
ASSINIE de locaux commerciaux situés
sur la parcelle cadastrée AI 67 sur la
Commune de Pérols dans le périmètre de
la zone d'aménagement concerté ' Ode à la
Mer - acte II '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la délibération n°M2019-554 en date du 18 novembre 2019 par laquelle le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la révision de son schéma de cohérence territoriale (SCOT), prévoyant la création d'un corridor écologique sur la zone artisanale et commerciale du Fenouillet située sur la Commune de Pérols et comprise dans le périmètre de la Zone

d'Aménagement Concertée « Ode à la Mer – Acte II », dont la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), est le concessionnaire depuis le 5 décembre 2011,

-VU la saisine du Tribunal administratif en date du 2 juillet 2020 par laquelle cinq propriétaires de locaux commerciaux dans la Zone Artisanale et Commerciale du Fenouillet ont demandé l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019 approuvant le SCOT,

-VU l'ordonnance du 21 septembre 2020 par laquelle le Tribunal a proposé une médiation administrative qui s'est achevée au mois de juin 2021, et dont il ressort des accords avec quatre propriétaires,

-VU l'accord avec la SCI ASSINIE pour l'acquisition, au prix de 570 000 € toutes indemnités confondues, de locaux commerciaux occupés en vertu d'un bail commercial qui doit prendre fin au 31 décembre 2021 suivant le congé notifié par le locataire le 25 juin 2021, d'une superficie de 600 m² représentant le lot de copropriété n°2 et les 500/1000èmes de parties communes de la copropriété Les Galines, sur la parcelle cadastrée AI 67 d'une superficie cadastrale de 4907 m² située avenue du Languedoc à Pérols,

-VU l'estimation conforme des services fiscaux en date du 5 octobre 2021,

-**CONSIDERANT** que le projet Ode à la Mer est l'un des projets significatifs de Montpellier Méditerranée Métropole, emblématique de sa volonté de contribuer à la transition écologique et énergétique à l'heure de l'urgence climatique ; qu'il répond à de forts enjeux de renaturation indispensables à la réparation d'une artificialisation excessive des sols en aménageant un corridor écologique et d'écoulement hydraulique d'une superficie d'environ 12 hectares après acquisition et démolition des bâtiments commerciaux existant sur cette partie Sud dite du Fenouillet,

-**CONSIDERANT** la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'acquérir ces locaux commerciaux pour permettre la restauration d'un corridor écologique sur la zone artisanale et commerciale du Sud Fenouillet,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI ASSINIE, le lot de copropriété n°2 de la copropriété Les Galines composé de locaux commerciaux occupés par bail commercial qui doit prendre fin au 31 décembre 2021, suivant le congé notifié par le locataire le 25 juin 2021, d'une superficie de 600 m² en rez-de-chaussée, représentant les 500/1000èmes des parties communes de la copropriété, situés avenue du Languedoc sur la Commune de Pérols sur la parcelle cadastrée AI 67 d'une superficie cadastrale de 4907 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu au prix total de 570 000 € (cinq cent soixante dix mille euros) toutes indemnités confondues.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment les frais d'acte notarié.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition du lot de copropriété visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- estimation des domaines
- Ass-Bail-HLCO-resiliation-2021-06-25.pdf
- plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition à Madame
Christiane BALMES de locaux
commerciaux situés sur la parcelle
cadastrée AI 58 sur la Commune de Pérols
dans le périmètre de la zone
d'aménagement concerté ' Ode à la Mer -
acte II '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la délibération n°M2019-554 en date du 18 novembre 2019 par laquelle le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la révision de son schéma de cohérence territoriale (SCOT), prévoyant la création d'un corridor écologique sur la zone artisanale et commerciale du

Fenouillet située sur la Commune de Pérols et comprise dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concertée « Ode à la Mer – Acte II », dont la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), est le concessionnaire depuis le 5 décembre 2011,

-VU la saisine du Tribunal administratif en date du 2 juillet 2020 par laquelle cinq propriétaires de locaux commerciaux dans la Zone Artisanale et Commerciale du Fenouillet ont demandé l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019 approuvant le SCOT,

-VU l'ordonnance du 21 septembre 2020 par laquelle le Tribunal a proposé une médiation administrative qui s'est achevée au mois de juin 2021, et dont il ressort des accords avec quatre propriétaires,

-VU l'accord avec Madame Christiane BALMES pour l'acquisition, au prix de 275 000 € toutes indemnités confondues, de locaux commerciaux occupés en vertu d'un bail commercial, d'une superficie de 213,20 m² représentant les lots 1, 2 et 257 de la copropriété Espace commercial Humbert et les 809/9865èmes de parties communes de cette copropriété, sur la parcelle cadastrée AI 58 sur la commune de Pérols.

-VU l'estimation conforme des services fiscaux en date du 4 octobre 2021,

-CONSIDERANT que le projet Ode à la Mer est l'un des projets significatifs de Montpellier Méditerranée Métropole, emblématique de sa volonté de contribuer à la transition écologique et énergétique à l'heure de l'urgence climatique ; qu'il répond à de forts enjeux de renaturation indispensables à la réparation d'une artificialisation excessive des sols en aménageant un corridor écologique et d'écoulement hydraulique d'une superficie d'environ 12 hectares après acquisition et démolition des bâtiments commerciaux existant sur cette partie Sud dite du Fenouillet,

-CONSIDERANT la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'acquérir ces locaux commerciaux pour permettre la restauration du corridor écologique sur la zone artisanale et commerciale du Sud Fenouillet,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Christiane BALMES des locaux commerciaux occupés par bail commercial, d'une superficie de 213,20 m² représentant les lots 1, 2 et 257 de la copropriété Espace commercial Humbert et les 809/9865èmes de parties communes de cette copropriété, sur la parcelle AI 58 d'une superficie cadastrale de 11678 m² située sur la Commune de Pérols.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu au prix de 275 000 € (deux cent soixante quinze mille euros) toutes indemnités confondues.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment les frais d'acte notarié.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des lots de copropriété visés à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- estimation des domaines
- plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BV 467 - Chemin de Parre-Loup -
Commune de Saint Jean de Vedas

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Madame SOUCHON et Monsieur TOUITOU, pour céder la parcelle BV 467 située Chemin de Parre-loup sur la commune de Saint Jean de Vedas ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de régulariser la propriété de cette parcelle aménagée en voirie, pour permettre sa gestion et son entretien par les services de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame SOUCHON et Monsieur TOUITOU la parcelle BV 467 d'une superficie de 37 m², située Chemin de Parre-loup sur la commune de Saint-Jean-de-Vedas.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 NOV. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MALEFIEUX



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles BM 155, BM 156 et BM 157 -
Chemin des Loriots - Commune de
Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur OUTHABONG, pour céder les parcelles BM 155, BM 156 et BM 157, situées Chemin des Loriots sur la commune de Castelnau-le-Lez ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'élargir la voie sur cette portion particulièrement étroite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur OUTHABONG, les parcelles BM 155 (96 m²), BM 156 (13 m²) et BM 157 (34 m²), situées Chemin des Loriots sur la commune de Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 50 € /m² soit un montant total de 7150 euros pour une superficie totale de 143 m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANNION



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'achat de boxs de
stationnement sécurisé pour vélos -
Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération n°M2019-653 autorisant l'adhésion à la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP).

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole encourage le report modal par le biais de l'ensemble de ses politiques de mobilité ;

- que le développement du vélo pâtit clairement d'un fort phénomène de vol ou vandalisme sur le territoire ;
- qu'il convient d'équiper le territoire en stationnements sécurisés afin de pallier cette problématique.

D É C I D E :

ARTICLE 1 : L'achat de 10 boxes Cigogne et 30 boxes Cover auprès de la structure Altinnova, via la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP), pour un montant de 650k€ HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHET



Publiée le : 02 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- carte implantations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de
déposer des demandes de subventions au
titre de l'année 2022, pour le site
archéologique Lattara - musée Henri
Prades**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du patrimoine historique ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1^{er} Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

CONSIDERANT:

- Que le site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit le déploiement de ses actions de manière à conforter le positionnement et le rayonnement de cet établissement culturel ;
- Que sa programmation 2022 sera riche en événements et comprendra de nombreux temps forts, notamment grâce à la présentation de quatre expositions temporaires :
 - « J'habite un long silence » une exposition d'art contemporain de Raphael Barontini, organisée en partenariat avec le MO.CO jusqu'en mars 2022 ;
 - « Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques », jusqu'en juillet 2022 ;
 - « Statues Menhir » (titre provisoire) à l'automne 2022 ;
 - ainsi qu'une seconde exposition d'art contemporain organisée à l'automne 2022 ;

Par ailleurs, des manifestations portant sur l'archéologie et le patrimoine (« Faites des fouilles ! », journées européennes du patrimoine, journées nationales de l'archéologie, nuit des musées, etc.), des conférences (mercredis de l'antiquité), ainsi que diverses actions culturelles (« Lattara'péros » – animations gratuites tous les mercredis de l'été, week-end familial d'animation autour des Gaulois, banquet Gaulois...) seront organisées tout au long de l'année.

De plus, les activités portées par le service des publics permettront d'aller au plus près de la population pour faire connaître l'archéologie ainsi que les richesses archéologiques du territoire.

En matière d'investissement, la campagne de restauration de biens archéologiques du musée Henri Prades sera prolongée pour continuer à protéger le patrimoine, le conserver, et le valoriser auprès d'un large public. Une intervention de conservation-restauration d'un sol en mosaïque mis au jour dans le cadre de la campagne de fouilles 2021 intervenue sur le site de Lattes, sera notamment effectuée.

En raison de la teneur et de l'importance du programme d'activités et de restauration des biens meubles et immeubles du site archéologique Lattara – musée Henri Prades, il y a lieu de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'État, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, à titre de soutien et d'accompagnement de l'établissement dans son développement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser le dépôt de demandes de subventions au titre de l'année 2022 pour les projets, les activités, la conservation et la mise en valeur du patrimoine archéologique du Site archéologique Lattara – musée Henri Prades, auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, ainsi que de tout partenaire public susceptible d'apporter un soutien financier aux projets de l'établissement.

ARTICLE 2 : de dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

19/11/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2105279-3 - Ressources Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- La requête n°2105279-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 octobre 2021 par Monsieur Michel RODRIGUEZ tendant à obtenir réparation pour préjudice subi en raison de la décision du 7 avril 2021 du non renouvellement de son contrat à durée déterminée et du recours abusif par Montpellier Méditerranée Métropole à des contrats à durée déterminée pour son recrutement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105279-3 par Monsieur Michel RODRIGUEZ ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 13 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

21 DEC. 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AE n°4p, 6p, 8p et 12p, sises
commune de Lattes - Aménagement de
protection contre les inondations de la
basse Vallée de la Mosson sur le territoire
des communes de Lattes et Villeneuve-lès-
Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

- VU les décisions n°MD2021-234, en date du 22 mars 2021 et MD2021-389 en date du 14 avril 2021, qui la modifie, entérinant auprès du Groupement Foncier Agricole (GFA) BONNEFOND les acquisitions des parcelles cadastrées AE n°4partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, sises commune de Lattes, pour une surface totale vendue de 12 799 m² environ, moyennant le prix de 40 957 € majoré d'une indemnité de remploi de 9 335 €,

- VU la nouvelle promesse de vente consentie le 15 octobre 2021 par le GFA BONNEFOND, pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole uniquement des parcelles lui appartenant en pleine propriété cadastrées AE n°4 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, sises commune de Lattes, pour une surface totale vendue de 12 689 m² environ, moyennant le prix de 40 957 € majoré d'une indemnité de remploi de 9 335 € ;

- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 15 octobre 2021 actualisé sur les parcelles AE n°4partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie;

- VU le nouveau protocole d'indemnisation signé le 15 octobre 2021 par l'EARL Bonnefond et fils, exploitant des parcelles AE n°4partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie acquises par la Métropole auprès du GFA BONNEFOND;

CONSIDERANT que le GFA BONNEFOND n'est propriétaire que des 1/8^{ème} de la propriété de la parcelle AE n°5 sise commune de Lattes et que par conséquent, il ne peut la céder seul à Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT la nécessité d'abroger les décisions MD 2021-234 et MD 2021-389, prévoyant notamment l'acquisition auprès du GFA BONNEFOND de la pleine propriété de la parcelle AE n°5, sise commune de Lattes,

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir les parcelles cadastrées AE n°4partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, sises commune de Lattes pour la mise en oeuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Les décisions MD n°2021-234 en date du 22 mars 2021 et la décision MD n°2021-389 en adte du 14 avril 2021, qui la modifie, sont abrogées.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la GFA BONNEFOND les parcelles cadastrées AE n°4, 6, 8 et 12, sises commune de Lattes lui appartenant, d'une superficie vendue respective de 2 488 m², 2 538 m², 1 087 m² et 6 576 m² en nature de terres agricoles maraîchères.

ARTICLE 3 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 40 605 € (quarante mille six cent cinq euros) majoré d'une indemnité de remploi de 9 264 € (neuf mille deux cent soixante quatre euros), ainsi que d'une indemnité de 61 297,98 € TTC (soixante et un mille deux cent quatre vingt dix sept euros et quatre vingt dix huit cents toutes taxes comprises) correspondant à la réalisation par le propriétaire d'aménagement rendus nécessaires par les travaux menés par la Métropole et notamment le remplacement de la clôture anti-nuisibles.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°201902929T2009 - Cimetière
métropolitain - Travaux du lot B1 -
Terrassement, fondations, gros œuvre -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, conseillère métropolitaine déléguée au cimetière intercommunal ;
- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société

d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;

- VU la délibération du Conseil d'Administration du 23 juillet 2021 de la SA3M, qui a désigné Monsieur Cédric GRAIL en qualité de Directeur Général de la SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M), tant en vertu des pouvoirs résultant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts de la société ;

CONSIDERANT :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

- Qu'il est nécessaire d'intégrer les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier ;

- Que les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier sont allotés en dix-huit lots, à savoir :

Pour les infrastructures :

Lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements

Lot V2 - Réseaux humides

Lot V3 - Réseaux secs

Lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton

Lot V5 - Fourniture des caveaux

Lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie

Lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage

Lot V8 - Signalétique et mobilier urbain

Pour les bâtiments :

Lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre

Lot B2 - Etanchéité

Lot B3 - Menuiseries extérieures bois

Lot B4 - Menuiseries intérieures bois

Lot B5 - Cloisons - Doublages - Faux plafonds

Lot B6 - Revêtements de sols souples

Lot B7 - Serrurerie

Lot B8 - Plomberie - CVC

Lot B9 - Génie électrique

Lot B10 – Peinture

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative à la fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a déjà été lancée le 11 décembre 2019 dans le respect des articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, pour le lot V5 ;

- Qu'une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, relative aux travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a été lancée le 03 décembre 2019 dans le respect de l'article L.2123-1 et des autres dispositions du code de la commande publique, pour les lots V3 et B2 à B10 ;

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative aux travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a été lancée le 02 décembre 2019 dans le respect des articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, sous la forme d'un marché alloti, pour une durée d'exécution globale de l'ensemble des marchés de vingt-trois mois (y compris les travaux de confortement et d'entretien du lot V7) démarrant à compter de la notification du marché. La durée d'exécution des marchés comprenant la période de préparation et le délai d'exécution des travaux de chacun des marchés allotis. Les marchés ne seront pas reconduits ;

Que concernant cette dernière procédure, le marché est alloti et les travaux sont répartis en sept lots, traités par marchés séparés, à savoir :

Pour les infrastructures :

Lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements

Lot V2 - Réseaux humides

Lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton

Lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie

Lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage

Lot V8 - Signalétique et mobilier urbain

Pour les bâtiments :

Lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre

- Qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport de présentation, ainsi que dans le rapport de la maîtrise d'œuvre : la commission d'appel d'offres dans sa séance du 03 mars 2020 a été informée du choix pour l'attribution du marché de travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, en faveur des candidats suivants, ayant présentés l'offre économiquement la plus avantageuse pour chacun des lots définis :

- Pour le lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements : il est proposé de retenir le groupement candidat RAZEL-BEC (mandataire) / MIGMA / MTC, le siège social du mandataire étant 3 rue René Razel – CHRIST DE SACLAY – 91892 ORSAY CEDEX, pour un montant de 6 191 769,40 € HT ;

- Pour le lot V2 - Réseaux humides : il est proposé de retenir le candidat RAZEL-BEC, ayant son siège social 3 rue René Razel – CHRIST DE SACLAY – 91892 ORSAY CEDEX, pour un montant de 796 007 € HT ;

- Pour le lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton: il est proposé de retenir le groupement candidat BUESA (mandataire) / EUROVIA, le siège social du mandataire étant Rue René Gomez – CS 20684 – 34535 BEZIERS Cedex, pour un montant de 2 281 020 € HT ;

- Pour le lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie: il est proposé de retenir le groupement candidat BUESA (mandataire) / EUROVIA, le siège social du mandataire étant Rue René Gomez – CS 20684 – 34535 BEZIERS Cedex, pour un montant de 758 724 € HT ;

- Pour le lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage: il est proposé de retenir le groupement candidat PSP (mandataire) / PAYSAGE MEDITERRANEENS / CGME, le siège social du mandataire étant ZAE MAS DE KLE – 1 rue Montgolfier – 34110 FRONTIGNAN, pour un montant de 835 843,65 € HT ;

- Pour le lot V8 - Signalétique et mobilier urbain: il est proposé de retenir le candidat MOBIL CONCEPTS METALCO, ayant son siège social 37 Chemin de Mujolan – Domaine de la Poste Royale – 34690 FABREGUES, pour un montant de 361 665,18 € HT ;

- Pour le lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre : il est proposé de retenir le candidat DARVER, ayant son siège social 445 avenue des Razeteurs – 34160 CASTRIES, pour un montant de 1 615 000 € HT ;

- Que par décision n°MD2020-188 du 05 mars 2020, la SA3M a été autorisée à signer les marchés cités précédemment et notamment le marché n° 201902929T2009 relatif aux travaux du lot B1 – Terrassement, fondations, gros œuvre ; dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, attribué au candidat DARVER pour un montant de 1 615 000 € HT ;

- Que l'avenant n°1, relatif à des travaux supplémentaires, est devenu nécessaire à la bonne exécution du marché n° 201902929T2009 pour les travaux du lot B1 - Terrassement, fondations, gros œuvre ; dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, conclu avec l'entreprise titulaire DARVER.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser le mandataire SA3M à signer l'avenant n°1 au marché n° 201902929T2009 relatif aux travaux du lot B1 - Terrassement, fondations, gros œuvre ; dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, et dont l'entreprise DARVER est titulaire. Le montant de l'avenant n°1 est de 47 262,65 €HT portant le nouveau montant du marché à 1 662 252,65 € HT (soit une augmentation de 2.93%).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 DEC. 2021

Madame la Conseillère métropolitaine

Régine ILLAIRE



Publiée le : 08 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative aux demandes de
subventions auprès de l'Etat, de la DRAC
Occitanie et de la Région Occitanie pour
les acquisitions, la mise en œuvre des
programmes de conservation préventive et
de restaurations des œuvres ainsi que pour
la programmation 2022 du musée Fabre de
Montpellier - Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Eric PENSO en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric, dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine Historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuivra en 2022 son ambitieux programme d'enrichissement des collections, d'expositions temporaires ainsi que ses actions en faveur des publics, pour un montant global prévisionnel d'environ 2 200 000 € ;
- que compte tenu de l'ampleur de cette programmation, il est nécessaire de demander des subventions du montant le plus large possible auprès des services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie et de la Région Occitanie, pour la mise en œuvre des expositions temporaires, l'édition des catalogues (expositions ou fonds permanent), le programme d'action culturelle et éducative élaboré pour les différents publics et notamment les publics empêchés, la mise en œuvre de la conservation préventive (acquisition de matériel, étude sanitaire des collections) et d'aide à l'inventaire et au récolement (recrutement de personnel vacataire),
- qu'il convient également de déposer un dossier de demande de subventions du montant le plus large possible auprès de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie en soutien aux dispositifs éducatifs créés spécifiquement pour le parcours des collections permanentes et aux actions menées pour la gestion des collections ;
- qu'en parallèle, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) qui permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC Occitanie) et à la Région Occitanie de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre ;
- qu'enfin, le Fonds Régional de Restauration pour les Musées (FRAR), dans une démarche de soutien aux « musées de France », permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC Occitanie) et à la Région Occitanie d'apporter une aide financière aux programmes de conservation préventive ou de restauration d'œuvres au musée Fabre.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la sollicitation de subventions 2022 du montant le plus large possible auprès de l'Etat, de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie et de la Région Occitanie pour les acquisitions et restaurations d'œuvres (dispositifs FRAM et FRAR), la gestion et la valorisation des collections ainsi que pour les actions de développement de la politique des publics au musée Fabre.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/12/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M1C0045MG passé avec l'UGAP pour la
vérification périodique des installations
électriques et de sécurité incendie des
bâtiments gérés par la Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique
- VU la délibération n°M2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de conventions avec l'UGAP, et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François Audrin dans le domaine de l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDÉRANT :

- les obligations en matière de vérification des installations électriques et de sécurité incendie dans les établissements régis par le Code du travail et pour les Etablissements Recevant du Public ;

- que la Métropole doit mettre en place un suivi sur ses immeubles quel qu'en soit leurs destinations ;
- que dans le cadre des acquisitions foncières, la Métropole doit gérer des immeubles acquis selon un calendrier non défini ;
- qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services adaptés aux besoins de la Métropole, en missionnant des bureaux de contrôle.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer des commandes à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant estimé des commandes 200 000 euros HT pour la totalité du marché sur les années 2021 à 2025, numéro de marché M1C0045MG.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **1 8 NOV. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 2 3 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 3 NOV. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'un petit
train routier vétuste composé d'une
locomotives de marque CPIL Akva et de
trois wagons de marque Mobile Sea - Hôtel
des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un petit train routier en état de vétusté, composé d'une locomotive de marque CPIL Akval immatriculée EF-062-YF et de trois wagons Mobile Sea immatriculés EG-454-FY, EF-988-YE et EF-102-YF ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver ces véhicules du fait de leur vétusté et qu'il convient de les céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un petit train routier composé d'une locomotive de marque CPIL Akval immatriculée EF-062-YF et de trois wagons de marque Mobile Sea immatriculés EG-454-FY, EF-988-YE et EF-102-YF à l'Hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 NOV. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERT



Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'un ancien chemin - Lieudit
les Moulières - ZAC du Castellet -
Commune de Clapiers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de SA3M, en vue d'acquérir une emprise en nature d'ancien chemin inclus dans le périmètre de la ZAC du Castellet sur le site des Moulières à CLAPIERS,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation et de déclasser du domaine public une emprise d'une superficie d'environ 788 m² en nature d'ancien chemin situé dans l'emprise de la ZAC du Castellet, sur la commune de Clapiers, avant de pouvoir la céder ;

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie sur ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 788 m² en nature d'ancien chemin sur le site des Moulières, sur la commune de Clapiers, avant de pouvoir la céder.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 788 m² en nature d'ancien chemin sur la commune de Clapiers.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert d'office
valant classement dans le domaine public
métropolitain des parcelles cadastrées AH
238, AH 237, AH 236, AH 232, AH 235, AH
233 et AH 231 - Commune de Prades-le-
Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le code de la voirie routière, et notamment ses articles L 141-3 et suivants et R 141-4 et suivants ;

- VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 318-3 et R 318-10 ;
- VU la décision métropolitaine n° MD 2021-317 en date du 26 mai 2021 relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer les parcelles cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH235, AH 233 et AH 231, chemin de Cabanis, impasse de Cabanis, rue des Coteaux, rue de la Peyrade, et rue de Puech Mary, Commune de Prades-le-Lez,
- VU l'arrêté métropolitain n°MAR 2021 en date du 13 août 2021 prescrivant l'ouverture d'enquête publique relative au transfert d'office dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH235, AH 233 et AH 231, Commune de Prades-le-Lez,
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 6 septembre inclus au 27 septembre 2021 inclus ;
- VU la décision métropolitaine n°MD2021-866 en date du 9 septembre 2021 relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH235, AH 233 et AH 231, chemin de Cabanis, impasse de Cabanis, rue des Coteaux, rue de la Peyrade, et rue de Puech Mary, Commune de Prades-le-Lez,
- VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire-enquêteur du 21 octobre 2021 ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de finaliser ce dossier de transfert d'office ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole décide le transfert d'office dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH235, AH 233 et AH 231, chemin de Cabanis, impasse de Cabanis, rue des Coteaux, rue de la Peyrade, et rue de Puech Mary, Commune de Prades-le-Lez.

ARTICLE 2 : Il est rappelé que cette décision portant transfert d'office des parcelles susvisées vaudra classement dans le domaine public métropolitain, que ce classement interviendra sans indemnité et éteindra tous droits réels et personnels sur les parcelles transférées, conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert sera dûment enregistré au fichier de la Conservation des Hypothèques de Montpellier I par acte notarié aux frais de la Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 07 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles RB n°36 et 43, sises commune de
Montpellier - Constitution de réserves
foncières sur le secteur de Sud Zénith**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise Foncière » ;

- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, le 8 octobre 2021, par les consorts GAUTIER pour la vente des parcelles RB n°36 et 43, d'une surface cadastrale respective de 7 633 m² et 13 442 m², en nature de terre nue, sises commune de Montpellier, leur appartenant, moyennant le prix de 632 250 €, toutes indemnités confondues ;
- **VU** l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 20 juillet 2021 ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir les parcelles ci-dessus mentionnées afin de consolider les réserves foncières déjà constituées par Montpellier Méditerranée Métropole sur ce site stratégique d'entrée de la Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Jean-Pierre COMBES et Madame Brigitte GAUTIER, son épouse, demeurant ensemble château de la Harlandière à Nouzilly (37380), Madame Krista BAUER domiciliée 26 avenue Marceau à Paris (75008), Monsieur Laurent GAUTIER, demeurant Mas de Cantegril à Pérols (34470) et Monsieur François GAUTIER, demeurant 10 avenue Bossuet à Maisons-Laffitte (78600), les parcelles cadastrées RB n°36 et 43, d'une superficie cadastrale respective de 7 633 m² et de 13 442 m², sises commune de Montpellier, leur appartenant.

ARTICLE 2 : La vente aura lieu moyennant le prix de 632 250 € (six cent trente deux mille deux cent cinquante euros) toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçue délégation est autorisée à signer l'acte authentique d'achat des parcelles visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 NOV. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant à la convention de la mise à
disposition de la société des Transports de
l'Agglomération de Montpellier (T.A.M.)
au profit de l'Unité ' Recherche Assistance
Intervention Dissuasion ' - Immeuble
dénommé ' Agropolis Museum -
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION, en qualité de deuxième Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU la décision n°2021-647 en date du 22 juillet 2021 validant la convention d'occupation temporaire à la société de Transports de l'Agglomération de Montpellier, (TAM) sur l'immeuble dénommée Agropolis Museum, cadastré AI 77 à Montpellier ;

- **CONSIDERANT** la demande de l'Unité « Recherche Assistance Intervention Dissuasion » Antenne RAID 34 d'occuper provisoirement le site d'Agropolis Museum, afin de permettre l'entraînement du personnel du RAID 34 ;
- **CONSIDERANT** que ce site a déjà fait l'objet d'une convention d'occupation pour la T.A.M. et que celle-ci autorise la sous-occupation des lieux mis à disposition, dans des conditions et à des dates compatibles avec leur autorisation déjà octroyée ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant à la convention d'occupation temporaire avec l'Unité « Recherche Assistance Intervention Dissuasion » Antenne RAID 34, en accord avec la T.A.M.

ARTICLE 2 : La location concerne l'immeuble dénommée Agropolis Museum cadastré AI 77, avenue d'Agropolis sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 3 : L'avenant à la convention prévoit une occupation temporaire de quelques jours par mois, sur une durée de 6 mois à compter de la signature des parties.

ARTICLE 4 : L'occupation du site est consentie à titre gratuit, de façon temporaire et précaire, compte tenu de la nature de l'occupation.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 07 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Tribunal
Judiciaire de Montpellier - Résiliation bail
rural - Christophe SABATIER"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;
- VU le bail rural à long terme en date du 18 décembre 2012 signé entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Christophe Sabatier relatif à la mise à disposition de la parcelle cadastrée BB n°72 Lieu-dit le Plan des Masques sise sur la commune de Clapiers ;

Considérant

- Le défaut d'entretien et la mauvaise exploitation par Monsieur Christophe SABATIER de la parcelle cadastrée BB n°72 sise sur la commune de Clapiers ;

- Qu'il est nécessaire de de résilier le bail rural à long terme de la parcelle cadastrée BB n°72 sise sur la commune de Clapiers ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier pour résiliation du bail rural à long terme signé entre Monsieur Christophe SABATIER et la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole concernant la mise à disposition de la parcelle cadastrée BB n°72 sise sur la commune de Clapiers ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 18 DEC. 2021
Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Tribunal
Judiciaire de Montpellier - Résiliation bail
rural - Madame Claude MARAVAL -
Monsieur Michel DUPUY"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;
- VU le bail rural à long terme en date du 11 mars 2013 signé entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Madame Claude MARAVAL et Monsieur Michel DUPUY relatif à la mise à disposition de la parcelle cadastrée C 417 Lieu-dit le « Grates » sise sur la commune de Teyran ;

Considérant

- Le défaut d'entretien et la mauvaise exploitation par Madame Claude MARAVAL et Monsieur Michel DUPUY de la parcelle cadastrée C 417 sise sur la commune de Teyran ;
- Qu'il est nécessaire de résilier le bail rural à long terme de la parcelle cadastrée C 417 sise sur la commune de Teyran ;

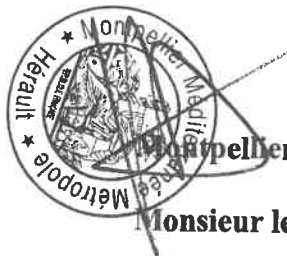
DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier pour résiliation du bail rural à long terme signé entre Madame Claude Maraval et Monsieur Michel DUPUY et la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole concernant la mise à disposition de la parcelle cadastrée C 417 sise sur la commune de Teyran ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
de maîtrise d'œuvre pour la reprise des
plateformes des lignes 1, 3 et 4 de tramway
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives.

CONSIDERANT :

- que dans le but de clôturer les contentieux des lignes 3 et 4, et d'assurer le renouvellement des plateformes de la ligne 1 de tramway, qui a 20 ans d'existence, la Direction des Mobilités

souhaite être accompagnée par un maître d'œuvre spécialisé dans les Infrastructures de Transports.

- que les projets à réaliser dans le cadre du présent marché sont liés :
 - au contentieux en cours sur les plateformes de la ligne 3
 - au contentieux en cours sur les plateformes du bouclage de la ligne 4
 - à la gestion patrimoniale des plateformes existantes sur la ligne 1 de tramway.
- que Montpellier Méditerranée Métropole doit passer un marché de maîtrise d'œuvre pour la reprise des plateformes de tramway des lignes 1, 3 et 4,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 60%
 - Prix des prestations 40%
- qu'il a été proposé, après analyse, à la Commission d'Appel d'Offre dans sa séance du 21 octobre 2021, d'adopter le classement des offres et de choisir l'entreprise SAFEGE, sise 650 rue Henri Becquerel bis Chemin des Côtes, 34961 MONTPELLIER, comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 21 octobre 2021 a choisi l'entreprise SAFEGE qui a formulé l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour la reprise des plateformes de tramway des lignes 1, 3 et 4 à l'entreprise SAFEGE.

ARTICLE 2 : ce marché est conclu pour un montant de 294 465 € HT et pour une durée de 5 ans (le marché prend effet à compter de sa notification). Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23,

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 NOV. 2021



Madame la Vice-Présidente

JULIE FRÉCHE

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n° 201902929 T2014 lot B 6 -
Cimetière métropolitain : revêtements de
sols souples - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;

- VU le Code de la Commande Publique entrée en vigueur au 1^{er} avril 2019 relatif aux marchés publics ;

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, conseillère métropolitaine déléguée au cimetière intercommunal ;

- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,
- VU la délibération du Conseil d'Administration du 23 juillet 2021 de la SA3M, qui a désigné Monsieur Cédric GRAIL en qualité de Directeur Général de la SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M), tant en vertu des pouvoirs résultant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts de la société.

CONSIDERANT :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire d'intégrer les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier ;
- Que les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier sont allotés en dix-huit lots, à savoir :

Pour les infrastructures :

- Lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements
- Lot V2 - Réseaux humides
- Lot V3 - Réseaux secs
- Lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton
- Lot V5 - Fourniture des caveaux
- Lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie
- Lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage
- Lot V8 - Signalétique et mobilier urbain

Pour les bâtiments :

- Lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre
- Lot B2 - Etanchéité
- Lot B3 - Menuiseries extérieures bois
- Lot B4 - Menuiseries intérieures bois
- Lot B5 - Cloisons - Doublages - Faux plafonds
- Lot B6 - Revêtements de sols souples
- Lot B7 - Serrurerie
- Lot B8 - Plomberie - CVC
- Lot B9 - Génie électrique
- Lot B10 – Peinture

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative aux travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a déjà été lancée le 02 décembre 2019 dans le respect des articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, pour les lots V1, V2, V4, V6, V7, V8 et B1.

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative à la fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a déjà été lancée le 11 décembre 2019 dans le respect des articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, pour le lot V5.

- Qu'une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, relative aux travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a été lancée le 03 décembre 2019 dans le respect de l'article L.2123-1 et des autres dispositions du code de la commande publique, sous la forme d'un marché alloti, pour une durée d'exécution globale de l'ensemble des marchés de vingt-trois mois (y compris les travaux de confortement et d'entretien du lot V7) démarrant à compter de la notification du marché. La durée d'exécution des marchés comprenant la période de préparation et le délai d'exécution des travaux de chacun des marchés allotis. Les marchés ne seront pas reconduits.

- Que concernant cette dernière procédure, le marché est alloti et les travaux sont répartis en dix lots, traités par marchés séparés, à savoir :

Pour les infrastructures :

- Lot V3 : Réseaux secs

Pour les bâtiments :

- Lot B2 : Réseaux humides
- Lot B3 : Menuiseries extérieures aluminium
- Lot B4 : Menuiseries intérieures bois
- Lot B5 : Cloisons – Doublages – Faux plafond
- Lot B6 : Revêtements de sols souples
- Lot B7 : Serrurerie
- Lot B8 : Plomberie – CVC
- Lot B9 : Génie électrique
- Lot B10 : Peinture

- Que les lots identifiés ci-dessus, sont définis chacun en tant que « petit lot » dont le montant est inférieur à un million d'euros HT et dont le montant cumulé est inférieur à 20% de la valeur totale estimée de tous les lots (article R.2123-1-2° du code de la commande publique) et justifie la procédure adaptée.

- Qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport de présentation, ainsi que dans le rapport de la maîtrise d'œuvre : le maître d'ouvrage a été informée du choix pour l'attribution du marché de travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, en faveur des candidats suivants, ayant présentés l'offre économiquement la plus avantageuse pour chacun des lots définis :

- Pour le lot V3 - Réseaux secs : il est proposé de retenir le groupement candidat ELIT RESEAUX (mandataire) / REEL MEDITERRANEE, le siège social du mandataire étant 26 impasse de la Sauge - 34110 FRONTIGNAN, pour un montant de 198 286 ,49 €HT.

- Pour le lot B2 - Réseaux humides : il est proposé de retenir le candidat ALPHA SERVICES, ayant son social 117 Traverse de la Montre, 13011 MARSEILLE, pour un montant de 135 418,99 €HT.

- Pour le lot B3 - Menuiseries extérieures aluminium : il est proposé de retenir le candidat PISTRE & FILS, ayant son social Route de Saint-Pons – 81270 LA BASTIDE ROUAIROUX, pour un montant de 33 040,32 €HT.
- Pour le lot B4 - Menuiseries intérieures bois : il est proposé de retenir le candidat MENUISERIE LACLAU, ayant son social ZI – 13 rue Charles Richet – 34500 BEZIERS, pour un montant de 24 408,00 €HT.
- Pour le lot B5 - Cloisons – Doublages – Faux plafond : il est proposé de retenir le candidat MEDITRAG, ayant son siège social 9 Avenue du Troisième Millénaire – ZAC Le Causse – 34630 SAINT THIBERY, pour un montant de 23 852,80 €HT.
- Pour le lot B6 - Revêtements de sols souples : il est proposé de retenir le candidat SOCAMO, ayant son siège social 354 RUE Gustave Courbet – PA Charles Martel - 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE, pour un montant de 18 275,00 €HT.
- Pour le lot B7 - Serrurerie : il est proposé de retenir le candidat SERRURERIE DELMAS, ayant son siège social Lot 50 – 24 avenue du Mas de Garric – 34140 MEZE, pour un montant de 41 800,00 €HT.
- Pour le lot B8 - Plomberie – CVC: il est proposé de retenir le candidat TEMPERIA MEDITERRANEE, ayant son siège social Vauguières Le Bas – CS 90053 – 34130 MAUGUIO, pour un montant de 51 000,00 €HT.
- Pour le lot B9 - Génie électrique : il est proposé de retenir le candidat INEO MPLR, ayant son siège social ZA Font de la Banquière – Le Météor – 34970 LATTES, pour un montant de 72 426,15 €HT.
- Pour le lot B10 - Peinture : il est proposé de retenir le candidat YAS, ayant son siège social 83 rue Yves Montand - ZAC PARC 2000 - 34080 MONTPELLIER, pour un montant de 10 337,50 €HT.
- Que par décision n° MD2020-190 du 05 mars 2020, la SA3M a été autorisée à signer les marchés cités précédemment et notamment le marché n° 201902929T2014 relatif aux travaux du lot B6 – Revêtements de sols souples, dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, attribué au candidat SOCAMO pour un montant de 18 275,00 €HT.
- Que l'avenant n°1, relatif à des travaux supplémentaires, est devenu nécessaire à la bonne exécution du marché n° 201902929T2014 pour les travaux du lot B6 - Revêtements de sols souples, dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, conclu avec l'entreprise titulaire SOCAMO.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser le mandataire SA3M à signer l'avenant n°1 au marché n° 201902929T2014 relatif aux travaux du lot B6 - Revêtements de sols souples, dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, et dont l'entreprise SOCAMO est titulaire. Le montant de l'avenant n°1 est de 218,00 €HT portant le nouveau montant du marché à 18 493,00 €HT (*soit une augmentation de 1.19%*).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 DEC. 2021

Madame la Conseillère métropolitaine

Régine ILLAIRE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 marché
n° 201902929 T2017 - Lot B9 - Cimetière
métropolitain : génie électrique -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, conseillère métropolitaine déléguée au cimetière intercommunal ;
- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

- VU la délibération du Conseil d'Administration du 23 juillet 2021 de la SA3M, qui a désigné Monsieur Cédric GRAIL en qualité de Directeur Général de la SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M), tant en vertu des pouvoirs résultant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts de la société.

CONSIDERANT :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

- Qu'il est nécessaire d'intégrer les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier ;

- Que les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier sont allotés en dix-huit lots, à savoir :

Pour les infrastructures :

- Lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements
- Lot V2 - Réseaux humides
- Lot V3 - Réseaux secs
- Lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton
- Lot V5 - Fourniture des caveaux
- Lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie
- Lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage
- Lot V8 - Signalétique et mobilier urbain

Pour les bâtiments :

- Lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre
- Lot B2 - Etanchéité
- Lot B3 - Menuiseries extérieures bois
- Lot B4 - Menuiseries intérieures bois
- Lot B5 - Cloisons - Doublages - Faux plafonds
- Lot B6 - Revêtements de sols souples
- Lot B7 - Serrurerie
- Lot B8 - Plomberie - CVC
- Lot B9 - Génie électrique
- Lot B10 – Peinture

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative aux travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a déjà été lancée le 02 décembre 2019 dans le respect des articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, pour les lots V1, V2, V4, V6, V7, V8 et B1.

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative à la fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a déjà été lancée le 11 décembre 2019 dans le respect des articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, pour le lot V5.

- Qu'une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, relative aux travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a été lancée le 03 décembre 2019 dans le respect de l'article L.2123-1 et des autres dispositions du code de la commande publique, sous la forme d'un marché alloti, pour une durée d'exécution globale de l'ensemble des marchés de vingt-trois mois (y compris les travaux de confortement et d'entretien du lot V7) démarrant à compter de la notification du marché. La durée d'exécution des marchés comprenant la période de préparation et le délai d'exécution des travaux de chacun des marchés allotis. Les marchés ne seront pas reconduits.

- Que concernant cette dernière procédure, le marché est alloti et les travaux sont répartis en dix lots, traités par marchés séparés, à savoir :

Pour les infrastructures :

- Lot V3 : Réseaux secs

Pour les bâtiments :

- Lot B2 : Réseaux humides
- Lot B3 : Menuiseries extérieures aluminium
- Lot B4 : Menuiseries intérieures bois
- Lot B5 : Cloisons – Doublages – Faux plafond
- Lot B6 : Revêtements de sols souples
- Lot B7 : Serrurerie
- Lot B8 : Plomberie – CVC
- Lot B9 : Génie électrique
- Lot B10 : Peinture

- Que les lots identifiés ci-dessus, sont définis chacun en tant que « petit lot » dont le montant est inférieur à un million d'euros HT et dont le montant cumulé est inférieur à 20% de la valeur totale estimée de tous les lots (article R.2123-1-2° du code de la commande publique) et justifie la procédure adaptée.

- Qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport de présentation, ainsi que dans le rapport de la maîtrise d'œuvre : le maître d'ouvrage a été informée du choix pour l'attribution du marché de travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, en faveur des candidats suivants, ayant présentés l'offre économiquement la plus avantageuse pour chacun des lots définis :

- Pour le lot V3 - Réseaux secs : il est proposé de retenir le groupement candidat ELIT RESEAUX (mandataire) / REEL MEDITERRANEE, le siège social du mandataire étant 26 impasse de la Sauge - 34110 FRONTIGNAN, pour un montant de 198 286 ,49 €HT.

- Pour le lot B2 - Réseaux humides : il est proposé de retenir le candidat ALPHA SERVICES, ayant son social 117 Traverse de la Montre, 13011 MARSEILLE, pour un montant de 135 418,99 €HT.

- Pour le lot B3 - Menuiseries extérieures aluminium : il est proposé de retenir le candidat PISTRE & FILS, ayant son social Route de Saint-Pons – 81270 LA BASTIDE ROUAIROUX, pour un montant de 33 040,32 €HT.

- Pour le lot B4 - Menuiseries intérieures bois : il est proposé de retenir le candidat MENUISERIE LACLAU, ayant son social ZI – 13 rue Charles Richet – 34500 BEZIERS, pour un montant de 24 408,00 €HT.

- Pour le lot B5 - Cloisons – Doublages – Faux plafond : il est proposé de retenir le candidat MEDITRAG, ayant son siège social 9 Avenue du Troisième Millénaire – ZAC Le Causse – 34630 SAINT THIBERY, pour un montant de 23 852,80 €HT.
- Pour le lot B6 - Revêtements de sols souples : il est proposé de retenir le candidat SOCAMO, ayant son siège social 354 RUE Gustave Courbet – PA Charles Martel - 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE, pour un montant de 18 275,00 €HT.
- Pour le lot B7 - Serrurerie : il est proposé de retenir le candidat SERRURERIE DELMAS, ayant son siège social Lot 50 – 24 avenue du Mas de Garric – 34140 MEZE, pour un montant de 41 800,00 €HT.
- Pour le lot B8 - Plomberie – CVC: il est proposé de retenir le candidat TEMPERIA MEDITERRANEE, ayant son siège social Vauguières Le Bas – CS 90053 – 34130 MAUGUIO, pour un montant de 51 000,00 €HT.
- Pour le lot B9 - Génie électrique : il est proposé de retenir le candidat INEO MPLR, ayant son siège social ZA Font de la Banquière – Le Météor – 34970 LATTES, pour un montant de 72 426,15 €HT.
- Pour le lot B10 - Peinture : il est proposé de retenir le candidat YAS, ayant son siège social 83 rue Yves Montand - ZAC PARC 2000 - 34080 MONTPELLIER, pour un montant de 10 337,50 €HT.
- Que par décision n° MD2020-190 du 05 mars 2020, la SA3M a été autorisée à signer les marchés cités précédemment et notamment le marché n° 201902929T2017 relatif aux travaux du lot B9 – Génie électrique, dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, attribué au candidat INEO MPLR pour un montant de 72 426,15 €HT.
- Que l'avenant n°1, relatif à des travaux supplémentaires, est devenu nécessaire à la bonne exécution du marché n° 201902929T2017 pour les travaux du lot B9 - Génie électrique, dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, conclu avec l'entreprise titulaire INEO MPLR.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser le mandataire SA3M à signer l'avenant n°1 au marché n° 201902929T2017 relatif aux travaux du lot B9 - Génie électrique, dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, et dont l'entreprise INEO MPLR est titulaire. Le montant de l'avenant n°1 est de 303,11 €HT portant le nouveau montant du marché à 72 729,26 €HT (*soit une augmentation de 0.42%*).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 DEC. 2021

Madame la Conseillère métropolitaine

Régine ILLAIRE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert
n°1 au marché n°201902929 T1902 - Lot 2 :
Cimetière métropolitain: aménagements
paysagers - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, conseillère métropolitaine déléguée au cimetière intercommunal ;
- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,
- VU la délibération du Conseil d'Administration du 23 juillet 2021 de la SA3M, qui a désigné Monsieur Cédric GRAIL en qualité de Directeur Général de la SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M), tant en vertu des pouvoirs résultant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts de la société.

CONSIDERANT :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire d'intégrer les travaux de création d'un parking et du réagencement de l'entrée du cimetière existant pour la conception et la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte avec faculté de négociation a été lancée le 05 juin 2019 selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique pour l'attribution des marchés de travaux pour la création d'un parking et du réagencement de l'entrée du cimetière existant dans le cadre de la conception et la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ;
- Que les travaux ont été répartis en deux lots, traités par marchés séparés, à savoir :
 - Lot n°1 : Terrassements, voirie, réseaux et travaux divers,
 - Lot n°2 : Aménagements paysagers.
- Qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport de présentation, ainsi que dans le rapport de la maîtrise d'œuvre : la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 juillet 2019 a été informée du choix pour l'attribution des marchés de travaux de création d'un parking et du réagencement de l'entrée du cimetière existant dans le cadre de la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, en faveur des candidats suivants, ayant présentés l'offre économiquement la plus avantageuse pour chacun des lots définis :
 - Pour le lot n°1 : Terrassements, voirie, réseaux et travaux divers : le candidat COLAS MIDI MEDITERRANEE, ayant son siège social 855 rue René Descartes – 13100 AIX EN PROVENCE, pour un montant de 498 584,40 €HT.
 - Pour le lot n°2 : Aménagements paysagers: le candidat CMEVE, ayant son siège social Chemin des Canaux Lieu-dit Gara de Paille 30230 BOUILLARGUES, pour un montant de 50 535,75 €HT.
- Que par décision n° MD2019-795 du 31 juillet 2019, la SA3M a été autorisée à signer le marché n° 201902929T1901 relatif aux travaux du lot n°1 - Terrassements, voirie, réseaux et travaux divers ; ainsi que le marché n° 201902929T1902 pour les travaux du lot n°2 - Aménagements paysagers, dans le cadre de la création d'un parking et du réagencement de l'entrée du cimetière existant dans le cadre de la réalisation de la phase 1 de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier ;
- Que l'avenant de transfert n°1 est devenu nécessaire pour acter : l'absorption de l'entreprise titulaire du marché n° 201902929T1902, à savoir CMEVE, par l'entreprise SERPE ; et en conséquence, le transfert des prestations du marché à l'entreprise absorbante SERPE.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant de transfert n°1 au marché n° 201902929T1902 pour les travaux du lot n°2 - Aménagements paysagers, dans le cadre de la création d'un parking et du réagencement de l'entrée du cimetière existant dans le cadre de la réalisation de la phase 1 de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, actant le transfert des prestations du marché à l'entreprise SERPE. Le transfert est sans incidence financière sur le marché.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 DEC. 2021

Madame la Conseillère métropolitaine

Régine ILI



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au droit de préemption
urbain - Propriété "LA SARL LA
GRANDE BRASSERIE" - Lots de
copropriété 940-942-945- Commune de
Montpellier - Parcelle HM 487 - 66, rue du
jeu de ballon**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans le domaine de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière »;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 29 mars 2017, approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 17 septembre 2021, envoyée par Maître Jean-Victor MARTIN à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 22 septembre 2021, concernant la vente par la société LA GRANDE BRASSERIE représentée par Monsieur Marcel SALERNO, d'un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487, au prix de 1.300.000 €,
- VU l'avis de France domaine.

CONSIDERANT :

- Qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,
- Que cette parcelle est située en zone urbaine 1U1 au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier, correspondant à une zone de mixité urbaine,
- Que cette parcelle est située dans le périmètre d'étude instauré dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez, dont les objectifs visent à la définition d'une stratégie économique et territoriale et une programmation urbaine mettant en perspective l'avenir du secteur, à affirmer et développer des liaisons urbaines pour créer une relation ambitieuse et porteuse d'identités entre la ville et son fleuve, à reconquérir le tissu existant, stratégique ou en mutation par des opérations de renouvellement urbain et d'intervention sur l'espace public,
- Que l'acquisition de cette parcelle, permettra de répondre aux attendus de cette stratégie d'aménagement,
- Que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la SARL LA GRANDE BRASSERIE, portant sur un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 1.000.000 € (un million d'euros), frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 NOV. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie



Publiée le : **17 NOV. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **17 NOV. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
travaux anticipés réseaux n°8.423 dans le
cadre de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président,
- VU l'arrêté n°MAR2020-0295 du 10 août 2020 donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

CONSIDERANT

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à 7 du code de la commande publique portant sur les travaux anticipés réseaux n°8.423 dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- la décision n°MD2019-1062 du 21 octobre 2021 portant sur l'attribution du marché au groupement SCAM TP (mandataire) / SOGEA SUD / EUROVIA pour un montant de 2 273 758,90 € HT,
- l'avis favorable de la Commission d'Appels d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 21 octobre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : de prendre acte de la conclusion d'un avenant n°1 ayant pour objet des modifications du programme initial et la régularisation de prix nouveaux notifiés en cours de travaux.

ARTICLE 2 : le montant de l'avenant est de 469 539,52 € HT portant ainsi le montant du marché à 2 743 298.42 € HT.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 NOV. 2021

Mme la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature du
protocole d'indemnisation du fermier des
parcelles AE n°4 partie, 6 partie, 8 partie et
12 partie sises commune de Lattes -
Aménagement de protection contre les
inondations de la basse Vallée de la Mosson
sur le territoire des communes de Lattes et
Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;
- VU la décision n°MD2021-249, en date du 22 mars 2021 modifiée par MD2021-662 en date du 27 août 2021, entérinant la signature avec l'EARL BONNEFOND et fils, du protocole d'indemnisation pour l'éviction des parcelles AE n°4 partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, sises commune de Lattes, qu'il exploite et qui doivent être cédées à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, pour une surface totale indemnisée de 12 799 m² environ, moyennant le prix de 45 895 € majoré d'une indemnité complémentaire de 77 508 € correspondant aux devis de déplacement du réseau d'irrigation rendu nécessaire par l'acquisition des parcelles,
- VU la nouvelle promesse unilatérale de vente en date du 15 octobre 2021, par laquelle le GFA BONNEFOND accepte de céder à l'amiable à Montpellier Méditerranée Métropole uniquement des parcelles lui appartenant en pleine propriété sises commune de Lattes et cadastrées section AE n°4 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie pour une contenance totale vendue de 12 689 m², exploitées par l'EARL Bonnefond et fils, représentée par Monsieur Emmanuel Bonnefond, dans le cadre d'un bail régulier,
- VU le nouveau protocole d'indemnisation en date du 15 octobre 2021 par lequel Monsieur Emmanuel Bonnefond, représentant de l'EARL Bonnefond et fils, identifié au SIRET sous le n°44320538000019, dont le siège social est chemin de la Roubine à Vic la Gardiole (34110), locataire, s'engage à signer l'acte de résiliation du bail dont il est titulaire pour un montant d'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive de 45 499 €, correspondant uniquement aux parcelles vendues par le GFA BONNEFOND et données à bail par lui à l'EARL BONNEFOND et Fils, majoré d'un montant de 77 508 € TTC correspondant au montant des travaux de déplacement du réseau d'irrigation rendu nécessaire par les travaux d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson ;
- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 15 octobre 2021 actualisé sur les parcelles AE n°4 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, sises commune de Lattes;
- **CONSIDERANT** que le GFA BONNEFOND n'est propriétaire que des 1/8ème de la propriété de la parcelle AE n°5 sise commune de Lattes et que par conséquent, il ne peut la mettre en location seul à l'EARL BONNEFOND et Fils,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'abroger les décisions MD 2021-249 et MD 2021-662, prévoyant notamment l'indemnisation de l'EARL BONNEFOND et Fils pour l'exploitation d'une emprise sur la parcelle AE n°5, sise commune de Lattes, dans le cadre de son acquisition auprès du GFA BONNEFOND,

- CONSIDERANT la nécessité d'indemniser l'EARL BONNEFOND et Fils les parcelles cadastrées AE n°4partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, sises commune de Lattes pour libérer les parcelles pour la mise en oeuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Les décisions MD2021-249, en date du 22 mars 2021 et MD2021-662 en date du 27 août 2021, qui la modifie, sont abrogées.

ARTICLE 2 : Un protocole d'indemnisation fixant le montant de l'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive est signé entre l'EARL Bonnefond et fils, représentée par Monsieur Emmanuel Bonnefond, identifié au SIRET sous le n°44320538000019, dont le siège social est chemin de la Roubine à Vic la Gardiole (34110) pour les parcelles cadastrées AE n°4, 6, 8 et 12, sises commune de Lattes, qu'il exploite, d'une superficie respective de 2488 m², 2 538 m², 1 087 m² et 6 576 m² en nature de terres agricoles maraîchères.

ARTICLE 3 : Le montant de l'indemnité d'éviction forfaitaire est de 45 499 € (quarante cinq mille quatre cent quatre-vingt dix-neuf euros) majoré d'une indemnité complémentaire de 77 508 € TTC (soixante dix-sept mille cinq cent huit euros) correspondant aux devis pour le déplacement du réseau d'irrigation rendu nécessaire par l'acquisition de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PRO-ind V2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision modificative de la décision
MD2021-386 relative à un groupement de
commandes avec le Syndicat Hérault
Energies pour la création et la mise en
place d'infrastructures de charge pour les
véhicules électriques et hybrides sur les
bâtiments et infrastructures de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, dans le domaine de l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du patrimoine,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes ainsi que toute modification à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- **VU** la décision n° 2021-386 du 22 avril 2021 relative à la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes avec le Syndicat Hérault Energies pour la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sur les domaines privés de Montpellier Méditerranée Métropole

CONSIDERANT : Les dispositifs de la Loi relative à la Transition Energétique Pour la Croissance Verte (LEPCV) et de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) en vue de réduire l'impact des transports sur l'environnement et opérer une transition vers une mobilité durable, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ont obligation de s'engager dans le développement de la mobilité électrique,

CONSIDERANT : Que plusieurs collectivités dont Montpellier Méditerranée Métropole ont demandé au Syndicat Hérault Energies (SHE) de les accompagner pour le déploiement de bornes de recharge sur leur patrimoine,

CONSIDERANT : Que qu'afin de répondre à ces demandes, le SHE propose, en tant que coordonnateur, la constitution d'un groupement de commandes pour la mise en œuvre d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sur leur patrimoine par des collectivités et leurs établissements publics et que dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a signé le 20 mai 2021 une convention constitutive de groupement de commandes avec le Syndicat Hérault Energies ;

CONSIDERANT : Cependant qu'une réévaluation conséquente des besoins concernant Montpellier Méditerranée Métropole nécessite de modifier la décision n° MD 2021-386 du 22 avril 2021 par la présente décision afin de changer le montant pour la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires sur les domaines privés de l'EPCI , le montant étant estimé à 2 000 000 € HT pour une durée de 24 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la décision n° MD 2021-386 du 22 avril 2021 qui autorise la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de commandes établi conformément à l'acte constitutif annexé (convention) permettant l'accès aux marchés et accords-cadres en découlant.

ARTICLE 2 : La participation de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des frais de fonctionnement est de 1 000€ TTC. Le montant pour la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires sur le patrimoine de l'EPCI est estimé à 2 000 000 € HT pour une durée de 24 mois.

ARTICLE 3: Les crédits seront inscrits dans la planification pluriannuelle d'investissement spécifique pour la période 2022-2025.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIE



Publiée le : 06 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

.. CONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AB 631 - Propriété de Monsieur
AGUILAR - Boulevard des Moures -
Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur AGUILAR sur les termes de la négociation en date du 19 octobre 2021 ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle AB 631, déjà aménagée en voirie, située boulevard des Moures sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Claude AGUILAR domicilié au 521 boulevard Carrières Pèlerines à Villeneuve-lès-Maguelone, la parcelle cadastrée AB 631 d'une superficie de 31 m², située boulevard des Moures à Villeneuve-lès-Maguelone, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature de la
convention pour un accompagnement dans
le cadre du programme Innovations
Territoriales et Logistique Urbaine
Durable (InTerLUD) - autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives.

CONSIDERANT

- Que la mise en place de la Zone à Faible Emission en 2022 sur une partie du territoire de la Métropole pour abaisser la pollution liée aux automobiles et aux camions, va fortement concerner les professionnels, et en particulier les transporteurs et logisticiens ; et que ceux-ci ont besoin d'être accompagnés ;

- Que la Métropole souhaite mettre en œuvre une feuille de route à horizon 2025 en matière de logistique urbaine et évaluer la pertinence de cette politique publique ;
- L'arrêté en date du 27 février 2020, modifié le 27 juillet 2020, du Ministre de la Transition écologique, mettant en place le programme Innovations Territoriales et Logistique Urbaine Durable et désignant la société Rozo et Logistic Low Carbon en qualité de porteurs du programme InTerLUD, en partenariat avec le Cerema et l'ADEME ;
- Que ce programme permettra à Méditerranée Montpellier Métropole de bénéficier de l'expertise de ces partenaires et d'un financement à hauteur de 30 000€ pour mener des études et des actions d'accompagnement.



DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention relative à un accompagnement dans le cadre du programme Innovations Territoriales et Logistique Urbaine Durable (InTerLUD) avec la société Rozo et le CEREMA.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses et la recette seront imputées sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 22 NOV. 2021
Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente de deux
parcelles au profit des époux Perrineau -
rue de la Frigoule - Commune de JACOU**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celles de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la décision n° MD 2021 – 869 en date du 9 septembre 2021, relative à la désaffectation et au déclassement de deux emprises d'une superficie totale de 41 m² non cadastrées sur la commune de Jacou ;
- VU l'estimation de France domaine, références : 2021 – 34120 – 36570 en date du 27 juillet 2021,
- **CONSIDERANT** que ces deux emprises nouvellement cadastrées AO 636 de 23 m² et AO 637 de 18 m², ne présentent aucun intérêt public ;
- **CONSIDERANT** que les époux Perrineau, riverains directs de ces deux parcelles, acceptent d'acquérir ces deux emprises déclassées du domaine public pour agrandir leur jardin ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à Monsieur et Madame Perrineau les deux parcelles nouvellement cadastrées AO 636 et AO 637 pour une superficie totale de 41 m², situées rue de la Frigoule sur la commune de Jacou.

ARTICLE 2 : Le cession est consentie aux prix de 55 € /m², soit un montant total de 2 255 € pour 41m², compatible avec l'estimation de France Domaine.

ARTICLE 3 : La recette correspondante sera affectée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 07 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'une
tondeuse autoportée économiquement non
réparable de marque Gianni Ferrari
immatriculée EF-068-YP

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une tondeuse autoportée économiquement irréparable de marque Gianni Ferrari immatriculée EF-068-YP ;
- que ladite tondeuse provient d'un transfert de matériels de la Commune de Saint-Brès (34 670) suite au transfert de la compétence Voirie à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que la Commune de Saint-Brès a sollicité la Métropole pour récupérer ce matériel en faisant son affaire des réparations ;

- que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et matériel, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une tondeuse autoportée économiquement non réparable et qu'il convient de la céder à l'Euro symbolique compte tenu de l'origine du matériel et de son état général.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Commune de Saint-Brès une tondeuse autoportée économiquement non réparable de marque Gianni Ferrari immatriculé EF-068-YP.

ARTICLE 2 : Le prix de cession est fixé à l'Euro symbolique.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 NOV. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 NOV. 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°21MA04248 CAA - Société Orange"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- La Décision du Conseil d'Etat du 22 octobre 2021 :
 - * annulant l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille n°18MA03226 du 24 décembre 2020 qui a rejeté l'appel formé par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1603853 du 31 mai 2018 qui a annulé les titres exécutoires des 12 décembre 2014 et 11 décembre 2015 émis au titre d'occupations temporaires du domaine public,

- * renvoyant l'affaire devant cette même Cour Administrative d'Appel
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre la Société Orange dans l'instance n°21MA04248 ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2105532-8 TA - Abdelhamed AMEUR"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- La requête n°2105532-8 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 octobre 2021 par Monsieur Abdelhamed AMEUR tendant à la désignation d'un expert judiciaire suite à une chute dont il a été victime sur la voie publique sise rue Lantisargues à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105532-8 par Monsieur Abdelhamed AMEUR ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats « PHELIP » ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle DV 630 - avenue des Près d'Arènes
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de la SCCV Parc des Arènes pour céder à l'euro symbolique, la parcelle cadastrée DV 630 d'une emprise de 11 m², située avenue des Près d'Arènes sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette parcelle permettant l'élargissement du trottoir avenue des Près d'Arènes à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCCV Parc des Arènes, la parcelle cadastrée DV 630 d'une emprise de 11 m², permettant l'élargissement du trottoir avenue des Près d'Arènes sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement. Le terrain acquis sera intégré au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
partenariat avec la commune de
Villeneuve-lès-Maguelone pour la mise à
disposition d'espaces au Centre Culturel
Béranger de Frédol et l'autorisation
d'occupation du domaine public communal
- Réseau des médiathèques de Montpellier
Méditerranée Métropole - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;

VU la délibération M2021-194 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole

VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine Historique,

VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric, Vice-Président à la Culture et au Patrimoine Historique,

CONSIDERANT

- La volonté commune de Villeneuve-lès-Maguelone et de Montpellier Méditerranée Métropole de développer la coopération entre les équipements municipaux et le réseau métropolitain des médiathèques,
- que la médiathèque George Sand, d'intérêt métropolitain, est située au sein du Centre Culturel municipal Bérenger de Fré dol à Villeneuve-lès-Maguelone,
- Le souhait du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole de pouvoir bénéficier de la mise à disposition d'espaces du Centre culturel municipal Bérenger de Fré dol pour l'organisation de certaines manifestations de la programmation culturelle de la médiathèque George Sand, ainsi que l'autorisation d'occupation du domaine public communal pour l'organisation de la manifestation « Partir en livre, la grande fête du livre jeunesse ».

DECIDE

ARTICLE 1 : La commune de Villeneuve-lès-Maguelone met à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole certains espaces du Centre Culturel Bérenger de Fré dol (salle polyvalente Sophie Desmarets et ses annexes, théâtre J. Savary, hall d'accueil, galerie d'exposition, salles de réunion) afin qu'y soient accueillies certaines manifestations de la programmation culturelle de la médiathèque George Sand.

ARTICLE 2 : La mise à disposition sera établie selon les besoins de la médiathèque George Sand, en fonction du calendrier des réservations et après étude de la qualité du projet par l'équipe du Centre Culturel Bérenger de Fré dol, pour un ou plusieurs des espaces sus nommés.

ARTICLE 3 : La commune de Villeneuve-lès-Maguelone autorise l'occupation du domaine public communal dans le cadre de la manifestation « Partir en livre, la grande fête du livre jeunesse », organisée par le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, dans les lieux définis comme suit : Grand Jardin, plage du Pilou, parvis de l'Hôtel de Ville, Square Berthès.

ARTICLE 4 : La mise à disposition d'espaces du Centre Culturel Bérenger de Fré dol et l'autorisation d'occupation du domaine public communal sont consenties à titre gracieux compte tenu de l'intérêt général constitué par ces manifestations.

ARTICLE 5 : La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable quatre fois pour la même durée par tacite reconduction.

ARTICLE 6 : Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la convention visée par l'article 3, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/12/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSQ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION 3M - VLM 2022 - 2026 SIGNEE PAR VLM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "requête
n°2105076-3 et n°2105078-3 TA -
Ressources humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- La requête n°2105076-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 septembre 2021 par Madame Djamil BENATTOU sollicitant l'annulation de la décision du 28 juillet 2021 la plaçant en disponibilité d'office pour raison de santé ;

- La requête n°2105078-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 septembre 2021 par Madame Djamila BENATTOU sollicitant l'annulation de la décision du 14 décembre 2020 la plaçant en congé de maladie non imputable au service à compter 28 avril 2018 et fixant une date de consolidation au 27 avril 2018 ;

- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

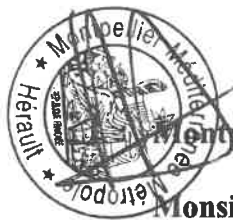
DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2105076-3 et n°2105078-3 par Madame Djamila BENATTOU ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M0D0085DM
Fournitures, pose et maintenance
d'équipements de signalisation
directionnelle**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération n°M2020-96 du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président,
- VU l'arrêté n°MAR2020-0295 du 10 août 2020 donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDERANT

- Que dans le cadre de la mise en place et la gestion de la signalisation directionnelle, il est nécessaire de confier à des entreprises spécialisées la fourniture, la pose et la maintenance d'équipements de signalisation directionnelle.
- Qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.
- Que cet accord-cadre est décomposé en deux lots :
 - Lot 1 : Fourniture et pose de signalisation directionnelle
 - Lot 2 : Entretien et maintenance de la signalisation directionnelle
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
 - Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif (40%)
- Que la commission d'appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole dans sa séance du 21 octobre 2021 a attribué le marché M0D0085DM « Fourniture, pose et maintenance d'équipements de signalisation directionnelle » aux sociétés :
 - Lot 1 : SUD OUEST SIGNALISATION avec les sous-traitants déclarés DELTA TP SERVICE et AXIMUM (15 avenue de la Pelatié, Zone ECO2 Rieumas 81150 MARSSAC).
 - Lot 2 : AXIMUM – Etablissement Montpellier – (Z.I du Salaison, 340 avenue des Bigos – BP 90008 – 34741 VENDARGUES CEDEX).

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché M0D0085DM « Fourniture, pose et maintenance de signalisation directionnelle aux sociétés :

- Lot 1 : SUD OUEST SIGNALISATION avec les sous-traitant déclarés DELTA TP SERVICE et AXIMUM
- Lot 2 : AXIMUM

ARTICLE 2 : il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum avec maximum et un opérateur économique :

- Lot 1 seuil maximum : 2 120 000,00€ HT pour la période initiale et chaque période de reconduction.
- Lot 2 seuil maximum : 1 000 000,00€ HT pour la période initiale et chaque période de reconduction.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHET



Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2105103-5 TA - Zoubir MESLI"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- La requête n°2105103-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 septembre 2021 par Monsieur Zoubir MESLI contre l'arrêt préfectoral n° 2021-I-931 du 29 juillet 2021 portant modification de la déclaration d'utilité publique du projet de la ligne n°5 du tramway et emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

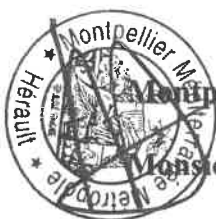
DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105103-5 le 29 septembre 2021 par Monsieur Zoubir MESLI ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Assignment
Tribunal Judiciaire - Consorts BEDOS-
MENICHETTI"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- L'Assignment devant le Tribunal Judiciaire à la demande des consorts BEDOS-MENICHETTI tendant à dire que le chemin partant rue de Salaison et aboutissant en impasse devant leur maison située sur les parcelles cadastrées AW 27 et 28 sises sur la commune de Castelnau le Lez est une voie privée ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Judiciaire de Montpellier suite au dépôt de la requête des consorts BEDOS MENICHETTI ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 21 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°2 au
marché 3712MG15 Acquisition, livraison
et maintenance de photocopieurs

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU le marché n° 3712MG15 Acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs notifié le 10 novembre 2015 à la société Canon Fac-Simile Grand sud, sise Le Millénaire, 550 rue Alfred Nobel à Montpellier ;

-VU l'avenant n° 1 au marché n°3712MG15 notifié le 04 mars 2016 relatif à une modification du Cahier des charges et l'ajout d'une ligne au BPU afin d'être en mesure de commander un produit supplémentaire ;

CONSIDERANT:

- Que le nombre d'impressions couleurs directement sur les copieurs a augmenté d'une manière conséquente notamment en raison de l'impression des entêtes couleurs sur le papier ;

-Qu'en conséquence, il est nécessaire de signer un avenant n°2 avec le titulaire du marché afin d'augmenter le montant initial de l'accord-cadre pour un montant équivalent à 10% de son montant HT, soit 15 200 euros HT.

-Que le nouveau montant du marché est porté à 162 200€ HT soit 200 640€ TTC (TVA 20%) ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : de signer un avenant n°2 au marché Acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs avec le titulaire, la société Canon Fac-Simile Grand sud afin d'augmenter le marché initial du marché de 10% de son montant initial en raison de l'augmentation du nombre d'impressions couleurs.

ARTICLE 2 : de dire que l'Avenant n°2 a une incidence financière sur le montant du marché public en, le nouveau montant du marché est de 162 200 € HT soit 200 640 € TTC (TVA 20%).

ARTICLE 3 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'Avenant n°2 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

22 NOV. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 24 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 NOV. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2103999-4 TA - AYAD Fatiha"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- La requête n°2103999-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 juillet 2021 par Madame AYAD Fatiha tendant à obtenir réparation pur préjudice subi consécutivement à une chute dont elle a été victime le 21 septembre 2017 sur le trottoir au 131 avenue de Lodève à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103999-4 par Madame Fatiha AYAD ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au contrat d'assurance
Déplacements professionnels - AIG
n°4900912- Avenant de modification des
conditions particulières**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du patrimoine »;

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est souscripteur d'une police d'assurance Individuelle accident – déplacements professionnels depuis 2001,
- que la compagnie d'assurance AIG a mis à jour ses conditions générales Group plus Déplacements Professionnels 03/2021 ayant pour objet de faire bénéficier les assurés des garanties indiquées au cours des déplacements professionnels exclusivement à l'étranger effectués pour le compte du souscripteur dans le monde entier,

- que le cabinet de courtage AON France a établi une proposition sans incidence tarifaire pour Montpellier Méditerranée Métropole avec un texte actualisé sur la base de ces conditions générales,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des conditions particulières du contrat n°4 9000 912 de la compagnie d'assurances AIG.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 920.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conditions particulières
- Conditions générales

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la constitution d'un
groupement de commandes publiques
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier pour la passation
d'un marché de prestations d'hébergement,
développements, maintenance et
accompagnement sur les logiciels libres**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n°M2021-194 en date du 29 mars 2021 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président du Conseil de Métropole, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature de conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes les modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique et numérique » ;

CONSIDÉRANT :

- la volonté de rationaliser les achats, de pouvoir réaliser des économies d'échelle et d'effectuer des achats performants, enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes conformément au droit de la Commande Publique ;
- le souhait de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de Prestations d'hébergement, développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres « W.C.S », « COMBO », « CHRONO », « AUTHENTIC », « PASSERELLE », « BI-JOE », « HOBO ».

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de groupement de commandes est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, relative à la passation d'un marché de prestations d'hébergement, développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 2 : Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention citée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 NOV. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 29 NOV. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M0D0046EP - RM5 commune de
Cournonsec - Lot 2 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2021-354 du 21 avril 2021 relative à l'attribution du marché n°M0D0046EP – RM5 Cournonsec - Recalibrage chaussée, construction Ouvrage d'Art et création piste cyclable - Lot 2 : Ouvrage d'Art à l'entreprise GTM-GC.

Considérant :

- que la recalibrage de la chaussée sur la RM5 à Cournonsec est nécessaire ;
- qu'une seconde étude est nécessaire pour palier à des problèmes techniques.
- que le montant initial du marché a été augmenté ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n° M0D0046EP – Lot 2 - Recalibrage chaussée, construction Ouvrage d'Art et création piste cyclable avec incidence financière à Cournonsec. Le montant initial du marché était de 380 874.25 € HT. Le montant de l'avenant est de 16 213.67 € HT. Le montant du marché après avenant est de 397 087.92 € HT, soit une augmentation de 4.26 %.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 02 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 02 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT
- ANNEXE AVENANT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation précaire entre Montpellier
Méditerranée Métropole et le CASSC des
agents de la Métropole - Salle de
convivialité bâtiment Junon**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **CONSIDERANT**
 - que le Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle (CASSC) du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin de pouvoir utiliser du 23 au 23 novembre 2021 une partie de la salle de Convivialité située en rez-de-chaussée de l'immeuble Junon, propriété de la Métropole, cadastré HI 279, Place Zeus à Montpellier ;
 - que le local sera utilisé par le CASSC dans le cadre d'une opération d'intérêt général visant à sensibiliser les agents sur l'utilisation des tasses plutôt que des gobelets plastiques ou jetables ;

- qu'il sera distribué aux Agents à cette occasion des mugs portant le logo de la Métropole via la Direction de la Propreté et Valorisation des Déchets (DPVD) ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec le CASSC des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, sis 50 place Zeus à Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation précaire porte sur une partie de la salle de Convivialité située en rez-de-chaussée de l'immeuble Junon, propriété de la Métropole, cadastré HI 279, Place Zeus à Montpellier.

ARTICLE 3 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de deux jours, du 22 au 23 novembre 2021.

ARTICLE 4 : En raison de l'objet de l'opération menée par le CASSC, la convention d'occupation précaire est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 NOV. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 NOV. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CASSC convivialité..doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
Icemed - locaux au 515 rue A. Nobel à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de ses missions de développement économique et de développement de la filière santé et médicale, Montpellier Méditerranée Métropole loue depuis un contrat en date du

17/02/2021 des locaux situés au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier à la société ICEMED, dont le siège social est situé 55 impasse Mac Gaffey à Montpellier ;

- qu'afin d'élargir son activité, la société ICEMED a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour obtenir des espaces supplémentaires à des fins de stockage dans le même bâtiment ;

- qu'il convient de signer un avenant n°1 au contrat initial pour ajouter à la location un nouvel espace de stockage d'une surface d'environ 46,60 m² pour un tarif de base de 65 euros HT/m²/an ainsi qu'un espace « aveugle » de 13,30m² qui jouxte le nouvel espace loué ;

- que l'avenant n°1 modifie l'article 2 « Désignation » et l'article 5 « Loyer » du contrat initial, étant précisé que l'espace « aveugle » supplémentaire d'environ 13,30m², en raison de sa disposition, est loué à titre gracieux ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la société ICEMED signent un avenant n°1 au contrat de location du 17/02/2021 concernant les locaux loués au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article 2 « Désignation » du contrat initial en ajoutant un espace supplémentaire pour le stockage d'environ 46,60 m² ainsi qu'un espace « aveugle » d'environ 13,30 m².

ARTICLE 3 : L'avenant n°1 modifie l'article 5 « Loyer » du contrat initial : le nouveau loyer annuel est de 7 652,80 euros HT, (T.V.A. au taux de 20% en vigueur en sus), soit un total de 9 183,36 euros TTC par an.

ARTICLE 4 : Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

ARTICLE 5 : L'avenant n°1 prendra effet à compter de sa signature.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 NOV. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDOUIN



Publiée le : 22 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1 au contrat Icemed 2021-2023.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à avenant n°1 à la
convention de transfert de MAITRISE
D'OUVRAGE pour la réalisation de la voie
verte V70 entre les communes de Saint-
Geniès-des-Mourgues, Entre-Vignes et
Boisseron**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de la « Voirie et de l'Espace Public » ;
- VU la convention du 29/08/2019 entre le Département et la Métropole donnant accord pour la création d'une voie verte empruntant la plate-forme de l'ancienne voie ferrée entre Saint-Geniès-des-Mourgues (depuis la RD 54) et Boisseron (au niveau de l'ancienne gare) ;

CONSIDÉRANT :

- que le marché de réhabilitation des ouvrages d'art sur la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues (secteur Métropole) a été notifié le 25/02/2021 pour un montant de 209 965,40 € HT ;
- Que l'emprise du projet a été prolongée de 150 mètres linéaires jusqu'à l'ancienne gare de Saint-Geniès-des-Mourgues, générant ainsi l'aménagement de la traversée de la RD54, la réhabilitation d'un ouvrage d'art supplémentaire et le raccordement sur l'aire de stationnement attenante à l'ancienne gare ;
- que ce projet bénéficie d'une participation financière de l'Etat et de la Région à hauteur de 104 166,00 € HT chacune (pour un total de 208 332,00 € HT), au titre du CPER 2015-2020 attribuée le 14 décembre 2018 ;
- que l'article 6.3 de la convention faisant référence à la répartition financière entre les parties est en contradiction avec l'annexe 2 qui y est associée. Afin de régulariser les modalités de répartition des coûts, il convient d'effectuer un avenant à la convention de partenariat entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le présent avenant afin de réajuster et simplifier la part des participations financières de chaque territoire à hauteur des montants réellement constatés.

ARTICLE 2 : D'approuver l'article 6.3 de la convention susvisée modifié

ARTICLE 3 : D'approuver l'Annexe 2 de la convention susvisée modifiée

ARTICLE 4 : Dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer l'avenant de la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 02 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 02 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Avenant 1 Convention V70

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition aux
consorts DURAND de la parcelle cadastrée
SD 49 située avenue du Mondial 98 à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la promesse unilatérale de vente signée le 1^{er} novembre 2021 par les consorts Durand de céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée SD 49 d'une superficie de 52 m² située avenue du Mondial 98 à Montpellier, au prix de 520 € ;

CONSIDERANT :

- qu'à l'occasion des études foncières sur le secteur Port Marianne pour les travaux des abords du futur collège Port Marianne, il est apparu que la parcelle cadastrée SD 49 était incluse à l'avenue du Mondial 98, il est donc nécessaire de régulariser cette situation foncière.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts Durand la parcelle cadastrée SD 49 d'une superficie de 52 m² située avenue du Mondial 98 à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu au prix de 520 € (cinq cent vingt euros) majoré des frais d'actes notariés à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique constatant l'acquisition du bien visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 07 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan
- promesse unilatérale de vente

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
Assistance foncière n°8.824.010 dans le
cadre du projet de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

CONSIDERANT

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure négociée européenne en application des articles 144.I.1, 165 et 166 du Code des marchés publics portant sur les services d'assistance foncière n°8.824.010 dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;
- la délibération n°11259 du 28 novembre 2012 portant sur l'attribution du marché au groupement SETIS (mandataire) / SCET s'agissant d'un accord cadre à bons de commande pour un montant minimum de 400 000 € HT et un montant maximum de 1 800 000 € HT pour une durée de 7 ans, soit jusqu'au 25/01/2020 ;
- la décision n°MD2019-333 du 6 mai 2019 portant sur la signature d'un avenant n°1 ayant pour objet de prolonger la durée du marché de 7 ans (soit jusqu'au 25/01/2027) et de modifier le bordereau des prix unitaires pour intégrer des prix nouveaux ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°2 ayant pour objet de prendre en compte le transfert des droits et obligations du co-traitant SCET au mandataire SETIS.

ARTICLE 2 : L'avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n2_Marché assist foncière 8 824

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre
graphique de François-Xavier Fabre
(1766-1837), Sainte Famille (recto) et
Archer (verso)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Monsieur Claude CAZES, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre graphique de François-Xavier Fabre (1766-1837), *Sainte Famille* (recto) et *Archer* (verso), stylo, encre et aquarelle brune sur papier, 22,5 x 17,8 cm d'une valeur de 2 816 € (Deux-mille-huit-cent-seize euros) ;
- que cette œuvre graphique a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition du 5 octobre 2021 ;

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Monsieur Claude CAZES, d'une œuvre graphique de François-Xavier Fabre (1766-1837), *Sainte Famille* (recto) et *Archer* (verso), stylo, encre et aquarelle brune sur papier, 22,5 x 17,8 cm d'une valeur de 2 816 € (Deux-mille-huit-cent-seize euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre graphique sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/12/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSON



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de don Fondation d'Entreprise.pdf
- Visuel fabre recto verso.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre de dix lettres
autographes du peintre montpelliérain
Frédéric Bazille (1841-1870)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Monsieur Claude CAZES, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole dix lettres autographes du peintre montpelliérain Frédéric Bazille (1841-1870) d'une valeur globale de 15 275 € (quinze mille deux cent soixante-quinze euros) ;

- que ce don a reçu l'avis favorable de la Délégation permanente de la Commission scientifique régionale d'acquisition d'Occitanie du 16 juin 2021 ;

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliérêt 34000 Montpellier, représentée par son Président Monsieur Claude CAZES, de dix lettres autographes du peintre montpelliérain Frédéric Bazille (1841-1870) d'une valeur globale de 15 275 € (quinze mille deux cent soixante-quinze euros) ;

ARTICLE 2 : Ce don sera conservé au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

7/12/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSON



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre.pdf
- Convention de donation lettres Bazille Fondation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M9D0117DS - Réhabilitation et mise aux
normes accessibilité du Palais des Sports
René-Bougnol - Lots n° 1, 3 et 5 - Avenants

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU le code de la commande publique,
- VU la décision n° MD2020-019 en date du 11 février 2020, attribuant les lots n° 1 à 5 du marché M9D0117DS « Réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des Sports René Bougnol » :

- le lot n° 1 « V.R.D. » au groupement EIFFAGE TP (mandataire) / RCR DECO SUD (co-traitant), pour un montant de 309 823,17 € H.T (base) ;
- le lot n° 2 « Démolition, structures et enveloppe métallique » à la société DARVER, pour un montant de 1 048 143,12 € H.T (base + variantes exigées supplémentaires 1 et 2) ;
- le lot n° 3 « Faux-plafonds – Agencement intérieur » au groupement FPI (mandataire) / MENUISERIE CARDONNET (co-traitant), pour un montant de 225 002,68 € H.T (base) ;
- le lot n° 4 « Électricité » à la société INEO, pour un montant de 86 335,02 € H.T (base + variante exigée supplémentaire 1) ;
- le lot n° 5 « Plomberie CVC » à la société ENGIE AXIMA, pour un montant de 191 123,31 € H.T. (base),

- VU la décision n° MD2021-746 en date du 28 juillet 2021, autorisant la signature d'un avenant n° 1 au lot n° 1 « V.R.D. » rectifiant les coordonnées bancaires des sociétés du groupement EIFFAGE TP / RCR DECO SUD, et d'un avenant n° 2 au lot n° 1 « V.R.D. » portant le nouveau montant du marché à 312 592,17 € H.T.,

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de l'exécution du marché n° M9D0117DS – lot n° 1 relatif aux travaux de « V.R.D. » pour la réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des sports René-Bougnol, il convient d'intégrer des travaux supplémentaires suite au dépôt du permis de construire modificatif,
- que dans le cadre de l'exécution du marché n° M9D0117DS – lot n° 3 relatif aux travaux de « Faux-plafonds – Agencement intérieur » pour la réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des sports René-Bougnol, il convient d'intégrer des travaux supplémentaires intervenus pendant l'exécution du marché,
- que dans le cadre de l'exécution du marché n° M9D0117DS – lot n° 5 relatif aux travaux de « Plomberie CVC » pour la réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des sports René-Bougnol, il convient d'intégrer des travaux supplémentaires intervenus pendant l'exécution du marché,
- que l'avenant n°3 au lot n°1, les avenants n° 1 aux lots n° 3 et n° 5 ainsi rédigés présentent une incidence financière limitée et ne bouleversent donc pas l'économie générale des marchés, conformément à l'article R. 2194-8 du code de la commande publique,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°3 au lot n° 1 « V.R.D. » du marché n° M9D0117DS, avec le groupement EIFFAGE TP (mandataire) / RCR DECO SUD (co-traitant), d'un montant de 23 249,71 € H.T. portant ainsi le nouveau montant du marché à 335 841,88 € H.T., soit un écart introduit de 7,44 % par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 1 au lot n° 3 « Faux-plafonds – Agencement intérieur » du marché n° M9D0117DS, avec le groupement FPI (mandataire) / MENUISERIE CARDONNET (co-traitant), d'un montant de 10 599,00 € H.T. portant ainsi le nouveau montant du marché à 235 601,68 € H.T., soit un écart introduit de 4,71 % par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 3 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 1 au lot n° 5 « Plomberie CVC » du marché n° M9D0117DS, avec la société ENGIE AXIMA, d'un montant de 19 236,24 € H.T. portant ainsi le nouveau montant du marché à 210 359,55 € H.T., soit un écart introduit de 10,06 % par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 4 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAË



Publiée le : 13 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0117DS - L1 - AV3 v02.docx
- M9D0117DS - L3 - AV1 v02.docx
- M9D0117DS - L5 - AV1 v02.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0140EP
de maintenance et d'entretien des
installations d'éclairage public de la
Métropole - Avenants de transfert de
CITELUM SA à CITELUM France - Lots
1, 3 et 5 - Autorisations de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de la « Voirie et de l'Espace Public » ;

- VU la décision n°2020-1002 attribuant les lots 1, 3 et 5 du marché M9D0140EP d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public de la Métropole, marché conclu sans montants minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois, à CITEUM :

- Lot 1 Pôle Plaine Ouest
- Lot 3 Pôle Vallée du Lez
- Lot 5 Pôle Littoral

CONSIDERANT :

- que CITEUM SA et sa filiale CITEUM France ont décidé de procéder à une opération de cession d'activité de CITEUM SA à CITEUM France, lors des assemblées générales des deux sociétés qui se sont tenues respectivement les 22 et 20 juillet 2021 ;

- que ces modifications interviennent dans le cadre d'une restructuration de CITEUM SA au sein du groupe EDF. A l'issue de cette opération de restructuration, la société EDF, maison-mère de CITEUM SA, demeurera la maison-mère de CITEUM France - Tour Pacific - 11-13 Cours Valmy 92977 Paris La Défense ;

- qu'un avenant de transfert est nécessaire pour acter le transfert du marché de CITEUM SA à CITEUM France à compter du 31 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants de transfert au marché n°M9D0140EP d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public de la Métropole avec CITEUM :

- Lot 1 Pôle Plaine Ouest
- Lot 3 Pôle Vallée du Lez
- Lot 5 Pôle Littoral

Les Avenants sont sans incidence financière.

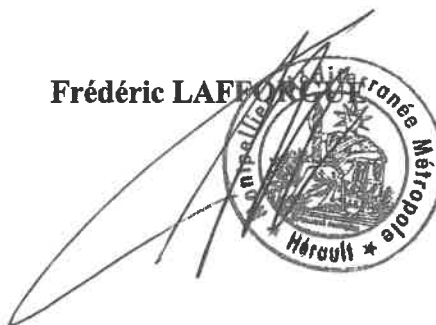
ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORE



Publiée le : 24 NOV. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 NOV. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt lot 1
- avt Lot 3
- avt lot 5

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des
marchés ' Ouvrages d'arts de
franchissement de la Valette (OA9), de la
Lironde (OA10) et du Lez (OA11)
8M452/453 ' dans le cadre de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

CONSIDERANT

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur la réalisation des ouvrages d'arts de franchissement de la Valette (OA9), de la Lironde (OA10) et du Lez (OA11) (marché OT 8.452/453) dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
45% au regard de la valeur technique de l'offre, 40% pour le prix des prestations et 15% sur l'optimisation du calendrier d'exécution,
- qu'après analyse , les offres des entreprises ci-dessous sont conformes aux attentes,
Lot 1 : Ouvrage d'art de franchissement de la Valette (OA9) et de la Lironde (OA10) : avec le groupement BOUYGUES TP (mandataire) / SPIE BATIGNOLLES FONDATIONS sise à Aix en Provence (13)
Lot 2 : Ouvrage d'art de franchissement du Lez (OA11) : avec le groupement EIFFAGE GC (mandataire) / BERTHOLD sise à Castelnau le Lez (34)
- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 4 novembre 2021 a désigné les attributaires ;

DECIDE

ARTICLE 1 : les lots du marché n°8.452 / 8.453 relatif aux ouvrages d'arts de franchissement de la Valette (OA9), de la Lironde (OA10) et du Lez (OA11) dans le cadre de la ligne 5 de tramway sont attribués aux entreprises suivantes :

Lot 1 : Ouvrage d'art de franchissement de la Valette (OA9) et de la Lironde (OA10) : au groupement BOUYGUES TP (mandataire) / SPIE BATIGNOLLES FONDATIONS avec son offre variante ;

Lot 2 : Ouvrage d'art de franchissement du Lez (OA11) : au groupement EIFFAGE GC (mandataire) / BERTHOLD avec son offre variante.

ARTICLE 2 : les lots du marché n°8.452 / 8.453 sont conclus :

Lot 1 : Ouvrage d'art de franchissement de la Valette (OA9) et de la Lironde (OA10) : pour un montant de 4 110 657,77 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif pour une durée de 416 jours calendaires (hors garantie de parfait achèvement)

Lot 2 : Ouvrage d'art de franchissement du Lez (OA11) : pour un montant de 3 199 077,63 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif pour une durée de 430 jours calendaires (hors garantie de parfait achèvement).

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



02 DEC. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

02 DEC. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Mobilités**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
"Construction d'un bassin d'orage Place
Voie Domitienne" n°8.451 dans le cadre de
la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

CONSIDERANT

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur les travaux de construction d'un bassin d'orage Place Voie Domitienne n°8.451 dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise RAZEL BEC sise à Saint Jean de Védas (34) est conforme aux attentes,
- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 4 novembre 2021 a désigné l'attributaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : le marché n°8.451 relatif aux travaux de construction d'un bassin d'orage Place Voie Domitienne dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise RAZEL BEC sise à Saint Jean de Védas (34) avec son offre de base.

ARTICLE 2 : le marché n°8.451 est conclu pour un montant de 2 992 835,50 € HT décomposé comme suit :

- 477 134,50 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif
 - 2 515 701,00 € HT résultant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- et pour une durée de 12 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification au titulaire.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



02 DEC. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des
marchés ' Services d'assurances
Responsabilité Civile (RC) et Tous Risques
Chantier (TRC) OT 8.84B/C ' dans le
cadre de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels,...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

CONSIDERANT

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur les services d'assurances Responsabilité Civile (RC) et Tous Risques Chantier (TRC) OT 8.84B/C dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
45% au regard de la valeur technique de l'offre, 35% pour le prix des prestations et 20% pour les modalités de gestion des sinistres,
- qu'après analyse, les offres des entreprises ci-dessous sont conformes aux attentes :
Lot 1 : Responsabilité Civile : avec le groupement GRAS SAVOYE (courtier) / MSIG sise à Marseille (13)
Lot 2 : Tous Risques Chantier : avec le groupement DIOT MEDITERRANEE (courtier) / ALBINGIA sise à Marseille (13)
- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 4 novembre 2021 a désigné les attributaires.

DECIDE

ARTICLE 1 : les lots du marché n°8.84B / 8.84C relatif aux services d'assurances Responsabilité Civile (RC) et Tous Risques Chantier (TRC) dans le cadre de la ligne 5 de tramway sont attribués aux entreprises suivantes :

Lot 1 : Responsabilité Civile : au groupement GRAS SAVOYE (courtier) / MSIG

Lot 2 : Tous Risques Chantier : au groupement DIOT MEDITERRANEE (courtier) / ALBINGIA.

ARTICLE 2 : les lots du marché n°8.84B / 8.84C sont conclus :

Lot 1 : Responsabilité Civile : avec une prime d'un montant de 194 060 € TTC et une franchise en dommages matériels / immatériels consécutifs de 10 000 € / sinistre (néant en corporel) pour la durée du marché, soit 4 ans

Lot 2 : Tous Risques Chantier : avec une prime d'un montant de 391 876,34 € correspondant à une LCI de 19,9M d'€ et une franchise de 50 000 €, pour la durée du marché, soit 4 ans.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



02 DEC. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
Travaux Feeders Lot 1 n°8.427.029 dans le
cadre de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord.
- VU la décision n°MD2020-299 du 13 mars 2020 portant sur l'attribution du marché au groupement EHTP (mandataire) / TTPR Services / SPIE BATIGNOLLES MALET pour un montant de 1 945 671,70 € HT,

CONSIDERANT

- Les travaux supplémentaires et modifications de programme intervenus en cours de travaux ,
- Les prix nouveaux provisoires ajoutés au BPU
- l'avis favorable de la Commission d'Appels d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 4 novembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'un avenant n°1 ayant pour objet des modifications du programme initial et la régularisation de prix nouveaux notifiés en cours de travaux d'un montant de 222 409,64 € HT portant ainsi le montant du marché à 2 168 081,34 € HT.

ARTICLE 2 : dire que la dépense sera imputée sur le budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 NOV. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1 signé EHTP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1B0069VD - Actions d'animations
auprès des élèves des écoles de Montpellier
Méditerranée Métropole afin de les
sensibiliser à la démarche de réduction des
déchets - Lots 1, 2, 3 et 4 - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la Politique zéro déchets.

CONSIDÉRANT :

- la volonté de passer un marché pour organiser des animations auprès des élèves des écoles de Montpellier Méditerranée afin de les sensibiliser à la démarche de réduction des déchets ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée, alloti en 4 lots, pour une durée de 12 mois pour chacun des 4 lots, sans minimum et avec un maximum estimé comme suit :
 - lot 1 : Animations « J'apprends à trier mes déchets » : maximum estimé 11 000 € HT
 - lot 2 : Animations « Je réduis mes déchets » : maximum estimé 9 000 € HT
 - Lot 3 : Animations « Comment composter mes biodéchets ? » : maximum estimé 8 000 € HT
 - lot 4 : Ateliers « Mon goûter zéro déchet (parents d'élèves) » : maximum estimé 12 000 € HT
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour chacun des 4 lots :
 - Valeur technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40%
- qu'après analyse du lot 1, l'Association APIEU Territoire de Montpellier –Mas de Costebelle, 842 rue de la Vieille Poste, 34000 Montpellier- présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- qu'après analyse du lot 2, l'Association APIEU Territoire de Montpellier –Mas de Costebelle, 842 rue de la Vieille Poste, 34000 Montpellier- présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- qu'après analyse du lot 3, l'Association APIEU Territoire de Montpellier –Mas de Costebelle, 842 rue de la Vieille Poste, 34000 Montpellier- présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- qu'après analyse du lot 4, l'Association APIEU Territoire de Montpellier –Mas de Costebelle, 842 rue de la Vieille Poste, 34000 Montpellier- présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1B0069VD, décomposé en 4 lots, comme suit :

- Lot 1 : Animations « J'apprends à trier mes déchets » à l'Association APIEU Territoire de Montpellier –Mas de Costebelle, 842 rue de la Vieille Poste, 34000 Montpellier-, pour un montant maximum de 11 000 € HT ;
- Lot 2 : Animations « Je réduis mes déchets » à l'Association APIEU Territoire de Montpellier –Mas de Costebelle, 842 rue de la Vieille Poste, 34000 Montpellier-, pour un montant maximum de 9 000 € HT ;
- Lot 3 : Animations « Comment composter mes déchets » à l'Association APIEU Territoire de Montpellier –Mas de Costebelle, 842 rue de la Vieille Poste, 34000 Montpellier-, pour un montant maximum de 8 000 € HT ;
- Lot 4 : Ateliers « Mon goûter zéro déchets » à l'Association APIEU Territoire de Montpellier –Mas de Costebelle, 842 rue de la Vieille Poste, 34000 Montpellier-, pour un montant maximum de 12 000 € HT.

La durée de chacun des 4 lots et de 12 mois à compter de la notification du lot concerné.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2021 et 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 02 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 02 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public conclue
avec la jeune entreprise SOWIT pour
l'occupation de locaux au sein du bâtiment
MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2021 au sein du bâtiment MIBI;
- VU la validation de la demande de location par le comité d'agrément en date du 4 octobre 2021;

CONSIDERANT :

- Que la jeune entreprise SOWIT a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI,
- Que l'activité de la jeune entreprise SOWIT répond aux critères exigés pour une installation au MIBI,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la jeune entreprise SOWIT pour la location du module B0.23 (22,00 m²) situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} décembre 2021 pour se terminer le 30 novembre 2024.

ARTICLE 3 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la jeune entreprise SOWIT pour la surface de 22,00 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 290,18 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 23 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°2 de l'Emprunt n°16277 de 115
millions d'euros auprès de la Société
Générale**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CLAVAT en qualité de Premier Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances, et des Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes » ;

- VU le projet d'avenant n°2 établi par la Société Générale et le contrat de prêt initial 16277 du 31 décembre 2005 ci-annexé,

- VU le règlement européen (UE) 2016/1011 encadrant la détermination des indices de référence (Benchmark Regulation dit « BMR »),

CONSIDERANT :

- que pour assurer le remplacement de l'EONIA ou ses dérivés stipulés aux termes du contrat par l'€STR + 0,085% (€STR Ajusté), il convient de conclure un avenant n°2 au contrat d'emprunt 16277 du 31 décembre 2005.

DECIDE

ARTICLE 1 : De signer un avenant n°2 auprès de la Société Générale, dont le siège est situé 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, au contrat d'emprunt 16277 du 31 décembre 2005 d'un montant total de 115 000 000 euros qui apporte les modifications suivantes :

- Substitution de l'EONIA et de ses dérivés au titre des indices de référence sur lesquels le Crédit peut être indexé par l'€STR ajusté soit €STR + 0,085% (articles 4 et 8 du contrat initial) ;
- Modification de l'article 10 « survenance de circonstances nouvelles » ;
- Intégration d'un article relatif à l'encadrement de la protection des données à caractère personnel afin de prévoir les conditions du traitement des données dans le respect de la réglementation applicable.

ARTICLE 2 : De consentir cet avenant n°2 avant le 1^{er} janvier 2022, date à laquelle les indices de référence devront respecter les nouvelles exigences européennes établies par la Banque Centrale Européenne dans son règlement européen (UE) 2016/1011 encadrant la détermination des indices de référence (Benchmark Regulation dit « BMR »).

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à l'avenant à la convention de financement ci-dessus, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans l'avenant et la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT N°2 - SG 20072 3M
- CONTRAT 16277 3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 -
Convention de mise à disposition de
l'infrastructure de communications
électroniques très haut débit entre
Montpellier Méditerranée Métropole et
Bouygues Télécom**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD, Vice-Présidente au Développement Économique et Numérique ;
- VU la délibération n°13991 en date du 21 juillet 2016 et autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;

- VU la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 1^{er} janvier 2017 au bénéfice du Bouygues Télécom ;

- VU la décision n°653 en date du 12 septembre 2017 autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec l'opérateur Bouygues Télécom.

CONSIDERANT :

- Que la stratégie commerciale de Bouygues Télécom a évolué et qu'une partie de ses activités sont assurées par de nouveaux opérateurs à savoir Nexloop France et Cityfast
- Que ces derniers se sont rapprochés de la Métropole afin d'établir une convention de mise à disposition propre à leurs besoins.
- Que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°2 à la convention de base.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec Bouygues Télécom.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 2 et ses annexes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété
CUADRADO DEPAULE - Villa - Parcelle
BT 11 - 2 rue du Pergasan - Commune de
Juvignac

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, Urbanisme opérationnel et Maîtrise foncière » ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Juvignac approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2012 ;
- VU la délibération du Conseil municipal de Juvignac du 16 octobre 2012 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Juvignac ;
- VU la décision du 8 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Commune de Juvignac par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n° MD23021-957 du 27 septembre 2021 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain à la Commune de Juvignac sur les parcelles BT 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15, rue du Pergasan et rue de Labournas ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 3 septembre 2021, envoyée par Maître Gilles GAYRAUD, notaire à Pignan, reçue en Mairie de Juvignac le 7 septembre 2021, concernant la vente par Monsieur Jean CUADRADO et Madame Marie-Louise DEPAULE, d'une villa avec terrain, située 2 rue du Pergasan à Juvignac, cadastrée section BT 11, au prix de 600 000 € ;
- VU le constat dressé le 10 novembre 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de France domaine du 10 novembre 2021 ;

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel ;
- que l'exceptionnelle richesse locale en matière scientifique façonne de longue date l'identité de Montpellier et contribue fortement à son attractivité et son développement économique. Sur le terreau d'un territoire historiquement tourné vers la médecine et la recherche, son écosystème dynamique s'est enrichi, générant des synergies entre les acteurs des trois filières d'excellence que sont la santé, l'agronomie / agroécologie et l'environnement. Composé d'un tissu dense de grands groupes et de TPE – PME, d'une offre de services, d'infrastructures technologiques et immobilières structurées, le territoire permet de faciliter le développement des acteurs de la santé ;

-que la Métropole de Montpellier se donne pour ambition de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises pour créer une dynamique innovante, collective et partagée afin de faire du territoire métropolitain un pôle de classe européenne en matière de santé, d'environnement, d'alimentation et de bien-être dénommé Med Vallée,

- que les principaux objectifs de ce projet sont de rééquilibrer les implantations des entreprises au Nord de Montpellier, donner une lisibilité internationale à la Métropole, stimuler le développement économique, créer des synergies entre les acteurs et favoriser l'interdisciplinarité santé/alimentation /environnement/numérique, favoriser l'engagement sociétal des entreprises et associer les citoyens autour de la prévention et du bien vivre,

- que cette opération se développera sur plusieurs communes de l'arc Nord de la Métropole ;

- qu'en partenariat avec la commune de Juvignac, la Métropole souhaite requalifier en zone d'activités une zone de 1,2 ha délimitée par l'autoroute A750, les rues du Pergasan et de Labournas. Cette zone aujourd'hui mêle quelques habitations construites sur des grands terrains et un site à usage d'activités et se prête à une requalification urbaine en vitrine de l'autoroute A 750 et à proximité immédiate de la future jonction du LIEN (Liaison intercommunale d'Evitement Nord), permettant d'accueillir en partie le projet Med Vallée ;

- que la propriété de Monsieur CUADRADO et Madame DEPAULE, portant sur une villa construite sur un terrain de 3.935 m², est située au cœur de cette zone ;

- que l'acquisition de cette parcelle est nécessaire en vue de de la mise en œuvre du projet métropolitain Med Vallée, projet qui est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé pour la mise ne œuvre d'un projet urbain, le maintien ou le développement d'activités économiques ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Jean CUADRADO et de Madame Marie-Louise DEPAULE, une villa avec terrain, située 2 rue du Pergasan à Juvignac, cadastrée section BT 11.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 600.000 € (six-cents-mille euros) prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 DEC. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **02 DEC. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **02 DEC. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 à la
convention de co-maîtrise d'ouvrage -
Renouvellement des réseaux d'eau potable
et d'assainissement du faubourg de
Figuerolles - Cité GELY - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- qu'une convention entre la Métropole et la Régie des eaux a été conclue le 20 septembre 2017.
- que le coût initial estimé de l'opération (études et travaux hors rémunération de la Métropole) s'élevait à :
 - 115 819,50 € HT pour la part eau potable à la charge la Régie,

- 496 325,00 € HT pour la part eaux usées à la charge de 3M (budget assainissement),
- 146 174, 00 € HT pour la part eaux pluviales à la charge de 3M (budget général).

Considérant :

- que de nombreux événements liés à l'environnement du chantier ont conduit à prévoir des aménagements spécifiques concernant ce chantier situé dans un quartier dit « sensible » ;
 - que ces aléas de chantier ont amené à une augmentation du montant des travaux, soit une augmentation sur l'ensemble des travaux d'environ 11%. Les nouveaux montants des travaux sont les suivants :
 - 118 255,90 € HT pour la part eau potable à la charge de la Régie ;
 - 580 643,35 € HT pour la part assainissement à la charge de 3M ;
 - 103 331,33 € HT pour la part pluviale à la charge de 3M.
- que l'article 6.3 indiquait en effet que « Le coût des études sera divisé en deux parts égales » alors que l'annexe 3 montre une répartition au prorata du montant des travaux ;
- que les travaux d'eau potable étant très faibles au regard des travaux d'eaux usées, la répartition des études en deux parts égales est inadaptée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux signent un avenant n°1 à la convention de co-maîtrise d'ouvrage - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement du Faubourg de Figuerolles – Cité GELY - Commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le présent avenant a pour objet d'une part, la modification du coût initial estimé de l'opération suite à l'ajout de prestations supplémentaires et, d'autre part, la modification de la clause de l'article 6.3 de la convention initiale, en contradiction avec son annexe 3.

La répartition des montants d'études, sondages, essais, etc. au prorata du montant des travaux respectifs amènent à revoir les montants de prise en charge et conduisent à une hausse des différentes prises en charge comme suit (cf. détail annexe 1) :

- 122 404,27 € HT pour la part eau potable à la charge de la Régie ;
- 601 013,69 € HT pour la part assainissement à la charge de 3M ;
- 106 956.23 € HT pour la part pluviale à la charge de 3M.

La rémunération de la Métropole est adaptée à ces nouveaux montants.

ARTICLE 3 de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

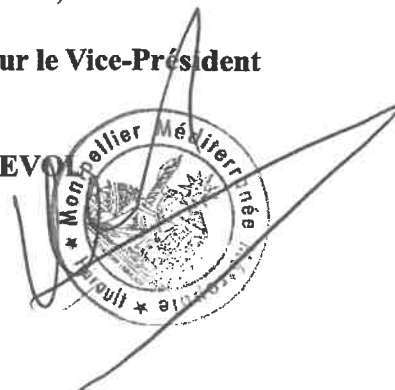
ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'une
balayeuse de marque Mathieu n°15793
identifiée BAL 4 - Hôtel des ventes de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une balayeuse Mathieu modèle YNC n°15793 identifiée BAL 4 ;
- que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une balayeuse vétuste et qu'il convient de la céder.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une balayeuse Mathieu modèle YNC n° 15793 identifiée BAL 4 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 NOV. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 23 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 NOV. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'une
balayeuse de marque Mathieu identifiée
BAL 8 techniquement réparable mais
économiquement irréparable**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180000 euros ;

CONSIDERANT : que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une balayeuse de marque Mathieu type Ravo 540 n° 15429 identifiée BAL 8 ;

CONSIDERANT : que la ladite balayeuse, suite à un sinistre, été déclarée techniquement réparable mais économiquement irréparable par le Cabinet d'expertise automobile Idea, sis 15 rue Puech Radier à Lattes (34 970) ;

CONSIDERANT : que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une balayeuse techniquement réparable mais économiquement irréparable et qu'il convient de la céder à la mutuelle SMACL Assurances en application du contrat d'assurance ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède la balayeuse de marque Mathieu type Ravo 540 n° 15 429 identifié BAL 8, techniquement réparable mais économiquement irréparable, à la mutuelle SMACL Assurances, sise 141 avenue Salvador Allende, Niort (79 031).

ARTICLE 2 : Le montant de la cession est de 3 340€.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **22 NOV. 2021**
Monsieur le Vice-Président
Jean-François AUDRIN

Publiée le : 24 NOV. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **24 NOV. 2021**
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un Emprunt de 10
millions d'euros auprès d'ARKEA
BANQUE ENTREPRISES ET
INSTITUTIONNELS - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;

- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés ;
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature ;

- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement ;
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt ;
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines des « Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes » ;

- VU l'offre établie par d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS en réponse à la consultation commune de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé ;

CONSIDERANT :

- que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;

- qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS répond correctement à la demande.

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, dont le siège est situé Allée Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon, et l'adresse postale est située Immeuble Altaïr – 3 avenue d'Alphasis – CS 96856 – 35760 SAINT GREGOIR, un emprunt d'un montant total de 10 000 000 € (Dix millions d'Euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti jusqu'au 30 septembre 2048 et s'amortira sur 25 ans à compter de la date de consolidation fixée au 30 septembre 2023.

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Phase de mobilisation revolving

Montant :	10 000 000 €
Début :	Date de signature du contrat
Fin :	30/09/2023
Modalités de versement :	J pour une demande par fax ou @-mail avant 10 h
Modalités de remboursement :	J pour une demande par fax ou @-mail avant 11 h 30
Intérêts :	T13M flooré à 0 + 0,40%
Capacité Revolving	Sur toute la durée de la phase de mobilisation

Phase de consolidation

Index monétaires :	Euribor 3 mois préfixé, flooré à 0
Marge :	0.17%
Durée	25 ans
Périodicité des échéances :	Trimestrielle
Profil d'amortissement :	Linéaire
Base de calcul :	Exact/360
Typologie Gissler :	1A
Passage à taux fixe	Possible à tout moment et sans application d'une pénalité, dans le respect du préavis d'un mois.
Remboursement anticipé :	Possible à chaque date d'échéance, moyennant un préavis d'un mois et le paiement d'une indemnité limitée à 3% du capital remboursé par anticipation en taux monétaires, et d'une indemnité actuarielle en taux fixe
Commission d'engagement :	0.07 % du montant

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 09 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET DE CONTRAT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ECOMNEWS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 7 décembre 2015, passée entre la Métropole et la société ECOMNEWS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 1^{er} juin 2021 ;

- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 2 novembre 2021 ;

CONSIDERANT :

- que la convention précitée arrive à échéance et que la société ECOMNEWS est en cours de concrétisation pour un projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité, et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de trois mois à compter du 1^{er} décembre 2021 et jusqu'au 28 février 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ECOMNEWS pour la surface de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 907,31 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une demande de permis
de construire concernant des travaux sur le
Domaine de la Condamine - 1372b rue des
Marels à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la «Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Énergie, à l'Agroécologie et à l'Alimentation»
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable ;

CONSIDERANT : Que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire du site dénommé Domaine de la Condamine situé au 1372b rue des Marels à Montpellier, sur la parcelle cadastrée RI0004 à Montpellier,

CONSIDERANT : La nécessité de réaliser un ensemble de travaux consistant à réaliser l'isolation par l'extérieur ainsi que le changement de fenêtres de la partie habitation et la construction d'un appentis sur l'emprise d'une dépendance menaçant ruine qu'il est nécessaire de démolir ;

CONSIDERANT : Qu'il convient de déposer une demande de permis de construire pour réaliser l'ensemble des travaux programmés ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une demande de permis de construire concernant les travaux programmés sur le Domaine de la Condamine situé au 1372b rue des Marels à Montpellier, sur la parcelle cadastrée RI0004 à Montpellier,

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la demande de permis de construire visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

  Montpellier, le **23 NOV. 2021**
Madame la Vice-Présidente
Isabelle TOUZARD

Publiée le : 24 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

24 NOV. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ODESYO au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 12 décembre 2017, passée entre la Métropole et la société ODESYO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 9 décembre 2020 ;

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 2 novembre 2021 ;

CONSIDERANT :

- que l'incertitude économique provoquée par la crise sanitaire du Covid-19 a fortement impacté l'activité de l'entreprise ;

- que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de stabilisation budgétaire, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société ODESYO a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ODESYO pour une période de six mois à compter du 1^{er} décembre 2021 et jusqu'au 31 mai 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ODESYO pour la surface de 104,41 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 584,94 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ODESYO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
POLIGMA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole relative aux délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 19 décembre 2016, passée entre la Métropole et la société POLIGMA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 28 mars 2021 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 2 novembre 2021 ;

CONSIDERANT :

- que l'incertitude économique provoquée par la crise sanitaire du Covid-19 engendre un manque de visibilité quant à l'évolution à court terme trop important pour permettre à l'entreprise d'envisager une sortie de pépinière à ce jour, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société POLIGMA a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société POLIGMA pour une période de six mois à compter du 1^{er} décembre 2021 et jusqu'au 31 mai 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société POLIGMA pour la surface de 31,26 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 474,53 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne aynat reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société POLIGMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M1B0102MG - Étude de programmation
architecturale pour les pôles territoriaux
auprès de l'UGAP - Autorisation de
signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration Générale et de la Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- que les Pôles territoriaux des voiries situés sur les communes de la Métropole sont pour la plupart dans des locaux loués ;
- que la Métropole doit pérenniser leur localisation et diminuer les frais de fonctionnement à moyen terme ;
- qu'il faut rechercher des terrains sur la base d'un programme type permettant une optimisation des surfaces ;
- que le programme architectural doit permettre d'identifier les usages actuels et futurs en mettant l'accent sur l'exemplarité en matière de construction durable ;
- qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services adaptés aux besoins de la Métropole, en missionnant des bureaux d'études en programmation architecturale et qualité environnementale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer des commandes d'une étude de programmation architecturale pour les pôles territoriaux à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant estimé des commandes de 65 000 € HT et pour une durée d'un an, numéro de marché M1B0102MG.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.12.2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRI



Publiée le : 15 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 15 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention précaire
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et l'association Montpellier Rebuilding
Center (MRBC) - Locaux Chemin de
Mazes - Commune du Crès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un immeuble à usage commercial avec places de stationnement, située chemin des Mazes, lieu-dit le « Maquet » sur la commune du Crès, immeuble cadastré section BE 24 et 46 ;
- que l'association Montpellier Rebuilding Center (MRBC), association loi 1901, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'occuper une partie des locaux dans le cadre de ses activités de réemploi des matériaux du bâtiment ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit pleinement dans cette démarche visant à la fois à limiter les déchets mais aussi à favoriser tous projets permettant d'éviter le gaspillage des matériaux par leur réemploi et dans ce cadre, accompagne les associations porteuses de projets innovants.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec l'Association Montpellier Rebuilding Center, sise 18 rue de Flaugergues, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention porte sur une partie des locaux relevant du domaine privé de la Métropole situés sur la Commune du Crès (34920), Chemin des Mazes, lieu-dit le « Maquet ».

ARTICLE 3 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de 6 ans à compter de la signature, non renouvelable.

ARTICLE 4 : La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance trimestrielle de 150 euros TTC.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



22 NOV. 2021

Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 24 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 24 NOV. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention MRBC pdf.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention précaire
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et l'association Lezprit Requiepe - Locaux
Chemin de Mazes - Commune du Crès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n°2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un immeuble à usage commercial avec places de stationnement, située chemin des Mazes, lieu-dit le « Maquet » sur la commune du Crès, immeuble cadastré section BE 24 et 46 ;
- que l'association Lezprit Requiepe, association loi 1901, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'occuper une partie des locaux pour y mener ses activités de développement du sport Zéro déchet par la collecte, le tri, la réparation et la redistribution des équipements sportifs ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit pleinement dans cette démarche visant à la fois à limiter les déchets mais aussi à favoriser tous projets permettant d'éviter le gaspillage des matériaux par leur réemploi et dans ce cadre, accompagne les associations porteuses de projets innovants.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec l'Association Lezprit Requiepe, sise 390 rue du Plateau des violettes 34070 Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention porte sur une partie des locaux relevant du domaine privé de la Métropole situés sur la Commune du Crès (34920), Chemin des Mazes, lieu-dit le « Maquet ».

ARTICLE 3 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de 6 ans à compter de la signature, non renouvelable.

ARTICLE 4 : La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance trimestrielle de 150 euros TTC.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 NOV. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 24 NOV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 24 NOV. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un Emprunt éthique et
durable de 4 millions d'euros auprès de la
société financière de la NEF**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget. Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes

- VU l'offre établie par la NEF en réponse à la consultation bancaire commune de la Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé,

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure une convention de financement,

- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la société financière de la NEF répond correctement à la demande,

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la société financière de la NEF, dont le siège est situé 8 avenue des Canuts – 69517 Vaulx-en-Velin Cedex, représentée par M. Bernard HORENBEEK, Président du Directoire, une convention de financement avec phase de mobilisation.

ARTICLE 2 : Le montant de la convention s'élève à 4 000 000 Euros (Quatre millions d'Euros).

ARTICLE 3 :

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Score Gissler : 1A
- Montant : 4 000 000 €,
- Durée de la phase de mobilisation : 24 mois, à compter du premier tirage.
- Durée de consolidation : 18 ans

o Phase de Mobilisation (de la date de signature du prêt):

Pendant la phase de mobilisation, l'emprunteur peut demander la mise à disposition des fonds sous forme de tirage de mobilisation.

- Durée : 24 mois maximum à compter du premier tirage,
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur,
- Montant minimum de versement : 10% du prêt soit 400 000 euros dans le premier trimestre suivant la signature du contrat,
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0.80%,
- Base de calcul des intérêts : Exact/360
- Périodicité des intérêts : annuelle,
- Commission d'engagement : 0,10% du montant emprunté payable à la signature du contrat. Ces frais sont soumis à une TVA de 20%.

O Phase de consolidation

La période d'amortissement du capital mobilisé débute au plus tard à la fin de la phase de mobilisation.

- Durée d'amortissement : 18 ans
- Taux fixe : 0.80%
- Base de calcul des intérêts : exact / 360
- Echéances d'amortissement du capital : 18 échéances annuelles après la phase de mobilisation
- Mode d'amortissement : constant
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance pour tout ou partie du capital restant dû moyennant un préavis d'un mois
- Pénalités de remboursement anticipé : 3% du montant remboursé

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 09 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET DE CONTRAT 18-11-2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un Emprunt de 20
millions d'euros auprès du CREDIT
AGRICOLE CIB**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
- Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes ;

- VU l'offre en date du 16 septembre 2021 faite par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et le Crédit Agricole CIB en réponse à la consultation commune de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de Prêt ci-annexé,

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure une convention de financement,

- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et du Crédit Agricole CIB répond correctement à la demande,

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc dont le siège est situé avenue du Montpellieret – Maurin – 34 977 Lattes Cedex, et le Crédit Agricole CIB, dont le siège est situé 12 place des Etats-Unis - CS 70052 – 92 547 Montrouge Cedex un emprunt, avec phase de mobilisation, d'un montant total de 20 000 000 Euros (Vingt millions d'Euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti jusqu'au 30/09/2048 et s'amortira sur 25 ans à compter de la date de consolidation fixée au 01/10/2023.

ARTICLE 3 :

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Objet :	Financement du programme d'investissements de la Métropole du budget de l'exercice 2021.
Prêteur :	Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc
Domiciliataire :	Crédit Agricole CIB
Montant :	20 000 000 EUR (vingt millions d'euros)
Date de Remboursement Final :	30/09/2048, soit 25 ans
Type d'amortissement :	Trimestriel linéaire
Frais de dossier :	0,10% du montant emprunté, soit 20 000 €
Commission de non utilisation :	Néant

Principes de fonctionnement du contrat

Période de mobilisation revolving :

- De la date de signature de la Convention jusqu'au 30/09/2023 (Date de Fin de Mobilisation, inclus)
- Encours mobilisable avec indexation EURIBOR 3 mois flooré à zéro.

Période d'Amortissement :

- Consolidation automatique du concours à la date de fin de Mobilisation.
- Plusieurs tirages possibles
- Multiple choix d'indexation de taux / Modification de taux possible selon les conditions de marché
- Remboursements anticipés définitifs possibles sans indemnité (Index Monétaires Courants) avant tout changement de taux

Indexations de taux disponibles

Index Monétaires Courants :

- EURIBOR 3 mois (flooré à 0.00%) préfixé augmenté d'une marge de 0.19% l'an

Index de Mobilisation :

- EURIBOR 3 mois (flooré à 0.00%) moyenné augmenté d'une marge de 0.19% l'an (disponible pendant la phase de mobilisation)

Possibilité d'effectuer des modifications de taux auxquels cas les marges applicables aux index susvisés seront déterminées selon les conditions de marché.

Stratégies Spécifiques (index, seuil et niveaux à déterminer selon les conditions de marché et modalités prévues dans la Convention) :

- **Taux Fixe**
- **Taux Alternatif (plafonné)** qui correspond, pour chaque période d'intérêt, soit à un taux fixe soit à un taux variable en fonction de la position d'un des index prévus dans la convention par rapport à un seuil déterminé (Le taux variable est composé d'un des index prévus dans la convention augmenté d'une marge déterminée). Le taux variable du Taux Alternatif pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « Taux Plafond ».
- **Taux Variable (Plafonné)** qui correspond à un taux variable, égal à un des index prévus dans la Convention augmenté d'une marge, éventuellement.
- **Taux Révisable Triple Seuil (Plafonné)** qui correspond, pour chaque période d'intérêt :
 - soit à un taux fixe 1 si l'index choisi parmi les index prévus dans la Convention est inférieur ou égal à un seuil 1 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 1 si l'index est strictement supérieur au seuil 1 et inférieur ou égal à un seuil 2 prédéterminé,

- soit à un taux fixe 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 2 et inférieur ou égal à un seuil 3 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 3. Le taux variable 2 pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « taux plafond ».
- « **Taux Fixe Duo** » qui correspond pour une période d'intérêt donnée, à une moyenne pondérée de deux taux fixes T1 et T2 en fonction du niveau constaté, selon un nombre prédéterminé d'observations au sein d'une période d'intérêt, d'un référent par rapport à un seuil S déterminé. Il est déterminé comme suit :
$$\text{Taux Fixe Duo} = [T1 \times (n1 / NBT)] + [T2 \times (n2 / NBT)]$$
où :
 - n1 est égal au nombre d'observations où le référent choisi est supérieur au Seuil 1 et inférieur au Seuil 2.
 - n2 est égal au nombre d'observation où le référent choisi inférieur ou égal au Seuil 1 ou supérieur ou égal au Seuil 2.
 - NBT est égal au nombre total d'observations de la période d'intérêt considérée, il est égal à la somme de n1 et n2.
 - **Taux Fixe Transformable** qui correspond à un Taux Fixe pendant une période prédéterminée (une ou plusieurs périodes d'intérêts), assorti d'une ou plusieurs options de passage définitif en taux variable au gré du Domiciliataire ou de l'Emprunteur (selon le choix prédéterminé de l'Emprunteur). Le taux variable sera prédéfini et choisi parmi la liste des index disponibles dans la Convention.
 - **Taux Successif qui correspond à un taux composé d'une suite de taux définis dans la Convention qui se succèdent strictement dans le temps.**

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 09 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET DE CONTRAT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un Emprunt de 18
millions d'euros auprès de la Caisse
d'Epargne Languedoc Roussillon**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes ;

- **VU** l'offre établie par la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon en réponse à la consultation bancaire de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé,

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure une convention de financement,

- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Caisse d'Epargne répond correctement à la demande,

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon, dont le siège est situé 254 rue Michel Teule, BP 7330, 34184 Montpellier Cedex 4, un emprunt à taux fixe avec phase de mobilisation.

ARTICLE 2 : Le montant de la convention s'élève à 18 000 000 Euros (Dix-huit millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Score Gissler : 1A
- Montant : 18 000 000 €,
- Durée de la phase de mobilisation : 24 mois, jusqu'au 31/12/2023.
- Durée de consolidation : 25 ans
- Commission d'engagement : 0,08% du montant emprunté payable à la signature du contrat

o Phase de Mobilisation (de la date de signature du prêt au 31/12/2023):

Pendant la phase de mobilisation, l'emprunteur peut demander la mise à disposition des fonds sous forme de tirage de mobilisation.

- Durée : jusqu'au 31/12/2023,
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur,
- Montant minimum de versement : Néant
- Taux d'intérêt : Ce taux fixe maximum est plafonné à 1.10%. La validation définitive du taux fixe est réalisée lors du « top » de l'opération qui intervient entre l'emprunteur et le prêteur sur la base d'une actualisation le jour du « top ». Les intérêts intercalaires dus au titre de chaque période d'intérêts seront prélevés automatiquement à terme échu par procédure de débit d'office auprès du comptable assignataire de l'emprunteur, dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable.
- Base de calcul des intérêts : exact/360

O Phase de consolidation

La période d'amortissement du capital mobilisé débute lors de la mise en place de chaque emprunt long terme et au plus tard à la fin de la phase de mobilisation. Les emprunts long terme sont mis en place soit lors de la mise à disposition des fonds, soit par transformation des tirages de mobilisation.

- Durée maximale d'amortissement : 25 ans
- Périodicité des intérêts : trimestrielle
- Taux d'intérêts : Ce taux fixe maximum est plafonné à 1.10%. La validation définitive du taux fixe est réalisée lors du « top » de l'opération qui intervient entre l'emprunteur et le prêteur sur la base d'une actualisation le jour du « top ».
- Base de calcul des intérêts : en taux fixe : 30 / 360 jours ;
- Périodicité des intérêts et échéances d'amortissement du capital : trimestrielle
- Mode d'amortissement : constant
- Remboursement anticipé : possible à échéance, dans le respect du préavis contractuel et moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle non plafonnée.
- Pénalités de remboursement anticipé sur taux fixe : indemnité actuarielle non plafonnée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 09 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 09 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET DE CONTRAT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage en tréfonds d'une
canalisation d'eau au profit de la société
BRL dans le cadre de la réhabilitation de la
déchetterie de la Villeneuve-les-Maguelone
- Parcelle cadastrée BB 244**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le projet de réhabilitation de la déchetterie de la Commune de Villeneuve-les-Maguelone qui comporte notamment la réhabilitation des voiries, des quais existants et la pose d'un quai supplémentaire, la création d'un réseau d'assainissement pluvial, la sécurisation du site et le raccordement au réseau d'eau de la société BRL ;

-VU la demande la société BRL d'établir une convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eau brute sur la parcelle cadastrée BB 244, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole sur la Commune de Villeneuve-les-Maguelone, pour une emprise d'environ 105 mètres linéaires sur 4 mètres de largeur ;

- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire au passage de la canalisation d'eau brute appartenant à la société BRL pour alimenter la déchetterie de Villeneuve-les-Maguelone ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eau brute est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée BB 244 située lieudit Les Joncasses à Villeneuve-les-Maguelone au profit de la société BRL. Cette servitude s'exercera, au profit de la parcelle cadastrée CR 36 lieudit Saint-Jean-de-Croze à Lunel, appartenant à la société BRL, dont le siège social est 1105 avenue Pierre Mendès-France à Nîmes.

ARTICLE 2 : La constitution de la servitude est consentie moyennant une indemnité globale d'un euro symbolique. Les frais de réitération de la convention de servitude par acte notarié sont à la charge de la société BRL.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 07 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention et plan
- vue aérienne

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1D0068EP
- Travaux de création d'un cheminement
modes doux situé entre Saint Génies des
Mourgues et Saint Brès
Attribution de marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDERANT :

- que la création d'un cheminement modes doux entre Saint Génies des Mourgues et Saint Brès est nécessaire;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 % ;
 - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 30 % ;
 - Délai: 10 %.
- qu'après analyse, l'entreprise EIFFAGE ROUTE GRAND SUD – RD613 – Lieudit le Devès – CS 30004 – 34433 SAINT JEAN DE VEDAS présente l'offre la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M1D0068EP – Travaux de création d'un cheminement modes doux situé entre Saint Génies des Mourgues et Saint Brès à l'entreprise EIFFAGE ROUTE GRAND SUD pour un montant de 129 866.78 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 75 jours calendaires dont 30 jours calendaires de préparation.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 02 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions
aux audits énergétiques de copropriétés
dans le cadre du dispositif Guichet Unique
de la rénovation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle Touzard en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation ;

CONSIDERANT :

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) en cours d'élaboration ainsi que l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40%.
- L'accompagnement proposé depuis le 1^{er} avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le

déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite.

- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 3 copropriétés pour des projets d'audits s'inscrivant dans le cadre du dispositif Guichet Unique.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : les Pimprenelles (7 logements), les Abibas (14 logements), le « 40 avenue Clémenceau » (60 logements).

ARTICLE 2 : D'autoriser l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 7 280 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

ARTICLE 3 : De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 10 DEC. 2021
Madame la Vice-Présidente
Isabelle TOUZARD

Publiée le : 13 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau de synthèse des copros sollicitant un audit

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M1B0078DS - Conduite, maintenance et
exploitation du traitement d'eau des
bassins du Parc Gérard-Bruyère de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,

- VU le code de la commande publique,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer des prestations de traitement d'eau des bassins du parc Gérard-Bruyère de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure adaptée a été lancée, conformément aux articles L. 2123-1, R. 2123-1 3°, L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix mixte avec, pour les prestations récurrentes, un prix global et forfaitaire et, pour les prestations ponctuelles, un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, avec un montant maximum annuel de 89 000,00 € H.T. incluant le prix global et forfaitaire et les prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires, pour une durée de sept mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique, au regard du mémoire technique (70%),
 - le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (30%),
- qu'après analyse, le groupement VEOLIA EAU – COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX, sise 765, rue Henri-Becquerel, à Montpellier (3400) / SERPE, sise 286, rue Charles-Gide, à Baillargues (34670), présente une offre économiquement avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M1B0078DS « Conduite, maintenance et exploitation du traitement d'eau des bassins du Parc Gérard-Bruyère de Montpellier Méditerranée Métropole » au groupement VEOLIA EAU – COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX / SERPE, pour un montant global et forfaitaire de 85 891,00 € H.T., et des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum annuel de 89 000,00 € H.T. incluant le prix global et forfaitaire et les prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires.
Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de sept mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16.12.2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 15 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la demande de
subvention auprès du Centre national du
livre dans le cadre de la participation du
réseau des médiathèques à la manifestation
littéraire ' PARTIR EN LIVRE 2022.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n° M2021-504 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment l'alinéa 3.8 permettant d'approuver par décision les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;

CONSIDERANT :

- Que la manifestation « Partir en livre » est unique en son genre, qu'elle est fédératrice et mobilise de nombreux acteurs sur l'ensemble du territoire pour aller à la rencontre du jeune public sur des lieux insolites de la métropole.
- Que la 8^{ème} édition de « Partir en livre » souhaitée par le Ministère de la Culture et organisée par le Centre national du livre aura lieu du 22 juin au 24 juillet 2022. Des actions seront organisées par le Réseau des médiathèques
- Que des financements du Centre national du livre sont disponibles pour organiser des actions dans le cadre de « Partir en livre »
- Que Montpellier Méditerranée Métropole peut solliciter un financement auprès du Centre national du livre afin de promouvoir la lecture auprès des scolaires et des jeunes sur leurs lieux de vacances ou de loisirs en plein air.

DECIDE

ARTICLE 1 : De solliciter une subvention auprès du Centre national du livre dans le cadre de « Partir en livre 2022 ».

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/12/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 08 DEC. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1B0107MG - Acquisition et livraison
de papier photocopieur auprès de l'UGAP -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN, en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines « Administration générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine,

CONSIDERANT :

- que la consultation pour le marché n°G1D0048MG « Achat de papier pour photocopieur » a été déclarée sans suite ;

- la durée nécessaire pour relancer la consultation, il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP), qui propose un service et des fournitures adaptés et diversifiés aux besoins de la Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition et la livraison de papier photocopieur.

ARTICLE 2 : Le montant estimatif est 50 000 € HT, pour une période de 8 mois à compter de la date exécutoire de la présente décision. Le numéro de marché est le n°M1B0107MG.

ARTICLE 3 : Les crédits seront inscrits au budget principal et budgets annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15.12.2021.

Monsieur le Vice-Président



Cois AUDRIN

15 DEC. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société J&M BUILDING
dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-
Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le Quartier EUREKA à Castelnau-le-Lez : la société J&M BUILDING est une SCI représentée par son Gérant Monsieur Emmanuel MOUTON. Elle est candidate à l'acquisition du lot 3D de 2 480 m² pour la réalisation d'un immeuble de bureaux de 1 504 m² sdg. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 480 m².
L'utilisateur final sera la société SYNOX (intégrateur et éditeur de plateforme IoT). La société prévoit un effectif de 60 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la J&M BUILDING ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un Emprunt vert de 10
millions d'euros auprès de LA BANQUE
POSTALE pour le financement partiel
d'achat de matériel roulant.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
- Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).
- Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes ;

- VU l'offre établie par la Banque Postale en réponse à la consultation bancaire commune de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et l'offre de financement ci-annexée,

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt vert,

- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, et après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LPB-2021-12 y attachées, la proposition de la Banque Postale répond correctement à la demande,

DECIDE

ARTICLE 1 :

De contracter auprès de la Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06, un emprunt à hauteur de 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros), avec phase de mobilisation dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 :

Le prêt est consenti jusqu'au 01/02/2049 et s'amortira sur 25 ans et 1 mois à compter de la date de consolidation fixée au 05/01/2024.

ARTICLE 3 :

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation revolving et d'une seule tranche obligatoire.

Score GISSLER :	1A
Montant du contrat de prêt:	10 000 000,00 EUR
Durée du contrat de prêt :	27 ans (dont 1 an et 11 mois de phase de mobilisation)
Objet du contrat de prêt :	financer les investissements liés à l'achat de matériel roulant (tramway)

o Phase de mobilisation revolving

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée :	1 an et 11 mois, soit du 07/01/2022 au 05/01/2024
Versement des fonds :	à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche.
Minimum de versement :	150 000,00 EUR
Taux d'intérêt :	index €STER + marge de 0.75%.
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts :	périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation :	autorisé
Revolving:	oui
Montant minimum du Remboursement :	150 000,00 EUR
Commissions:	Commission de non utilisation de 0.10%

o Tranche obligatoire à taux fixe en prêt vert du 05/01/2024 au 01/02/2049

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 05/01/2024 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux fixe.

Montant :	10 000 000,00 EUR
Durée d'amortissement:	25 ans et 1 mois
Taux d'intérêt :	taux fixe de 1.09%
Base de calcul des intérêts:	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement et d'intérêts:	périodicité trimestrielle
Mode d'amortissement:	constant
Remboursement anticipé:	autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Un préavis de 50 jours calendaires est applicable.

Commissions:

Commission d'engagement de 0,05 % du montant du contrat de prêt payable le jour de la mise en place de la tranche obligatoire soit 5 000 € (cinq mille euros).

ARTICLE 4 :

Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues avec la banque postale dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALLE



Publiée le : 09 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CARACTERES FINANCIERS PROPOSITIONS + CG

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un Emprunt vert de 8
millions d'euros auprès de LA BANQUE
POSTALE pour le financement partiel du
Schéma hydraulique du Verdanson.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
- Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).
- Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes ;

- VU l'offre établie par la Banque Postale en réponse à la consultation bancaire commune de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et l'offre de financement ci-annexée,

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt vert,

- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, et après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LPB-2021-12 y attachées, la proposition de la Banque Postale répond correctement à la demande,

DECIDE

ARTICLE 1 :

De contracter auprès de la Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06, un emprunt à hauteur de 8 000 000 Euros (Huit millions d'Euros), avec phase de mobilisation dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 :

Le prêt est consenti jusqu'au 01/02/2049 et s'amortira sur 25 ans et 1 mois à compter de la date de consolidation fixée au 05/01/2024.

ARTICLE 3 :

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation revolving et d'une seule tranche obligatoire.

Score GISSLER : 1A

Montant du contrat de prêt: 8 000 000,00 EUR

Durée du contrat de prêt : 27 ans (dont 1 an et 11 mois de phase de mobilisation)

Objet du contrat de prêt : financer les investissements liés au schéma hydraulique du Verdanson.

o Phase de mobilisation revolving

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée :	1 an et 11 mois, soit du 07/01/2022 au 05/01/2024
Versement des fonds :	à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche.
Minimum de versement :	150 000,00 EUR
Taux d'intérêt :	index €STER + marge de 0.75%.
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts :	périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation :	autorisé
Revolving:	oui
Montant minimum du Remboursement :	150 000,00 EUR
Commissions:	Commission de non utilisation de 0.10%

o **Tranche obligatoire à taux fixe en prêt vert du 05/01/2024 au 01/02/2049**

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 05/01/2024 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux fixe.

Montant :	8 000 000,00 EUR
Durée d'amortissement:	25 ans et 1 mois
Taux d'intérêt :	Taux d'intérêt : taux fixe de 1.09%
Base de calcul des intérêts:	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement Et d'intérêts:	périodicité trimestrielle
Mode d'amortissement:	constant

Remboursement anticipé: autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Un préavis de 50 jours calendaires est applicable.

Commissions: Commission d'engagement de 0,05 % du montant du contrat de prêt payable le jour de la mise en place de la tranche obligatoire soit 4 000 € (quatre mille euros).

ARTICLE 4 :

Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues avec la banque postale dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALIST



Publiée le : 09 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CARACTERES FINANCIERS PROPOSITIONS + CG

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M1C0051DC
pour l'acquisition par Montpellier
Méditerranée Métropole d'une œuvre de
François-André Vincent (1746 - 1816),
Arria et Paetus, vers 1787.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle dépendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU l'article R.2122-3-1° du Code de la commande publique, qui stipule que les marchés d'acquisition d'une oeuvre d'art unique peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence,
- VU l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition d'Occitanie du 5 octobre 2021 et du grand département du Louvre,

CONSIDERANT

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir une oeuvre de François-André VINCENT (Paris, 1746 – Paris, 1816), *Arria et Paetus*, huile sur toile, peinte vers 1787, en vente à la galerie PERRIN, d'une valeur totale de 150 000 € (cent cinquante mille euros). Le musée Fabre a pu acquérir lors d'une vente publique en 2014 *le Renaud et Armide* de Vincent, tandis qu'*Arria et Paetus* fut acheté à la même vente par la galerie PERRIN. Par cette acquisition, le musée souhaite ainsi réunir ces deux peintures dans le parcours des collections. Il s'agit d'une belle opportunité d'enrichir la section néoclassique du musée, dont *Arria et Paetus* constituerait une des toiles les plus radicales par la simplicité et l'austérité de sa composition.

DECIDE

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition de l'oeuvre François-André VINCENT (Paris, 1746 – Paris, 1816), *Arria et Paetus*, huile sur toile, peinte vers 1787, en vente à la galerie PERRIN, domiciliée, 98, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris d'une valeur totale de 150 000 € (cent cinquante mille euros). Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole

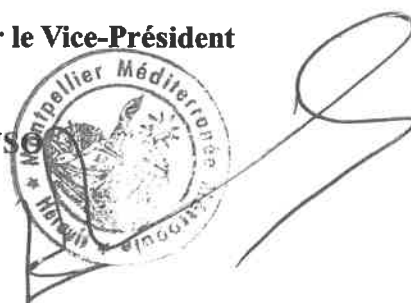
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7/12/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Visuel Vincent.jpg.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**décision relative à l'attribution du marché
M1D0053DC - enlèvement des tags et
graffitis sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole - lot 1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric, dans le domaine « culture et patrimoine historique » ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de faire enlever les tags et graffitis qui sont dessinés sur les murs et surfaces des bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique pour une durée d'un an reconductible 3 fois à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° prix : 40 %
 - ° valeur technique : 60 %
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 novembre 2021 a classé les offres et choisi l'entreprise DECAP EXPRESS – 9 avenue maréchal de Lattre de Tassigny – 69330 MEYZIEU présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 – Enlèvement des tags et graffitis sur les bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole du marché M1D0053DC. Le lot 2 - Enlèvement des Tags et Graffitis, protection anti-graffitis et anti-tags et enlèvement des affiches sur le domaine public (voirie, ouvrages d'art, garde-corps, murs, mobilier urbain, panneaux, etc...) de Montpellier Méditerranée Métropole a été déclaré sans suite pour motif d'intérêt général.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot 1 du marché M1D0053DC d'enlèvement des tags et graffitis sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise DECAP EXPRESS – 69330 MEYZIEU, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 240 000 € Hors Taxe sur toute la durée du marché (maximum annuel de 60 000 € hors taxe).
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le lot 1 du marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12/12/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **15 DEC. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
priorité - Parcelle cadastrée AZ 11 lieudit
Lous Castagnes - Commune de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, et notamment celle autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le droit de priorité au titre de l'article L.240-1 du code de l'urbanisme, adressé par l'Etat et réceptionné par Montpellier Méditerranée Métropole le 28 octobre 2021, enregistré sous le numéro DA 34327 21 M 0146, concernant la cession de la parcelle cadastrée AZ 11 d'une superficie de 2945 m², située lieudit Lous Castagnes au prix de 30 000 euros, sur la commune de Vendargues ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AZ 11 située lieudit Lous Castagnes, pour les besoins d'aménagement d'un barreau routier entre la RM 613 et la RM 24 ;
- **CONSIDERANT** que la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault accepte de céder la parcelle AZ 11 au prix de 30 000 euros ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par exercice du droit de priorité auprès de l'Etat, de la parcelle cadastrée AZ 11 d'une superficie de 2945 m², située lieudit Lous Castagnes sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 30 000 euros. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 07 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la convention de
prestation de services de la Commune de
Montpellier au bénéfice de Montpellier
Méditerranée Métropole, pour la gestion
des archives**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso, vice-président délégué à la Culture et au patrimoine historique ;
- VU les avis rendus par les Comités Techniques de la Commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole des 11 septembre et 15 octobre 2018 ;

CONSIDERANT :

- Qu'une convention d'assistance scientifique et technique pour le traitement et l'exploitation des archives de la Communauté d'Agglomération a été signée le 21 juillet 2006 avec la Commune de Montpellier,
- Que cette convention a été renouvelée dans les mêmes termes les 30 septembre 2009, 8 octobre 2012, 25 juin 2015 et 17 décembre 2018,

- Que cette convention renouvelée, conformément au souhait de Montpellier Méditerranée Métropole, après avoir été adaptée aux nouveaux besoins liés à la mutualisation des services et aux transferts de compétences, arrive à échéance le 17 décembre 2021,
- Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler cette dernière convention dans les mêmes termes,
- Que Montpellier Méditerranée Métropole remboursera à la Commune de Montpellier la charge nette des dépenses.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des archives pour une durée d'un an renouvelable deux fois.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur Eric PENSO, Vice-Président délégué, à signer la convention, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12/12/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 15 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **15 DEC. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention 2021 2024

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Marché n°M1B0098EP - Maîtrise d'oeuvre
- Réhabilitation d'ouvrage d'art et
d'exploitation sous chantier du pont
Liberté / 8 mai à Montpellier
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

Considérant :

- que la réhabilitation d'ouvrage d'art et d'exploitation sous chantier du pont Liberté / 8 mai à Montpellier est nécessaire ;

- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 24 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
- qu'après analyse, le groupement SEDOA / PRESENTS, dont SEDOA est le mandataire, 20 impasse de courpouyran – 34990 JUVIGNAC, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M1B0098EP – MAITRISE D'ŒUVRE - Réhabilitation d'ouvrage d'art et d'exploitation sous chantier du pont Liberté / 8 mai à Montpellier, au groupement SEDOA / PRESENTS, dont SEDOA est le mandataire pour un montant de 49 710.00 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 24 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021, 2022 et 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous budgets confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 15 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la mise à disposition
d'un agent de catégorie C de la Ville de
Montpellier auprès de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté du 29 octobre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- CONSIDERANT que Madame Fatiha LARDJANI, d'Agent Territorial principal de 2^{ème} classe Spécialisé des Ecoles Maternelles à la Ville de Montpellier a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} juillet 2021 pour une durée d'un an.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Fatiha LARDJANI, d'Agent Territorial principal de 2^{ème} classe Spécialisé des Ecoles Maternelles, est mise à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} juillet 2021 pour une durée d'un an.

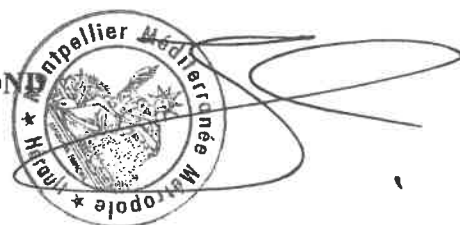
ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention MAD LARDJANI 072021 à 062022.pdf
- Délib.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ID SOLUTIONS
dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP SIGMA à Grabels : la société ID SOLUTIONS, représentée par la société INNOVATIVE DIAGNOSTICS, Président, elle-même représentée par Monsieur Philippe POURQUIER, gérant, est un laboratoire de recherche sur le diagnostic humain.
Déjà locataire dans des locaux situés à CAP DELTA et CAP SIGMA, la société souhaite s'étendre et candidate à la location des lots CS 0.7 / 0.8 / 0.9 / 0.11 de 152 m² pour une période de 7,5 mois avec

la possibilité de prolonger le bail de 6 mois supplémentaires. ID SOLUTIONS projette un effectif de 45 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ID SOLUTIONS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société CLAVIS dans le
VEAS Hannibal à Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec : la société CLAVIS, représentée par Yanick DOUMENC, a pour activité la formation continue pour adultes. Elle est candidate à la location du lot B03 de 52,60 m² pour une durée de 36 mois.
La société prévoit un effectif de 5 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société CLAVIS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ALCEDIAG (et
ses filiales SKILLCELL, VOGO et
TRONICO) dans l'immeuble Cap Gamma
à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société ALCEDIAG (et ses filiales SKILLCELL, VOGO et TRONICO), représentée par Mesdames Dinah WEISSMANN (Directrice Déléguée) et Alexandra PRIEUX (Présidente) est spécialisée dans le diagnostic et la R&D.
Elle est candidate à la location des lots CG 0.3 et CG 0.4 de 158,85 m² pour une période 36 mois.

L'entreprise projette un effectif de 15 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALCEDIAG (et ses filiales SKILLCELL, VOGO et TRONICO) ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 11 4 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire, 11 4 DEC. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "requête
n°2105811-3 TA - Ressources humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la requête n°2105811-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3 novembre 2021 par Madame Mélanie LEIRENS contre la décision implicite née le 19 septembre 2021 du silence gardé au recours gracieux déposé par Madame Leirens, ensemble la décision du 30 juin 2021 relative à une mutation dans l'intérêt du service ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Métropole de Montpellier ;

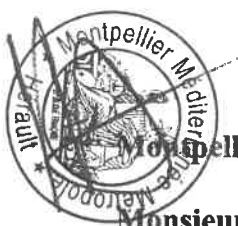
DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105811-3 par Madame Mélanie LEIRENS ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

21 DEC 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public de trois
emprises - allée Henri II de Montmorency
& boulevard d'Antigone - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou partie de voirie métropolitaines,
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement des emprises de voirie à extraire du domaine public avant de pouvoir les céder,

- **CONSIDERANT** que la suppression de deux emprises de 8 m² (G) et 61 m² (F) situées allée Henri II de Montmorency et une emprise de 85 m² (I) situées boulevard d'Antigone à Montpellier, ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de deux emprises de 8 m² (G) et 61 m² (F) situées allée Henri II de Montmorency et une emprise de 85 m² (I) située boulevard d'Antigone à Montpellier, selon le plan-projet de division effectué par le géomètre du Centre des Impôts Foncier de Montpellier.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de deux emprises de 8 m² (G) et 61 m² (F) situées allée Henri II de Montmorency et une emprise de 85 m² (I) située boulevard d'Antigone à Montpellier, et intègre ces terrains dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Le service du cadastre sera sollicité pour affecter un numéro cadastral à ces terrains, section HK.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : 07 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la déconsignation à la
suite de l'exercice du droit de préemption
urbain - Propriété des lots de copropriété
de la SCPI PF Grand Paris, situés 145 rue
de l'Acropole - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente le 15 juillet ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, Urbanisme opérationnel et Maîtrise foncière » ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- VU le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 213-14 ;
- VU la décision de préemption du 27 octobre 2020, exercée par la Ville de Montpellier ;
- VU le courrier de maître BONNARY Notaire du 21 janvier 2021, faisant état des obstacles à la vente ;
- VU la convention de tiers payeur entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, en date du 12 janvier 2021 ;
- VU la décision de consignation n° 2021-136 du 24 février 2021 ;
- VU la consignation de la CDC n° 3203258 du 12 mars 2021 ;
- VU l'acte notarié signé entre les parties le 29 septembre 2021 ;
- VU la décision de déconsignation de la Métropole en date du 24 octobre 2021 ;
- **CONSIDERANT :**
 - que le 27 octobre 2020 à la suite du dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner, la Ville de Montpellier a exercé son droit de préemption sur la propriété de la SCPI PF GRAND PARIS, des lots de copropriété à usage de locaux professionnels et de parkings situés 145 rue de l'Acropole, cadastré section III 398,
 - que le 21 janvier 2021, Maître BONNARY a alerté sur l'impossibilité de signer l'acte authentique en l'état compte tenu de l'obligation de modifier l'Etat Descriptif de Division en volumes opposable aux tiers avant toute cession immobilière,
 - que dans ces conditions, par mesure conservatoire conformément à l'article L 213-14 du code de l'urbanisme, il convient de consigner auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation le montant de 830 655,44 € correspondant au prix d'acquisition de ce bien ;
 - que le vendeur a transmis une attestation de concordance établie par Joseph PASCUAL, Géomètre expert à AGEN (47000) attestant que les volumes vendus correspondent en tous points aux lots de copropriété préemptés,
 - que dans ces conditions la vente a eu lieu, lors de la signature de l'acte authentique de vente reçue par Maître André BONNARY en association avec Maître Olaf DECHIN,
 - que ledit bien est libre de toute charge,

- la demande de la Caisse des Dépôts et Consignations en date du 23 Novembre 2021 par laquelle il est précisé que les fonds soient directement déconsignés au compte ouvert par le Notaire en charge de la rédaction de l'acte authentique ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision de déconsignation n° MD 2021-997 est annulée.

ARTICLE 2 : La somme de huit cent trente mille six cent cinquante-cinq euros et quarante-quatre centimes (830 655,44€), correspondant au prix d'acquisition de la propriété de la SCPI PF GRAND PARIS de lots de copropriété à usage de locaux professionnels et de parkings situés 145 rue de l'Acropole, cadastrés section HI 398, consignée à la Caisse des dépôts et consignations, conformément aux articles L. 213-14 du code de l'urbanisme peut et doit être déconsignée à la diligence de la Caisse des Dépôts et Consignations pour être versée sur le compte ouvert au nom de la SCP GRANIER – BONNARY – FOURNIER MONTGIEUX – CLARON – DAUDET, Notaires à Montpellier, rédacteur de l'act authentique de vente, à qui les fonds seront remis conformément aux dispositions de l'article L2241-3 du code général des collectivités locales.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole procède à la déconsignation sous sa propre autorité et décharge la Caisse des Dépôts et Consignations de toute responsabilité ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame La Trésorière Principale Générale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 06 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 06 DEC. 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
VAONIS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha et une extension
de 36 m² - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- **VU** la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 01 avril 2017 passée entre la Métropole et la société VAONIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 22 octobre 2021 ;
- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 02 novembre 2021 ;
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société VAONIS est en cours de concrétisation pour un projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité, qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;
- **CONSIDERANT** que la société VAONIS a exprimé le souhait d'étendre son activité sur une surface complémentaire de 36 m² libre de toute occupation ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société VAONIS pour une période de trois mois à compter du 01 janvier 2022 soit jusqu'au 31 mars 2022.

ARTICLE 2: Conformément à l'article II.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société VAONIS est autorisée, à partir du 01 décembre 2021, à étendre son activité sur une surface de 36 m² constituée par le module répertorié B7 de 24 m² et par le module B21 de 12 m², tous deux situés en zone rouge au rez-de-chaussée de la pépinière Cap Alpha.

A compter du 01 décembre 2021, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société VAONIS passe de 152,05 m² à 188,05 m².

ARTICLE 3 : Ce délai supplémentaire devrait permettre à la société VAONIS de concrétiser son projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité.

Dans le cas où ses nouveaux locaux seraient disponibles avant la date échéance de cet avenant, la société pourra libérer les locaux occupés au sein de la pépinière Cap ALPHA sans préavis particulier.

ARTICLE 4: A compter du 1^{er} décembre 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société VAONIS pour la surface de 188,05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 2 490,92 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 5: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant relatif à la décision n° MD2021-1212 prorogeant l'occupation de locaux pour la société VAONIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha et une extension de 36 m² au 01 décembre 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
IMAGEAU au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- **VU** la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} octobre 2011 passée entre la Métropole et la société IMAGEAU pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 25 octobre 2021 ;

- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 18 novembre 2021 ;

- **CONSIDERANT** que la convention précitée est arrivée à échéance et que la société IMAGEAU a besoin d'un délai supplémentaire pour finaliser son projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAGEAU pour une période d'un mois soit du 1^{er} janvier 2022 au 31 janvier 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAGEAU pour la surface totale de 102,85 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 335,51 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame la Vice – Présidente Déléguée Hind EMAD est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant relatif à la décision n° MD2021-1213 prorogeant l'occupation de locaux pour la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention entre le
Secrétariat Général de la Présidence
Française du Conseil de l'Union
Européenne (SG PFUE) et le musée Fabre
- Passe culturel offert aux chefs de
délégations pendant la présidence
française de l'Union Européenne en 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du Conseil de Métropole du 23 novembre 2021 élargissant le champ des délégations aux conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la « Culture et Patrimoine Histoire » ;

CONSIDÉRANT :

- que la France présidera le Conseil de l'Union européenne du 1^{er} janvier au 30 juin 2022. Afin d'assurer la coordination administrative et le pilotage des manifestations qui seront organisées, le Gouvernement a décidé, par décret n° 2020-1117 du 8 septembre 2020, de créer un secrétariat général de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (SG PFUE). Il est placé sous l'autorité du Premier ministre ;

- que le SG PFUE a proposé à la présidence de la République et au cabinet du Premier ministre d'offrir un passe culturel aux chefs d'État ou de Gouvernement et ministres européens se rendant en France au cours de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Sans se substituer aux traditionnels cadeaux protocolaires, il les complétera, offrant ainsi à ces hôtes un « moment culturel » en leur permettant de visiter, dans un cadre privilégié, un grand établissement culturel français ;

- qu'en raison de son rayonnement exceptionnel et de sa capacité à accueillir ces personnalités de premier rang, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité s'associer à cette ambition en devenant l'un des partenaires de cette offre.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention qui a pour objet de définir le périmètre de l'offre, le droit d'accès offert par le passe culturel, ainsi que ses conditions de création et d'utilisation, selon les modalités suivantes :

- La Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties et arrive à échéance le 31 décembre 2022. Elle ne peut faire l'objet d'aucune reconduction.
- Le passe culturel n'est offert qu'aux personnes incluses dans le périmètre limitatif suivant :

Publics concernés	Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne ou d'un pays tiers participant à un sommet informel en France
	Les membres d'un gouvernement ou gouverneurs de banques centrales de l'Union européenne ou d'un pays tiers conduisant une délégation dans le cadre de l'un des événements indiqués ci-dessous
	Les commissaires, présidents de commission du Parlement européen, présidents, directeurs ou secrétaires généraux d'institutions internationales (notamment ONU, Banque mondiale, FMI, OMC) ou européennes (notamment, BCE, BEI, comité économique et social européen, comité des régions) participant à l'un des événements indiqués ci-dessous
Évènements concernés	Les sommets informels des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne en France
	Les réunions ministérielles informelles
	Les conférences ministérielles réunissant les ministres de l'Union européenne chargés de la mer, de la fonction publique et du tourisme

- Le passe culturel offre à son détenteur et à un accompagnant (personne physique) de son choix le droit d'accès aux collections permanentes et aux expositions temporaires du musée Fabre pendant une journée, aux jours et horaires d'ouverture au public. Ce droit d'accès correspondant à une contre-valeur de 12 € (douze euros).

- La création du passe culturel (conception graphique et impression papier) est gérée et prise en charge par le SG PFUE. Le passe culturel est créé uniquement sur un support matériel conforme à la charte graphique de la PFUE. Le passe culturel est remis aux publics concernés par le ministère organisateur de l'événement avec un livret de présentation de tous les établissements culturels partenaires.
- Le passe culturel est valable pour deux personnes maximum (le chef délégation détenteur et un accompagnant de son choix) jusqu'au 31 décembre 2022 inclus. Le passe culturel est remis intuitu personae à son détenteur et n'est donc pas cessible. Le détenteur et le cas échéant son accompagnant se voient chacun remettre un ticket d'entrée pour une visite en contrepartie de la remise du passe culturel à l'établissement culturel concerné.
- Le passe culturel ne peut être utilisée qu'une seule fois dans l'un des établissements culturels partenaires à l'exclusion des autres, charge à l'établissement culturel concerné de conserver le passe culturel en cas d'utilisation.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13/12/21

Monsieur le Vice-Président

Er



Publiée le : 15 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 15 DEC. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention type Passe culturel Musée Fabre revu FB.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un bail
précaire entre Montpellier Méditerranée
Métropole et l'association Scouts et Guides
de France - Locaux Domaine de Viviers à
Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- CONSIDERANT** que l'association Scouts et Guides de France a demandé à bénéficier temporairement d'un espace de stockage de matériel lors des rassemblements organisés sur des terrains situés sur le Domaine de Viviers (34 830) et dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire ;

-CONSIDERANT que l'association Scouts et Guides de France est reconnue d'utilité publique, que son rayonnement sur le territoire de la Métropole est important, que les actions conduites respectent l'intérêt métropolitain et que certains regroupements sont ouverts à d'autres associations de scoutisme ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire avec l'association Scouts et Guides de France, sise 31 ter avenue Saint-Lazare à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le bail concerne des locaux appartenant à la Métropole et situés Domaine de Viviers, sur la parcelle cadastrée AV 0003 à Jacou (34 830). La surface totale des locaux loués est d'environ 113m².

ARTICLE 3 : Le bail précaire prendra effet à sa signature et arrivera à terme le 31 décembre 2022.

ARTICLE 4 : L'association Scouts et Guides de France étant reconnue d'utilité publique, tenant compte des actions menées et du fait que les regroupements sont ouverts à d'autres associations de scoutisme, le bail précaire est consenti à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.12.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 15 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet bail scouts Viviers 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 au contrat de location entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société Incare - Locaux au 515 rue Alfred
Nobel à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

-que dans le cadre de ses missions de développement économique et de développement de la filière santé et médicale, Montpellier Méditerranée Métropole loue depuis le 4 octobre 2021 des locaux situés au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier à la société INCARE, dont le siège social est situé 233 route de Montpellier, 34 730 Prades-le-Lez ;

- que l'estimation de la surface louée comporte une erreur matérielle avec une incidence sur le montant du loyer de la location ;

-qu'il convient de signer un avenant n°1 au contrat initial afin de modifier l'article 2 « Désignation » en précisant que la surface louée est de 69 m² et l'alinéa 5.1 de l'article 5 « Loyer-Charges » du contrat initial afin d'en indiquer les nouveaux montants pour chaque période ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la société INCARE signent un avenant n°1 au contrat de location concernant les locaux loués au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article 2 « Désignation » du contrat initial en changeant l'estimation de la surface louée qui est de 69 m².

ARTICLE 3 : L'Avenant n°1 modifie l'alinéa 5.1 de l'article 5 « Loyer-Charges » du contrat initial : le nouveau montant du loyer pour le premier semestre de la location est de euros 2 070 euros HT, TVA au taux de 20% en vigueur en sus, soit un montant total de 2 484 euros T.T.C. Le montant du loyer pour le second semestre de la location est de 2 415 euros HT, TVA au taux de 20% en vigueur en sus, soit un montant total de 2 898 euros TTC. Le montant du loyer annuel à partir du premier anniversaire du contrat est de 5 520 euros HT, TVA au taux de 20% en sus soit un loyer annuel de 6 624 euros TTC.

ARTICLE 4 : Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

ARTICLE 5 : L'avenant n°1 prendra effet à compter de sa signature.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13.12.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIE



Publiée le : 15 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 15 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'autorisation de passer
des commandes auprès de l'UGAP pour un
marché n°M1B0112MG - Travaux de mise
en sécurité des bâtiments de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n°M2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François Audrin dans le domaine de « l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place par Décision n°MD2021-1030 une étude de sûreté générale sur ses immeubles ;
- que les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole nécessite des remises à niveau des matériels de sureté pour en assurer la défense contre les intrusions et les vols ;
- qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'installations adaptés aux besoins de la Métropole, en missionnant une entreprise spécialisée dans ce domaine.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer des commandes à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant estimé des commandes de 80 000 € HT (fourniture et pose des matériels) pour un an, à compter de l'acte exécutoire, numéro de marché M1B0112MG.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 13.12.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 15 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

15 DEC. 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société VIVALIGNE
dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société VIVALIGNE, représentée par Monsieur Alain PETIT est une SAS dont l'activité est la fabrication en sous-traitance et la commercialisation de produit de soin, santé et bien-être.

Déjà locataire du lot 2.7 de 98 m², la société est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot.

L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VIVALIGNE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation précaire entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la SA3M pour
la réalisation de travaux de dévoiement de
réseaux d'eau et création d'une voirie
provisoire dans le cadre de la réalisation de
l'extension de la Ligne 1 de tramway vers
la gare Montpellier Sud de France**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice- Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des transports et mobilités actives.

CONSIDERANT :

- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, par abréviation S.A.3.M., est propriétaire des parcelles nues SL107 et SL145, pour l'instant inoccupées correspondant actuellement à un ancien parking recouvert d'imposants tas de terre ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole est Maître d'Ouvrage de l'opération d'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle Gare Montpellier Sud de France ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté TaM – Transports de l'Agglomération de Montpellier – pour assurer la maîtrise d'ouvrage de cette opération, par marché n°3613TV15 signé le 12 janvier 2017, déposé en préfecture le 30 janvier 2017 et notifié le 6 février 2017 ;
- que dans le cadre de cette opération, des travaux de dévoiement de réseaux ont été confiés à la Régie des Eaux, par une convention, signée le 3 Octobre 2019. Ces travaux consistent en l'enfouissement et la mise en protection contre les courants vagabonds du feeder DN700 du boulevard Pénélope, impacté par le futur passage du tramway ;
- que la réalisation de ces travaux de dévoiement aura un impact sur la circulation routière et la réalisation d'une voirie provisoire est rendue nécessaire pour assurer les mouvements tournants depuis la route de Vauguières vers le boulevard Pénélope, en passant par les parcelles SL 107 et SL 145, propriétés de SA3M, conformément au plan présent dans la convention annexée à la présente décision ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec la SA3M, sis 45 place Ernest Granier à Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation précaire porte sur les parcelles cadastrées SL 107 et SL 145, propriété de la SA3M, situées au croisement de la route de Vauguières et du boulevard Pénélope à Montpellier.

ARTICLE 3 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de cinq semaines, du 3 janvier 2022 au 18 février 2022.

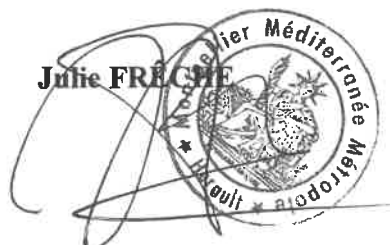
ARTICLE 4 : Ladite convention est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente



Publiée le : 09 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de COP_3M_SA3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société IOTOOLS dans
le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société IOTOOLS, représentée par Monsieur Sacha EXPERT, a pour activité la conception de capteurs pour systèmes pneumatiques camions et poids lourds. Elle est candidate à la location du lot B06 de 73,13 m² pour une durée de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 13 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société IOTOOLS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 DEC. 2021
Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché n°M1B0103MG
Expérimentation d'un vitrage innovant et
étude d'impact sur le siège de la Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique
- VU la délibération n° M2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François Audrin dans le domaine de l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU le Décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire dit « Décret tertiaire »

- **VU** le Décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique précisant qu'à titre expérimental, pour une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent décret (24/12/2018), les acheteurs peuvent passer un marché public, sans publicité ni mise en concurrence préalables portant sur des travaux, fournitures ou services innovants et répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes.

CONSIDÉRANT :

- que la Métropole de Montpellier doit trouver des solutions permettant la mise en œuvre du Décret tertiaire pour remplir ses obligations de diminution des consommations énergétiques de 40 % dès 2030 jusqu'à 60% en 2050 ;

- qu'une expérimentation *in situ* permettra de valider le principe d'un vitrage permettant de manière passive, sans frais de fonctionnement, de bénéficier des apports solaires d'hiver mais d'en limiter les apports l'été ;

- qu'une consultation a été réalisée selon une procédure adaptée inférieure à 100 000 € HT en s'appuyant sur le Décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 visé ci-dessus;

-qu'après analyse, la société Immoblade-Les Ingénieurs du Soleil, sise 10 avenue de l'Europe, 31520 Ramonville Saint-Agne, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De conclure un marché n° M1B0103MG « Expérimentation d'un vitrage innovant et étude d'impact sur le Siège de la Métropole » avec la société Immoblade-Les Ingénieurs du Soleil.

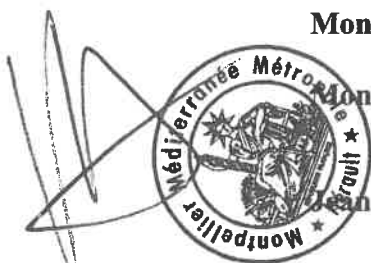
ARTICLE 2 : Le marché est conclu pour un montant de commandes de 63 540 euros HT pour une durée de 14 mois à compter de la notification.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.12.2021



Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 15 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 15 DEC. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt d'un permis de construire sur le site
de l'Ecolothèque à Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger CAIZERGUES, auprès de Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de l'Ecolothèque ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

CONSIDÉRANT :

- le projet de construction d'un bâtiment annexe à l'Ecolothèque sur la commune de Saint Jean de Védas ;
- qu'au vu de la nature des travaux envisagés, la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'une demande de permis de construire auprès des services compétents.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une demande de permis de construire pour la construction d'un bâtiment annexe sur le site de l'Ecolothèque, mas de grille, Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la demande de permis de construire visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2.12.2021

Monsieur le

Roger CAIZERGUES



Publiée le : 23.12.2021.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

23/12.2021.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 à la
convention de servitude et autorisation
d'occupation et de faire les travaux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la convention consentie le 16 février 2021 à Montpellier Méditerranée Métropole valant constitution de servitude et d'occupation temporaire avec le Fonds de dotation du Conservatoire d'Espaces Naturels Occitanie pour y enfouir une canalisation de refoulement des eaux usées et leurs accessoires techniques nécessaires sur la parcelle cadastrée AZ0082 d'une surface de 11656m², d'une longueur de traversée de 127 ml et une surface de servitude de 508m², sur la commune de Fabrègues ;
- VU la décision du Président n° MD2021-039 du 2 février 2021 autorisant la signature de cette convention qui permet une occupation temporaire des lieux pour réaliser les travaux ;

Considérant :

- qu'afin de limiter l'impact sur la faune et la flore du site, les travaux devront impérativement être réalisés entre le 1^{er} Août 2021 et le 15 février 2022 ;
- qu'il est nécessaire de signer un avenant afin de modifier la période de la réalisation des travaux ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention autorisant la servitude et autorisation d'occupation et de faire les travaux sur la parcelle cadastrée AZ0082 d'une surface de 11656m², d'une longueur de traversée de 127 ml et une surface de servitude de 508m², sur la commune de Fabrègues.

Cet avenant modifie l'article VIII de la convention en ce sens : « Afin de limiter l'impact sur la faune et de la flore du site, les travaux devront impérativement être réalisés entre le 1^{er} Août 2021 et le 15 février 2022 ».

ARTICLE 2 : De dire que les autres articles de la convention demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 14 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
prestation de services réciproque entre la
Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole pour la gestion et
la maintenance du parc de matériel roulant
- Renouvellement - Approbation -
Autorisation de Signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- Que depuis 2016, Montpellier Méditerranée Métropole exerce directement la compétence voirie et qu'elle s'est vue transférer à ce titre les matériels roulants des communes membres, affectés à

l'entretien des voies, ce qui a plus que doublé son parc de véhicules mais y a aussi introduit des matériels roulants techniques très spécifiques.

- Que dans un premier temps elle a procédé à un recensement et à un audit de l'état des véhicules et engins ainsi transférés.
- Que dans un second temps, un plan d'investissement ambitieux a été établi afin de doter Montpellier Méditerranée Métropole des moyens techniques à la hauteur de l'enjeu que représente la voirie intercommunale.
- Que dans la poursuite et le maintien de cet objectif, il est nécessaire que la Métropole puisse s'appuyer sur les moyens techniques importants que la Ville de Montpellier a développés en régie directe pour l'entretien et la poursuite du renouvellement de ce parc de véhicules et engins techniques en s'appuyant sur un garage équipé et une équipe technique d'experts-agents municipaux situés sur Garosud.
- Qu'en retour il apparaît nécessaire que les équipes municipales puissent s'appuyer au besoin sur l'expertise des agents du parc auto de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Que la première convention s'achèvera le 31 décembre 2021 et qu'il apparaît nécessaire de la reconduire de manière provisoire dans la perspective de la finalisation de la nouvelle organisation mutualisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concluent une convention de services réciproques pour la gestion et la maintenance de leur parc de matériel roulant.

ARTICLE 2 : Sa durée est de 6 mois à compter de sa signature avec possibilité de reconduction de manière tacite par période de 2 mois, dans la limite de 3 reconductions.

ARTICLE 3 : Les missions relevant de la présente convention seront assurées par les agents municipaux pour la Métropole à hauteur de 40 % de leur temps de travail et par les agents métropolitains à hauteur de 40 % de leur temps de travail pour la Ville de Montpellier.

La Ville et la Métropole restent respectivement l'employeur de leur personnel qui assure la gestion du service objet de la présente et qui demeure, par conséquent, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle soit du Maire de la Ville soit du Président de la Métropole.

De même la Ville et la Métropole demeurent propriétaires du matériel et des équipements nécessaires à l'exercice de leurs missions. Chacune des parties procèdera sur son budget aux investissements nécessaires à l'exercice de leurs missions.

En matière de fonctionnement :

- Les deux signataires procèdent à leurs propres commandes de carburant et souscrivent les contrats d'assurance pour les véhicules leur appartenant sur leurs budgets et dans le respect de leurs procédures de marchés publics.

-
- Pour les autres charges de fonctionnement liées à la maintenance des véhicules, la Ville de Montpellier assure la maintenance des véhicules de la Métropole issus du Pôle Espaces Publics. La Ville de Montpellier refacture ces charges une fois l'an à la Métropole, sur la base de la clé de répartition suivante : ratio de la valeur à neuf des véhicules de la Métropole entretenus par la Ville (le détail du calcul sera joint au dossier de facturation) par la valeur à neuf de l'ensemble des véhicules de la Métropole et de la Ville entretenus par la Ville.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.12.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 15 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 DEC. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Projet convention.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°6 au marché
n°2.583 de mise à disposition, d'entretien et
de maintenance des abris voyageurs de la
ligne 2 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie Frêche dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°6700 du 19 septembre 2005 autorisant la signature avec la Société Clear Channel France du marché n°2.583 de mise à disposition, d'entretien et de maintenance des abris voyageurs de la deuxième ligne de tramway en tranche ferme et de 100 abris sur les arrêts bus des communes de l'agglomération en tranche conditionnelle.

En contrepartie de la mise en place de la publicité sur ses abris et sur certains emplacements mis à disposition, le titulaire verse à la Métropole une redevance forfaitaire de 220 000 € par an (valeur mai 2005). La durée totale du marché est de 16 ans dont 15 années d'exploitation ;

- VU la délibération du Conseil n°8497 du 29 septembre 2008 autorisant la signature de l'avenant n°1 pour la mise à disposition de 50 abris voyageurs supplémentaires et pour préciser le nombre et la nature des mobiliers mis à disposition, sans incidence financière sur le marché initial ;

- VU la délibération du Conseil n°10439 du 29 septembre 2011 autorisant la signature de l'avenant n°2 pour l'achat d'un abri spécifique pour la station Corum d'une valeur de 98 000 €HT ferme et non révisable. ;

- VU la délibération du Conseil n°11018 du 19 juillet 2012 autorisant la signature de l'avenant n°3 afin de valider l'évolution du design de 34 mobiliers pour un montant global et forfaitaire de 657 840 €HT suite à la mise en service partielle de la ligne 4 de tramway simultanément à la ligne 3 le 7 avril 2012 ;

- VU la délibération du Conseil n°13204 du 22 juillet 2015 autorisant la signature de l'avenant n°4 permettant à la société Clear Channel France de poursuivre les installations afin de garantir l'équilibre économique du contrat par l'implantation de 5 mobiliers urbains d'affichage numérique venant compléter les 37 panneaux publicitaires fixes déjà implantés. Les mobiliers d'affichage numériques prévus par cet avenant n°4 n'ont pas été déployés.

- VU la délibération du Conseil n°13878 du 26 mai 2016 autorisant la signature de l'avenant n°5 dont l'objet était d'autoriser la Société Clear Channel France à procéder à la réalisation et à la commercialisation d'opérations événementielles de type campagnes d'adhésivage total ou partiel sur les mobiliers de station tramway ;

Considérant :

- que la Métropole a décidé d'engager une réflexion visant à étudier les nouveaux usages, les nouvelles attentes des voyageurs ainsi que les évolutions matérielles intervenues au cours des dernières années, dans la perspective du renouvellement des différents contrats de mobiliers urbains destinés au transport public des voyageurs. Cette réflexion s'inscrit notamment dans la temporalité de la mise en œuvre de la nouvelle ligne 5 de tramway, ainsi que des 4 lignes de bus à haut niveau de service et du marché de mobilier urbain d'information de la Ville de Montpellier qui arrive à échéance en 2025. Afin de disposer du temps suffisant pour mener cette étude à son terme, la durée du marché passé avec Clear Channel doit être prolongée.

- que la Métropole et la société CLEAR CHANNEL FRANCE se sont rapprochées pour la conclusion d'un avenant n°6 ayant pour objet :

- d'acter le non déploiement des 5 mobiliers urbains d'affichage numérique de 2m² initialement prévus dans le cadre de l'avenant n°4,
- de prolonger la durée du marché de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

- que le projet d'avenant n°6 a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres qui s'est réunie le 2 décembre 2021 pour avis préalable.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°6 au marché n°2.583 de mise à disposition, d'entretien et de maintenance des abris voyageurs de la deuxième ligne de tramway avec l'entreprise Clear Channel France.

Le montant de l'avenant n°6 comprend le versement par Clear Channel France de la redevance annuelle de 220 000 €HT (valeur mai 2005) pour 3 années supplémentaires : 2022, 2023 et 2024.

ARTICLE 2 : de dire que la recette sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°6 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 DEC. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : **16 DEC. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet d'avenant 6 CCh

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1D0001DM de contrôle de la qualité
de service des transports urbains et des
parcs de stationnement de Montpellier
Méditerranée Métropole - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine « Transports et mobilités actives » ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de sa politique de transport et mobilités, notamment le suivi de l'exécution des divers contrats d'exploitation des transports publics urbains et des parcs de stationnement, il convient de confier à une entreprise la réalisation d'enquêtes régulières de mesure de la qualité du service rendu ;
- Qu'une procédure d'appel d'offre ouvert a été lancée, en application des articles L.2124-2, R2124-2 1° et R.2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum ni maximum, divisé en deux lots : lot 1 : Transports urbains ; lot 2 : Parcs de stationnement, pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du contrat. Le nombre de période de reconduction est fixée à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique (60%) ;
 - Prix des prestations au regard du total du détail quantitatif estimatif (40%).
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 4 novembre 2021, a classé et choisi:
 - Pour le lot n°1 de l'accord-cadre à bons de commande n°M1D0001DM, correspondant à la qualité de service des Transports urbains, l'entreprise TRYOM SAS, 165 rue de la Montagne du Salut, PA Technellys, 56600 Lanester présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
 - Pour le lot n°2 de l'accord-cadre à bons de commande n°M1D0001DM, correspondant à la qualité de service des Parcs de stationnement, l'entreprise TRYOM SAS, 165 rue de la Montagne du Salut, PA Technellys, 56600 Lanester présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot n°1 du marché n°M1D0001DM, relatif à la réalisation d'enquêtes de mesure de la qualité de service dans les transports urbains, à l'entreprise TRYOM, sans montant minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est d'un an, reconductible 3 ans.

ARTICLE 2 : d'attribuer le lot n°2 du marché n°M1D0001DM, relatif à la réalisation d'enquêtes de mesure de la qualité de service dans les parcs de stationnement, à l'entreprise TRYOM, sans montant minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est d'un an, reconductible 3 ans.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2021

~~Madame la Vice-Présidente~~

Julie FRÊCHE



Publiée le : 10 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité emploi

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de
déposer des demandes de subventions au
titre de l'année 2021 et 2022, pour le
Programme Cités de l'emploi -
Labellisation de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Clara GIMENEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clara GIMENEZ dans le domaine la « Politique de la Ville et Cohésion sociale » ;
- VU la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- VU l'instruction du Gouvernement du 12 mai 2021 relative à l'extension territoriale du programme « Cité de l'emploi » ;

CONSIDERANT :

- que la situation dégradée de l'emploi dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) accentuée par les conséquences sociales et économiques de la crise sanitaire invite à une mobilisation renouvelée, territorialisée et renforcée de tous ;
- qu'après une première phase encourageante de la labellisation de 24 territoires en 2020 dont Narbonne, Tarbes et Lourdes en Occitanie, l'État étend en 2021 le programme « Cités de l'emploi » à 60 nouveaux territoires pour en porter le nombre à 84 ;
- que les « Cités de l'emploi » ont vocation à intensifier l'accès à la formation et à l'emploi des habitants des QPV à travers une collaboration renforcée des acteurs de « l'emploi » et un recours adaptée de l'offre de la chaîne « insertion-formation-emploi » au profit de parcours ;
- que ce dispositif relève de la Politique de la Ville et est complémentaire notamment aux volets « Emploi et développement économique » des Contrats de Ville et des Nouveaux Programmes de Renouvellement Urbain (NPRU) ;
- que le programme « Cité de l'Emploi » se caractérise notamment par :
 - Une enveloppe de 100 000 € de l'État par Cité de l'Emploi et par an pour une durée de 2 ans avec un abondement attendu de la collectivité partenaire ;
 - Un cadre de référence collaboratif et opérationnel pour la mise en œuvre d'actions structurées autour de trois axes :
 - Axe 1 : Animation territoriale des partenaires « Emploi » ;
 - Axe 2 : Coordination de parcours ;
 - Axe 3 : Actions spécifiques sur des besoins insuffisamment ou non couverts.
- que le territoire montpellierain a été retenu afin de mettre en œuvre un plan d'actions venant renforcer le dispositif local PODEM (Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain) et couvrant les 12 quartiers prioritaires de la politique de la ville.
- qu'une feuille de route a été élaborée conjointement par les services de l'État et ceux de Montpellier Méditerranée Métropole. Celle-ci prévoit de cibler les moyens alloués à la « Cité de l'emploi Montpellier Méditerranée Métropole » sur le :
 - Renfort de l'ingénierie préexistante portée par la Métropole :
 - Coordination et articulation entre les actions spécifiques « insertion-formation-emploi » issues des dispositifs politique de la ville et l'offre de droit commun ;
 - Facilitation et démultiplication des expériences d'engagement des entreprises, en faveur des habitants du territoire.
 - Soutien d'actions spécifiques prioritaires :
 - L'inclusion des femmes (Maîtrise de la langue et test en coopérative d'activités) ;
 - L'insertion des jeunes les plus éloignés de l'emploi (amorçage de parcours et « mise au vert » pour décrocheurs scolaires).

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de demandes de subventions au titre de l'année 2021 et 2022 pour le Programme Cités de l'emploi de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de l'État.

ARTICLE 2 : De dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 26.12.2021

Madame la Vice-Présidente

Clara GIMENEZ

Publiée le :

07 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°458156 Conseil d'Etat - UNPI 34"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- La requête n°458156 du 3 novembre 2021 déposée devant le Conseil d'Etat par l'UNPI 34 contre le décret 2021-1144 du 02 septembre 2021 fixant le périmètre du territoire de la Métropole de Montpellier concerné par la mise en place du dispositif d'encadrement des loyers ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

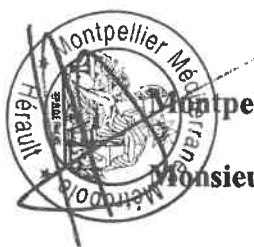
DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Conseil d'Etat suite au dépôt de la requête n°458156 par l'UNPI 34 ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats SCP Lyon-Caen et Thiriez ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'un poids-
lourd vétuste de marque Renault
immatriculé CA-438-VJ - Hôtel des ventes
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180000 euros ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un Poids-lourd vétuste de marque Renault immatriculé CA-438-VJ ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un poids-lourd vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un poids-lourd de marque Renault immatriculé CA-438-VJ à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 13.12.2021
Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

15 DEC. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Citroën modèle
Berlingo immatriculé 572-ACT-34 - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180000 euros ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle Berlingo immatriculé 572-ACT-34 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un véhicule vétuste de marque Citroën modèle Berlingo immatriculé 572-ACT-34 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15.12.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : **15 DEC. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Renault modèle Kangoo
immatriculé CN-589-AG - Hôtel des ventes
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180000 euros ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Kangoo immatriculé CN-589-AG ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Kangoo immatriculé CN-589-AG à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 13.12.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

15 DEC. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'un tracteur
vétuste et de son épaveuse de marque
Renault Ergos immatriculé EF-031-YB -
Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un ensemble tracteur et épaveuse en état de vétusté, de marque Renault Ergos, immatriculé EF-031-YB ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de céder ce tracteur avec son épaveuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un tracteur et son épaveuse, de marque Renault Ergos, immatriculé EF-031-YB à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 13.12.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 15 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
NUMALIS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 21 décembre 2015, passée entre la Métropole et la société NUMALIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 6 août 2021,
- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 6 décembre 2021,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise a entamé des recherches immobilières, mais que celles-ci n'ont pas encore abouti,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise, dont l'activité a été fortement impactée par la crise sanitaire du Covid-19, se trouve dans une phase charnière de restructuration et de stabilisation budgétaire, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société NUMALIS a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NUMALIS pour une période de six mois à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NUMALIS pour la surface de 92,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 407,49 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind ELAD



Publiée le : 23 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 23 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "requête
n°2106269-3 TA - Ressources humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la requête n°2106263-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 novembre 2021 par Madame Florence BOUCHY contre la décision implicite de rejet née le 29 septembre 2021 du recours gracieux réceptionné le 29 juillet 2021 sur une décision expresse de rejet du 17 juin 2021 d'une demande indemnitaire préalable présentée le 31 mai 2021 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Métropole de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2106263-3 par Madame Florence BOUCHY.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retrait de la délégation
du Droit de Préemption Urbain à la
commune de Montpellier sur les parcelles
SA 248 ET 250**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de « l'Amenagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 04 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **VU** la déclaration d'intention d'aliéner en date du 11 octobre 2021, envoyée par Maître Virginie JACQUET notaire à Paris, reçue en mairie de Montpellier le 18 octobre 2021, concernant la vente par IMEFA 116, du Volume 4 et de lots de copropriété situés dans le Volume 1 Place Ernest Granier à Montpellier, cadastrée section SA 248 et 250, au prix de 9 127 000 € + 101 450 € de régularisation de TVA ;

CONSIDERANT :

- la volonté métropolitaine de maîtriser les propriétés dans lesquelles elle exerce ses missions de services publics, il y a lieu de retirer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier, à l'occasion du dépôt de cette déclaration d'intention d'aliéner.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délégation du droit de préemption urbain, sur les parcelles SA 248 et 250, est retirée à la Commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 DEC. 2021

Monsieur le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 15 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété IMEFA
CENT SEIZE - Immeuble de bureaux avec
places de parking - Parcelles SA 248 et 250
- place Ernest Granier - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie

d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 02 mars 2006,**

- **VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Montpellier du 02 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,**

- **VU la décision du 04 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,**

- **VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 11 octobre 2021, envoyée par Maître Virginie JACQUET notaire à Paris, reçue en mairie de Montpellier le 18 octobre 2021, concernant la vente par IMEFA CENT SEIZE, du volume 4 à usage de bureaux et des lots de copropriété 1034-1035-1036-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1076 et 1077 faisant partie du volume 1 à usage de stationnement situés place Ernest Granier à Montpellier, cadastrée section SA 248 et 250, actuellement loués en totalité, au prix de 9 127 000 € ainsi que 101 450 € au titre de la régularisation de TVA (cette somme est à parfaire ou à diminuer) et 328 572 € TTC d'honoraires de négociation.**

- **VU la décision relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier sur les parcelles SA 248 et 250, à l'occasion de l'aliénation de la propriété de IMEFA 116,**

- **VU l'avis de France domaine.**

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que le 18 octobre 2021, IMEFA CENT SEIZE a déposé une déclaration d'intention d'aliéner portant sur l'immeuble sis 80 place Ernest Granier sur la commune de Montpellier, composé du Volume n°4 correspondant à un immeuble de bureaux loués et de lots de copropriété situés dans le volume n°1 portant sur 173 places de stationnement, sur le terrain d'assiette cadastré SA 248 et SA 250, au prix de 9 127 000 € ainsi que 101 450 € au titre de la régularisation de TVA et 328 572 € TTC d'honoraires de négociation;

- que la propriété de la Société IMEFA CENT SEIZE est dans le périmètre du droit de préemption urbain, dont le titulaire est Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que dans le cadre de sa stratégie immobilière, la Métropole poursuit l'objectif de maîtrise foncière des biens immobiliers pouvant répondre à ses besoins;
- que cet immeuble est parfaitement adapté auxdits besoins et son emplacement stratégique au cœur du territoire métropolitain, en pleine visibilité et avec une desserte viaire et en transports en commun optimale, à distance restreinte entre le siège de la Métropole et le siège de l'Hôtel de Ville ;
- que dans ces conditions, il est nécessaire pour la Métropole de Montpellier Méditerranée d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de poursuivre le projet d'aménagement relaté ci-dessus, ce projet étant conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption a pour objet de mettre en œuvre un projet urbain et d'implanter des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété d'IMEFA CENT SEIZE consistant en un immeuble de bureaux formant le Volume 4 et les lots de copropriété du Volume n°1, portant les numéros de lots 1034-1035-1036-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1076-1077 à usage de stationnement, loués, situés place Ernest Granier à Montpellier, cadastrés section SA 248 et 250.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 9 127 000 € HT majoré de 101 450 € de régularisation de TVA (somme à parfaire ou à diminuer), et 328 572 € TTC d'honoraires de négociation correspondant au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, frais d'acquisition à la charge de l'acquéreur.

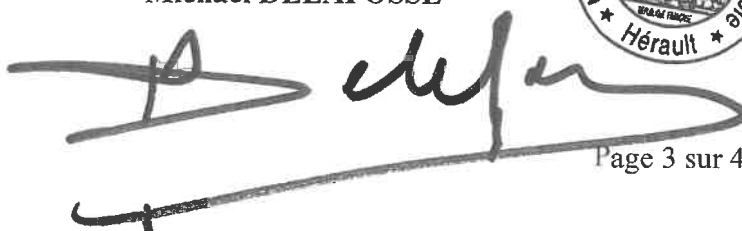
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 DEC. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 16 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'une
remorque vétuste immatriculé GB-459-LD
et son broyeur à végétaux vétuste - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une remorque de marque Nicolas immatriculée GB-459-LD et de son broyeur de végétaux, l'ensemble en état de vétusté ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver du matériel vétuste et qu'il convient de céder cette remorque avec son broyeur de végétaux ;

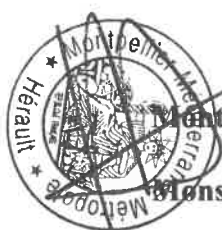
D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une remorque de marque Nicolas immatriculée GB-459-LD ainsi que son broyeur de végétaux à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 18 DEC. 2021
Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 21 DEC. 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

PARTIE III
ARRETES REGLEMENTAIRES JANVIER 2022

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
MAR2021-0090	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas	
MAR2021-0096	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Grabels	
MAR2022-0001	Représentation de l'autorité territoriale lors du tirage au sort et en conseil de discipline	
MAR2022-0008	Arrêté portant modification de la désignation des Représentants au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de la Métropole de Montpellier	



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de
Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L.5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24; et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le PLU de la commune de Saint Jean de Védas approuvé le 21 janvier 2008, mis à jour le 28 juillet 2008, modifié le 30 juin 2009, modifié le 13 juillet 2010, modifié le 6 septembre 2011, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 21 octobre 2016, mis à jour le 25 janvier 2017, modifié le 27 septembre 2017, mis à jour le 4 avril 2018, mis à jour le 9 août 2019, mis à jour le 9 décembre 2020, mis à jour le 17 mai 2021 ;
- VU la décision n°MD2021-758 du Conseil de Métropole en date du 11 août 2021 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « GGL Territoires », pour une opération d'aménagement dénommée « Petite Lauze » sur les parcelles cadastrées AB0067, AB0068, AB0070, AB0071, AB0072 et AB0239 de la Commune de Saint Jean de Védas ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 22 septembre 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « GGL Territoires ».

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Jean de Védas est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Saint Jean de Védas (4 Rue de la Mairie - 34430 Saint Jean de Védas) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Jean-de-Védas sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14/01/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-175513-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/01/22

Réception en Préfecture : 14/01/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention petite lauze 22092021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la commune de
Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **VU** la délibération en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Grabels approuvé le 06 octobre 2013, mis en compatibilité le 09 mars 2015, mis à jour le 27 octobre 2020, mis à jour le 09/12/2020, mis à jour le 17 mai 2021 ;
- **VU** la décision n°MD2021-1031 du Conseil de Métropole en date du 21 octobre 2021 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « RB GROUP », pour une opération d'aménagement dénommée « Côté village » sur les parcelles cadastrées AX0139, AX0349 et AX0350 de la Commune de Grabels ;
- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 10 novembre 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « RB GROUP » ;

- VU la délibération n°096/29-11-2021 du Conseil municipal en date du 29 novembre 2021 instaurant un périmètre d'étude sur une partie du secteur de la Valsière au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Grabels est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) et le périmètre d'étude susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la Mairie de Grabels (1, Place Jean Jaurès - 34790 GRABELS) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en Mairie de Grabels.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Grabels sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14/01/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-178193-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/01/22

Réception en Préfecture : 14/01/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention exécutoire PUP Coté village.pdf
- 096 - Annexe Création périmètre étudess secteur Valsière.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Représentation de l'autorité territoriale
lors du tirage au sort
et en conseil de discipline**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux ;
- **CONSIDERANT** que la présence d'un représentant de l'autorité territoriale est nécessaire lors du tirage au sort désignant les représentants de l'administration au conseil de discipline, ainsi qu'en séance ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est attribuée à Madame Séverine ARRIAU, responsable du service juridique – GTT, pour représenter l'autorité territoriale lors du tirage au sort désignant les représentants de l'administration au conseil de discipline ainsi qu'en séances.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 5 janv. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 05/01/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180191-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/01/22

Réception en Préfecture : 05/01/22

Notifié le : 05/01/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant modification de la
désignation des Représentants au Comité
d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de
Travail de la Métropole de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n°M2020-94 du 21 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE, en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique ;
- VU le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Ville de Montpellier en date du 6 décembre 2018 ;
- VU l'arrêté n°MAR2019-0111 du 20 février 2019 portant modifications des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **VU** l'arrêté n°MAR2020-0395 du 12 octobre 2020 portant désignation des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté n°MAR2020-0415 du 21 décembre 2020 portant désignation des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté n°MAR2021-0028 du 10 mars 2021 portant désignation des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole.

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°MAR2021-0028 du 10 mars 2021 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste des représentants de la collectivité du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail est la suivante :

Liste des représentants de la collectivité	
Membres titulaires (10)	Membres suppléants (10)
1. Michaël DELAFOSSE 2. Julie FRECHE 3. Joel RAYMOND 4. Florence BRAU 5. Frédéric LAFFORGUE 6. Isabelle TOUZARD 7. Eric PENSO 8. Marie MASSART 9. Sophiane MANSOURIA 10. Claudine VASSAS-MEJRI	1. François VASQUEZ 2. Tasnime AKBARALY 3. Olivier NYS 4. Olivier JOCTEUR MONROZIER 5. Catherine ALBERTI JULLIEN 6. Sylvie ROS-ROUART 7. Serge DESSEIGNE 8. Séverine SAINT MARTIN 9. Blandine FORTIN PEYRON 10. Anne RIMBERT

ARTICLE 3 : La liste des représentants du personnel au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail est la suivante :

Membres titulaires (10)	Membres suppléants (10)
1. Abdelkader AMLOUK, UNSA 2. Laurent BERNARD, UNSA 3. Fabrice PAGES, UNSA 4. Sandrine CAMPOS, UNSA 5. Sylvie CUSIN, UNSA 6. Karine BERNARD, FO 7. Céline MILLET, FO 8. Patrick CORNELLES, SUD 9. Véronique PENARANDA, CFTD 10. Grégory DERRIEUX, CGT	1. Florence POURROT-REDON, UNSA 2. Catherine LANDEMAINE, UNSA 3. Ichem MOGHEL, UNSA 4. Randa BOUSSUGE, UNSA 5. Philippe MAURY, UNSA 6. Rémy LASCOLS, FO 7. Stéphane BERTAUX FO 8. François FOURES, SUD 9. Nicolas SCHNELL, CFTD 10. Laurent BEZARD, CGT

ARTICLE 4 : Le Président du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail est Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 janv. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 28/01/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181502-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/01/22

Réception en Préfecture : 28/01/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
ARRETES INDIVIDUELS

PARTIE IV

ARRETES INDIVIDUELS JANVIER 2022

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
MAI2022-0003	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n° 53	626
MAI2022-0009	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n° 8	629
MAI2022-0014	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Présentation d'un successeur à titre onéreux -Autorisation de stationner n°108	632
MAI2022-0024	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n° 8	635
MAI2022-0027	Arrêté ordonnant l'exécution des travaux d'office de l'immeuble sis 124 rue de la Borie Parcelle AI202 – Commune de Villeneuve-les Maguelone	638



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 53**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAI2020-0065 en date du 9 octobre 2020 relatif à un changement de véhicule ;

CONSIDERANT que **Monsieur Nicolas VERGNES** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 9 octobre 2020, n°MAI2020-0065, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Nicolas VERGNES**, né le 22 juillet 1981 à Paris (75), domicilié 387, rue du Carosse à Saint-Gély-du-Fesc (34980) est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type 308 de couleur bleue, immatriculé **EP-599-NC**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 53, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,

- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 11 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Julie FRÊCHE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180518-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/01/22

Réception en Préfecture : 13/01/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 8**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAI2018-0018 en date du 16 mars 2018 relatif à un changement de véhicule ;

CONSIDERANT que **Monsieur Ali BELFKIH** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 16 mars 2018, n°MAI2018-0018, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Ali BELFKIH**, né le 1 juillet 1963 à Kenitra (Algérie), domicilié 850 avenue Justin Bec, résidence l'orée de Montpellier, bâtiment Sarriette, appt 19 à Saint-Georges-d'Orques (34680) est autorisé à stationner avec le véhicule **TOYOTA** type **AVENSIS** de couleur grise, immatriculé **GD-777-PJ**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **8**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault.
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route.
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,

- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 11 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Julie FRÊCHE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180548-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/01/22

Réception en Préfecture : 13/01/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER - Présentation d'un
successeur à titre onéreux -Autorisation de
stationner n°108**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAI2021-0015 en date du 15 septembre 2021 relatif à un changement de véhicule ;
- VU la faculté donnée à la société EUROPOSE de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande formulée par Monsieur Samir DJEBAILIA pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction survenue le **03 décembre 2021** au terme duquel, la société EUROPOSE consent la présentation à titre onéreux de Monsieur Samir DJEBAILIA en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de MONTPELLIER délivrée sous le numéro 108.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à **160 0000 €**.

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 15 septembre 2021, n° MAI2021-0015, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Monsieur Samir DJEBAILIA né le 04 juin 1992 à Montpellier (34), domicilié 57 rue christian Benezech à Montpellier (34 070) est autorisé à stationner avec le véhicule BMW type SERIE 4 de couleur blanche immatriculé DN-499-BQ, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 108, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de MONTPELLIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 24 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Julie FRÊCHE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181241-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/01/22

Réception en Préfecture : 26/01/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 8**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté métropolitain accordant la délégation au Transport et aux Mobilités actives à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté métropolitain n°MAI2018-0018 en date du **16 mars 2018** relatif à un changement de véhicule.

CONSIDERANT que **Monsieur Ali BELFKIH** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

AR R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du **16 mars 2018**, n°MAI2018-0018, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Ali BELFKIH** né le **1^{er} juillet 1963** à **Kenitra (Maroc)**, domicilié **850 avenue Justin Bec, résidence l'Orée de Montpellier, bâtiment Sarriette, appt. 19 à Saint-Georges-d'Orques (34680)** est autorisé à stationner avec le véhicule **TOYOTA** type **AVENSIS** de couleur grise, immatriculé **GD-777-PJ**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **8**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,

- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 24 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Julie FRÊCHE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181522-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/01/22

Réception en Préfecture : 26/01/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté ordonnant l'exécution des travaux
d'office
de l'immeuble sis 124 rue de La Borie
Parcelle AI 202
Commune de VILLENEUVE-LES-
MAGUELONNE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L 511-16, L 511-17, L 541-1 et suivants et R 511-9 ;
- **VU** l'arrêté de péril ordinaire pris le 26 août 2011 par le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone, prescrivant la réalisation de travaux dans un délai de 60 jours ;
- **VU** le rapport de Jean-Louis DESTISON, agent compétent de la Métropole, établi 19 juin 2015 constatant que tous les travaux n'ont pas été réalisés et que l'état de dégradation générale de la structure, ne permet pas d'écarter tout péril ;
- **VU** le rapport de Marie PEETERS agent compétent de la Métropole, établi le 15 avril 2021 constatant le défaut de réalisation des travaux depuis la dernière visite des services de la Métropole et préconisant de poser un étaielement sur les éléments de modénature et de purger l'enduit délité de la façade ouest sur impasse ;

CONSIDÉRANT :

- qu'en raison de la persistance des désordres et des risques en résultant pour la sécurité des personnes, il y a lieu d'exécuter d'office les mesures conservatoires préconisées.

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole fera procéder d'office aux travaux prescrits par l'arrêté de péril ordinaire du 26 août 2011 et notamment la pose d'un étaielement sur les éléments de modénature et la purge de l'enduit de façade ouest (sur impasse) de l'immeuble sis 124 rue de la Borie à Villeneuve-lès-Maguelonne (34750), en lieu et place de Monsieur FRABONI Nicolas propriétaire de l'immeuble précité, pour son compte et à ses frais.

ARTICLE 2 : Le propriétaire ou ses ayant droit ou tout mandataire de son choix devra laisser aux agents missionnés ainsi qu'aux professionnels prêtant leur concours, libre accès à l'immeuble et à la parcelle pendant toute la durée des travaux. A défaut, il pourra être requis le concours de la force publique.

ARTICLE 3 : Les frais de toute nature avancés pour la réalisation des mesures visées à l'article 1 seront à la charge des personnes visées au même article.
La créance publique comprendra le coût de l'ensemble des mesures que cette exécution rendra nécessaire, notamment celui des travaux destinés à assurer la sécurité de l'ouvrage ou celle des bâtiments mitoyens, les frais exposés par la Métropole agissant en qualité de maître d'ouvrage public et, le cas échéant, les frais d'expertise.
Les frais seront recouvrés par l'émission d'un titre de recette exécutoire, comme en matière de contributions directes, conformément aux dispositions de l'article L 1617-5 du Code Général des Collectivités Générales.

ARTICLE 4 : Les dispositions des articles L 541-1 à L 541-6 du Code de la Construction et de l'Habitation relatives aux garanties de recouvrement des créances sont applicables.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire mentionné à l'article 1 et sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelonne.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au Maire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelonne, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 27 janv. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181778-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/01/22

Réception en Préfecture : 28/01/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

